

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ÉCLAIRAGE DE PARIS

A
L'ÉPOQUE RÉVOLUTIONNAIRE

THÈSE
POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES
PAR
LE COLONEL ~~HERLAUT~~

MELLOTTÉE, ÉDITEUR
48, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE - PARIS VI^e

1932



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547506_0069

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ÉCLAIRAGE DE PARIS

A
L'ÉPOQUE RÉVOLUTIONNAIRE

THÈSE
POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES
PAR
LE COLONEL HERLAUT

MELLOTTÉE, ÉDITEUR
48, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE - PARIS VI^e

1932



A mon Maître et Ami
Monsieur André PARMENTIER
Professeur agrégé au Collège Chaptal

L'ÉCLAIRAGE DE PARIS A L'ÉPOQUE RÉVOLUTIONNAIRE

(JUILLET 1789-AN X).

AVANT-PROPOS

Dans le Paris du Moyen Age, lorsque le couvre-feu sonnait, si toute lumière s'éteignait dans les logis des habitants, aucune clarté ne s'allumait dans les rues pour permettre d'y circuler. La ville était plongée dans une complète obscurité.

Un des besoins les plus essentiels qui s'imposa, dès que les conditions de l'existence urbaine s'améliorèrent à Paris, fut de permettre à ses habitants la circulation nocturne dans les rues sans avoir à redouter les attaques des coupeurs de bourses, tire-laine et autres malandrins.

On sait comment Colbert améliora le premier des deux éléments indispensables à cette circulation nocturne, le guet, et comment il dota la capitale du second, l'éclairage artificiel des rues. Les lieutenants de police furent chargés de la direction de ce service public, qui, encore que bien rudimentaire, procurait pourtant aux habitants une lumière aussi intense que les procédés d'éclairage alors en usage le permettaient.

On sait également comment au cours du xviii^e siècle, la chandelle de suif enfermée dans une lourde lanterne dont les vitres enfumées ne laissaient filtrer sur le pavé des rues qu'une pâle lueur, fut remplacée par les lampes à huile dont la flamme, d'une intensité lumineuse plus forte, était réfléchiée par des miroirs argentés, appelés réverbères (1).

Dès les premiers jours de la Révolution, alors que sur toute la France, se répandait ce sentiment obscur de crainte qu'on a nommé la « grande peur », le service de l'éclairage des rues à Paris acquit, aux yeux des habitants,

(1) Commandant HERLAUT, *L'éclairage des rues à Paris à la fin du xviii^e siècle et au xviii^e siècle. Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Île-de-France*, t. XLIII, 1916.

une importance toute nouvelle. Cette crainte de troubles, de pillages, de meurtres même, éprouvée par une grande partie de la population, s'accroissait chaque jour à l'approche des ténèbres et seul l'éclairage des rues, encore que bien modeste, parvenait à l'atténuer.

Ce n'était plus seulement aux noctambules et aux débauchés qui couraient la nuit les rues de la ville, qu'il importait que ces rues fussent éclairées, c'était également à ceux que « les fatigues du jour empêchent de profiter des commodités de la nuit » ainsi que s'exprimait un factum du XVIII^e siècle (1), à la population laborieuse et probe, qui voyait dans la lueur répandue par les lanternes sa sauvegarde contre un péril qui lui apparaissait d'autant plus redoutable qu'il restait imaginaire...

De même que dans le domaine législatif le souffle ardent de la Liberté et de l'Égalité balayait les vieux textes sur lesquels reposaient le pouvoir absolu, à Paris, dans le domaine administratif, la surveillance des Lieutenants de police, tracassière, dure et impitoyable « au menu peuple », était remplacée par une administration communale, dirigée par les mandataires de la population et soumise en partie à sa volonté.

Mais ce changement radical de personnel et de méthodes à la tête de l'administration des services publics de Paris, n'aurait pas permis de continuer à assurer ces services si les modestes rouages administratifs n'étaient restés en place. C'est la permanence des petits fonctionnaires, qui permit d'assurer le bon fonctionnement de tout l'organisme. Comme l'observait fort justement Monsieur Paul Boncour, dans le discours qu'il prononçait le 23 mai 1928, ce sont ces modestes employés qui « besognent et construisent tandis que les politiciens pérorent. Les régimes s'écroulent, les foules se détournent de ce qu'elles ont acclamé, la politique passe, la construction demeure et c'est l'essentiel ».

Nous verrons en étudiant le service de l'éclairage qu'ins-

(1) Mémoire pour les bourgeois de la rue de Grenelle Saint-Honoré, intéressés, contre maître Jean Berthe, payeur des rentes, appelant d'une sentence rendue au Châtelet, le 8 août 1749, qui ordonne qu'il acceptera la commission pour allumer les lanternes de son quartier. Bibl. nat., 4^o FM. 24. 424.

pecteurs des quartiers, commis des entrepôts, allumeurs des lanternes, continuèrent, tout au moins dans les premiers temps, leur tâche quotidienne avec zèle et application.

Dans la suite, la diminution du pouvoir d'achat des assignats, conséquence inévitable de l'inflation, obligèrent commis et allumeurs à réclamer, à exiger même, en menaçant de suspendre leur service, des augmentations de salaires, indispensables pour assurer leur existence matérielle et celle de leurs familles. Au cours de ces luttes, la municipalité parisienne fut contrainte de demander l'intervention des Comités de Salut Public et de Sûreté Générale pour vaincre la résistance des salariés, qui ne réclamaient pourtant que le droit de vivre.

Au cours de cette étude, apparaîtra constamment la figure d'un industriel habile, tenace et souple, véritable précurseur des modernes capitaines d'industrie, l'entrepreneur de l'éclairage déjà en fonctions sous l'ancien régime, Tourtille-Sangrain. Aidé par un autre industriel, Lepêcheux, qui sut réaliser dans le domaine de la fabrication des huiles d'éclairage, ce que nous appelons aujourd'hui la concentration industrielle verticale, Sangrain, par sa persévérance, son absence de scrupules, par les appuis, certainement intéressés, qu'il sut se ménager parmi les fonctionnaires des bureaux de l'administration parisienne, parvint à conserver la direction effective du service de l'éclairage, même lorsqu'il fut arrêté comme suspect pendant la Terreur, en faisant ainsi un véritable monopole dont il se réserva les importants profits.

Enfin, on a été conduit à exposer les difficultés matérielles auxquelles se heurtèrent les diverses administrations qui eurent mission d'assurer l'éclairage de Paris, difficultés provenant soit du défaut de luminaire ou de matières premières nécessaires à la confection des lanternes et des cordages qui les suspendaient, ou, plus fréquemment encore, du manque d'argent.

C'est par ce qu'il pénètre, parfois profondément, dans le domaine des questions générales que ce travail sur le service de l'éclairage, constitue un fragment de l'histoire sociale et surtout de l'histoire économique de la Révolution. Les historiens actuels, et parmi eux notre maître

M. Albert Mathiez (1), sont d'accord pour admettre que la Révolution ne peut plus être étudiée du seul point de vue politique et philosophique.

L'histoire de cette époque est entièrement dominée par les problèmes économiques. A la base de toutes les modifications qu'apportèrent les différentes conceptions du régime nouveau qui se succédèrent avec les diverses assemblées, c'est la question financière, c'est la question des subsistances et des matières premières qui dominent les discussions et les luttes des partis à l'intérieur, comme elles dominent à l'extérieur la diplomatie et la conduite générale de la guerre.

(1) A. MATHIEZ, *La vie chère et le mouvement social sous la Terreur*, in-8°, Paris, 1927.

BIBLIOGRAPHIE

I. — MANUSCRITS

A. — ARCHIVES NATIONALES

La majeure partie de la documentation a été empruntée à la série F¹³ des Archives nationales (voir : *Etat sommaire des versements faits aux Archives nationales par les ministères et administrations qui en dépendent*, T. II, séries F¹⁰ à F¹³ inclus). La série F¹³, intitulée *bâtiments civils*, a été classée et inventoriée par M. Léon Le Grand, actuellement conservateur honoraire aux Archives nationales, qui a bien voulu nous communiquer ses fiches de dépouillement et nous guider dans nos recherches. Nous le prions de trouver ici nos très chaleureux remerciements.

Les cartons de la série F¹³, les plus utilisés dans ce travail, sont les suivants :

— F¹³ 351. — Éclairage ou illumination de Paris (1769-an III), en particulier : Marchés et adjudications de l'éclairage (1769-1790) ; Éclairage de Paris (1789-1790) ; Rapports sur l'éclairage (1789-1790) ; Dépenses de l'éclairage (1790) ; Rapport au Comité des finances, 16 septembre 1790.

— F¹³ 352. — Éclairage ou illumination de Paris (1769-an III), en particulier : Mise en régie du service de l'éclairage par suite de l'arrestation du citoyen Lepescheux, caution de l'entrepreneur ; Éclairage de Paris en l'an II ; Demandes de bougies et d'huile d'éclairage faites à la Commune de Paris par des municipalités, administrations publiques, sociétés.

— F¹³ 353. — Correspondance de la Commission des travaux publics relative à l'éclairage, an III.

— F¹³ 354 et 355. — Éclairage de Paris (an III-an IV), en particulier : Dépense générale de l'éclairage, an III.

— F¹³ 356. — Éclairage de Paris (an IV-an V), en particulier : Éclairage complet pendant la nuit à cause de craintes de troubles depuis le 13 vendémiaire ; Note sur la fabrication des bougies, an IV.

— F¹³ 509. — Correspondance du ministre de l'Intérieur au sujet des bâtiments civils (brumaire-fructidor an X), en particulier : Procédé d'éclairage inventé par le citoyen Paul.

— F¹³ 523 et 524. — Rapports, avec pièces à l'appui, soumis au ministre de l'Intérieur pour l'ordonnancement des paiements des travaux concernant principalement l'éclairage de Paris, le nettoyage des rues, les égouts, les eaux, le pavé, les cimetières, l'ins-

tallation des bureaux d'état civil, an IV ; en particulier : dans F¹³ 523. — Rapports, avec pièces à l'appui, pour des ordonnancements de paiements de l'éclairage de Paris, an IV.

Dans F¹³ 524. — Éclairage du Palais-Royal proposé par Chancourt, an IV.

— F¹³ 555. — Dépenses arriérées ; Relevé des sommes dues ; État de proposition de paiements ; Réclamations (an V-an VI), en particulier : réclamations de paiements de l'entrepreneur de l'éclairage de Paris.

— F¹³ 569. — Commission des travaux publics ; États de paiement, 1^{er} au 13 brumaire, an IV.

— F¹³ 571. — Rapports avec pièces à l'appui, soumis au ministre de l'Intérieur pour ordonnancement de dépenses se rapportant aux bâtiments civils (22 nivôse-8 brumaire an IV).

— F¹³ 572 *Idem* (4 fructidor an IV-18 brumaire an V), en particulier : Service journalier de l'éclairage de Paris ans IV et V.

— F¹³ 573. — *Idem* (25 brumaire an V-25 frimaire an V).

— F¹³ 711 et 712. — Le Tribunat au Palais Égalité (Palais-Royal) (an VIII-1811), en particulier : Éclairage des galeries du Palais-Royal, an X.

— F¹³ 736. — Correspondance du ministre de l'Intérieur relative à l'éclairage de Paris, an VIII, 1813.

— F¹³ 779. — Casernement de la garde nationale, 1789.

— F¹³ 781. — *Idem*, 1790.

— F¹³ 788. — *Idem*, 1792.

— F¹³ 882. — Éclairage de Paris (1812-1815), en particulier : expérimentation du système Behr ; Éclairage des abords du pont d'Iéna et du marché St-Martin.

— F¹³ 903. — Mémoires de travaux exécutés dans divers établissements (an II-an V).

— F¹³ 962 à 964. — Mémoires de travaux exécutés pour la Commune de Paris (an II-an IV).

— F¹³ 965. — Affaires traitées à la Commission des travaux publics, an III.

— F¹³ 966 à 968. — Mémoires de travaux exécutés pour la Commune de Paris et réglés par la Commission des travaux publics (an II-an III).

— F¹³ 987. — Service des travaux publics de Paris (1790-an VI), en particulier : demandes diverses d'éclairage.

— F¹³ 990. — Éclairage de Paris (an III-an IX).

— F¹³ 991. — Éclairage des corps de garde et barrières de Paris (an II-an III).

— F¹³ 1052. — Correspondance, rapports, devis et autres documents relatifs aux travaux des divers monuments et établissements de Paris (classement alphabétique).

— F¹³ 1042 à 1054. — Ateliers d'armes (1793-an IV).

— F¹³ 1279. — Tribunaux et autres établissements de Paris (1791-an III).

Dans le carton F¹⁹ 207. — Travaux divers à Paris 1792-1830 se trouve le tableau imprimé de l'éclairage de Paris (dossier 11).

— F⁷ 3.647 à 3.700. — Statistique personnelle et morale. Série départementale (1790-1830) classement par département et documents se rapportant surtout à la période révolutionnaire. A signaler les cartons :

— F⁷ 3.688¹. Département de la Seine (1789-1792).

— F⁷ 3.688²⁶ à 3.688³⁰. Voirie et pompiers (1790-1830).

Dans la série alphabétique des dossiers du Comité de Sûreté générale, cartons : F⁷ 4.774, F⁷ 4.775¹² et F⁷ 4.775³².

F¹² 1.505² Savons, huiles, soude, potasse, colles, salpêtre (1701-an V).

Dans F^{1c} III, esprit public et élections, classement par département, les cartons :

F^{1c} III Seine, 13. — Comptes rendus administratifs (1791-an III).

F^{1c} III Seine, 14. — *Idem*, an III (vendémiaire-frimaire).

F^{1c} III Seine, 15. — *Idem*, an III (nivôse et ventôse).

Dans les papiers du Comité de Salut public, les cartons :

AF^{II} 69. — Subsistances pour Paris. Rapports, états divers 363 minutes d'arrêtés (1793-an IV).

AF^{II} 127. — Correspondance et arrêtés des représentants en mission dans les départements.

AF^{II} 280. — Remontes ; dons de chevaux ; transports militaires (juin 1793-brumaire an IV).

AF^{II} 289. — Habillement et équipement ; créations de magasins et ateliers (août 1793-brumaire an IV).

Dans la série AF^{IV}, les cartons :

AF^{IV} 1.329. — Préfecture de police ; rapports sur Paris (an VIII-an IX).

AF^{IV} 1.470. — Bulletin de police (décembre 1792-septembre 1794) ; 1.471. — *Idem* (14 nivôse-germinal an III).

Dans la série D^{VI}, les cartons :

D^{VI} 12. — Correspondance des ministres avec le Comité des finances, dossier 129. Observations sur le nouveau bail de l'éclairage de Paris (Août-Septembre 1791).

D^{VI} 18. — Comité des finances. Procès-verbaux des séances.

T 160/6. — Pièces de procédure, correspondance et jugement dans une affaire concernant l'entreprise de l'éclairage de Paris entre L. H. Duchesne et Depré de Crassier (1780-1790).

W II, dossier 510 (1). — Tribunal révolutionnaire ; Parquet ; Dossier Lepescheux.

W 443 (67). — Dossiers de Lepescheux et sa femme.

B. — BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Départements des manuscrits ; Manuscrits français.

N° 11.697 — Correspondance de M. Bailly avec M. de La Fayette élu, le 14 juillet, l'un maire de Paris et l'autre commandant général de l'armée parisienne (1879-1791).

N°s 11.698 à 11.703.

Procès-verbaux des délibérations du Conseil de Ville et du Corps municipal de Paris (8 octobre 1789-17 novembre 1791).

I. — 11.698 — 8 octobre 1789-1^{er} août 1790.

II. — 11.699 — 10 août 1790-9 octobre 1790.

III. — 11.700 — 10 octobre 1790-15 février 1791.

IV. — 11.701 — 16 février 1791-30 avril 1791.

V. — 11.702 — 2 mai 1791-31 août 1791.

VI. — 11.703 — 2 septembre 1791-17 novembre 1791.

N°s 11.704 à 11.706.

Procès-verbaux des délibérations du Bureau de la Ville et du Bureau municipal de Paris.

I. — 11.704 — 20 octobre 1789-6 juillet 1790.

II. — 11.705 — 1^{er} novembre 1790-31 mai 1791.

III. — 11.706 — 6 juin 1791-17 novembre 1791.

N° 11.707. — Procès-verbaux des délibérations du Conseil général de la commune de Paris (9 octobre 1790-18 novembre 1791).

Manuscrits français nouvelles acquisitions.

N°s 2.670 et 2.699 de la collection de pièces historiques sur la Révolution, composée principalement des papiers des différentes municipalités de Paris.

N° 2.670. — District de Saint-Roch et Section de la Butte des Moulins.

N° 2.699. — Section des Droits de l'homme.

II. — IMPRIMÉS

Nous mentionnerons pour mémoire les collections et répertoires bien connus :

Archives parlementaires.

Collection du *Moniteur* :

Recueil des actes du Comité de Salut public, publié par AULARD.

TUETÉY (Alexandre), *Répertoire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*, 11 vol., in-4°. Paris 1890-1914.

TOURNEUX (M.), *Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la Révolution*, 5 vol., in-4°, Paris, 1890-1913.

Nous avons utilisé en plus les ouvrages ci-après :

ALLEMAGNE (H. d'), *Histoire du luminaire depuis l'époque romaine jusqu'au XIX^e siècle*, in-1^o, Paris, 1891.

AULARD (A.), *Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire*. Recueil de documents pour l'histoire de l'esprit public à Paris, 5 vol., in-8^o, Paris, 1898-1902.

BABEAU (A.), *Paris en 1789*, in-16^o, Paris, 1889.

BRAESCH (F.), *La Commune du 10 août 1792*, in-8^o, Paris, 1911.

CARON (P.), *La Commission des subsistances de l'an II*. Procès-verbaux et actes publiés, par..., in-8^o, Paris 1925.

CHASSIN (L.), *Les élections et les cahiers de Paris en 1789*, 4 vol., in-8^o, Paris, 1888.

I. — *La convocation de Paris aux derniers Etats Généraux*.

II. — *Les assemblées primaires et les cahiers primitifs*.

III. — *L'assemblée des trois groupes et l'assemblée générale des électeurs au 14 juillet*.

IV. — *Paris hors les murs*. Table générale chronologique.

HERLAUT (commandant), *L'éclairage des rues à Paris à la fin du XVII^e siècle et au XVIII^e siècle*. Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France, t. XLIII, 1916.

LACROIX (Sigismond), *Actes de la Commune de Paris pendant la Révolution*, publiés et annotés par..., 15 vol., in-8^o, Paris, 1894-1914.

Première série du 27 juillet 1789 au 8 octobre 1790.

I. — *Première assemblée des représentants de la Commune*, 25 juillet-18 septembre 1789.

II. — *Deuxième assemblée des représentants de la Commune*. Conseil de Ville. Bureau de Ville, 19 septembre-19 novembre 1789.

III. — 20 novembre 1789-4 février 1790.

IV. — 5 février-14 avril 1790.

V. — 15 avril-8 juin 1790.

VI. — 9 juin-20 août 1790.

VII. — 21 août-8 octobre 1790.

Index alphabétique et analytique.

Deuxième série du 9 octobre 1790 au 10 août 1792 :

I. — *Conseil général de la Commune. Corps municipal. Bureau municipal*, 9 octobre-31 décembre 1790.

II. — 1^{er} janvier-28 février 1791.

III. — 1^{er} mars-25 avril 1791.

IV. — 26 avril-20 juin 1791.

V. — 21 juin-31 juillet 1791.

VI. — 1^{er} août-5 octobre 1791.

VII. — 6 octobre-10 novembre 1791.

VIII. — Conseil général de la Commune. Corps municipal. Bureau municipal (11-18 novembre 1791).

Renouvellement de la municipalité définitive (25 octobre 1791-24 février 1792).

MATHIEZ (A.), *La vie chère et le mouvement social sous la Terreur*, in-8°, Paris, 1927.

MATHIEZ (A.). *Un procès de corruption sous la terreur. L'affaire de la Compagnie des Indes*, in-8°, Paris, 1920.

MERCIER, *Le nouveau tableau de Paris*.

PATTE, *De la manière la plus avantageuse d'éclairer les rues d'une ville pendant la nuit, en combinant ensemble la clarté, l'économie et la facilité du service*, in-8°, Amsterdam, 1766.

TOURNEUX (M.), *Papiers de Chaumette. Procès-verbaux de la Commune*, in-8°, Paris, 1894.

TRÉBUCHET (A.), *Recherches sur l'éclairage public de Paris*, in-8°, Paris, 1843. *Extrait des annales d'hygiène publique et de médecine légale*, t. XXX, 1^{re} partie.

L'auteur a consulté les Archives de la Ville de Paris détruites lors de l'incendie de 1871, ce qui permet de considérer comme exacts les faits relatés dans son livre. Aucune référence.

TUETÉY (A.), *Correspondance du ministre de l'Intérieur relative au commerce, aux subsistances et à l'administration générale publiée et annotée par...* (16 avril-14 octobre 1792), in-8°, Paris, 1917.

CHAPITRE I

L'ÉCLAIRAGE DES RUES DE PARIS SOUS LA COMMUNE PROVISOIRE ET LA COMMUNE CONSTITUTIONNELLE

(14 JUILLET 1789-10 AOÛT 1792).

L'ÉCLAIRAGE DES RUES EN 1789. — RÉCLAMATIONS CONTENUES DANS LES CAHIERS DE DOULEANCES DES DISTRICTS DE PARIS. — ÉCLAIRAGE EXTRAORDINAIRE POUR PRÉVENIR LES TROUBLES. — RÉCLAMATIONS DE LA GARDE NATIONALE PARISIENNE. — AMÉLIORATION DE LA SURVEILLANCE DE L'ÉCLAIRAGE. — RUES NOUVELLEMENT ÉCLAIRÉES. — L'ÉCLAIRAGE DES RUES JUSQU'AUX NOUVELLES BARRIÈRES.

En juillet 1789, une société, ayant comme principaux membres un financier, Pierre Joseph Lavalard, et Tourtille-Sangrain, était chargée de l'entretien de l'allumage et de la réparation des lanternes et de leurs accessoires. Un contrat passé entre cette société et le lieutenant général de police, ne devait venir à expiration que le 1^{er} août 1809 (1).

L'éclairage des rues de Paris était assuré au moyen de lanternes renfermant des lampes à huile dont la lumière était réfléchie par des miroirs de cuivre argenté appelés réverbères. Derrière chaque bec de lampe était placé, dans le plan vertical, un réflecteur concave ; un autre réflecteur concave horizontal, était logé dans le chapiteau de chaque lanterne. Ces lanternes répandaient une lumière à peu près égale sur tout l'espace qu'elles devaient éclairer ; mais on leur trouvait le défaut d'éblouir les cochers et conducteurs de cabriolets et d'allonger démesurément les ombres.

Tous les soirs à la tombée de la nuit, les allumeurs de

(1) Lavalard ne semble avoir été que le commanditaire de la société. Son nom ne figure pas dans le bail de l'éclairage. Tourtille-Sangrain, seul signataire de cet acte, y est dénommé « entrepreneur général de l'illumination ».

lanternes se répandaient dans les rues, accompagnés de leurs aides qui ouvraient avec des clefs spéciales les boîtes de fer renfermant les cordes auxquelles étaient attachées les lanternes. Les aides descendaient les lanternes et les allumeurs allumaient les mèches des lampes, dont le nombre variait de une à trois dans chaque lanterne. L'aide remontait ensuite « la boîte de verre sexagone » qui se balançait « par le grand vent avec un clapotement de verre et de ferraille (1) ».

Certaines lanternes étaient suspendues à des cordages traversant la rue ou à des potences fixées aux murs des maisons. Ce fut à la corde fixant la lanterne à une de ces potences que Foullon et son gendre Berthier de Sauvigny, l'intendant de Paris, furent pendus le 22 juillet 1789. La potence était fixée à la maison d'un sieur de La Noue située en face de l'Hôtel de Ville et portant pour enseigne une tête de monarque, représentant Louis XIII ou Louis XIV avec cet écriteau « Au coin du Roy (2) ». La lanterne, assure un pamphlet de l'époque, reçut le nom de « réverbère ministériel (3) ». C'est à cette lanterne que faisait allusion le refrain de *La Carmagnole* « Ça ira, ça ira, les aristocrates à la lanterne ». S'il faut en croire Mercier, ce genre de supplice expéditif donna un nouveau sens au mot lanterner : « ce mot signifiait autrefois perdre son temps à ne rien faire, ou faire des riens. Au commencement de la Révolution, il signifiait pendre un homme à une lanterne (4) ». C'est à cette même lanterne que Camille Desmoulins adressa son fameux pamphlet : « Discours de la lanterne aux parisiens », qui lui valut son surnom de procureur de la lanterne.

Les cahiers de doléances du Tiers Etat de plusieurs districts de Paris, reproduisent les plaintes de la population contre la diminution et même la suppression absolue de l'éclairage des rues lorsque le calendrier indiquait que la lune aurait dû laisser pénétrer sa clarté jusque sur le pavé

(1) A. BABEAU, *Paris en 1789*, Paris, 1889, in-16, p. 104 et 105.

(2) Récit des faits relatifs à la mort de MM. Foulon et Berthier, à la démission et à la seconde proclamation de M. le Marquis de La Fayette, B. N., 8°, Lb. 39, 7.451.

(3) Le coin du roi ou le réverbère ministériel, B. N., 8°, Lb. 39, 7.455.

(4) *Le nouveau tableau de Paris*, par le citoyen MERCIER, S. D. t. IV, p. 73.

des rues parisiennes étroites et encaissées entre les hautes maisons. Ainsi, dans le cahier de doléances du district des Théatins, on lit à l'article 50 : « Les réverbères qui éclairent cette ville seront désormais constamment allumés depuis la fin du jour jusqu'au lever de l'aurore, quel que soit l'état du ciel ; s'il est besoin d'un surcroît de contribution, il est à présumer que nul ne s'y refusera (1) ». Le district des Minimes et de la Place Royale demande que « l'illumination de Paris soit faite en toute saison et en tous lieux depuis la chute jusqu'au retour du jour ». Dans les districts de Notre-Dame, de Saint-Jacques, de l'Hôpital, on réclame « un meilleur pavé, des rues mieux nettoyées, les réverbères allumés tous les soirs, même en temps de lune (2) ».

Dans de nombreuses brochures parues pendant la période des élections aux Etats Généraux et dans lesquelles les électeurs puisèrent parfois les éléments de leurs cahiers de doléances, on trouve des plaintes analogues : « Ordonnez que les lanternes soient allumées sans interruption, même dans le temps de lune, au moins depuis le 1^{er} octobre jusqu'au 1^{er} mai, parce qu'au milieu des brouillards de l'automne et de l'hiver, il est ridicule de compter ainsi sur le service de la lune et de la rendre responsable des accidents qui peuvent résulter de cette obscurité (3) », écrit l'auteur d'une de ces brochures. Un autre espère « que les phases de la lune ne seront plus le thermomètre de l'huile des réverbères (4) ». Résumant tous ces griefs, l'article XXIII du cahier particulier du Tiers Etat de la Ville de Paris, demande « que les Parisiens, qui paient beaucoup plus qu'il ne faut pour les réverbères et les boues, soient mieux éclairés et mieux appropriés qu'ils ne sont ; que les entrepreneurs de l'illumination de la capitale ne calculent plus les bénéfices sur les quartiers de la lune (5) ».

(1) L. CHASSIN, *Les élections et les cahiers de Paris en 1789*, Paris, 1888, in-8°, t. II, p. 439.

(2) L. CHASSIN, *Les élections et les cahiers de Paris en 1789*, Paris, 1888, t. II, p. 466 et 478.

(3) *Additions aux différents projets de cahier de la Ville de Paris*, Sd., in-4°, p. 4. Tournoux. Bibliographie..., t. I, n° 884.

(4) J. CHARON, *Cahier de doléances, instructions et griefs présenté à nos frères les électeurs des soixante districts*, Paris, 1789, in-8°. Tournoux. Bibliographie..., t. I, n° 883.

(5) *Cahier particulier du Tiers Etat de la Ville de Paris*, Sd., in-8°, p. 7. Tournoux. Bibliographie, t. I, n° 875.

Aussi dès le 14 juillet 1789, le Comité permanent, qui remplaçait l'ancien Bureau de la Ville, « excité d'ailleurs par les districts », donna satisfaction à la population parisienne en décidant « de faire allumer jusqu'au jour naissant la totalité des réverbères ».

Cette mesure paraît avoir été appliquée jusque dans les derniers jours de septembre 1789. L'entrepreneur de l'éclairage, Tourtille-Sangrain, se présenta en effet le 23 septembre 1789 devant le comité de police de l'assemblée des représentants de la Commune pour faire remarquer que ce service extraordinaire ne faisait pas partie des engagements résultant de son bail. Le comité de police décida que cet éclairage continuerait, « en observant cependant que, pendant le fort de la lune, ladite illumination ne se ferait qu'à moitié, de deux réverbères un », et il autorisa l'entrepreneur à se présenter devant le comité d'administration, chargé du mandatement des dépenses, pour qu'on fît droit à sa réclamation. Les frais de cet éclairage extraordinaire s'élevaient pour la période comprise entre le 14 juillet et le 31 octobre 1789 à la somme de 57.069 livres, 7 sols, 2 deniers (1).

Les gardes nationaux ne se contentèrent pas de l'éclairage même permanent de tous les réverbères ; remettant inconsciemment en vigueur les prescriptions édictées au xvi^e siècle par le Parlement lorsqu'il redoutait des troubles, ils obligèrent fréquemment les bourgeois à placer des chandelles à leurs fenêtres. Des plaintes en résultèrent, car « on frappe à des heures indues aux portes où l'on n'aperçoit pas de lumière. On force des particuliers à mettre jusqu'à deux lampions sur chacune de leurs croisées avec des menaces impardonnables (2) ».

Malgré les réclamations de quelques habitants, l'immense majorité des Parisiens était favorable à une importante augmentation de la durée et de l'intensité de l'éclairage car on redoutait que l'obscurité ne favorisât les troubles et le pillage. Ainsi le 10 octobre 1789, le district de Saint-Roch,

(1) *Assemblée des Représentants de la Commune de Paris*. Comité de Police, 23 septembre 1789. A. N., F¹³ 351.

(2) *Motion de Jean Louis Girault*, ancien Commissaire de la voirie, électeur, juillet 1789. B. N., Mss. fr. n. a. 2.670, f^o 6. Tuetey. Répertoire. t. II, n^o 855.

dans une délibération qui fut communiquée à la Commune de Paris et à tous les autres districts, décidait « que tant que dureront les alarmes, le premier étage de chaque maison sera éclairé par des lampions pendant la nuit... (1) ».

Quelques jours plus tard, le district de Saint-Nicolas-des-Champs unissait son vœu à celui d'autres districts pour que Paris « soit toujours éclairé à toutes les heures de la nuit sans avoir égard aux jours de lune (2) ».

« Cette précaution, lit-on dans le numéro du 23 octobre 1789 du Journal de la Municipalité et des districts de Paris, serait fort sage pour le service des Parisiens, surtout en hiver où il n'est guère possible de compter sur le clair de lune. »

Cette mesure n'était pas inutile pour assurer l'éclairage de la voie publique, s'il faut en croire les très nombreuses réclamations que l'état major de la garde nationale parisienne adressait à cette époque au maire de Paris. Les gardes nationaux parisiens, bourgeois et artisans enlevés à leurs appartements ou à leurs boutiques pour assurer l'ordre et la tranquillité publique, rentraient fort mécontents dans les corps de garde lorsqu'ils avaient dû exécuter leurs patrouilles dans des rues où les lanternes étaient prématurément éteintes. Le rapport établi le lendemain par l'officier chef de poste et les procès-verbaux des assemblées des districts portaient les traces, en termes véhéments, de ce mécontentement. Le maire de Paris, Bailly, transmettait ces réclamations au lieutenant de maire Cellierier, qui avait la surveillance de l'éclairage de Paris dans ses attributions (3). Devant la fréquence des réclamations, Cellierier adressa le 3 décembre 1789 une circulaire aux soixante districts de Paris. Il exposait dans cette circulaire que les plaintes transmises tant à son département qu'à celui

(1) B. N., Mss. fr. n. a. 2.699, f° 78. Tuetey. Répertoire, t. II, n° 962.

(2) B. N., Mss. fr. n. a. 2.699, f° 79. Tuetey. Répertoire, t. II, n° 762.

(3) Le 8 octobre 1789 dans sa première séance, le Conseil de Ville avait procédé à l'élection des chefs des huit départements entre lesquels était répartie l'administration de Paris : 1° Direction des établissements publics ; 2° Travaux publics (Cellierier fut élu au second tour ; il était représentant du district des Filles-Dieu) ; 3° Hôpitaux ; 4° Domaine de la Ville ; 5° Impositions ; 6° Gardes nationales parisiennes ; 7° Subsistance et approvisionnements ; 8° Police. Dans la séance du 10 octobre 1789, les chefs des départements, après serment prêté entre les mains du Maire, reçurent le titre de « Lieutenant de Maire ».

de la police, étaient très fondées, mais que les extinctions prématurées des lanternes provenaient de causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur. Avant le 14 juillet 1789, le service ordinaire de l'éclairage des rues cessait à trois heures du matin ; les mèches et les huiles qui garnissaient les lampes des lanternes « n'étaient pas d'une qualité convenable pour entretenir la lumière jusqu'au jour ». De nouveaux essais d'huiles et de mèches étaient faits par l'entrepreneur et il espérait qu'ils donneraient satisfaction ; néanmoins il demandait aux districts de continuer à lui faire parvenir leurs réclamations (1).

L'amélioration annoncée par Cellierier ne se produisit pas et le 19 décembre 1789, La Fayette écrivait à Bailly en lui envoyant le rapport de la garde nationale : « j'ai représenté depuis longtemps les inconvénients de la négligence sur les réverbères. Permettez-moi de vous observer qu'il est impossible de répondre de la sûreté de Paris si, à toutes les différences qui existent entre cet hiver et l'hiver dernier, on joint l'extinction des réverbères... (2) ». En transmettant cette lettre à Cellierier, Bailly ne lui cacha pas son mécontentement d'être « continuellement tourmenté par raison des réverbères dont l'entrepreneur néglige l'illumination » et il le pria de « donner des ordres si précis qu'on ne puisse s'en écarter et que nous ne soyons plus obligés d'y revenir (3) ».

Cellierier, fort au courant de la question, n'estimait pas qu'il fût suffisant de donner des ordres pour remédier aux extinctions prématurées des lanternes. Il fallait assurer la durée de la lumière pendant une période de treize heures consécutives et malgré les nouvelles mèches et les huiles préparées de façon différente par l'entrepreneur, il croyait indispensable « de faire faire un rechange de lampes entre minuit et une heure ». Ce double service augmenterait fortement les frais d'éclairage et Cellierier, en bon administrateur, ne voulait s'y résoudre que quand il aurait « reconnu l'insuffisance des dispositions actuelles ».

(1) Circulaire de Cellierier aux 60 districts, 3 décembre 1789. A. N., F¹³ 351.

(2) Lettre de La Fayette au Maire de Paris, 19 décembre 1789, A. N., F¹³ 351 et B. N., Mss. fr. 11.697. Tuetey. Répertoire, t. III, n° 2.521.

(3) Lettre de Bailly à Cellierier, 19 décembre 1789. A. N., F¹³ 351.

Il pria en conséquence Bailly de demander au marquis de La Fayette de lui faire adresser chaque jour les rapports des gardes nationaux en indiquant avec précision les rues et les heures où les patrouilles auraient remarqué des extinctions. De plus, il demandait que l'on nommât des inspecteurs de nuit qui lui rendraient compte chaque matin « de l'état où ils auront trouvé l'illumination... (1) ». Il adressait vers la fin du mois de décembre 1789 à tous les districts, un certain nombre d'exemplaires du « Tableau de l'illumination de la Ville de Paris » afin de leur faciliter la connaissance du service ordinaire auquel l'entrepreneur était obligé aux termes de son traité. L'éclairage depuis la chute du jour jusqu'au jour naissant étant très dispendieux, il en envisageait la suppression dès que les circonstances le permettraient (2).

Pendant les mois de novembre et de décembre, le service ordinaire n'aurait coûté que 56.566 livres 6 sols 8 deniers, alors que le service extraordinaire avait absorbé une somme de 138.569 livres 13 sols 2 deniers, soit une augmentation de dépenses de 82.003 livres 6 sols 6 deniers. Il fallait prévoir une augmentation à peu près analogue pour le mois de janvier et de février. On était parvenu à augmenter la durée de l'éclairage en employant de nouvelles mèches et des huiles plus grasses, mais ces huiles produisaient une fumée considérable qui occasionnait de nombreuses plaintes. D'autre part, cet éclairage ininterrompu n'avait pas permis de faire réargenter les plaques des réverbères, ce qui diminuait beaucoup l'intensité de la lumière (3).

Ce n'était pas sans raison que Cellerier attirait l'attention de la municipalité de Paris sur les augmentations de dépenses du service de l'éclairage depuis le 14 juillet 1789. L'éclairage prolongé des lanternes des rues n'était pas la seule cause de cet accroissement de dépenses ; nombreux étaient les districts qui réclamaient la mise en place de lanternes dans des rues non encore éclairées. Depuis que

(1) Lettre de Cellerier à Bailly, 22 décembre 1789. A. N., F¹³ 351.

(2) Imprimé adressé à tous les districts avec le tableau de l'illumination de Paris, décembre 1789. A. N., F¹³, 351.

(3) Mémoire de Cellerier à la Municipalité de Paris, janvier 1790. A. N., F¹³ 351.

les habitants de la capitale étaient forcés de faire des patrouilles la nuit dans les rues, ils ne les trouvaient jamais éclairées à leur gré. Bien qu'aux termes de son contrat, l'entrepreneur de l'éclairage fût obligé de fournir et de mettre en place à ses frais les lanternes et les accessoires nécessaires à leur suspension dans les rues nouvellement éclairées ou dans celles dont l'administration municipale décidait d'augmenter l'éclairage, les habitants de ces rues étaient tenus de payer la taxe de rachat des boues et lanternes, en exécution des lettres patentes du roi du 15 novembre 1770 (1). Mais cette considération n'arrêtait pas leurs réclamations qui, dès l'automne, assaillirent Cellerier.

Ainsi, le 14 octobre 1789, plusieurs membres du district des Capucins Saint-Honoré se plaignent « que les Champs-Elysées et les différentes avenues qui conduisent à Chaillot ne sont pas parcourues par des patrouilles et... considérant que le séjour du roi aux Tuileries exige une surveillance particulière dans les Champs-Elysées où les gens mal intentionnés peuvent se réunir à la faveur de l'obscurité..., ils demandent que l'on fasse placer le plus promptement possible des réverbères aux Champs-Elysées » afin que les patrouilles puissent s'y faire avec exactitude et sûreté (2).

Dès la fin du mois d'octobre, le marquis de Villette adressait une lettre, à la Chronique de Paris (numéro du 24 octobre 1789), pour se plaindre du défaut d'éclairage des environs du Palais-Royal, du quai du Louvre et du Carrousel ; « l'obscurité y est telle que les gens de pied n'y passent qu'au risque de la vie et les cochers sont obligés de s'avertir et de crier comme dans les brouillards les plus épais ». En attendant qu'on ajoutât quelques réverbères sur le Carrousel et le quai du Louvre, il proposait de « placer à la hauteur d'un premier étage deux ou trois douzaines de terrines répandues çà et là... La présence tant désirée de nos augustes hôtes mériterait bien cette légère attention de la part de la Commune ». S'élevant ensuite contre le système en vigueur, il demandait que le soin d'éclairer Paris fût abandonné aux districts. « Les réverbères seraient

(1) Cf. HERLAUT, *L'éclairage des rues de Paris...*, op. cit.

(2) Délibérations du district des Capucins Saint-Honoré, remis par le curé de Chaillot au Comité de Police, 14 octobre 1789. A. N., F¹³ 351.

entretenus avec plus de soin, plus longtemps allumés et les lampes mieux éméchées. » Inutile de dire que Cellierier ne crut pas utile de tenter cet essai de décentralisation. Mais il retint l'indication donnée par la lettre du marquis de Villette sur le manque d'éclairage des abords de la résidence royale, car le 20 novembre 1789, il écrivit à Monsieur Brébillon, inspecteur des bâtiments du roi au Louvre, que « l'obscurité qui règne sur la place du Carrousel et aux abords du palais des Tuileries, n'étant ni décente, ni sûre pendant le séjour du roi à Paris,... il sera posé cinq réverbères le long des murs des cours du château à partir du Guichet Neuf jusques à l'entrée de la cour de la salle du spectacle (1) ».

Le 7 novembre, plusieurs citoyens du district des Récollets, approuvés par le Comité du district, demandèrent que la rue Grange-aux-Belles fût, en entier, pavée et éclairée. Le 13 novembre un certain Février, marchand de vin et propriétaire, rue d'Astorg, accepta de payer cent francs pour sa quote-part du rachat des boues et lanternes quand on aura placé dans la rue les deux nouvelles lanternes qu'il réclame. Le même jour, les membres du district de Saint-Lazare s'adressèrent directement à Sangrain « pour l'engager à solliciter de la ville deux réverbères au moins pour la rue de l'Echiquier qui n'est point éclairée ». Le 21 novembre, Monsieur de Vauvilliers demanda que les terrines remplies de suif qui étaient placées la nuit « à la grille du cloître Saint-Martin-des-Champs soient remplacées sur-le-champ par des réverbères (2) ».

Le 21 novembre, le président du district des Théatins, Monsieur Duperron, réclama instamment que « la rue de Sève (*sic*) près de l'Enfant Jésus » fut éclairée, l'ancien président du district ayant été assassiné le 16 en cet endroit (3). Le 24 novembre, les membres du district de Saint-Roch réclamèrent la mise en place de plusieurs réverbères et avant tout d'un réverbère en haut de la butte Saint-Roch où aboutissent cinq rues différentes et où l'on

(1) Lettre de Cellierier à M. Brébillon, inspecteur général des bâtiments du roi, 20 novembre 1789. A. N., F ¹⁸ 351.

(2) A. N., F ¹⁸ 351.

(3) Lettre de Duperron, président du district des Théatins, 21 novembre 1789. A. N., F ¹⁸ 351.

vient de placer une sentinelle pour la nuit ; « d'ailleurs, c'est là qu'habite toute la populace de notre district, elle demande ce réverbère avec acharnement et vous nous attirerez bien des bénédictions en le faisant placer de suite... (1) ». Le 13 décembre, le district des Filles-Dieu demanda l'établissement d'un réverbère dans la petite rue Saint-Jean entre le faubourg Saint-Martin et le faubourg Saint-Denis. Cette rue très étroite et qui forme un coude en son milieu « n'est éclairée que par un seul réverbère placé près de la maison du sieur Sanson et il est impossible aux patrouilles de nuit de s'apercevoir ou de prévenir des malfaiteurs qui avant d'être aperçus auraient le temps de s'échapper (2) ».

Ces augmentations du nombre de lanternes dans les rues de Paris n'occasionnaient qu'une dépense supplémentaire assez faible. Comme on l'a vu précédemment, l'éclairage permanent des rues du déclin du jour jusqu'à l'aube, principalement pendant les longues nuits d'hiver, était au contraire une source de dépenses importantes.

Au mois de février 1790, le maire de Paris écrivit à La Fayette pour lui signaler que « les jours commencent à croître et ne paraissant plus qu'il y ait où troubles ou insurrections à craindre de la part des ennemis de la liberté », il semblait possible de ne plus continuer l'éclairage des rues jusqu'à six heures du matin. La dépense qui en résulte est considérable et « il est essentiel d'apporter la plus grande économie » dans la gestion des finances de la Ville « écrasée par les dépenses excessives (3) ». Cette lettre était appuyée par un mémoire adressé par Cellierier à La Fayette ainsi qu'aux administrateurs du département de la police, signalant que pour les mois de novembre et de décembre les frais d'éclairage, autrefois de 56.000 livres, étaient passés à 82.000 livres. Le trésor royal avait été chargé jusqu'alors « de pourvoir à cette augmentation », mais il était question de mettre l'excédent de dépenses à

(1) Lettre des membres du comité du district Saint-Roch au Maire de Paris, 24 novembre 1789. A. N., F¹³ 351.

(2) Lettre des membres du comité du district des Filles-Dieu, 13 décembre 1789. A. N., F¹³ 351.

(3) Lettre de Bailly à La Fayette, 6 février 1790. Bib. Nat., Mss. fr. n. a. 11.697, f^o 35. Tuetey. Répertoire, t. III, n^o 2.537.

la charge de la commune à partir du 1^{er} février. Cellierier terminait ce mémoire en demandant à La Fayette s'il croyait nécessaire de continuer l'éclairage extraordinaire (1).

La Fayette fit répondre à Bailly par de Gouvion, major général de la Garde nationale, qu'il croyait utile de conserver encore quelque temps « le nouveau régime que l'on a mis dans l'illumination... Nous ne sommes pas assez tranquilles pour reprendre l'ancien usage et l'excès de dépense que cela occasionne n'est nullement à regretter ». Il profite de cette lettre pour le prier de faire surveiller l'éclairage ayant reçu de nombreuses plaintes « de ce que les réverbères ne restent allumés que jusque vers une heure du matin ». Il lui suggère de faire surveiller le service de l'éclairage « par quelqu'un qui serait particulièrement responsable de son exactitude et qui ferait de fréquentes tournées (2) ».

Ce n'était pas sans motif que le commandant de la Garde nationale parisienne se plaignait des extinctions des réverbères. Le procureur syndic de la Commune de Paris se fit lui aussi l'écho des doléances des Parisiens. Cellierier s'excusa en répondant qu'il se doutait bien que « sur les 8.303 becs de lumière qui sont entretenus depuis la chute du jour jusqu'au jour », quelques-uns étaient éteints avant l'heure fixée, malgré les allumeurs qu'il obligeait l'entrepreneur à mettre chaque nuit en activité pour rallumer les lanternes éteintes prématurément. Il demanda que les plaintes lui fussent adressées avec plus de précision ; il rappela qu'il avait demandé au commandant de la Garde nationale de lui faire parvenir les rapports circonstanciés des patrouilles à ce sujet ; il allait renouveler cette demande bien qu'il n'eût pas réussi la première fois (3).

Mais l'état-major de la Garde nationale parisienne prétendit qu'il ne pouvait lui donner satisfaction qu'en fixant à l'avance aux commandants des postes l'itinéraire de leurs patrouilles, et, « si ces itinéraires venaient à être connus de quelques malveillants, ils pourraient en profiter pour faire leur coup, étant sûrs que la patrouille une fois passée,

(1) Mémoire de Cellierier à La Fayette, 6 février 1790. A. N., F ¹³ 351.

(2) Lettre de Gouvion à Bailly, 7 février 1790. A. N., F ¹³ 351.

(3) Lettre de Cellierier au Procureur Syndic de la Commune, 19 février 1790. A. N., F ¹³ 351.

ils n'ont plus rien à craindre ; aussi, il est plus convenable de laisser les choses telles quelles sont (1) ».

Insistant à nouveau, Cellierier offrit à de Gouvion de lui adresser des états imprimés que les commandants de patrouilles n'auraient qu'à remplir ; il prétendait avec raison qu'il ne pouvait faire de reproches sérieux à l'entrepreneur qu'en lui indiquant la rue et l'heure où son service avait été défectueux. De Gouvion ne répondit pas à cette lettre (2).

Les plaintes ne cessaient pas. Le vice-président du district des Mathurins, Leroy de Montécly, adresse le 13 mars à Cellierier une lettre pour lui renouveler des doléances antérieures émanant de son district et de ceux qui l'environnent, la plupart des lanternes sont éteintes à trois heures du matin. Cellierier ne peut que lui demander des indications précises sur l'heure, la rue et le nombre de réverbères éteints (3). Nouvelles réclamations de la Garde nationale le 26 mars : « Les plaintes sur l'inexactitude du service des réverbères sont générales », écrit Bailly à Cellierier et il lui demande d'établir d'urgence des inspecteurs de l'illumination « afin que nous cessions d'éprouver des reproches (4) ». Pour mettre fin aux doléances des gardes nationaux et aux reproches du Maire de Paris, Cellierier décida que les inspecteurs du nettoyage qui existaient sous l'ancien régime au nombre de vingt, à raison de un pour chaque quartier de Paris, seraient chargés de la surveillance de l'illumination.

Aux termes de l'instruction qui leur fut remise le 1^{er} avril 1790 et qui resta en vigueur jusqu'en l'an X, les inspecteurs étaient tenus de veiller à ce que les réverbères soient bien nettoyés dans l'étendue de leur quartier et à ce qu'ils soient allumés aux heures indiquées. La nuit un inspecteur sur quatre surveillait « l'illumination des rues de l'arrondissement de celui des cinq entrepôts qui lui sera assigné la veille de son service, il tiendra note des extinctions qu'il

(1) Lettre de Gouvion à Bailly, 22 février 1790. A. N., F¹³ 351.

(2) Lettre de Cellierier à Gouvion, 2 mars 1790, sur la minute de cette lettre, on lit : « M. de Gouvion n'a point répondu à cette lettre ». A. N., F¹³ 351.

(3) Lettre de Leroy de Montécly à Cellierier, 13 mars 1790 et réponse de Cellierier, 15 mars 1790. A. N., F¹³ 351.

(4) Lettre de Bailly à Cellierier, 26 mars 1790. A. N., F¹³ 351.

aura remarquées et lorsqu'elles seront trop nombreuses et trop prématurées, il ira en prévenir le commis de l'entrepôt pour faire rétablir les lumières (1) ». De plus, les inspecteurs de surveillance de nuit avaient « ordre pour justifier leur exactitude de se présenter, pendant leurs tournées de nuit, dans les différents corps de garde devant lesquels ils passent et d'y faire viser leurs feuilles de rapport par le commandant du poste ». Dans la journée, ils sont surveillés par un inspecteur principal à cheval « pour le mettre à portée d'étendre sa surveillance sur les vingt inspecteurs, qui, ne connaissant point sa marche, doivent s'attendre à chaque instant à le voir paraître ». Deux autres inspecteurs sont chargés de la visite des magasins et entrepôts, de l'inspection du versement des huiles dans les lampes, du service des allumeurs, de la vérification des demandes de réverbères d'augmentation... etc., objets de leur service sous l'ancien régime (2). Cellierier pouvait espérer qu'avec une telle surveillance les plaintes diminueraient de nombre.

Depuis le 20 mars les places, quais, ponts, ports et boulevards n'étaient plus éclairés lors des clairs de lune. Au mois de mai, devant la formidable augmentation de dépense causée par l'éclairage depuis le début de la nuit jusqu'au lever du jour, Cellierier essaya d'obtenir que les jours de lune on n'allumât dans les rues qu'une lanterne sur deux. L'état-major de la Garde nationale finit par consentir que l'éclairage général cessât à partir du 20 mai à trois heures du matin et qu'on n'allumât qu'un réverbère sur deux dans les rues pendant les temps de lune (3).

Mais cette ère d'économie devait être de bien courte durée. Le 26 mai, Cellierier « vu les mouvements populaires survenus et les réclamations qui nous ont été faites par les districts d'allumer la totalité des réverbères dans la ville et les faubourgs de Paris », ordonnait à Tourtille-Sangrain d'allumer toutes les lanternes jusqu'au 9 juin. L'inspecteur Damour devait s'assurer de l'exécution de cet ordre (4).

(1) Instruction pour les inspecteurs du nettoyage et de l'illumination, 1^{er} avril 1790. A. N., F 7 3.688 27.

(2) Circulaire envoyée aux membres des Comités de district. S. D. A. N., F 13 351.

(3) Projet de rapport de Cellierier au Corps municipal, décembre 1790. A. N., F 13 351.

(4) Note de Cellierier à Tourtille-Sangrain, 26 mai 1790. A. N., F 13 351.

Quelques jours plus tard, le 1^{er} juin, Cellierier prescrivit à l'entrepreneur d'allumer « toutes les lanternes existantes depuis la barrière de la Conférence jusqu'au château de Saint-Cloud par la route Neuve, pendant le séjour du roi au château de Saint-Cloud (1) ». Il est vrai qu'en compensation il avait obtenu le mois précédent de ne plus éclairer la route de Paris à Versailles (2).

D'autres causes que la crainte de troubles obligeaient Cellierier à prescrire un éclairage supplémentaire ; ainsi le 20 juillet 1790, il ordonnait à Tourtille-Sangrain de faire allumer tous les réverbères depuis la chute du jour jusqu'à trois heures du matin, « les pluies qui se succédaient depuis quelques jours donnant lieu de croire que les rues ne soient pas suffisamment éclairées par la lune et regardant comme un devoir d'augmenter les précautions relatives à la commodité de la voie publique pendant le séjour que feront dans la capitale Messieurs les Députés du pacte fédératif (3) ».

Les nuits plus brèves des mois de juillet et d'août semblent avoir amené un certain ralentissement des plaintes des gardes nationaux parisiens. Mais en septembre, ces plaintes affluent à nouveau : le 4 septembre, le district de Saint-Eustache demande que la lanterne placée rue Plâtrière, près de la boîte aux lettres, reste allumée en permanence ; le 7, la section de l'Oratoire se plaint qu'une patrouille a trouvé les réverbères éteints rue de la Verrerie et rue du Roi de Sicile à deux heures du matin (4).

Le 14 septembre, la section des Petits-Pères, place de la Victoire, adresse une réclamation véhémement aux administrateurs du département de la police. Toutes les patrouilles de la section « ont été obligées de marcher dans les ténèbres », les réverbères étant presque tous éteints à deux heures du matin et ceux qui étaient encore allumés « rendaient une lumière si sombre, que les patrouilles ne pouvaient apercevoir qui que ce fût dans leur marche... » Les membres de la section demandent que les entrepreneurs de l'éclairage soient mis en demeure « de pourvoir à pareil

(1) Note de Cellierier à Tourtille-Sangrain, 1^{er} juin 1790. A. N., F 13 351.

(2) Lettre de de Gouvion à Bailly, 8 mai 1790. A. N., F 13 351.

(3) Note de Cellierier à Tourtille-Sangrain, 20 juillet 1790. A. N., F 13 351.

(4) A. N., F 13 351.

inconvenient d'où il peut résulter une infinité d'événements très fâcheux soit pour la Garde nationale étant en patrouille, soit pour l'ordre et la sécurité publics, que, dans un moment de fermentation, les réverbères n'étant point allumés, les ennemis du repos public et de la révolution en profiteraient pour attaquer impunément les citoyens paisibles et les patrouilles exposées à être assaillies dans un carrefour et devenir les premières victimes de leur soin et de leur zèle pour la chose publique... (1) ».

L'exagération de cette réclamation, qui montre sans détour les craintes qu'éprouvaient pour leurs personnes les gardes nationaux, mise à part, il faut reconnaître que les plaintes de la section des Petits-Pères et celles que les six divisions de la milice citoyenne adressaient le 15 septembre au sujet de l'extinction prématurée des réverbères, « éteints partout ou à peu près entre minuit et deux heures du matin », étaient fondées. Le 13 septembre, l'inspecteur Damour avait en effet rendu compte à Cellierier « que les plaintes qui nous ont été portées par les différentes sections peuvent contenir exacte vérité ». Dans ses tournées depuis le 6 septembre, il a constaté des irrégularités d'extinction provenant de la mauvaise qualité de l'huile et « du défaut de position des mèches de plusieurs allumeurs ». Il en a averti Tourtille-Sangrain et les autres inspecteurs ; mais il croit avoir remarqué « que Messieurs des sections désireraient qu'on éclairât du jour au jour et ne constatent ni le tableau de l'illumination, ni la dépense que cette augmentation occasionnerait en plus... (2) ».

Le Maire de Paris, avait, une fois de plus, recommandé à Cellierier de prendre les mesures nécessaires pour assurer un meilleur éclairage des rues ; le 9 septembre, il lui écrivait qu'il considérait l'extinction prématurée des réverbères comme une négligence ou comme un abus « qui, dans les circonstances, peut favoriser les plus grands désordres et qu'il est urgent de réprimer (3) ». Le 12, il lui prescrivait « de prendre les mesures les plus promptes pour que

(1) Adresse de la Section des Petits-Pères au Département de Police, 14 septembre 1790. A. N., F¹³ 351.

(2) Lettre de Damour à Cellierier, 13 septembre 1790. A. N., F¹³ 351. Tuetey. Répertoire.

(3) Lettres de Bailly à Cellierier, 9 et 12 septembre 1790. A. N., F¹³ 351.

les inspecteurs fassent un service de nuit et de tenir la main à ce que ce service soit fait avec le plus grand soin ». Excédé de ces réclamations incessantes et certainement fort marri des reproches de Bailly, Cellerier écrivit à Tourtille-Sangrain « la lettre la plus forte », le prévenant que si les plaintes continuaient, il le dénoncerait au procureur-syndic pour le faire condamner à l'amende (1).

Pour éviter à l'avenir semblable admonestation, Tourtille-Sangrain se détermina « de grand cœur, à faire ajouter à chaque mesure deux gros d'huile en plus que la dose ordinaire pour chaque bec, ce qui portera la durée à plus que le temps prescrit par le tableau ». Il en résultait une consommation quotidienne supplémentaire de 129 livres d'huile « dont nous faisons volontiers le sacrifice pour le bien public ». De plus, il faisait remettre à chacun des commandants des bataillons de la Garde nationale, un exemplaire du tableau de l'illumination avec prière de le faire afficher dans les corps de garde de la section « afin que les patrouilles puissent vérifier les heures d'extinction et éviter beaucoup de rapports, qui, faute de cette connaissance, portent à faux ». Mais Tourtille-Sangrain était de l'avis de l'inspecteur Damour : les réclamations réitérées des patrouilles avaient pour but d'obtenir de la municipalité l'éclairage des réverbères durant toute la nuit à partir du 1^{er} octobre, « c'est le langage et le vœu de presque tous les bataillons (2) ».

Vers la même époque, Cellerier adressa à tous les districts de Paris une circulaire contenant des indications sur le service des inspecteurs de l'illumination, circulaire accompagnée pour chaque district de six exemplaires d'un tableau contenant les noms et adresses de ces inspecteurs. Dans cette circulaire, Cellerier exposait qu'aux termes du traité passé avec l'entrepreneur de l'éclairage, « les rues doivent être éclairées, soit par la lune, soit par les réverbères jusqu'à trois heures du matin ». Il y a, en conséquence pendant le cours de chaque mois six à sept nuits pendant lesquelles l'entrepreneur n'est pas tenu de faire allumer

(1) Projet de lettre de Cellerier à Tourtille-Sangrain écrit sur la lettre de Bailly du 9 septembre 1790. A. N., F¹⁹ 351.

(2) Lettre de Tourtille-Sangrain à Cellerier, 21 septembre 1790. A. N., F¹⁹ 351.

les réverbères. L'illumination pendant les autres nuits doit commencer et finir à différentes heures suivant les phases de la lune. « Depuis le début de la Révolution, on avait allumé tous les réverbères du jour au jour ; au mois de juin 1790, après avis de Monsieur le Commandant Général, on s'est borné à n'allumer qu'un réverbère sur deux pendant le plein de la lune, en observant de fixer le moment de l'extinction à trois heures du matin dans tous les temps ». Ce service extraordinaire a fait passer les dépenses de l'éclairage de 341.664 livres à 708.459 livres, soit une augmentation de 366.795 livres. « Il faut de grands motifs pour se livrer à une dépense aussi considérable » et, jusqu'à nouvel ordre, Cellierier estime qu'il sera suffisant d'éclairer les rues jusqu'à trois heures du matin et de n'allumer qu'un réverbère sur deux lorsqu'il y aura clair de lune, à l'exception des places publiques, boulevards, ports et quais où aucune lanterne ne sera allumée pendant les périodes de lune (1).

Cellierier aurait pu ajouter à l'augmentation des dépenses résultant de l'éclairage supplémentaire des rues de Paris, les traitements des inspecteurs. Il avait vivement désiré ne pas imposer cette dépense au Trésor, mais « les plaintes adressées sur les extinctions prématurées des réverbères ne désignaient ni les jours, ni les heures, ni les rues où ces extinctions avaient été remarquées », et la garde nationale refusait, on l'a vu précédemment, de donner des détails plus circonstanciés. Dans ces conditions, il ne pouvait adresser à l'entrepreneur que des reproches vagues. « C'est cette position embarrassante qui nous a fait prendre le parti de distribuer d'une autre manière le service des inspecteurs et d'en augmenter le nombre... » Par ailleurs, il réalisait une économie ; les huit Commissaires au Châtelet chargés de surveiller le balayage des rues qui recevaient 9.600 livres d'appointements pour ce service, étaient supprimés, la police du balayage étant exercée gratuitement par les districts (2).

En 1790, les appointements annuels des inspecteurs

(1) Circulaire envoyée aux Comités de district, 1790. A. N., F¹⁸ 351.

(2) Projet de rapport de Cellierier au Bureau de la Ville (?), 29 avril 1790. A. N., F¹⁸ 351.

étaient de 3.600 livres pour l'inspecteur principal à cheval Bruneseaux, plus un supplément de 3 livres 10 sols par jour pour l'entretien de son cheval, 2.000 livres pour chacun des inspecteurs principaux de l'illumination Damour et Julien. Parmi les autres inspecteurs du nettoiemment et de l'illumination, un touchait 1.600 livres par an, un 1.500, trois 1.400, et quinze, 1.000 livres. Tous ces inspecteurs, à l'exception de Damour et de Julien qui n'avaient à se préoccuper que de l'éclairage, devaient veiller en plus à l'enlèvement des boues, des glaces, des gravats, etc. Tous les inspecteurs recevaient un supplément de 50 livres par an pour remplacer un habit qui leur avait été fourni en nature depuis 1786 et qui cessa de leur être octroyé lors de la Révolution (1).

Les gardes nationaux, s'ils réclamaient fréquemment contre les extinctions prématurées des réverbères, ne facilitaient pas la tâche des inspecteurs. L'un de ces inspecteurs, Guillaume-Antoine Debraedt, était entré dans la nuit du 29 au 30 septembre vers onze heures et demie au corps de garde de la rue Rousselet pour faire viser, par le chef de poste, sa feuille de rapport de nuit. Le sergent chef de poste prétendit ignorer ce dont il s'agissait et bien que l'inspecteur lui eût montré sa commission, il décida de le tenir prisonnier jusqu'au lendemain. Debraedt demanda à être conduit auprès d'un officier. On l'emmena sous bonne escorte rue de Sèvres au poste du district des Prémontrés où l'officier déclara qu'il le conservait au corps de garde et que le lendemain il l'accompagnerait pour s'expliquer « chez monsieur Lafayette ». Il ne consentit à le libérer qu'à deux heures du matin (2). Cette nuit-là, les réverbères ne furent guère surveillés dans la circonscription inspectée par Debraedt !

Les inspecteurs devaient être accompagnés dans leurs tournées de nuit par un allumeur qui remédiait sur-le-champ aux défauts d'éclairage. L'anecdote que l'on vient de rapporter prouve que Tourtille-Sangrain, pour éviter de payer un salaire supplémentaire à ces allumeurs, omettait de les

(1) Etat des traitements dus aux inspecteurs du nettoiemment et de l'illumination pour le quartier de juillet 1790. A. N., F¹ 351.

(2) Rapport de l'inspecteur Debraedt, 30 septembre 1790. A. N., F¹ 351.

mettre à la disposition des inspecteurs. C'est ce que Bailly signalait à Cellerier dans une lettre du 24 septembre ; Cellerier s'empressa de rappeler Tourtille-Sangrain à l'exécution de son traité, aux termes duquel il devait y avoir la nuit un allumeur dans chacun des cinq entrepôts pour remédier aux extinctions prématurées (1).

Mais, malgré les inspecteurs escortés d'allumeurs, malgré l'augmentation de la quantité d'huile mise dans les lampes des réverbères, malgré les efforts de Bailly et de Cellerier pour assurer une bonne marche du service, les gardes nationaux voulaient que les rues fussent éclairées en permanence depuis qu'ils étaient obligés d'y faire des patrouilles et ils continuaient leurs plaintes. Ces plaintes eurent leur écho à la tribune du Conseil général. A la fin de la séance du 23 novembre 1790, l'abbé Dreue (2) se plaignit « que dans cette capitale, on prolongeait le crépuscule bien avant dans la nuit et que les réverbères n'y étaient point allumés dans les temps où la lune pouvait éclairer ». Minier (3), administrateur au département de la police, lui répondit que l'illumination de Paris était assurée par des entrepreneurs dont le bail n'était pas encore expiré et « que faire éclairer cette ville immense en tout temps occasionnerait un surcroît de dépense assez considérable, qu'au surplus il s'informerait précisément de son importance et en rendrait compte au Conseil (4) ».

Au mois de décembre 1790, les sections estimant que les réclamations adressées à La Fayette et à Bailly restaient inopérantes, accablaient l'entrepreneur Tourtille-Sangrain de leurs doléances. Celui-ci, afin de ne plus recevoir quotidiennement de lettres de reproches des différentes sections qui prétendaient que c'était par sa faute que l'éclairage cessait avant le jour, proposa le 14 décembre 1790, aux

(1) Lettre de Bailly à Cellerier, 24 septembre 1790. Lettre de Cellerier à Tourtille-Sangrain, 27 septembre 1790. A. N., F¹⁵ 351.

(2) L'abbé Dreue, docteur en Sorbonne, demeurant rue Saint-Jacques la Boucherie, un des 144 notables — élu par la section des Arcis — éliminé par le tirage au sort le 6 novembre 1791 ; élu officier municipal le 4 février 1792.

(3) Minier, Avocat au Parlement, demeurant cul-de-sac Saint-Dominique, représentant du district de la Sorbonne — élu chef du département de la police le 8 octobre 1789 — officier municipal le 28 septembre 1790 — administrateur du département de la police le 12 octobre 1790.

(4) *Journal de la Municipalité et des Sections*, nos des 1^{er}, 3 décembre 1790, cité par S. Lacroix. *Actes de la Commune de Paris*, 2^e série, t. I, p. 381.

administrateurs des travaux publics, un projet d'éclairage permanent. Afin de pouvoir faire imprimer avant le 31 décembre, le tableau de l'éclairage pour l'année 1791, il demandait une prompte réponse. Il est juste de reconnaître qu'en cessant normalement l'éclairage des rues à trois heures du matin, la circulation des patrouilles après cette heure devait être malaisée dans les rues étroites, mal pavées et encombrées de détritits de toute espèce du Paris d'alors. Pour concilier les justes demandes des gardes nationaux, qui réclamaient l'éclairage jusqu'au lever du jour, avec une sage gestion des finances de la Ville de Paris, Tourtille-Sangrain proposait de faire allumer tous les réverbères depuis la chute du jour jusqu'à une heure du matin et d'en laisser allumer un sur deux à partir d'une heure du matin jusqu'au jour naissant (1). Les administrateurs des travaux publics adoptèrent cette proposition et en firent l'objet d'un rapport au Corps municipal (2). L'augmentation annuelle de dépenses s'élevait à 144.526 livres et il

(1) Lettre de Tourtille-Sangrain aux administrateurs des travaux publics, 14 décembre 1790. A. N., F¹³ 351.

(2) La municipalité de Paris fut réorganisée par la loi du 21 mai-27 juin 1790. La Commune constitutionnelle était composée : du Maire de Paris, de seize administrateurs, de trente-deux membres du Conseil, de quatre-vingt-seize notables, du Procureur de la Commune et de deux substituts. Le Bureau municipal, qui remplaçait le Bureau de la Ville de la Commune provisoire, était composé du Maire, président et de seize administrateurs répartis en cinq départements : Subsistances (3 administrateurs) ; Police (4) ; Domaines et Finances (3) ; Établissements publics (3) ; Travaux publics (3). Les trois administrateurs des travaux publics étaient Champion de Villeneuve, Montauban et Le Roulx de la Ville ; Champion de Villeneuve paraît s'être occupé plus spécialement de l'éclairage, il fut nommé par le roi, Ministre de l'Intérieur, le 21 juillet 1792 et le Roulx de la Ville fut nommé ministre des Contributions publiques, le 30 juillet 1792. Montauban disparut on ne sait à quelle date. Au 10 août 1792, les administrateurs des travaux publics étaient Jallier, de Saval, Levasseur et peut-être Clavière, ancien ministre des Contributions publiques.

Le Conseil municipal est composé de 32 membres, il s'assemble au moins une fois tous les quinze jours pour vérifier les comptes des administrations qui forment le Bureau municipal. La réunion du Bureau municipal et du Conseil municipal constitue le Corps municipal qui ne s'assemble qu'exceptionnellement, quand les circonstances l'exigent. La réunion du corps municipal et des 96 notables forme le Conseil général de la commune qui ne doit être réuni que pour les affaires importantes.

La commune constitutionnelle remplace la commune provisoire le 9 octobre 1790.

La même loi du 21 mai-17 juin 1790 supprime les 60 districts de Paris et les remplace par 48 sections. Chaque section a son assemblée de citoyens actifs et son administration particulière constituée par un comité de seize membres et un commissaire de police assisté d'un secrétaire greffier, qui est en même temps secrétaire de l'assemblée de la section.

était possible de la réduire de 15.000 livres en n'allumant pas, pendant les jours de lune, sur les places publiques, les quais, les boulevards et les ports, et de 15.000 livres encore en supprimant l'éclairage des voies les plus larges de la ville et des faubourgs pendant ces mêmes périodes. L'augmentation de dépense, réduite ainsi à 84.526 livres, ne paraissait pas « trop considérable pour obtenir une illumination du jour au jour et faire cesser toutes les réclamations fondées sur ce que les lanternes s'éteignent à trois heures du matin ; la ville se trouve privée de lumière toutes les nuits pendant un intervalle de trois à quatre heures surtout en hiver (1) ».

Les conclusions de ce rapport furent vraisemblablement adoptées par le corps municipal, car, dans sa séance du 20 janvier 1791, le Bureau municipal autorisa les administrateurs des travaux publics « à continuer de faire faire provisoirement pendant les mois de janvier, février et mars 1791, l'illumination partielle des rues de Paris à raison d'un réverbère sur deux depuis trois heures du matin jusqu'au jour (2) ».

Les administrateurs des travaux publics semblent s'être occupés très activement d'augmenter le nombre des lanternes dans les rues de Paris. Sur leur proposition, le Bureau Municipal autorise le 20 janvier 1791 la mise en place de six nouvelles lanternes pour éclairer la rue de l'Echiquier et d'une lanterne pour éclairer la partie du quai d'Orsay comprise entre la rue de Bourgogne et le pont Louis XVI (3). Le 26 mai, il autorise l'établissement, pour le 1^{er} octobre prochain, de quatre lanternes dans la rue de la Reine-Blanche (4). Le 27 juin, il autorise les administrateurs des travaux publics à faire continuer le service du réverbère placé à la pointe de l'île Saint-Louis dont la dépense était précédemment supportée par l'administration de la Ferme générale, mais « le bec qui portait la lumière sur la rivière, sera dorénavant dirigé sur la rue Saint-Louis (5) ». Le 8 août, autorisation de faire établir « sur l'esplanade des Invalides et le lieu appelé les Quatre-

(1) Projet de rapport au Corps municipal, décembre 1790. A. N., F¹³ 351.

(2) B. N., Mss. fr. 11.705, f^o 53.

(3) B. N., Mss. fr. 11.705, f^o 54.

(4) B. N., Mss. fr. 11.705, f^o 256.

(5) B. N., Mss. fr. 11.706, f^o 32.

Chemins, auprès des Invalides, quatre becs de lumière dans des réverbères pour remplacer ceux qui étaient précédemment entretenus aux frais de l'administration des Invalides (1) ».

On pourrait encore énumérer d'autres rues qui furent éclairées pour la première fois ou dont l'éclairage fut amélioré. Mais malgré le zèle déployé par les administrateurs des travaux publics, le service de l'éclairage paraît avoir donné lieu à de nombreuses plaintes des sections au cours des derniers mois de l'année 1791. Aussi, le 19 décembre, le corps municipal décide de prendre d'énergiques mesures pour obtenir un meilleur éclairage des rues. Les administrateurs de la police doivent mander « sans aucun délai les inspecteurs de l'illumination », leur faire les reproches les plus vifs sur leur défaut de surveillance, leur enjoindre de remplir à l'avenir leurs fonctions avec exactitude et de constater les contraventions par des procès-verbaux remis dans les vingt-quatre heures au Département de la police. Les commissaires de police exerceront une surveillance spéciale sur l'éclairage. Les inspecteurs seront tenus d'inscrire sur des registres déposés dans les corps de garde leur nom et l'heure de leurs rondes. Ces registres seront vérifiés au moins une fois par semaine par les commissaires de police qui adresseront au Département de la police un procès-verbal des irrégularités relevées. Enfin, le commandant de la garde nationale devait tenir la main à l'exécution de cet arrêté affiché, mis à l'ordre et envoyé aux commissaires de police et aux comités des quarante-huit sections (2).

Ce que désiraient les gardes nationaux, ce n'était pas une surveillance plus active de l'éclairage, c'était que tous les réverbères fussent allumés en permanence depuis la chute du jour jusqu'au jour suivant. Ils multiplièrent tellement leurs réclamations que sur un rapport des administrateurs des travaux publics, le Bureau Municipal les autorisa le 27 décembre 1791 « à faire faire le service continu pendant quinze jours, pendant lequel temps, mes-

(1) B. N., Mss. fr. 11.706, f° 96.

(2) Extrait du registre des délibérations du Corps municipal, 19 décembre 1791. TOURNEUX, *Bibliographie*, t. II, n° 14.254.

sieurs les administrateurs sont priés de présenter l'état de dépenses que ce service extraordinaire pourra occasionner (1) ».

Cette dépense dut paraître trop considérable, car une note du mois de janvier 1792 qui nous apprend que, pendant l'année 1791, Paris fut éclairée par 3.742 lanternes, renfermant 8.488 becs de lumière, ce qui occasionna une dépense de 348.008 livres pour le service ordinaire et de 134.200 livres pour le service extraordinaire, ajoute : « On observe que cet allumage extraordinaire n'est que partiel, c'est-à-dire une lanterne sur deux, ce qui donne lieu à des plaintes continuelles du public qui confond ce demi-allumage avec des lanternes éteintes (2) ».

La Commune constitutionnelle était contrainte de gérer les finances de la ville avec un grand esprit d'économie. Ainsi le 10 mai 1791, les administrateurs des travaux publics présentèrent au Bureau Municipal la demande de Templier, chandelier, qui réclamait le paiement de 902 livres, 4 sols « pour fournitures de terrines employées à éclairer les façades des maisons de monsieur de La Fayette et des échevins en place, lors de la Révolution le 30 juillet 1789, jour de l'arrivée de Monsieur Necker, ainsi que les façades des maisons des Lieutenants de Maire et Procureur syndic de la municipalité les 4 et 14 février 1790, à l'occasion de la démarche faite par le roi à l'Assemblée nationale ». Le Bureau Municipal « prenant en considération l'usage où était l'ancienne municipalité de faire illuminer à ses frais dans les circonstances de fêtes les maisons de ses membres », arrêta « qu'elle paiera la somme réclamée et arrête en outre que cet usage ancien n'aura plus lieu (3) ». Pourtant, le corps municipal continua la tradition de l'éclairage extraordinaire pendant la nuit de Noël, mais aux frais des habitants ; il décida, en effet, en 1791, que « conformément à ce qui s'est passé l'année dernière, tous les habitants de la Ville et Faubourgs de Paris seront tenus d'éclairer les façades de leurs maisons (4) ».

(1) B. N., Mss. fr. 11.705, f° 44.

(2) Note anonyme pour l'éclairage de Paris. A. N., F¹⁵ 351.

(3) B. N., Mss. fr. 11.705, f° 214.

(4) Extrait du registre des délibérations du corps municipal, 20 décembre 1791. TOURNEUX, *Bibliographie*, t. I, n° 14.255.

D'autres augmentations d'éclairage beaucoup plus importantes, auxquelles les officiers municipaux de la Commune provisoire n'avaient donné qu'une solution partielle, exigèrent toute l'attention de leurs successeurs de la Commune constitutionnelle. Ces augmentations concernaient l'éclairage du village de Chaillot, l'éclairage des remparts du midi et principalement l'éclairage des rues nouvellement comprises dans les limites de la capitale par suite du reculement des barrières.

Le 15 octobre 1789, Bailly adressait à Cellierier divers états relatifs « au supplément de lanternes qu'il serait à propos d'établir pour la sécurité des faubourgs » et l'éclairage du village de Chaillot, le priant d'examiner ces états pour pouvoir conférer avec lui « de cet établissement dont la nécessité me paraît indispensable (1) ».

A la suite de cette conférence, Cellierier envoya à Dufresne, directeur du Trésor royal, le devis des frais de premier établissement et d'entretien annuel. Il était très important, écrivait Cellierier, « pour la sécurité publique que les distances des anciennes barrières aux nouvelles soient éclairées » par suite des longues nuits d'hiver qui favorisent les malfaiteurs. Pour la même raison, il était « instant d'éclairer les rues du village de Chaillot ; les habitants de ce nouveau faubourg de la capitale sollicitent depuis longtemps cet établissement qu'il n'est plus possible de différer ». De plus, « il est généralement reconnu que la place du Carrousel n'est point suffisamment éclairée ; le séjour du roi dans le palais des Tuileries, ne permet pas de laisser subsister cet inconvénient ». Enfin, les districts demandent l'augmentation des lanternes dans certaines rues et qu'on éclaire quelques rues nouvelles. Au total, il s'agit de l'établissement de 427 nouvelles lanternes contenant 897 becs de lumière, la dépense de premier établissement s'élèverait à 122.678 livres ; Cellierier estime que si on utilisait une partie des lanternes et des poteaux qui servent à éclairer la route de Paris à Versailles, on n'obtiendrait qu'une légère économie et que, de plus, « cette disposition pourrait ne pas être agréable au roi (2) ».

(1) Lettre de Bailly à Cellierier, 15 octobre 1789. A. N., F ¹³ 351.

(2) Lettre de Cellierier à Dufresne, s. d. (1789). A. N., F ¹³ 351.

L'éclairage de Chaillot, après toisé fait par l'entrepreneur sous la surveillance de l'inspecteur Damour, pourrait être assuré avec 27 lanternes. Bien que les frais de premier établissement ne fussent estimés qu'à 3.348 livres et l'entretien annuel à 2.296 livres, l'état du Trésor royal ne permit pourtant pas de mettre ces 27 lanternes en service immédiatement. On se borna à éclairer seulement la grande rue de Chaillot par 12 lanternes renfermant 24 becs de lumière qui furent allumés pour la première fois le 1^{er} février 1790. Un mois après, le 1^{er} mars 1790, quatre lanternes renfermant huit becs de lumière furent disposées rue Saint-Pierre-de-Chaillot et enfin, le 28 octobre 1790, trois lanternes contenant chacune deux becs de lumière, éclairèrent la rue de Longchamp (1).

L'éclairage des remparts du Midi exigeait soixante-quinze lanternes. Ce ne fut que le 9 février 1791, que le Bureau Municipal autorisa les administrateurs des travaux publics à faire placer sur cette portion des remparts non encore éclairée (2), dix-neuf lanternes à deux becs de lumière « en observant de les placer en face des rues qui y aboutissent, cependant que cette disposition puisse se concilier avec l'établissement définitif des soixante-quinze réverbères qu'exige l'illumination de ces remparts et où il convient de les espacer de cinquante toises (3) ».

Enfin en octobre 1790, plusieurs agressions ayant eu lieu la nuit dans les Champs-Élysées, les administrateurs des travaux publics firent éclairer l'avenue qui traversait cette promenade depuis la place Louis XV jusqu'à la nouvelle barrière par vingt-six lanternes renfermant chacune trois becs de lumière (4).

Sangrain avait montré quelque résistance lors de la mise en place de ces lanternes. Il se refusait à « faire procéder par adjudication au rabais à la fourniture des poteaux

(1) État des nouveaux établissements qui ont été faits pendant les neuf premiers mois de 1790. A. N., F¹³ 351.

(2) Les remparts du nord étaient éclairés avant la Révolution par 80 lanternes. Cet éclairage, ainsi que celui des ports, avait lieu aux frais du domaine de la Ville, suivant un marché spécial passé entre le Bureau de la Ville et Sangrain à raison de 41 livres par bec et par an. A. N., F¹³ 351.

(3) B. N., Mss. fr. 11.705, f^o 75.

(4) État des nouveaux établissements qui ont été faits pendant les neuf premiers mois de 1790. A. N., F¹³ 351.

nécessaires. » On verra dans le chapitre suivant qu'il était déjà menacé à cette époque, octobre 1790, de la résiliation de son bail, l'éclairage de Paris devant être soumis à une adjudication au rabais. Il ne voulait pas, par suite, créer un précédent en acceptant de faire fournir les poteaux par le procédé qu'il réprouvait. Le procureur de la Commune, Boulemer de la Martinière, estimait qu'on ne pouvait le contraindre à employer l'adjudication pour la fourniture des poteaux et qu'il était « bien le maître de chercher ou de ne pas chercher l'économie ». Si, plus tard, il réclamait une indemnité et qu'elle lui fut accordée, on estimerait la valeur des poteaux à dire d'expert sans avoir égard « à ce que Monsieur Sangrain pourrait dire avoir dépensé au-dessus de cette estimation (1) ». On verra, par la suite, que le Procureur de la Commune avait prévu, en partie, les réclamations futures de Sangrain.

La question de l'éclairage des rues comprises entre les anciennes et les nouvelles barrières, demandait une longue étude. Au mois de mai 1789, l'ancienne administration royale avait donné l'ordre à Sangrain d'établir le devis des frais que cet éclairage occasionnerait. Après examen des lieux, Sangrain et les inspecteurs de l'illumination, Damour et Julien, avaient reconnu qu'il fallait mettre en place 349 nouvelles lanternes renfermant chacune deux becs de lumière. Dans la zone comprise entre les anciennes et les nouvelles barrières, les maisons étaient assez rares, ce qui nécessitait l'installation de 650 poteaux pour suspendre les lanternes ; seules, cinquante lanternes environ pouvaient être suspendues à des cordes fixées aux maisons des deux côtés des rues. Les frais de premier établissement, comprenant la fourniture et la mise en place des poteaux, des lanternes, des boîtes, des cordages et des poulies s'élevaient à 88. 416 livres et l'éclairage annuel aurait absorbé une somme de 28.618 livres (2).

Un nouvel examen des lieux, fait vraisemblablement au mois d'octobre 1789, fit ressortir la nécessité d'éclairer

(1) Lettre de Boulemer de la Martinière à Cellerier, 16 octobre 1790. A. N., F¹³ 351.

(2) Etat du nombre de lanternes nécessaires pour éclairer les distances entre les anciennes et les nouvelles barrières, mai 1789. A. N., F¹³ 351.

« cinquante-quatre rues ou communications que le reculement des barrières a réunies à la capitale, qui forment environ 15.000 toises de longueur ». La grande rue du village de Chaillot et « la distance de l'ancienne barrière de Sèves (*sic*) à la nouvelle » ayant été dotées de lanternes, il restait à éclairer cinquante-deux rues nécessitant la mise en place de 366 lanternes (1).

La municipalité de Paris trouva le chiffre trop élevé et après une nouvelle étude on décida de n'éclairer immédiatement que certaines rues dont l'éclairage s'imposait, dans les autres rues l'éclairage était différé ; dans ces conditions 191 lanternes renfermant 382 becs de lumière étaient seules nécessaires.

Au mois d'octobre 1790, la question n'était pas encore résolue. On trouve en effet le 18 octobre 1790 une lettre d'un sieur Saullerat, habitant rue de Vaugirard, au coin de la rue de Bagneux, à l'administration des travaux publics dans laquelle il réclame qu'on éclaire sa rue « qui est la seule entrée de la ville qui ne soit point éclairée ». Cellerier répondit qu'il attendait la réponse de Dufresne, l'administrateur du trésor public, pour faire éclairer « l'espace entre les anciennes et les nouvelles barrières (2) ».

Il écrivait le 27 octobre 1790 à Dufresne pour lui demander ce qu'il avait décidé au sujet d'un état qu'il lui avait adressé le 1^{er} octobre indiquant le nombre des réverbères et des poteaux pour les suspendre qu'il était nécessaire de placer entre les anciennes et les nouvelles barrières. Il lui avait également demandé à cette même date de statuer « si la dépense pour la fourniture et la pose des poteaux serait à la charge du trésor public ou de l'entrepreneur (3) ». On a vu précédemment que Sangrain se refusait à cette époque à passer un marché par adjudication au rabais pour la fourniture des poteaux nécessaires à la suspension des lanternes des Champs-Élysées. En ce qui concernait les lanternes, les poteaux et les accessoires nécessaires à l'éclairage des rues entre les anciennes et les nouvelles barrières, il prétendait qu'il ne devait pas les fournir à ses

(1) Rapport de Cellerier au Département des travaux publics, s. d. A. N., F¹³ 351.

(2) A. N., F¹³ 351.

(3) Lettre de Cellerier à Dufresne, 25 octobre 1790. A. N., F¹³ 351.

frais. Il adressa, vraisemblablement à cette époque, une réclamation « à Messieurs du comité permanent des travaux publics » dans laquelle il exposait que dans le bail renouvelé en octobre 1784, il s'était bien soumis à fournir les lanternes ainsi que les poteaux et accessoires nécessaires « pour tous les établissements, éclairages des nouvelles rues, etc... qui pourraient avoir lieu dans l'enceinte des barrières et arrondissement de son service ; mais que cet engagement ne peut avoir rapport aux augmentations résultantes de l'augmentation de Paris que l'on ne pouvait prévoir... ». Il espérait qu'on ne lui ferait pas supporter ce surcroît de dépense d'au moins 80.000 livres, alors qu'il venait d'éprouver une perte considérable sur le prix des huiles « de qualité nécessaire pour éclairer Paris pendant des nuits de treize et quatorze heures, joint aux réserves et accessoires de lampes qu'il a fallu changer à cause de l'augmentation de l'éclairage (1) ».

Cette réclamation fut soumise au Conseil de ville par les administrateurs des travaux publics. L'article 1^{er} du bail de Sangrain portait qu'il s'engageait à « fournir à ses frais le nombre de lanternes qu'il sera jugé nécessaire pour éclairer les nouvelles rues ouvertes et à ouvrir, soit pour tout autre motif relatif à l'illumination ». De plus, dans l'article 9 du même bail, il était stipulé qu'il s'obligeait « de pourvoir à tout ce qui n'a pas été prévu dans sa soumission, en sorte que le gouvernement ne peut être tenu à aucun détail, frais ou charge à ce sujet ». Dans ces conditions, les administrateurs des travaux publics demandèrent que des commissaires fussent nommés pour examiner la réclamation de Sangrain (2). La décision prise par le Conseil de ville ne nous est pas parvenue. Mais l'éclairage des rues comprises entre les anciennes et les nouvelles limites de Paris resta certainement en suspens, car le 9 février 1791, le Bureau municipal sur le rapport des administrateurs des travaux publics, décréta qu'il sera établi deux lanternes à deux becs chacune dans la portion de la rue de Vaugirard non encore éclairée, deux lanternes, l'une à deux becs, l'autre

(1) Lettre des entrepreneurs de l'illumination de Paris à MM. du Comité permanent des travaux publics (s. d. 1790 ?). A. N., F¹³ 351.

(2) Minute d'un rapport des administrateurs des travaux publics au Conseil de Ville, s. d. A. N., F¹³ 351.

à quatre becs « dans la partie de la rue du Petit-Vaugirard qui est réunie à la capitale par le reculement des barrières ». L'entrepreneur était chargé de la fourniture et de la pose des poteaux « sauf à lui tenir compte de cette dépense s'il y a lieu (1) ».

Sangrain réclama le remboursement des frais d'achat et de mise en place des poteaux. Le 5 mai 1791, les administrateurs des travaux publics transmirent sa demande au Bureau municipal. Le Bureau municipal « prenant en considération que quoique cet entrepreneur soit tenu par son marché de supporter tous les frais occasionnés par l'établissement des nouveaux réverbères, cependant la fourniture de ces poteaux ne semble pas devoir être à sa charge, attendu que, lors de la passation de ce marché, l'on était dans l'usage de ne poser des nouveaux réverbères que dans les rues pavées et bordées de bâtiments, dont il résultait que la pose des réverbères donnait lieu à des frais modiques provenant de scellements à faire dans les murs de face des maisons », autorisa les administrateurs des travaux publics à payer, après vérification, les mémoires de fournitures et de pose des poteaux dans les boulevards du Midi, l'avenue des Champs-Élysées, « ainsi que dans les quelques communications des nouvelles barrières à l'ancienne enceinte (2) ».

L'éclairage total de ces rues nouvellement comprises dans le périmètre de la capitale n'était pas terminé quand à la fin de l'année 1791 les administrateurs des travaux publics procédèrent à la rédaction d'un cahier des charges en vue d'adjuger au rabais l'entreprise de l'éclairage (3). On trouve, en effet, dans ce cahier des charges une clause portant que la fourniture des lanternes, boîtes, poteaux, cordes, et autres accessoires nécessaires pour éclairer la distance des anciennes aux nouvelles barrières dans les rues formant le prolongement des grandes routes, incomberait au nouvel entrepreneur. On estimait alors qu'il fallait établir cinquante-quatre lanternes dans ces rues (4).

(1) B. N., Mss. fr. 11.705, f° 75.

(2) B. N., Mss. fr. 11.705, f° 200.

(3) Voir ci-après chapitre II.

(4) A. TRÉBUGHET, *Recherches sur l'éclairage public de Paris*, p. 34, et inf., chap. II.

Il n'a pas été possible de retrouver la date à laquelle ces rues furent finalement éclairées.

On verra dans le chapitre suivant que l'administration municipale ne se contenta pas de faire des observations à Sangrain pour les nombreux manquements d'éclairage constatés par les patrouilles et par les inspecteurs. Elle chercha à résilier son bail pour mettre l'entreprise de l'éclairage en adjudication.

Pendant cette période où la nouvelle administration municipale remplaça l'ancienne administration royale, au milieu des changements qu'introduisaient dans son sein les événements politiques quotidiens, jamais la question si importante de l'éclairage ne fut négligée.

Aux jours les plus troublés, on exigea des habitants qu'ils missent des lampions à leurs fenêtres pour procurer un éclairage plus intense. Ainsi le 21 juin 1791, le département de Paris en apprenant la fuite de Louis XVI prescrivit à la municipalité « de donner des ordres pour faire illuminer la ville (1) ».

Lors de certaines cérémonies, on ne se contentait pas de l'éclairage ordinaire des rues et certaines régions de la capitale étaient dotées d'une illumination aussi intense que les ressources de l'époque le permettaient. Lors de la cérémonie de la proclamation de la Constitution, le 18 septembre 1791, les Champs-Élysées et le jardin des Tuileries furent brillamment illuminés : « La vaste enceinte des Champs-Élysées terminée par des guirlandes de lampions formant un dessin élégant, renfermait un peuple immense chantant, dansant, mangeant ou assis sur le gazon. Pas un seul arbre qui n'offrit un tribut de lumière, plusieurs obélisques, plusieurs mâts illuminés... Dans le jardin des Tuileries, autour des bassins, était un grand nombre de triangles chargés de lampions et placés à petite distance. L'allée qui est vis-à-vis du château était illuminée avec goût (2) ».

Il faut reconnaître que les rues furent éclairées aussi bien que le permettaient et le procédé en usage et les fonds dont l'administration disposait et on doit tenir pour exagérées

(1) B. N., Mss. fr. 11.707, f° 294.

(2) Chronique de Paris, 19 septembre 1791.

ces critiques d'un contemporain qui trouve que « Paris est éclairé à faire horreur la nuit... C'est une entreprise ; c'est une horreur. Toutes les fois que l'on craint quelque chose, oh ! vite les lampions ! Vous convenez donc que la Ville est mal éclairée puisque l'on fait illuminer pour prévenir le danger. C'est une dépense trop nécessaire, qui importe trop à la sûreté, tout le monde le sent. Une plus grande quantité de réverbères est indispensable, même sans le cas d'insurrection (1) ».

(1) *Réflexions sur les maisons de force, les hôpitaux et les désœuvrés*, etc. Imprimerie Pougin S. D. (1792), in-8°, 8 p. A. N., A. D. XIV, 6. TOURNEUX, *Bibliographie*, t. III, n° 15.050.

CHAPITRE II

MANŒUVRES DE PERBEN POUR OBTENIR L'ENTREPRISE DE L'ÉCLAIRAGE DE PARIS

RÉSILIATION DU BAIL DE TOURTILLE-SANGRAIN. —
L'ÉCLAIRAGE DE PARIS JUSQU'AU 1^{er} DÉCEMBRE 1792.

On a vu dans le chapitre précédent que l'entrepreneur de l'éclairage de Paris avait obtenu, le 20 octobre 1784, du Lieutenant de Police, un bail pour assurer le service de l'éclairage des rues de Paris pendant une période de vingt ans, du 1^{er} août 1789 au 31 juillet 1809.

Il avait été contraint, à cette époque, d'évincer un concurrent, un certain Perben. Perben qui se donne le titre de « chimiste » avait été appelé de Franche-Comté à Paris par Sangrain lui-même, lorsqu'en 1782, il remplaça Fabre du Bosquet comme entrepreneur de l'éclairage ; il fut chargé de l'épuration des huiles. Sangrain l'avait nommé contrôleur de la fabrication des huiles et lui avait assuré, en plus d'appointements annuels, une participation dans les bénéfices de l'entreprise ; puis, à la suite de désaccords, il s'était séparé de lui (1).

En 1787, Perben avait proposé d'éclairer Paris à l'aide d'un système de son invention qui permettait de réaliser une économie annuelle de 50.000 livres sur le prix du bail accordé à Sangrain. Il fut autorisé, à titre d'expérience, à éclairer le Palais-Royal, mais l'essai fut si malheureux qu'on s'empressa de rendre à Sangrain l'éclairage de l'édifice (2). Depuis cette époque on n'entendit plus parler de Perben et de son système. Il n'avait pourtant pas perdu tout espoir d'obtenir l'entreprise de l'éclairage de la capitale.

Quelques mois avant la Révolution, il crut le moment

(1) (2) A. N., D. VI, 12, dossier 129 et cf. HERIAUT, *L'éclairage des rues à Paris*, op. cit.

favorable pour entamer une vigoureuse offensive contre Sangrain. « On connaît assez les inconvénients qui résultent des privilèges accordés aux compagnies autorisées par la Police, le nettoyage des rues, l'illumination de la capitale, l'entretien du pavé, la voirie grande et petite, doivent être confiés à une administration dirigée par la Commune... », écrit un contemporain (1).

Perben, s'élevant lui aussi contre ces privilèges, fit paraître en juin 1789, une brochure ayant pour titre « Forme des adjudications publiques pour les entreprises qui intéressent le gouvernement », qui attaquait le bail de l'éclairage expirant le 31 juillet 1789, mais qui était continué, on vient de le voir, jusqu'au 31 juillet 1809 (2).

Dans ce factum adressé aux États-Généraux, Perben offrait de prendre le bail de l'illumination de Paris pour vingt ans à partir du 31 juillet 1789, aux mêmes conditions que Sangrain, mais avec une réduction annuelle de cinquante mille livres. Il s'engageait également à assurer l'éclairage des villes qu'éclairait Sangrain avec une réduction du douzième sur les taux des marchés en cours. Il demandait que le bail de l'éclairage de Paris fût mis en adjudication publique et prenait des engagements au nom d'une société « Perben et Compagnie » sans donner le nom de ses associés. Perben évitait de mentionner l'échec subi par lui dans sa tentative d'éclairage du Palais-Royal (3).

Dans une seconde brochure, il attaquait directement Tourtille-Sangrain, lui reprochant de faire des bénéfices exagérés. Elle avait pour titre : « Observations sur l'illumination de Paris, contenant un nouveau plan, qui, en allégeant la Municipalité d'une dépense d'environ 600.000 livres, augmenterait en même temps la sûreté et la tranquillité publique (4) ».

Elle dut paraître vers la fin de l'année 1789, car on en

(1) J. CHARON, *Cahier de doléances, instruction et griefs, etc.*, *op. cit.*

(2) Imp. 11 p., in-4°, A. N., F¹³ 351.

(3) A. N., F¹³ 351, cf. SIGISMOND LACROIX, *Actes de la Commune de Paris*, 2^e série, t. VII, p. 523 et suiv. contient des renseignements sur les démêlés de Perben et de Sangrain relatifs au bail de l'éclairage ainsi que plusieurs documents cités dans ce chapitre.

(4) Imp. 12 p., in-8°. A. N., D. VI, 45, n° 694. TOURNEUX, *Bibliographie etc.*, t. III, n° 14.607, en signale un exemplaire dans la bibliothèque de notre regretté ami Paul Lacombe. SIGISMOND-LACROIX, *Actes de la Commune*, 2^e série, t. VII, p. 529, en signale un autre exemplaire B. N., Lk. 7/20 913.

trouve une analyse dans le numéro du 12 décembre 1789 de la *Chronique de Paris* (1). Ayant ainsi préparé l'opinion publique, Perben se rendit auprès de Cellerier au mois de mars 1790 et lui proposa son système d'éclairage qui consistait à placer les lanternes non plus au milieu des rues, mais à les suspendre à des potences placées contre les façades des maisons. Il lui écrivit le lendemain pour préciser les termes de leur conversation et lui dire qu'il acceptait volontiers de faire une expérience, les entrepreneurs en service fournissant les réverbères. Mais il demandait que le résultat de l'expérience fût constaté par un rapport en bonne forme établi par trois commissaires qu'il ferait nommer dans les trois districts les plus voisins de la rue de Grammont « qui est l'emplacement que je vous prie de m'accorder comme le plus à portée de mes affaires (2) ». Il demeurait, en effet, rue de Grammont, au coin de la rue Grétry. A l'en croire, il avait découvert une nouvelle manière de préparer les huiles qui assurait une durée d'éclairage de quatorze à quinze heures.

Cellerier, bien que renseigné sur les agissements antérieurs de Perben, consentit à tenter une expérience, fatigué qu'il était des réclamations continuelles des districts. Il répondit le 8 avril à Perben en l'autorisant à se servir des dispositions faites par un autre inventeur Charancour dans la rue Neuve-des-Petits-Champs (3). On retrouvera plus loin Charancour et ses démêlés avec l'administration parisienne.

La réponse de Cellerier ne faisait pas mention des commissaires proposés par Perben. Peu satisfait, Perben réclama le 10 avril ses trois commissaires et, démasquant ses batteries, il demanda, dans le cas où le rapport des trois commissaires lui serait favorable, à « être mis en concurrence pour renouveler au rabais le bail actuel de l'illumination de Paris (4) ». Cette fois Cellerier lui fit comprendre qu'il aurait mauvaise grâce à insister. L'expérience sera

(1) Cf. Chapitre VIII. L'inventeur Charancour fait allusion à cette brochure dans un mémoire qu'il adressa en floréal an II à l'agent national de la Commune de Paris et il spécifie que la brochure fut imprimée en 1789.

(2) Lettre de Perben à Cellerier, 28 mars 1790. A. N., F¹³ 351.

(3) Lettre de Cellerier à Perben, 8 avril 1790. A. N., F¹³ 351.

(4) Lettre de Perben à Cellerier, 10 avril 1790. A. N., F¹³ 351.

faite en présence de membres de l'Académie des Sciences qui présenteront leur rapport à la municipalité ; cela n'empêchera pas des commissaires désignés par les districts d'être présents, mais à titre officieux. « A l'égard de la demande que vous faites d'être mis en concurrence pour renouveler au rabais le bail actuel de l'illumination, ajoutait Cellierier, je ne puis vous donner aucune espérance à cet égard. Il n'y a que l'Assemblée Nationale qui puisse statuer sur cet objet et il faudrait qu'en interprétant les précédents décrets sur la propriété, elle déclarât que le bail de l'illumination y fût compris (1) ». On ne pouvait dire plus courtoisement à Perben que sa demande était absolument irrecevable.

Perben ne fut nullement arrêté par cette réponse. N'obtenant pas satisfaction de Cellierier il écrivit à Bailly lui-même. Il lui adressa une soumission dont il lui demanda de lui accuser réception. « En vain les entrepreneurs actuels alléguèrent-ils auprès de vous, monsieur, écrivait Perben, dans les districts et de tous côtés, des pertes journalières et considérables, de l'impossibilité que toute autre compagnie puisse connaître tous les détails de leur entreprise ». Il se faisait fort de prouver à Bailly, par des pièces authentiques, que c'était grâce à lui que « l'illumination de Paris a été mise sur le pied où elle est ». Et il ajoutait avec machiavélisme, que si la compagnie en exercice prétendait être écrasée par les pertes, il ne fallait pas la laisser succomber « sous un fardeau qu'elle ne peut plus supporter ». En conséquence on devait accepter sa soumission (2). Bailly transmit cette lettre à Cellierier qui se borna à répondre que le bail de Sangrain ne pouvait être résilié « vu la clause qui porte que l'entrepreneur se soumettra aux nouveaux procédés qui pourraient être découverts. Au surplus, la municipalité actuelle ne peut rien statuer (3) ». L'article 8 de la soumission de Sangrain du 20 octobre 1784, spécifiait en effet qu'en cas de découverte d'un nouveau procédé assurant une meilleure illumination, il s'y conformerait « suivant les nouvelles conditions qu'exigeraient les cir-

(1) Lettre de Cellierier à Perben, 13 avril 1790. A. N., F¹³ 351.

(2) Lettre de Perben à Bailly, 8 mai 1790. A. N., F¹³ 351.

(3) Lettre de Cellierier à Bailly, 15 mai 1790. A. N. F¹³ 351.

constances et les nouveaux moyens par rapport à la dépense et aux changements, s'en rapportant à ce sujet à la justice du gouvernement ».

Les frais occasionnés par l'éclairage des rues de Paris étaient supportés par le Trésor royal depuis que les bourgeois de Paris avaient payé le rachat de la taxe des boues et lanternes conformément aux lettres patentes du roi du 15 novembre 1770 enregistrées au Parlement de Paris le 3 avril 1771 (1). Dès janvier 1790, le Trésor public qui avait remplacé le Trésor royal, paraît avoir fait quelques difficultés pour acquitter les mémoires de Sangrain, reconnus valables par l'inspecteur Damour et que lui transmettait le Département des travaux publics. Le Bureau de la Ville était obligé dans sa séance du 23 janvier 1790 d'arrêter que le Lieutenant de Maire au Département du Domaine de la Ville, monsieur de la Noraye, « ferait tous ses efforts et les démarches nécessaires pour obtenir de monsieur le Contrôleur général le paiement de tous les frais d'illumination de la Ville de Paris (2) ».

Mais la situation se modifia, lorsque sur le rapport de son Comité des finances, l'Assemblée Nationale décréta le 6 juin 1790, qu'« à compter du 1^{er} janvier prochain les dépenses de police de la Ville de Paris, celles de son guet et gardes, celles de son pavé, de son illumination seront retranchées du compte du Trésor public et resteront à la charge de la Municipalité (3) ».

Les dépenses de l'éclairage lui incombant, et on a vu précédemment qu'elles atteignaient une somme considérable par suite de l'éclairage extraordinaire, la municipalité parisienne était incitée à écouter les propositions de Perben qui prétendait pouvoir procurer un éclairage plus intense, d'une durée plus longue et à des prix inférieurs à ceux du bail en cours. Mais Perben craignait que l'influence de Sangrain au sein des conseils de la municipalité ne l'emportât ; c'est pourquoi il adressa à « Nos seigneurs de l'Assemblée Nationale » un projet de décret (4) pour autoriser les

(1) Cf. HERLAUT, *Eclairage des rues de Paris...*, op. cit.

(2) B. N., Mss. fr. 11.704, f° 58.

(3) Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale, Paris. Sd., in-8°. B. N., F 32.323.

(4) SIGISMOND LACROIX (*Actes de la Commune*, 2^e série, t. VII, p. 525)

municipalités à renouveler aux enchères tous les baux et traités faits par les différentes entreprises. Il joignait à ce projet de décret sa brochure « Observations sur l'illumination de Paris contenant un nouveau plan..., etc. » dans laquelle il exposait qu'il sollicitait, depuis 1782, le renouvellement du bail de l'éclairage de Paris en offrant un rabais annuel de 50.000 livres par an, « mais l'intrigue et la faveur ont rendu nuls jusqu'à présent tous les efforts qu'il a faits pour opérer cette économie importante ». Il reprenait ensuite les griefs déjà indiqués contre le système d'éclairage en vigueur. Les réverbères ne brûlent que jusqu'à trois heures du matin « tandis que l'approvisionnement de Paris, qui se fait depuis trois heures du matin, rend indispensable cette clarté jusqu'à six heures ». La suspension de l'éclairage en temps de lune est à supprimer ; les réverbères sont trop éloignés les uns des autres, leur position est très incommode « parce qu'elle éblouit les cochers et expose les piétons à être écrasés à chaque pas ». Il propose de fixer les réverbères de vingt en vingt pas le long des murs des maisons. Comme le service de l'éclairage prendrait ainsi une ampleur plus considérable, il propose de former deux compagnies, chacune d'elles ayant la charge de l'éclairage sur une rive de la Seine. L'Assemblée Nationale renvoya pétition et brochure à son Comité des finances.

Un autre incident avait déjà attiré l'attention de l'Assemblée Nationale sur le bail de l'éclairage de Paris. Lorsqu'en 1778, une société se forma à Paris pour l'épuration des huiles d'éclairage suivant le procédé de Fabre du Bosquet ainsi que pour l'entreprise de l'éclairage de Paris, du Bosquet céda au comte de Maillebois la moitié de sa part de bénéfices « en considération de ce qu'il avait fait rendre en faveur de la société un arrêt du Conseil portant privilège exclusif ». Le comte de Maillebois céda à une dame Le Monier, la moitié de son intérêt soit dix-huit deniers par

croit que ce document aurait été envoyé par Perben à l'Assemblée Nationale vers octobre 1789. TUETÉY (*Répertoire*, t. III, n° 2.561) lui attribue la date approximative de mai 1790. Nous nous rallions à cette seconde hypothèse car elle explique comment le Comité des finances, auquel le factum de Perben fut renvoyé par l'Assemblée, a été ensuite saisi de la question du bail de l'éclairage de Paris.

livre, sur les bénéfices de la société. Cette dame rétrocéda à Depré de Crassier, lieutenant-colonel d'infanterie, la moitié de cette part de bénéfices ; Depré de Crassier s'empressa de la revendre dix mille livres à un de ses amis, le sieur Duchesne, intendant de la maison de Madame et son secrétaire ordinaire, qui s'engagea à le payer par annuités (1).

La société fut dissoute deux ans après, le trésorier s'étant enfui avec la caisse et Fabre du Bosquet « n'ayant point eu le talent qu'il avait annoncé ».

Depré de Crassier n'entendit pas perdre ses dix mille livres et il intenta un procès à son ancien ami Duchesne. Député à l'Assemblée Nationale, son influence ne fut sans doute pas étrangère à l'obtention d'un arrêt du Parlement qui condamnait Duchesne, le 4 août 1789, à payer les dix mille livres. Duchesne essaya de se retourner contre Sangrain qui avait succédé comme entrepreneur à Fabre du Bosquet. Sangrain dut accueillir assez mal sa réclamation, car, au début de janvier 1790, Duchesne et lui échangèrent des invectives dans les jardins du Palais-Royal (2). Il s'adressa ensuite au maire de Paris pour savoir s'il ne pourrait obtenir un recours contre Sangrain (3). Cellerier lui répondit le 13 février 1790 que Sangrain avait continué le service de l'illumination après le départ de Fabre du Bosquet, qu'il avait traité à dire d'expert de tout le mobilier qui appartenait à l'ancienne compagnie et que, dans ces conditions, il ne pouvait rien lui être réclamé (4). Duchesne fit alors imprimer un long mémoire relatant tous ces faits et l'adressa à l'Assemblée Nationale. Dans ce mémoire il dévoile, comme Perben dans la brochure précitée, les agissements de l'ancienne administration de la police qui avait favorisé Fabre du Bosquet d'abord et Sangrain ensuite (5). Il est vraisemblable que ce mémoire

(1) Cf. HERLAUT, *L'éclairage des rues de Paris... op. cit.*

(2) Lettre de Sangrain à Duchesne, 4 janvier 1790. A. N., T. 160/6.

(3) Lettre de Duchesne au maire de Paris, 11 février 1790. A. N., T. 160/6.

(4) Lettre de Cellerier à Duchesne, 13 février 1790. A. N., T. 160/6.

(5) Une copie manuscrite de ce mémoire existe dans le carton, T. 160/6 des A. N., une note contenue dans le même carton indique que ce document fut imprimé. Depré de Crassier continua les poursuites et fit saisir et vendre le mobilier de Duchesne pour parvenir à être payé. A. N., T. 160/6. Les princes du sang et les plus grands seigneurs recevaient des pensions des entrepreneurs des boues et de l'illumination de Paris, s'il faut en croire Napoléon lui-même

fut renvoyé comme celui de Perben au Comité des finances.

Un rapport sur le bail de l'éclairage fut déposé le 16 septembre 1790 par un membre de ce comité, l'abbé Lompré (1). Reprenant la question à l'origine, l'abbé Lompré exposait à la suite de quels événements un nouveau bail avait été accordé pour vingt ans, en 1784, à Tourtille-Sangrain, alors que le bail en cours n'expirait qu'en 1789 (2). Il concluait en demandant si ce bail devait être continué « ou l'Assemblée Nationale doit-elle ordonner qu'il sera posé des affiches, que les enchères seront reçues à l'Hôtel de Ville par la municipalité et que sur l'avis des districts et du Département, l'adjudication en sera faite au rabais » ?

Examinant le second bail accordé à Sangrain au mois de novembre 1784, alors que l'ancien n'expirait que quatre ans et demi plus tard, et rappelant l'édit de 1697 « qui prévoit que les adjudications ne sont faites dans toutes les villes qu'après des enchères et des affiches par trois dimanches consécutifs... le rapporteur a trouvé ce second bail très contraire aux formalités prescrites ». L'abbé Lompré concluait qu'« attendu les réclamations qui pourraient être faites de la part du sieur Sangrain, si la Municipalité se décidait à un résiliement », le Comité présenterait à l'Assemblée Nationale « les vices essentiels de ce bail pour qu'elle prononçât et que par là on éviterait la suite d'une contestation qui devrait être jugée par les tribunaux ». Cet avis fut adopté par le Comité qui reconnaissait ainsi à l'Assemblée Nationale le pouvoir souverain de trancher sans appel un différend qui aurait dû régulièrement être renvoyé devant les juges (3).

La Municipalité parisienne avait adopté le principe de l'adjudication depuis plusieurs mois. Le Bureau de Ville dans sa séance du 2 décembre 1789 avait en effet « décidé qu'aucune fourniture n'aurait lieu dans quelque département que ce fût qu'au rabais et par adjudication publique

qui affirme en avoir eu les preuves entre les mains. En traineau avec l'Empereur, *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} septembre 1928, p. 69.

(1) Lompré (Claude Bénigne), chanoine de Champlitte, député de la Franche-Comté.

(2) Cf. HERLAUT, *Eclairage des rues de Paris*, etc..., *op. cit.*

(3) Rapport sur l'illumination de Paris fait au Comité des finances de l'assemblée nationale par l'abbé Lompré. A. N., F¹² 351 et procès-verbal du Comité des finances, 16 septembre 1790. A. N. D.VI/18, dossier 193.

pour les objets qui en seraient susceptibles (1) ». Dans sa séance du 14 mai 1790, le Conseil de Ville « appréciant la sagesse des précautions prises par le bureau de la Ville » avait arrêté que cette délibération du 2 décembre 1789 serait exécutée et qu'en conséquence les départements de la municipalité ne pourraient faire ni adjudications, ni marchés de fournitures ou de travaux directement. Ils devait soumettre au préalable au procureur-syndic les cahiers des charges rédigés par eux pour les marchés et adjudications qui seraient nécessaires. Ces cahiers seraient déposés au greffe et l'adjudication aurait lieu à une audience du tribunal en présence des administrateurs intéressés (2).

Garesché, président du Comité des finances, transmet le 18 septembre 1790 au Maire de Paris les conclusions du rapport de l'abbé Lompré. Faisant allusion à la décision du Bureau de Ville que l'on vient de citer, il lui écrivait : « Les précautions de surveillance et d'économie que vous gardez dans les adjudications vous feront justement apprécier des conditions stipulées arbitrairement sans formalité, et dont la durée peut être très onéreuse à la Commune. Si vous jugez, Monsieur, que la résiliation du bail doit être prononcée, le Comité s'empressera de présenter ce vœu à l'Assemblée Nationale ». Il n'excluait pas Sangrain de la nouvelle adjudication ; au contraire, il estimait « que les provisions qu'il a faites lui donneront un avantage sur les autres enchérisseurs ; il n'aurait pas le droit de se plaindre de l'observation d'une règle à laquelle il aurait dû être assujetti et cette voie serait plus courte qu'un jugement à intervenir soit sur le bail, soit sur les indemnités qu'il se croirait en droit de réclamer (3) ».

Il ne semble pas que Bailly donna son assentiment à cette mise en demeure d'avoir à demander à l'Assemblée Nationale la résiliation du bail de Sangrain. Cellerier intervint sans doute en faveur de Sangrain et comme la Commune provisoire n'avait plus que quelques semaines à vivre, on dut décider que la question serait tranchée par la municipalité future.

(1) B. N., Mss. fr. 11.705, f° 75.

(2) B. N., Mss. fr. 11.698, f° 75.

(3) A. N. D VI, 12, dossiers 129 et 193.

Depuis longtemps Sangrain était au courant de la campagne entreprise contre lui par Perben, son ancien employé. Il avait essayé de parer ses attaques et s'était préoccupé dès le mois de février 1790 de faire reconnaître officiellement par l'administration municipale de Paris la validité de son contrat en cours depuis le 1^{er} août 1789. Il était nécessaire, pour cette reconnaissance, qu'il obtint le visa du maire de Paris sur le contrat passé en 1784, entre le Lieutenant de Police et lui. En signant ce contrat, le chef de l'administration municipale parisienne déclarait en accepter les clauses pour la durée qui y était indiquée, c'est-à-dire jusqu'au 31 juillet 1809 ; Sangrain pouvait alors, en absolue sécurité, laisser Perben adresser à l'Assemblée Nationale brochures et mémoires.

Un certain Randon de Latour, administrateur attaché à la Maison du Roi et au Trésor public et qui, coïncidence troublante, était chargé de payer à Sangrain le montant de ses mémoires d'éclairage, insista à plusieurs reprises auprès de Cellerier pour obtenir le visa de Bailly. Le 10 février, il laissait au domicile de Cellerier, rue d'Orléans, près la porte Saint-Denis, un billet pressant lui rappelant qu'il lui avait promis de faire viser « au Bureau du jeudi 11, la grosse de l'Arrêt du Conseil (1), portant bail à Monsieur Sangrain de l'illumination à compter du mois d'août 1789 ». Il estimait « qu'il est d'autant plus nécessaire que cela soit, que c'est le titre qui doit légaliser et prouver que c'est d'après et sous les ordres de la Ville que Monsieur Sangrain a continué son service de la plus grande importance à cette époque et si bien regardé comme tel qu'on le lui a fait doubler jusqu'ici (2) ». Le visa du bail ne fut pas obtenu si aisément que le pensait Cellerier qui jugeait « que c'était l'affaire d'un instant », car, six mois plus tard, Randon de Latour écrivait à nouveau à Cellerier pour le même objet. Il profitait de la réélection de Bailly comme Maire de Paris qui eut lieu le 2 août 1790, pour demander « la signature qui était promise par lui il y a longtemps ». Il annonçait qu'il venait d'apprendre « que l'on avait remis

(1) Il s'agit de l'Arrêt du Conseil du roi du 3 septembre 1784 qui assurait à Tourtille-Sangrain un nouveau bail de vingt ans.

(2) Randon de Latour à Cellerier, 10 février 1790. A. N., F¹³ 351.

vendredi soir (13 août 1790) à M. Sangrain (*sic*) un grand mémoire de quarante et tant de pages tendant à demander à la Ville que son affaire soit mise en adjudication au rabais (1) ». Il demandait à Cellerier si ce mémoire émanait de lui et il attirait son attention sur cette affaire qui « loin d'être dans le cas d'être tourmentée, a besoin de protection eu égard aux sommes considérables qui lui (à Sangrain) sont dues par la Ville et par les autres villes du royaume, par tous les particuliers de Paris et pour les sommes considérables qu'il faut qu'il mette en avant pour satisfaire aux services forcés occasionnés par cette même Ville de Paris ». Et il ajoutait à tous ces arguments en faveur de Sangrain : « quoique toutes ces attaques soient désagréables, je suis bien sûr que vous, Monsieur, étant aussi instruit que vous l'êtes de cette affaire, de la nécessité et difficulté d'un bon service, qui ne peut se soutenir que par une mise de fonds énorme, vous mettra (*sic*) toujours dans le cas d'opiner pour conserver le service que l'on connaît et ne pas s'exposer à en voir manquer un nouveau... (2) ».

Le 14 août 1790, Sangrain adressa un mémoire à la Municipalité dans lequel il rappelait rapidement les vicissitudes de l'entreprise de l'éclairage de Paris depuis le 1^{er} août 1769, date à laquelle il avait commencé d'assurer cet important service. D'après lui, le nouveau bail lui avait été concédé pour vingt ans afin de lui permettre de faire avec certitude des avances considérables en lanternes, ustensiles divers et approvisionnements d'huile. Dès 1773, en raison des pertes qu'il éprouvait, il demanda une indemnité, « mais le Ministre le renvoya à un temps plus heureux ». En 1784, il réitéra sa demande par suite de l'augmentation du prix des huiles ; le Lieutenant de Police lui donna à entendre qu'il ne pourrait rien obtenir et lui

(1) Il n'a pas été possible de retrouver ce mémoire ni de savoir de qui il émanait.

(2) Lettre de Randon de Latour à Cellerier, 15 août 1790. A. N., F¹³ 351. TUETÉY, *Répertoire*, t. III, n° 2.580. Sigismond Lacroix (*op. cit.*, p. 529) ne semble pas avoir donné à ce document l'importance qu'il a en réalité. Il ne voit dans cette chaude intervention en faveur de Sangrain qu'une demande de Randon de la Tour à Cellerier pour avoir son opinion sur le projet de mise en adjudication du bail de l'éclairage. Quand on verra plus loin les liens qui unirent par la suite Randon de Latour et Sangrain, et qui les unissaient peut-être déjà à cette époque, on s'expliquera mieux l'insistance, vraisemblablement intéressée, de Randon de la Tour en sa faveur.

proposa en compensation de lui faire prolonger son bail pour vingt ans, ce qui eut lieu en novembre 1784. Ce nouveau bail prévoit une diminution de 2 livres 12 sols par bec de lumière sur le prix fixé par le précédent contrat, la fourniture aux frais de l'entrepreneur des lanternes destinées à éclairer les nouvelles rues, soit environ 25.000 livres par an de diminution.

Sangrain n'a pu continuer son service qu'en empruntant 400.000 livres à un ami et parce qu'il a obtenu la fourniture de l'éclairage de vingt-six des principales villes du royaume, des maisons royales et de nombreux hôtels à Paris.

Il a été informé que Perben a présenté un mémoire proposant une diminution annuelle de 40.000 livres sur le prix de l'ancien bail ; cette diminution n'est donc que de 15.000 livres par rapport au prix fixé par le nouveau bail. « On ne croit pas qu'une offre aussi médiocre puisse mériter l'attention de l'administration, surtout quand elle pèsera dans la balance de la justice ce qu'elle doit à un entrepreneur qui a franchi tous les obstacles d'un établissement de cette importance et qui l'a régi pendant vingt ans à la satisfaction générale et que l'on mettra dans l'autre côté de la balance le sieur Perben qui n'a ni talent, ni consistance et qui n'a d'autre mérite que de faire faire des mémoires où il cherche à en imposer et dont le sieur Sangrain offre de prouver toute la fausseté si on veut lui donner en communication (1) ».

Le moment était peu favorable pour attirer l'attention de la municipalité sur le bail de l'éclairage ; toute l'activité des membres de la Commune provisoire était en effet absorbée par les élections des notables qui allaient composer la Commune constitutionnelle, aux termes de la loi du 21 mai-27 juin 1790 et il ne semble pas que le mémoire de Sangrain fit une grande impression sur les administrateurs des travaux publics.

Quand le 9 octobre 1790 la Commune constitutionnelle se réunit, un des plus chauds partisans de Sangrain et le mieux en place pour le soutenir efficacement, Cellerier, était sur le point de disparaître. Il ne figurait pas sur la

(1) Mémoire de Tourtille-Sangrain au Département des travaux publics, 14 août 1790. A. N., F¹³ 351.

liste des 144 notables élus par les sections pour constituer la nouvelle municipalité et il ne resta comme administrateur provisoire que jusqu'au 31 octobre, le Corps municipal ayant décidé dans sa séance du 25 octobre 1790 que les administrateurs de la Commune constitutionnelle entre-raient en fonction le 1^{er} novembre 1790 (1).

La nouvelle municipalité paraissait décidée à ne plus renouveler à l'amiable le bail de l'illumination. Le Corps municipal votait en effet dans sa séance du 27 novembre 1790, le texte suivant déterminant les attributions des administrateurs des travaux publics : « Le Département des travaux publics, sera et demeurera chargé sous la direction de Monsieur le Maire ... 4^o des marchés et adjudications à faire pour la confection, réparation et entretien du pavé, pour l'illumination, pour le nettoyage et l'enlèvement des boues... (2) ».

Par contre, Perben, se sachant soutenu au Comité des finances par l'abbé Lompré, Franc-Comtois comme lui, décida de prendre une vigoureuse offensive contre l'ancienne administration des travaux publics. Il avait adressé soit à la fin de l'année 1790, soit au début de l'année 1791, une nouvelle pétition à l'Assemblée Nationale intitulée : « Nouveau bail de l'illumination de Paris par adjudication au rabais démontré juste et possible et conséquemment indispensable ».

Après avoir exposé dans cet opuscule les vicissitudes qu'il a éprouvées depuis que Sangrain le fit venir de Franche-Comté à Paris lorsqu'il se sépara de Fabre du Bosquet, il attaque avec violence le bail en cours pour l'éclairage de Paris. « Une des productions monstrueuses du despotisme et de la cupidité ministérielle », établie « de manière à ouvrir la porte à mille abus », et qui cause « à la municipalité de Paris, qui d'après un décret se trouve chargée du prix de ce bail à partir de janvier 1791, une grande lésion ». Il demande « qu'un nouveau bail, fait avec la solennité de l'adjudication, conforme aux lois, inaccessible aux abus et nullement nuisible aux intérêts de la Ville de

(1) B. N. Mss. fr. 11.700, f^o 46. Cellier fut déclaré concessionnaire de l'Opéra de Paris le 8 mars 1792.

(2) B. N., Mss. fr. 11.700, f^o 133.

Paris, soit fait par ceux qui ont fait serment de veiller à ces intérêts ».

Il reproduisait avec indignation, les termes d'une lettre qu'un Lieutenant de Maire (c'est de Cellerier qu'il s'agit) lui avait écrite le 22 avril 1790 dans laquelle il prétendait « qu'un excédent de 15.000 livres et même de 40.000 sur une entreprise dont la dépense annuelle est de 340.623 livres, n'a jamais été regardée comme une lésion ». Rappelant également la lettre adressée le 18 septembre 1790, par le Président du Comité des finances à Bailly « et à laquelle il est incroyable que Monsieur Bailly n'ait pas répondu d'une manière catégorique », il estimait que la résiliation du bail en cours serait facilement obtenue et ajoutait : « il est à croire que les administrateurs actuels, le Bureau de la Ville et le Corps municipal ne regarderont pas cette lésion de 40.000 livres comme indifférente (1) ».

Perben paraît avoir réussi à convaincre un des membres les plus influents de la nouvelle municipalité, le Vice-Président du Conseil général et du Corps municipal, l'abbé Mulot. L'abbé Mulot adressa, en effet, le 14 janvier 1791, à l'un des nouveaux administrateurs des travaux publics, une lettre lui annonçant l'envoi d'un mémoire qu'il venait de rédiger sur l'illumination de Paris : « Soyez convaincu, ajoutait-il, que rien ne fera plus honneur à la municipalité, plus de plaisir à l'Assemblée Nationale, plus d'effet dans la capitale à l'avantage de laquelle vous aurez travaillé, que l'adjudication à laquelle conclut ce mémoire (2) ».

Le Bureau Municipal, qui avait remplacé le Bureau de la

(1) Pièce manuscrite non datée et non signée. A. N. D VI ¹², n° 129. TUTEY, *Répertoire*, t. III, n° 2.613 donne à cette pièce la date de 1791. Sigismond Lacroix prétend que la pièce à laquelle est jointe une note signée et datée du 1^{er} septembre 1790 serait de cette même date, 1^{er} septembre 1790. Le document qui fait allusion à une lettre du 18 septembre 1790 et qui mentionne « les administrateurs actuels, le Bureau de la Ville, le Corps municipal » n'a pu être écrit qu'après l'installation de la nouvelle municipalité le 9 octobre 1790 et même les violentes attaques contre Cellerier nous font croire que Perben n'a rédigé, ou fait rédiger, ce document que quand les nouveaux administrateurs eurent pris leurs fonctions, le 1^{er} novembre 1790. Si Perben a employé l'expression « Bureau de la Ville » et non celle de « Bureau Municipal » nous croyons qu'il s'agit d'un lapsus ; la dénomination « administrateurs actuels » et l'expression « Corps municipal » qui encadrent les mots « Bureau de la Ville » semblent le prouver. Ce document doit être des deux derniers mois de 1790 ou du début de 1791.

(2) Lettre de l'abbé Mulot à un administrateur des travaux publics. A. N., F ¹³ 351. Le mémoire auquel l'abbé Mulot fait allusion n'a pu être retrouvé.

Ville de l'ancienne municipalité, était partisan lui aussi de l'adjudication au rabais. Dans sa séance du 9 février 1791, il décidait que l'éclairage de l'Hôtel de la Mairie et de tous les bureaux de la municipalité serait mis en adjudication et il autorisait le Département des travaux publics « à faire imprimer et poser les affiches nécessaires (1) ». Enfin, fait beaucoup plus grave, à la séance du Corps municipal du 27 février 1791, les administrateurs des travaux publics ayant donné lecture d'un rapport « sur les moyens à prendre pour pourvoir à l'illumination des rues de Paris », la question fut mise en délibération et le Corps municipal arrêta « que l'entreprise de l'illumination des rues de Paris serait mise incessamment en adjudication au rabais suivant les formalités ordinaires et accoutumées ». Les administrateurs des travaux publics étaient chargés de présenter un cahier des charges et clauses de cette adjudication et ils devaient s'entendre avec le département de la Police « pour déterminer le nombre des réverbères qui doivent définitivement composer l'illumination de la Ville pour la sûreté publique pendant la nuit, ainsi que les heures pendant lesquelles les réverbères doivent être allumés dans les différentes saisons de l'année (2) ».

La municipalité parisienne adoptait ainsi les suggestions de Perben. Sangrain rédigea un mémoire pour protester contre l'arrêté du Corps municipal (3).

Les administrateurs des travaux publics demandèrent le 26 avril au Corps municipal d'ajourner la discussion sur l'éclairage de Paris au 30 avril. Le Corps municipal accepta et arrêta de plus que le 29 avril « il y aura chez Monsieur le Maire une assemblée des administrateurs au Département de la police, à laquelle seront appelés les entrepreneurs actuels qui demandent à être entendus (4) ».

Cette manière de procéder, en dehors des règles habituel-

(1) B. N., Mss. fr. 11.705, f° 75 .

(2) B. N., Mss. fr. 11.701, f° 55.

(3) TUETÉY dans son *Répertoire* (t. III, n° 5.867) mentionne ce mémoire : « Mémoire des administrateurs des illuminations de Paris au Département des subsistances (?) protestant contre un arrêté pris par le Corps municipal pour mettre au rabais l'entreprise de l'illumination de Paris, s. d. ». La cote donnée par Tuetey pour ce document, qui existe aux Archives Nationales, est inexacte et il n'a pas été possible de le retrouver, malgré les longues recherches auxquelles s'est livré le très obligeant archiviste M. Caron.

(4) B. N., Mss. fr. 11.701, f° 362.

lement suivies par le Corps municipal, avait-elle pour but de rechercher une solution amiable entre la municipalité et les entrepreneurs ? Il ne semble pas que la conférence tenue chez Bailly y parvint, car le Corps municipal ne tint aucun compte des protestations des entrepreneurs.

Dans sa séance du 2 mai 1791, après avoir entendu le rapport de Champion établi en exécution de son arrêté du 27 février, « rapport tant sur le mode de l'illumination de la Ville de Paris qu'il conviendrait d'adopter, que sur les formes dans laquelle l'adjudication devait en être faite », le Corps municipal prit l'arrêté suivant : « Sur le rapport des administrateurs des travaux publics, le Corps municipal, après avoir entendu les réclamations du sieur Sangrain et de sa compagnie sur l'arrêté du 27 février dernier, déclare qu'il persiste dans ledit arrêté, lequel sera communiqué au Directoire du Département... pour avoir son approbation (1) ».

Aussitôt après avoir voté cet arrêté, le Corps municipal en votait un autre aux termes duquel les administrateurs des divers départements devaient revoir les différents marchés et entreprises de la commune pour examiner s'il n'y avait pas lieu d'y opérer des réductions, « à raison de la cessation des entrées (2) ».

Un décret de l'Assemblée Nationale du 10 Février 1791 avait en effet supprimé à partir du 1^{er} mai 1791 « les octrois sur les entrées aux barrières dans lesquels consistaient presque tous les revenus », ce qui allait encore accroître le déficit des finances de la Ville (3). Sangrain fut convoqué par les administrateurs des travaux publics (4) conformément à l'arrêté du Corps municipal, mais on ignore ce qui en résulta. On ignore également la décision prise par le Directoire du département sur l'arrêté du Corps municipal du 2 mai.

Le Directoire du département dut vraisemblablement décider que l'on demanderait à l'Assemblée Nationale l'au-

(1) B. N., Mss. fr. 11.702, f° 3.

(2) Extrait du registre des délibérations du corps municipal du 2 mai 1791. A. N., F⁷ 3.688²⁷ et B. N., Mss. fr. 11.702, f° 3.

(3) B. N., fr. 11.701, f° 224.

(4) L'extrait du registre des délibérations du corps municipal du 2 mai 1791 qui existe aux A.N. F⁷ 3.688²⁷ porte en note : « Ecrire à M. Sangrain de venir s'expliquer sur cet objet ».

torisation d'annuler le bail en cours et de procéder à une adjudication au rabais. En effet, le 6 septembre 1791, l'abbé Lompré, rapporteur du Comité des Finances, donna lecture à l'Assemblée d'un rapport concluant à la résiliation du bail de Sangrain. Il commença par exposer combien il était important pour l'Assemblée de connaître « les déprédations » qui ont été commises par les lieutenants de police. Il se propose « de suivre le fil de ces trames odieuses » autant qu'il est nécessaire pour démontrer l'illégalité d'un bail dont il vient demander la résiliation « au nom de la municipalité de Paris (1) ». Après avoir indiqué à la suite de quels événements le bail avait été garanti à Sangrain jusqu'en 1809, il conclut : « La question se réduit à ce terme simple : le bail de l'illumination passé clandestinement à Sangrain le 26 novembre 1784, lorsque le précédent ne devait cesser qu'en 1789, doit-il être continué ? Ou les formes prescrites par la loi doivent-elles être exécutées ?

En vous proposant cette question, c'est demander si l'Assemblée continuera à proscrire les formes arbitraires et clandestines avec lesquelles on disposait impunément de la richesse publique en l'éloignant de sa vraie destination.

Il est de toute justice de résilier un bail de cette espèce (2) ». L'abbé Lompré proposait en conséquence à l'Assemblée d'accepter le projet de décret suivant :

« L'Assemblée Nationale,

« Après avoir ouï le rapport de son Comité des finances, Décrète que le bail fait par le Gouvernement pour l'illumination de la Ville de Paris cessera d'avoir son effet à compter du jour où la municipalité aura procédé, sous l'autorisation du Département, à une adjudication au rabais de ladite illumination dans la forme prescrite par la loi sur les administrations municipales ». Le décret fut voté sans discussion par l'Assemblée et, sanctionné par le roi ;

(1) Sigismond Lacroix, qui cite *in extenso* le rapport de l'abbé Lompré (t. VI, p. 533), fait très justement observer que ce passage du rapport permet d'affirmer que la municipalité fit des démarches auprès du comité des finances pour obtenir la résiliation du bail. Il est vraisemblable que ces démarches furent faites en réponse à la lettre du président du comité des finances adressée au Maire de Paris le 18 septembre 1790.

(2) Archives parlementaires, t. XXX, p. 247-248.

il devint la loi du 12 octobre 1791 (1), qui fut enregistrée par le corps municipal le 21 octobre 1791.

Perben crut pouvoir exploiter de suite le succès que lui apportait le vote de cette loi. Il publia dans un journal de Paris l'avis ci-après :

« La Municipalité de Paris a provoqué un décret de l'Assemblée Nationale qui a prononcé la résiliation du bail de l'illumination de Paris, d'après l'examen qu'elle a fait d'une soumission qui lui a été fournie par une compagnie de faire le service de l'illumination des rues de cette capitale à 40.000 livres de rabais par année, sauf le résultat des enchères.

« Cette même compagnie a l'honneur de prévenir toutes les municipalités du royaume, tous les entrepreneurs et autres personnes qui ont besoin d'un service en illumination, qu'elle les fera jouir d'une économie d'un douzième au moins sur le prix de leurs traités et dans la même proportion du rabais auquel restera fixé par les enchères le prix du service de l'illumination de Paris.

« S'adresser à Monsieur Perben, rue Marivaux, place de la Comédie-Italienne, maison du commissaire (2) ».

Perben avait fait à nouveau des propositions aux administrateurs des travaux publics pour être chargé de l'entreprise de l'éclairage de Paris. Un rapport, malheureusement sans date, de Le Roulx de la Ville, administrateur des travaux publics, mentionne en effet qu'il a « reçu la proposition d'un particulier, offrant des cautions solvables, de se charger de l'entreprise de l'illumination à 34 livres 12 sols par bec au lieu de 41 livres. Il résulterait de ce rabais une économie de 40.000 livres sur le service ordinaire et 20.000 livres sur le service extraordinaire ». Le Roulx de la Ville proposa en conséquence au Corps municipal de résilier le bail en cours et de mettre en adjudication l'entreprise de l'illumination. Le Corps municipal accepta ces propositions, le chargea de rédiger le cahier des charges et de se concerter

(1) Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale, septembre-octobre 1791, p. 80. B. N., 8°, F³² 319.

(2) La Feuille du jour, 27 octobre 1791. S. Lacroix qui cite cet avis de Perben (*op. cit.*, t. VIII, p. 124) ajoute : « Nous ne savons d'ailleurs pas à quel moment précis, Perben devint l'adjudicataire municipal de Paris ». On verra par la suite que Perben n'obtint jamais cette entreprise.

avec l'administration de la police pour déterminer le nombre de lanternes à entretenir et la durée de l'éclairage (1).

La confection du cahier des charges exigea un long et minutieux travail. On détermina le nombre des réverbères nécessaires à l'éclairage de Paris, les heures durant lesquelles ils seraient allumés dans les différentes saisons de l'année, les garanties à exiger des entrepreneurs, le montant des cautionnements, la durée du bail et la forme de l'adjudication. On décida que les soumissions ne seraient reçues que par écrit, que chaque soumissionnaire déposerait dans une urne deux écrits sous la même enveloppe, l'un portant le mot rabais, ne contiendrait que le rabais sans signature, mais avec un signe ou une devise répété sur le second écrit. Celui-ci, sur lequel serait écrit « soumission », contiendrait les noms, qualités et demeure du soumissionnaire et l'engagement signé d'exécuter les conditions de l'adjudication moyennant le rabais porté sur le même écrit.

Pour déterminer la qualité des huiles que l'entrepreneur devrait employer, les administrateurs des travaux publics proposèrent de nommer des experts, qui, pendant une nuit où il n'y aurait pas de clair de lune, constateraient à quelle distance des réverbères donnant une lumière normale, ils pourraient lire un document imprimé avec des caractères analogues à ceux employés à l'impression du procès-verbal d'adjudication. Des exemplaires de ce procès-verbal seraient ensuite distribués à l'entrepreneur et aux inspecteurs pour leur donner le moyen de constater la qualité de la lumière, l'imprimé qui aurait servi à l'épreuve des experts et le procès-verbal des experts, seraient annexés à la minute de l'adjudication pour y recourir en cas de contestation. Ce procédé, un peu primitif de photométrie, ne fut pas appliqué par la suite.

L'entrepreneur devait entretenir le nombre d'inspecteurs et de commis suffisant pour que chaque nuit cinq d'entre eux parcourussent les rues accompagnés chacun d'au moins deux allumeurs pour rallumer les lanternes éteintes. Cette surveillance était indépendante de celle exercée par l'administration municipale.

(1) A. N., F⁷ 3.688²⁷.

Des amendes devaient être prononcées contre l'entrepreneur à la diligence des administrateurs des travaux publics en cas d'extinctions prématurées causées par tout autre motif que le grand vent ; les amendes devaient être plus fortes si les extinctions étaient nombreuses et non réparées ou si elles provenaient de la mauvaise qualité des huiles ou des mèches ou d'une charge insuffisante des lampes.

Pour la durée de l'éclairage, on décida que les jours où il n'y aurait pas de lune, tous les réverbères seraient allumés depuis la chute du jour jusqu'à une heure du matin et à partir de cette heure, un réverbère sur deux seulement jusqu'au jour. Les jours de lune, on n'allumerait qu'un réverbère sur deux depuis la tombée de la nuit jusqu'au jour suivant, sauf sur les places publiques, les boulevards, les ponts, les ports et les quais où on n'allumerait aucun réverbère (1).

Le Bureau municipal, sur le rapport de Le Roux de la Ville, arrêta dans sa séance du 3 novembre 1791 qu'en exécution du décret de l'Assemblée Nationale du 6 septembre, sanctionné par le roi le 12 octobre, il serait « procédé au mois de février 1792 à l'adjudication au rabais du bail d'entretien de l'illumination de Paris ». Le nouveau bail devait avoir une durée de douze ans à compter du 1^{er} avril 1792. Les conditions requises pour être adjudicataire étaient : « 1^o de faire constater par des expériences préalables la bonté des méthodes et procédés, qui seront employés pour atteindre le meilleur mode d'illumination ; 2^o de justifier d'un approvisionnement d'une année en huile, mèches, et autres objets nécessaires au service et à l'entretien des réverbères ; 3^o de présenter un cautionnement de 300.000 livres dont la moitié sera déposée en argent dans la caisse de la municipalité et l'autre moitié sera fournie en immeubles non grevés de douanes, hypothèques, substitutions, et autres charges analogues ; 4^o que nul ne sera admis à concourir aux enchères s'il ne s'est présenté un mois auparavant pour faire reconnaître sa solvabilité et celle de ses cautions ». L'administration

(1) Ces renseignements sur les clauses du cahier des charges sont extraites d'un opuscule : A. TRÉBUCHET, *Recherches sur l'éclairage public de Paris*. Paris, 1843, in-8°. Extrait des *Annales d'hygiène publique et de médecine légale*, t. XXX, 1^{re} partie.

des travaux publics était autorisée à faire publier en forme d'Avis les dispositions de cet arrêté (1).

Cet arrêté contenait une clause qui n'aurait permis qu'à Sangrain de concourir à l'adjudication : celle obligeant les soumissionnaires à justifier avant l'adjudication, de l'approvisionnement en huiles, mèches, etc., pour une consommation d'une année.

Sur un nouveau rapport des administrateurs des travaux publics (2), le Bureau municipal décida dans sa séance du 17 novembre 1791, que cette clause serait supprimée du cahier des charges et qu'il serait seulement imposé à l'adjudicataire « la condition de ne pouvoir recevoir le premier quartier du prix de son adjudication qu'après avoir justifié d'un approvisionnement de tous ces objets pour un an (3) ».

A la suite de circonstances qui nous sont inconnues, le Corps municipal décida, dans sa séance du 6 mars 1792, que des commissaires seraient nommés pour s'entendre dans le plus bref délai avec « les intéressés à l'entreprise de l'illumination » et savoir à quelles conditions ils continueraient à se charger de l'éclairage des rues de Paris pendant quatre, huit ou douze mois. Ainsi Sangrain paraît avoir disparu momentanément et s'être dissimulé derrière plusieurs individus associés, à un degré que l'on ignore, à son entreprise.

« Les intéressés à l'entreprise de l'illumination », les sieurs Doderel, Randon de La Tour (4), Jouly et Debaucas, proposèrent tout d'abord aux commissaires nommés par le Corps municipal : Le Roulx de la Ville, Vigner, Bidermann et Hue, « de continuer le service par forme de régie au comptant de clerc à maître ». Mais les commissaires refusèrent, prétextant que le Corps municipal désirait « n'avoir que des dépenses déterminées et éviter des comptes ».

Les intéressés, « toujours prêts à se conformer au vœu

(1) B. N., Mss. fr. 11.701, f^o 252 et 253, cité par S. Lacroix, *op. cit.*, t. VII, p. 520.

(2) Ce rapport n'a pas été retrouvé.

(3) B. N., Mss. fr. 11.701, f^o cité par S. Lacroix, *op. cit.*, t. VIII, p. 121.

(4) Le sieur Randon de La Tour, que nous retrouvons ici comme associé de Sangrain, n'est autre que l'ancien administrateur du Trésor public qui intervenait avec tant de chaleur en février 1790 pour obtenir le visa de Bailly sur le bail de Sangrain.

du Corps municipal, et de Messieurs les Commissaires », s'engagèrent alors « pour et au nom de leur société, de continuer à faire le service de l'illumination de Paris depuis le 1^{er} avril prochain, jour auquel leur bail actuel cessera d'avoir son effet aux termes des arrêts de la municipalité et du décret de l'Assemblée Nationale constituante du 6 septembre 1791, sanctionné par le roi, jusques et y compris le 30 novembre prochain, ce qui formera huit mois pleins ».

Mais leur contrat comportait de nouvelles clauses. Si, pendant ces huit mois, le service de l'éclairage avait lieu, en tant qu'heures d'allumage et nombre de lanternes allumées, suivant le système alors en vigueur, les prix seraient modifiés. Prétextant l'augmentation du prix des huiles et des autres matières nécessaires au service de l'éclairage, ils demandaient à recevoir en sus du prix de l'ancien bail expirant le 1^{er} avril, une augmentation de vingt pour cent ; les paiements devaient avoir lieu le 10 du mois qui suivrait celui où le service avait eu lieu.

Une dernière clause de ce contrat laisse soupçonner que la résiliation du bail de Sangrain au 1^{er} avril 1792, avait donné lieu de sa part à une demande d'indemnité qui avait été prise en considération par le Corps municipal. Cette dernière clause est en effet la suivante : « Les soussignés, nonobstant la continuation du service, continueront de poursuivre la liquidation et le paiement des indemnités que le Corps municipal reconnaît leur être dues à cause de la résiliation de leur bail prononcé par le décret du 6 septembre 1791 sur la demande formelle de la municipalité, et de tous les autres chefs de demande énoncés au mémoire qu'ils ont présenté tant à la municipalité qu'au département (1) ».

Ainsi l'adjudication du bail de l'éclairage, si minutieusement préparée par l'administration des travaux publics n'eut pas lieu. Sangrain continua à assurer le service, car on trouve une lettre qu'il adressa le 30 juillet 1792 à Champion, un des administrateurs des travaux publics,

(1) Procès-verbal de la soumission des intéressés à l'illumination de Paris « pour être agréé et accepté par le Corps municipal dans une de ses prochaines séances », 12 mars 1792. A. N., F¹³ 990.

dans laquelle il lui rappelle la promesse qu'il lui avait faite de le payer par mensualités jusqu'à la fin de l'année 1792, de la somme de 351.083 livres, 17 sols, 2 deniers qui lui était due pour l'éclairage jusqu'au 30 juin 1792 « sans compter le service courant qu'il faudrait tâcher de payer en tout ou en partie, également de mois en mois sans quoi nous nous trouverions à découvert d'une somme considérable qui serait préjudiciable à la municipalité et à nous(1) ». La municipalité avait laissé s'accumuler vis-à-vis de Sangrain et de ses associés une bien lourde dette puisque, même par des paiements mensuels, elle ne pouvait parvenir à s'acquitter ; ce fut peut-être la cause qui l'obligea à accepter les nouvelles conditions que lui proposèrent les « intéressés à l'illumination », encore que ces clauses fussent une nouvelle cause d'accroissement de sa dette.

Ainsi, quand, le 10 août 1792, la Commune constitutionnelle fut remplacée par la Commune révolutionnaire, Sangrain continuait à assurer le service de l'éclairage, conformément au contrat passé entre la municipalité et les « intéressés au service de l'illumination ». Ce contrat fut respecté par la Commune du 10 août jusqu'à son expiration, le 30 novembre 1792.

(1) A. N., F⁷ 3.688 ²⁷. Cité par TUETÉY, *Répertoire*, t. VII, n° 2.113.

CHAPITRE III

L'ÉCLAIRAGE DE PARIS DU 1^{er} DÉCEMBRE 1792 AU 9 THERMIDOR AN II (27 juillet 1794)

FRICAULT ENTREPRENEUR DE L'ÉCLAIRAGE. — ARRESTATION DE LEPESCHEUX ET DE SANGRAIN. — MISE EN RÉGIE DE L'ÉCLAIRAGE DE PARIS. — DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR L'ADMINISTRATEUR AVRIL.

Les administrateurs des travaux publics de la Commune révolutionnaire paraissent avoir tenté d'user du même procédé que leurs prédécesseurs en demandant aux entrepreneurs de l'éclairage à quelles conditions ils consentiraient à continuer le bail expirant le 30 novembre 1792. En effet, quelques jours avant l'expiration de ce bail, le 14 novembre 1792, ils donnèrent lecture au Corps municipal « des conditions auxquelles les entrepreneurs de l'illumination consentiraient à continuer le service jusqu'au mois d'avril prochain ». Ici encore Sangrain paraît ne plus être l'entrepreneur unique de l'éclairage. Avait-il cédé depuis plusieurs mois son entreprise à une société, ou sous le nom d'associés présentait-il l'ensemble des personnes intéressées dans son entreprise par suite des participations financières qu'elles y avaient prises ? C'est ce qu'on ignore.

Quoiqu'il en soit, le Corps municipal estima les conditions proposées « onéreuses et inadmissibles » et refusa de continuer le bail (1). Les administrateurs des travaux publics donnèrent alors lecture d'une soumission signée d'un certain Fricault qui s'engageait à assurer le service à raison de six deniers par heure et par bec de lumière.

Si le Corps municipal acceptait les propositions de Fricault, il dérogeait au principe de signer un contrat con-

(1) On n'a pu retrouver les conditions proposées par les entrepreneurs

cernant un service public sans avoir eu recours à l'adjudication. Mais, par suite de l'importante augmentation du prix des huiles et du peu de temps qui devait s'écouler avant la fin du mois de novembre, date à laquelle les anciens entrepreneurs cessaient leur service, le Corps municipal estima qu'il ne pouvait procéder à une adjudication en règle. Dans ces conditions, il ne pouvait mieux faire que d'autoriser les administrateurs des travaux publics à traiter avec Fricault. Pourtant, espérant qu'une époque viendrait « où la diminution de la valeur des matières en déterminerait une dans le prix du bail », il ne les autorisa à traiter que pour une période de vingt mois, allant du 1^{er} décembre 1792 au 30 juillet 1794 (1).

Jean, Nicolas Fallet, administrateur des travaux publics (2), fut chargé de rédiger et de signer le traité avec Fricault, « Citoyen de Paris, y demeurant rue Quincampoix, n^o 9, section des Lombards ».

On retrouve dans ce traité plusieurs clauses empruntées au cahier des charges que les administrateurs des travaux publics de la Commune constitutionnelle avaient rédigé en 1791.

L'entreprise comprenait l'éclairage « de toutes les rues, places, marchés, boulevards, ponts, ports et quais, et autres communications ouvertes ou à ouvrir dans la ville de Paris, ainsi que l'intérieur et l'extérieur de la Maison commune, de la Mairie, des bureaux de la municipalité et des autres établissements entretenus à ses frais ou sous sa surveillance ».

L'état de toutes les lanternes et de leurs accessoires, poteaux, cordes, poulies, boîtes, etc., existant au 1^{er} décembre devait être constaté contradictoirement entre les anciens entrepreneurs et Fricault à la disposition de qui tous ces objets étaient mis, à charge par lui de les entretenir, de les remplacer quand ils seraient hors de service et de les rendre en même forme et qualité lors de la cessation de son bail. Le montant des deux derniers mois du bail ne devait

(1) Extrait du registre des délibérations du Corps municipal, 14 novembre 1792. A. N., F¹³ 352.

(2) Jean, Nicolas Fallet, bourgeois de Paris, demeurant rue Boucher, section du Louvre ; officier municipal le 14 février 1791, puis membre du tribunal de police pendant la Commune constitutionnelle ; membre de la Commune du 10 août et administrateur des travaux publics.

lui être versé que sur présentation d'un procès-verbal de visite des lanternes et de leurs accessoires constatant leur état matériel. Fricault devait faire numérotter les lanternes « dans l'ordre qui lui sera prescrit par la municipalité » et indiquer par une marque spéciale celles qui devaient, les jours de lune, rester allumées les dernières (1). Pour la durée de l'éclairage, il devait se conformer au tableau annuel qui fixait pour chaque jour les heures du début et de la fin de l'éclairage, tableau dont trois cents exemplaires seraient imprimés aux frais de la municipalité. La qualité des huiles employées devait être suffisante « pour pouvoir brûler depuis la fin du jour jusqu'au jour naissant, même dans les plus longues nuits de l'hiver ». La longueur des mèches et le nombre des brins qui les composaient étaient réglementés avec précision.

Inspecteurs, commis des entrepôts et allumeurs devaient être payés par l'entrepreneur, « chaque allumeur ayant à s'occuper de vingt lanternes au maximum, pour que l'allumage se fasse avec la plus grande célérité ».

En cas d'extinctions prématurées des lanternes, auxquelles il n'aurait pas été remédié et qui auraient été constatées, soit par procès-verbaux des commissaires de police, ou des inspecteurs « certifiés par deux citoyens domiciliés », soit par rapports des patrouilles de la Garde nationale, il était retenu à l'entrepreneur cinq sols par bec de lumière. Si les extinctions provenaient de la mauvaise qualité des huiles ou des mèches, du manque d'huile ou du mauvais état des lampes, la retenue devait être de dix sols.

Enfin, par l'article 14, Fricault s'engageait à posséder dans ses magasins au 1^{er} janvier 1793 un approvisionnement d'huile, de mèches et autres objets nécessaires à l'éclairage, pour la consommation d'une année et, au 1^{er} janvier 1794, les quantités nécessaires jusqu'à l'expiration de son contrat. On verra plus loin que Fricault ne put satisfaire à cette dernière clause. Sous huit jours, Fricault s'engageait à fournir une caution solvable. Le traité fut signé par lui et Fallet le 22 novembre 1792 (2).

(1) On verra plus loin que la marque adoptée fut un bonnet de la liberté peint sur les verres de la lanterne.

(2) Bail de l'éclairage, 22 novembre 1792. A. N., F¹³ 964.

Le citoyen Fricault qui devenait entrepreneur de l'éclairage était fort au courant du service. Sur le tableau imprimé chaque année qui fixait les jours et heures d'éclairage, il figure depuis 1789 comme inspecteur, c'est-à-dire premier commis, de l'Entrepôt des Capucins, rue Saint-Honoré.

En réalité, ce très modeste employé de l'éclairage n'est qu'un prête-nom et derrière lui Sangrain et son puissant associé Lepescheux, restent les véritables entrepreneurs de l'éclairage de Paris. Sangrain, lorsqu'il fut arrêté, comme on le verra plus loin, ne s'en cacha pas. Après le 9 thermidor, dans une requête qu'il adressait à la Convention pour obtenir sa mise en liberté, il demandait, la Commune insurrectionnelle étant dissoute, à qui il devait s'adresser pour l'exécution du traité, « que lui et son associé ont fait avec la Commune sous le nom de Fricault, leur commis (1) ».

Le Corps municipal ne semble pas avoir été dupe de cette substitution de personne puisqu'il exigea de Fricault « une caution solvable ». Ce fut Lepescheux qui fut cette caution.

Antoine Lepescheux, âgé alors de 47 ans, était un riche négociant parisien. On verra dans la suite l'importance qu'il était parvenu à donner à l'usine qu'il avait établie, 47, rue de l'Echiquier où il épurait les huiles de baleine et fabriquait des bougies avec les résidus de cette épuration additionnés d'un peu de cire. Au début de la Révolution, il avait été élu représentant du district de Saint-Lazare et avait fait partie des 120 représentants de la Commune provisoire convoqués le 25 juillet 1789 à l'Hôtel de Ville.

Il avait été certainement commanditaire, sinon associé, de Sangrain à qui il fournissait les huiles d'éclairage depuis de longues années. Cette fourniture devait être considérable, car Sangrain avait, en plus de l'entreprise de l'éclairage de Paris, celles de Marseille, Caen, Beauvais, Amiens, Tours, Laval, Rouen, Versailles, Rennes, la ville, le port et le bagne de Brest, la ville et le port du Havre, la ville, le port et les hospices de Rochefort, la ville et le port de Lorient, ainsi que les phares des îles de Ré, d'Oléron, d'Ouessant et du cap Saint-Mathieu (2). Il est vraisemblable que

(1) A. N., W 11.

(2) Minute de la pétition adressée par la Commune de Paris à la Convention nationale, 26 vendémiaire an II. A. N., F¹³ 352. Cf. inf.

Sangrain conserva ces entreprises quand il abandonna à Fricault l'éclairage de Paris. Tout cela, le Corps municipal ne pouvait l'ignorer ; mais devant la nécessité d'assurer à une époque fort troublée un bon service de l'éclairage des rues, il passa outre à ces considérations.

Les avantages que lui procurait le nouveau traité étaient d'ailleurs considérables. Avec l'ancienne société, la dépense annuelle s'élevait à 712.015 livres, 10 sols et chaque bec de lumière revenait annuellement à 81 livres ; avec le nouveau traité la dépense annuelle était de 611.257 livres, 10 sols, et le bec de lumière ne coûtait que 69 livres, 8 sols ; il en résultait une économie annuelle de 100.758 livres (1).

Certe question d'économie mise à part, il n'y eut donc rien de changé quand Fricault succéda, pour la forme, à Sangrain, le 1^{er} décembre 1792. Sangrain continua d'ailleurs à s'occuper activement de l'éclairage de Paris. Il se chargea de la mixtion et de la préparation des huiles, de la fabrication des mèches et de l'entretien des réverbères. Fricault fut plus spécialement chargé de la correspondance et de la tenue de la caisse, fonctions lui incombant de droit puisqu'il était, nominalement, l'entrepreneur. Commis, allumeurs et autres employés de l'ancienne société, continuèrent leur service habituel.

Il est juste de dire qu'au cours de cette période mouvementée, le service de l'éclairage fut assuré avec autant de soin que dans le passé. La Commune du 2 décembre 1792 qui remplaça la Commune du 10 août 1792, renfermait un grand nombre d'officiers municipaux provenant de l'ancienne Commune constitutionnelle et qui avaient appartenu également à la Commune du 10 août. Ils « étaient au nombre de vingt-deux, presque tous négociants ou marchands, médecins ou avocats... Ce sont ces commerçants, négociants, banquiers, avocats ou médecins qui firent marcher la machine administrative en pleine tourmente révolutionnaire, comme ils en avaient surveillé, dans des temps plus calmes, le fonctionnement (2)... ».

(1) Etat comparatif de la dépense de l'illumination de Paris par l'ancienne compagnie et par le citoyen Fricault, juin 1793. A. N., F¹³ 352.

(2) F. BRAESCH, *La Commune du 10 août 1792*. Paris 1911, gr. in-8°, p. 317 et 318.

La surveillance de l'éclairage semble avoir été fort bien faite par les patrouilles de la garde nationale. Les extinctions prématurées sont impitoyablement relevées dans les rapports quotidiens. Ainsi, le 18 janvier 1793, le caporal du poste des Mathurins, tout en signalant « que l'officier commandant est venu au poste ivre et a insulté toute la garde », n'omet pas de rapporter que les patrouilles se plaignent qu'il y avait trois réverbères éteints à trois heures du matin « l'un en face de la rue des Fossés-Saint-Bernard, et les autres auprès de la Pitié ». Le 20 janvier, le rapport d'ensemble de la deuxième légion de la garde nationale signale que l'inspecteur des réverbères n'est pas passé faire viser sa feuille au poste de la pointe Saint-Eustache et que de nombreux réverbères étaient éteints à trois heures du matin « ce qui gêne beaucoup les patrouilles » (1).

L'administration municipale s'occupa aussi de l'amélioration de l'éclairage. Les administrateurs des travaux publics firent placer de nombreuses lanternes dans des rues non éclairées ou dont l'éclairage était reconnu insuffisant. Voici à titre d'exemple l'état des changements et augmentations de lanternes qui furent opérés au cours du mois de janvier 1793.

« Du 4, établissement de quatre lanternes et neuf becs de lumière rue de Larochefoucault ; changement de lanterne du Commissaire (de police) de la section du Panthéon français, établie le 6.

« Du 5 janvier, changement de la lanterne du Commissaire (de police) de la section du Luxembourg, établie le 8.

« Du 9, ordre de faire poser un poteau neuf en place d'un cassé près la Madeleine.

« Du 9, établissement d'une lanterne à trois becs en face de la rue de Rochechouart.

« Du 9 janvier, ordre pour faire poser une lanterne en plus rue de Buffon.

« Du 19 janvier, ordre pour faire éclairer la lanterne du Commissaire (de police) de la section de Bondy.

« Du 22 janvier, établissement d'un bec en plus rue de Provence en face de celle de Saint-Georges.

(1) A. N., A. F. IV, 1.470.

« Du 22 janvier, changement de la lanterne du Commissaire (de police) de la maison commune.

« Du 23 janvier, changement de la lanterne du Commissaire (de police) de la section des Gravilliers.

« Du 26 janvier, établissement de deux lanternes et de trois becs de lumière rue Cul-de-Sac-Coquenard.

« Du 29 janvier, changement de la lanterne du Commissaire (de police) de la section de la Fraternité (1) ».

Ainsi, alors que Paris vivait les journées de fièvre au cours desquelles la Convention jugeait Louis XVI, les administrateurs des travaux publics prescrivaient l'augmentation de quelques becs, le remplacement d'un poteau brisé, le déplacement de quelques lanternes. La machine administrative paisiblement continuait son mouvement.

On trouve également au cours de cette année 1793, un certain nombre de mesures prescrivant un éclairage exceptionnel, en vue de parer à des troubles possibles. Le Corps municipal décide le 20 janvier 1793, veille de la mise à mort de Louis XVI, que « tous les réverbères seront allumés sauf à donner une indemnité à l'entrepreneur ; toutes les rues seront débarrassées... ». La discussion se renouvela le 21 janvier sur la manière dont les rues seraient éclairées, mais le Corps municipal s'en tint à son arrêté de la veille (2).

Le 22 janvier, le Maire de Paris et les administrateurs du département de la Police, écrivaient au Conseil exécutif provisoire que, bien que Paris parut jouir d'une absolue tranquillité, ils avaient décidé « que la ville serait illuminée en entier jusqu'à samedi par les réverbères dont vous savez que l'usage n'est pas général en temps de lune ». Ils estimaient « que l'économie n'était pas de saison dans des temps d'inquiétude (3) ». Quelques jours après, le 29 jan-

(1) « Etat général des ordres que j'ai reçus de la Municipalité par le département des travaux publics pour les changements et augmentations de lanternes dans la ville et faubourgs de Paris, pendant l'année 1793 » établi par l'inspecteur Damour. A. N., F¹³ 352.

(2) Papiers de Chaumette. Procès-verbaux de la Commune (A. N., T. 604-605) publiés par M. Tourneux, Paris, 1894, in-8°.

(3) A. N. A. F., IV, 1.470 et TUETÉY, *Répertoire*, t. IX, n° 395.

En plus de ces mesures, lorsque les événements pouvaient faire redouter des troubles nocturnes, la municipalité ordonnait aux habitants d'illuminer les façades des maisons ». Ainsi, le 11 décembre 1792, la municipalité invita les citoyens à éclairer les façades pendant toute la durée « du procès de Louis Capet et de sa famille » (TUETÉY, *Répertoire*, t. VIII, n° 933) et cette invitation fut renouvelée le 18 janvier 1793 par un arrêté du Conseil exécutif

vier, la Municipalité donnait l'ordre d'allumer la totalité des lanternes jusqu'au 1^{er} mars. Le 2 mars, ordre de continuer l'éclairage du jour au jour jusqu'au 1^{er} avril ; même ordre le 30 mars pour tout le mois d'avril ; ordres analogues pour les mois d'août et septembre..., etc. La surveillance de l'administration municipale s'étendait également à la banlieue. Ainsi, le 13 prairial an II (1^{er} juin 1794), Damour recevait l'ordre de se rendre à Vincennes « pour marquer et régler la quantité nécessaire de lanternes qu'il fallait », ce qu'il fit le même jour (1).

Pendant cette période, la Municipalité fut pourtant aux prises avec de grandes difficultés pour assurer normalement le service de l'éclairage. On a vu qu'une des causes pour lesquelles la Commune avait cru pouvoir accepter la soumission de Fricault sans recourir à l'adjudication, était le renchérissement des huiles. Au mois de novembre 1792, les huiles valaient 60 livres le quintal et la hausse des prix fut si rapide qu'elles valaient 105 livres au mois de mai 1793.

Fricault devant une augmentation aussi considérable, demanda à la Municipalité de lui allouer une indemnité. Mais l'administrateur des travaux publics, chargé de faire un rapport au Corps municipal sur cette demande, vraisemblablement l'administrateur Avril (2), s'appuyant sur l'article 14 du traité qui prescrivait que Fricault devait avoir dans ses magasins au 1^{er} janvier 1793 « la quantité d'huiles, de mèches et autres objets nécessaires à l'illumination pour la consommation d'une année » conclut au rejet de la dite demande (3).

Fricault renouvela sa demande dans le courant du mois de juin. Ne recevant pas de réponse, il écrivit à nouveau aux administrateurs des travaux publics le 5 juillet 1793 ; « chaque jour augmente ses pertes et ses inquiétudes, loin

provisoire (TUELEY, *id.*, n° 1.095). Il en fut de même le 31 mai 1793 : les administrateurs de police invitèrent les commissaires de police des sections à prescrire aux habitants d'éclairer les premier et second étages des maisons, conformément à un arrêté de la Commune (TUELEY, *id.*, n° 2.666 et *Archives de la Seine*, D. 704).

(1) « Etat des ordres que j'ai reçus de la Municipalité..., etc. », *loc. cit.*

(2) Avril, négociant, demeurant, 281, rue de la Pépinière, avait été, en 1789, administrateur du département du Domaine ; il fit partie de la Commune du 10 août comme administrateur des travaux publics ; il appartint également à la Commune du 2 décembre 1792 et à celle du 7 août 1793.

(3) Rapport au Corps municipal, s. d. A. N., F¹³ 352.

d'en voir le terme, chaque jour lui annonce une augmentation du prix des huiles et ce qui est encore plus à craindre c'est une disette forcée et occasionnée par le campement des troupes dans la Flandre qui ravagent les champs qui sont ensemencés de colza et autres graines destinées à faire des huiles. Cela joint aux accaparements du peu qu'il en reste, forme bien une calamité qu'aucune force humaine n'a pu prévoir, ni parer (1) ». Les huiles valaient alors 130 livres le quintal. Après une longue discussion, le Corps municipal dans sa séance du 23 juillet 1793, considérant « qu'on ne peut sans injustice obliger un entrepreneur à exécuter un marché qui, par des circonstances qu'il n'a pu prévoir offre une lésion aussi considérable, surtout lorsque la courte durée de son traité, qui n'est que pour vingt mois, ne lui offre aucun espoir de le couvrir de ses pertes par une diminution sur le prix (des huiles) ; qu'on ne peut également le rendre responsable de ce qu'il n'a pas réuni dans ses magasins au 1^{er} janvier l'approvisionnement d'une année, quoi qu'il y fût tenu par l'article 14 de son traité, puisqu'il n'a eu qu'un mois de délai pour y parvenir : qu'à cette époque les négociants refusaient de vendre et que d'ailleurs les efforts qu'il aurait faits pouvaient le faire accuser d'accaparement... », décida de tenir compte à Fricault du prix des huiles au-dessus de 60 livres le quintal à compter du 1^{er} juin 1793. Fricault devait, en établissant chaque mois sa demande d'indemnité, justifier du cours des huiles pendant le mois dans les différentes places de commerce (2). Cette indemnité fut régulièrement payée à Fricault pour les mois de juin, juillet et août 1793. Mais le nouveau Corps municipal qui remplaça le 7 août 1793 la Commune du 2 décembre 1792, refusa de payer l'excédent de prix des huiles au-dessus de 60 livres le quintal pour le mois de septembre (3).

A ce moment même, deux faits nouveaux venaient singulièrement compliquer la situation de Fricault. Le 9 sep-

(1) Lettre de Fricault aux administrateurs des travaux publics, 5 juillet 1793. A. N., F¹³ 352.

(2) Délibération du Corps municipal, 23 juillet 1793. A. N., F¹³ 966.

(3) Le 7 août 1793 une Commune définitive, nommée à la suite d'élections qui se poursuivirent pendant les six premiers mois de l'année, remplaça la Commune du 2 décembre 1792.

tembre, Lepescheux était arrêté et Sangrain subissait le même sort le 28 septembre.

Lepescheux fut dénoncé comme suspect à sa section, la section Poissonnière, au début de septembre 1793. En vertu d'une lettre du 7 septembre du Procureur général syndic du Département, deux membres du Comité de la section se présentèrent chez lui le 8 septembre, apposèrent les scellés sur ses papiers et le conduisirent au Comité de la section. Le Comité délibéra « sur le citoyen Lepescheux, négociant et chargé des illuminations de la ville de Paris » et reconnut « qu'il a été l'âme des gens suspects et des contre-révolutionnaires de cette section... qu'il a constamment voté avec le parti qui a compromis cette section, c'est-à-dire contre les patriotes et était un de ceux qui marquait le plus dans le parti anti-révolutionnaire, qu'il a en outre été chassé du corps électoral en 1791 et n'a pas, dans les trois jours donnés, accepté l'acte constitutionnel (1) ». Les notes que la section Poissonnière fournit ultérieurement sur Lepescheux le représentent comme un particulier très riche dont on ignore le revenu exact, mais qui vient d'acquérir un bien d'émigré de cent mille livres. Il n'a jamais fréquenté que des aristocrates « dont plusieurs ont déjà été frappés du glaive de la justice ». D'un caractère violent et opiniâtre, Lepescheux avait acquis une certaine influence dans les assemblées au début de la Révolution, « mais ses opinions politiques n'ont jamais paru bonnes aux yeux des sans-culottes et depuis que ces derniers ont pris le dessus sur l'aristocratie bourgeoise, il n'a plus paru dans les assemblées de section et a toujours été regardé comme un des plus décidés aristocrates qu'il y eut (2) ». Le Comité de la section Poissonnière décida en conséquence que Lepescheux serait conduit sur-le-champ au Comité de Salut public du département.

Le Comité de Salut public renvoya Lepescheux sous la conduite de deux gendarmes au Comité de sa section pour faire lever les scellés apposés chez lui, procéder à l'examen de ses papiers et en dresser procès-verbal. Lepescheux serait ensuite reconduit au Comité de Salut public en vue

(1) A. N., B. B³ 70, dossier 353.

(2) Notes de la Section Poissonnière sur Lepescheux. A. N., F⁷ 4.774.

d'une décision à prendre, après examen de ses papiers (1).

La perquisition terminée à son domicile, Lepescheux fut ramené au Comité de sa section. Il ne s'y trouvait qu'un seul membre du Comité ; Lepescheux lui fit remarquer qu'il était onze heures et demie, qu'il avait faim, et lui demanda à aller se restaurer, « promettant toutefois sur sa parole d'honneur de se présenter le lendemain au Comité à dix heures du matin ». Mais il se garda bien de reparaitre. Le Comité de la section Poissonnière fit immédiatement opérer des recherches et informa de son évasion le Comité de Salut public (2), qui dans sa séance du matin du 11 septembre 1793 arrêta que la section Poissonnière se ferait « rendre compte des mesures que les Commissaires chargés d'examiner les papiers du citoyen Lepescheux ont prises pour remplir leur mission et si c'est par leur négligence qu'il s'est échappé ou s'ils ont favorisé l'évasion d'un homme dénoncé coupable par la section et dont le Comité révolutionnaire était responsable (3) ».

La section Poissonnière malgré ses recherches ne put retrouver immédiatement Lepescheux. Mais deux des membres du Comité qui l'avaient dénoncé comme suspect, abandonnèrent « au profit des infortunés de leur section », la somme de 4.000 livres qui leur revenait pour cette dénonciation. Le Comité de Sûreté générale loua la prudence des membres du Comité de la section et les félicita de leur désintéressement. Peut-être cet acte de générosité eut-il pour but de pallier le mauvais effet produit sur le Comité de Sûreté générale par l'évasion de Lepescheux (4).

Sangrain fut arrêté le 28 septembre 1793. Les causes de son arrestation sont un peu obscures. Un certain Chandellier, commissaire désigné par le Comité révolutionnaire de la section Poissonnière perquisitionnant chez Lepescheux le lundi 23 septembre, prétendit qu'il y rencontra Sangrain qui lui offrit douze mille livres s'il voulait favoriser l'évasion de Lepescheux. Chandellier fit mine d'accepter et dénonça immédiatement Sangrain au Comité révolutionnaire de la

(1) A. N., W. 11. On trouve dans ces deux documents les deux orthographes : Lepescheux et Lepêcheux.

(2) A. N., W. 11.

(3) A. N., B. B³ 81 A. TUETÉY, *Répertoire*, t. IX, n° 1.281.

(4) A. N., A. F. 11, 286. TUETÉY, *Répertoire*, t. IX, n° 1.449.

section (1). Cette version, encore que vraisemblable, ne paraît pas être très exacte, car Lepescheux était en fuite depuis le 8 septembre comme on vient de le voir, et ne fut repris que le 8 nivôse an II (28 décembre 1793). La véritable cause de l'arrestation de Sangrain paraît être la suivante. Le 27 septembre 1793, la citoyenne Léon, demeurant rue Beauregard, vint déclarer au Comité de surveillance de sa section, la section Bonne-Nouvelle, que Sangrain avait remis en son absence une cassette à sa fille âgée de treize ans en lui disant « que dans le cas qu'on lui demanderait à qui appartient cette boîte, elle réponde que c'est à quelqu'un de connaissance dont elle taira le nom » et il lui a remis deux billets de cinquante sols. Sangrain a également remis cinquante sols au commissionnaire qui a apporté la cassette et qui paraissait être un allumeur de réverbères.

Le Comité de la section Bonne-Nouvelle délégua immédiatement deux de ses membres pour mettre les scellés sur la cassette et la lui apporter. On y trouva des papiers paraissant être des titres de propriété de la seigneurie de la Crette-en-Bury et de la baronnie de Véant-sous-Meudan.

Le lendemain 28, le Comité fait comparaître Sangrain. Il déclare que cette cassette lui a été apportée par un commis de Lepescheux, qu'il savait qu'elle contenait des titres seigneuriaux et que, de crainte d'être compromis après l'évasion de Lepescheux, il l'avait confiée à la femme Léon, veuve de son ancien jardinier resté à son service pendant quatre ans. Le comité de la section Bonne-Nouvelle, sur cette déclaration, fit enfermer Sangrain dans un local du comité et avertit le Comité de Sûreté générale, qui donna ordre de le conduire à la Force. Il y fut écroué le 28 septembre 1793 (2).

L'arrestation de Sangrain mettait Fricault dans une triste situation. Sangrain, nous l'avons vu précédemment, était resté le véritable entrepreneur de l'éclairage de Paris. Dans sa maison, se trouvaient les provisions de mèches pour les lampes, les registres et documents relatifs à l'entreprise ainsi que la caisse. Aussi, le Corps municipal dans sa séance du 5 octobre 1793 demanda au Comité de Sûreté

(1) A. N., F⁹ 4.774.

(2) A. N., F⁷ 4.775¹³.

générale, vraisemblablement à la suite d'une demande de Fricault, de faire lever les scellés apposés chez Sangrain et de remettre à Fricault les mèches, registres, papiers et la caisse (1). Le Comité de Sûreté générale arrêta dans sa séance du 7 octobre que les scellés seraient levés chez Sangrain (2). On remit à Fricault le 8 octobre « six cotons pour fabriquer les mèches du poids de cinquante livres, 17.047 livres environ (*sic*) en assignats, et quatre registres contenant les recettes et dépenses ainsi que les ventes et achats ». Les scellés furent ensuite apposés à nouveau chez Sangrain (3). La somme reçue par Fricault lui permit de parer au plus pressé en payant les commis et les allumeurs qui réclamaient leur paye.

Il y a tout lieu de croire que, malgré sa détention, Sangrain continua de correspondre avec Fricault et de surveiller ses intérêts. Le 16 brumaire an II (6 novembre 1793), Fricault adressa en effet au Corps municipal une véhémement réclamation pour lui demander l'application de son arrêté du 23 juillet 1793, au sujet de l'indemnité que l'on devait lui allouer pour le prix très élevé des huiles. Cette réclamation, tant dans son esprit que dans sa forme, est une preuve de plus de l'habileté de Sangrain et de son sens avisé des affaires. Il est impossible que Fricault, quelques mois auparavant modeste employé d'un entrepôt, fût capable de rédiger lui-même un tel document. Il faisait remarquer au Corps municipal que, s'appuyant sur l'arrêté du 23 juillet qui lui accordait une indemnité lorsque le quintal d'huile atteignait un prix supérieur à soixante livres, il avait immédiatement fait de gros approvisionnements, s'exposant ainsi « à perdre si, par l'effet du commerce, les huiles baissaient ou à bénéficier si les prix devenaient plus chers ». La spéculation était habile : le prix des huiles ayant tendance à augmenter, l'entrepreneur aurait perçu chaque mois des sommes de plus en plus fortes, par suite de la différence croissante entre le cours réel et le prix de base de soixante livres. Mais les spéculateurs, car il est cer-

(1) Extrait du registre des délibérations du Corps municipal, 5 octobre 1793. A. N., F¹³ 352.

(2) Extrait du registre des mandats d'arrêt du Comité de sûreté générale, 7 octobre 1793. A. N., A. F¹¹, 289, f^o 26. TUETÉY, *Répertoire*, t. X, n^o 498.

(3) A. N., F⁷ 4.774.

tain que Lepescheux participa à l'opération avec son compère Sangrain, furent brusquement surpris par la loi du maximum. Fricault, dans sa réclamation, déclarait en effet posséder tant à Rouen qu'à Dunkerque 357.037 livres d'huile achetées bien au-dessus du prix fixé par la loi sur le maximum. Il prétendait que ces huiles ne devaient pas être considérées comme lui appartenant, qu'il n'en était que « l'entreposeur et le distributeur » et qu'elles appartenaient réellement à la municipalité de Paris qui devait le considérer comme un négociant ayant livré sa marchandise avant la promulgation de la loi sur le maximum. La municipalité devait donc lui rembourser intégralement la différence entre le prix d'achat et le prix de base de soixante livres le quintal (1).

Le Corps municipal n'accepta pas cette réclamation de Fricault et suspendit le paiement de l'indemnité pour la hausse des huiles à partir du 1^{er} octobre 1793. On trouve, en effet, un rapport établi vraisemblablement en frimaire an III (novembre-décembre 1794) par la Commission des travaux publics et adressé à la Commission des revenus nationaux, au sujet d'une nouvelle réclamation de Fricault. Il demandait le paiement d'une somme de 288.274 livres, 16 sols, 10 deniers, représentant « la plus-valeur des huiles qu'il a consommées depuis le 1^{er} octobre 1793 jusqu'au 14 thermidor suivant (1^{er} août 1794), époque de l'expiration de son bail ». Il ne s'agit là que des huiles achetées par Fricault et non de celles qui lui furent directement fournies par la Commune de Paris, comme on le verra par la suite. Le rapport concluait au paiement de cette somme (2).

Le 26 brumaire an II (16 novembre 1793) Fricault rendit compte par lettre au Corps municipal qu'il était dans l'impossibilité de payer en fin de mois les commis, les allu-

(1) Lettre de Fricault au Corps Municipal, 16 brumaire an II. A. N., F¹³ 352.

(2) Minute d'un rapport de la Commission des travaux publics à la Commission des revenus nationaux, s. d., A. N., F¹³ 352. On trouve dans le même carton, une note signée de Fricault et datée du 6 frimaire an III (26 novembre 1794), énumérant des pièces remises à la Commission des travaux publics, pièces également indiquées dans le rapport auquel elles servent de base. Il est donc vraisemblable que ce rapport fut établi dans le courant du mois de frimaire an III.

meurs, les loyers des entrepôts et les dépenses journalières de l'illumination. De plus, il était sur le point de manquer totalement d'huiles végétales « pour les amalgamer avec celles de poisson, afin d'empêcher la congélation pendant les temps rigoureux (1) ».

Quelques jours auparavant, le 21 brumaire (11 novembre 1793), l'inspecteur Damour avait déjà rendu compte aux administrateurs des travaux publics de ce manque d'huile végétale qui empêchait « les lumières d'être aussi belles qu'elles devaient l'être ». Il conseillait aux administrateurs de s'assurer de la quantité d'huile végétale « qui existe soit dans Paris dans le magasin général ou en acquisition (*sic*) afin de pouvoir en faire acheter où il y en a pour assurer à votre administration la sûreté d'un service aussi essentiel à la capitale et qui, sans cette qualité, le fera manquer à la première gelée un peu forte, si on ne porte pas les attentions la plus sérieuse et la plus urgente (*sic*) (2) ».

L'administrateur des travaux publics Avril, spécialement chargé de l'éclairage de Paris, déployait le plus grand zèle pour assurer cet important service. Dès le 28 brumaire (18 novembre 1793), il écrivait au Comité des subsistances de la Convention nationale que l'entrepreneur de l'éclairage disposait dans ses magasins d'une quantité assez considérable d'huile de baleine ; mais comme cette huile se congèle dans les lampes par les grands froids, il fallait l'amalgamer avec de l'huile de rabette ou de colza pour pouvoir entretenir la lumière pendant quatorze et quinze heures consécutives.

L'entrepreneur a besoin de quatre-vingts milliers de ces huiles, mais il ne peut se les procurer dans le commerce que par petites quantités. Avril demande en conséquence, au Comité des subsistances, de nommer des commissaires pour se transporter dans les départements de la Seine-Inférieure et du Nord, afin d'y réquisitionner, au prix du maximum, les quatre-vingts milliers d'huile de rabette nécessaires à Fricault. Il signale les citoyens Guenifey et Bertrand

(1) Lettre de Fricault au Maire et officiers municipaux composant le Corps municipal de Paris, 26 brumaire an II, A. N., F¹³ 352.

(2) Lettre de Damour « inspecteur chargé du détail de l'illumination » aux administrateurs des travaux publics, 21 brumaire an II, A. N., F¹³ 352.

comme susceptibles de remplir ces fonctions de commissaires (1).

Il semble qu'il y ait eu un conflit d'attribution entre le Comité des subsistances et le Corps municipal au sujet de la désignation des commissaires. Le Corps municipal dut désigner deux commissaires sans attendre la réponse du Comité des subsistances et Fricault dut être avisé de la nomination de ces commissaires, car dans sa lettre précitée du 26 brumaire (16 novembre 1793), il se déclare incapable de leur fournir des fonds et demande que la municipalité leur remette au moins 8.000 livres. Quelques jours plus tard, le 7 frimaire an II (27 novembre 1793), il écrit à Pache, alors maire de Paris, qu'Elie Lefebvre et compagnie, négociants en huiles de Rouen et fournisseurs de Sangrain et de Lepescheux, attendent avec impatience « les citoyens Guenifey et Deschamps, commissaires nommés par le Corps municipal à l'effet de se transporter à Rouen pour y mettre en réquisition 80.000 livres d'huile végétale pour assurer l'illumination de Paris ». La nomination de ces deux commissaires par le Comité des subsistances, comme l'avait demandé Avril, semble plus régulière que leur désignation par le Corps municipal de Paris, qui ne pouvait donner pouvoir de réquisitionner, pour l'usage exclusif de sa commune, des denrées sur tout le territoire de la République. Mais la toute puissante Commune de Paris s'arrogeait volontiers en cette période des droits que légalement elle ne possédait pas. On verra d'ailleurs qu'aucun commissaire ne fut envoyé.

A ce moment, 27 novembre 1793, les administrateurs des travaux publics allaient se trouver aux prises avec des difficultés nouvelles pour assurer le service de l'éclairage. Fricault leur écrivait, en effet, qu'Elie Lefebvre et compagnie réclamaient le paiement des trois quarts de ce qui leur était dû (2) et qu'il lui était impossible de les payer :

(1) Lettre des administrateurs des travaux publics au comité de la Convention nationale pour les subsistances, 28 brumaire an II, A. N., F¹³ 351.

(2) Le 20 septembre 1793, Fricault avait consenti à Elie Lefebvre une délégation pour toucher en son lieu et place les sommes qui lui seraient dues par la Commune de Paris jusqu'à concurrence d'une somme de 350.000 francs pour paiement « tant des livraisons faites dans les magasins de l'illumination que de celles qu'ils doivent faire ». Le 23 septembre 1793, Elie Lefebvre avait communiqué cette délégation à Avril en insistant sur ce point que, si leur

« 1^o parce que pour être à la tête d'une entreprise pareille il me faudrait un fournisseur tel que le citoyen Lepescheux qui avait un grand crédit et de la fortune (*sic*) ; 2^o qu'il n'aurait pas fallu que j'éprouve sur une acquisition de 350.000 livres d'huile faite huit jours avant la loi du maximum, la suppression de l'indemnité qui m'a été accordée par votre arrêté du 23 juillet 1793, pour le mois d'octobre dernier et suivants ». Fricault ajoutait qu'il était de son honneur et de son devoir de déclarer qu'il lui était impossible « de continuer d'éclairer les lanternes publiques de cette ville, n'ayant plus personne pour lui fournir des huiles et lui faire le crédit nécessaire ». Cette lettre dut être inspirée, sinon écrite, par Sangrain qui espérait qu'on le mettrait en liberté et que son compère Lepescheux qui, on le verra, n'était pas loin, pourrait échapper au tribunal révolutionnaire, tous deux étant considérés comme indispensables à la bonne exécution du service de l'éclairage.

Fricault continuait sa lettre en demandant la résiliation de son bail. « Ce serait m'abuser, vous tromper et exposer mes concitoyens à être égorgés la nuit, si je ne vous rendais pas compte de ma situation et de l'impossibilité où je suis de continuer ce service ; il ne reste pas dans les magasins de l'huile que pour éclairer vingt jours (*sic*) ; il n'y a donc qu'une autorité telle que la municipalité qui puisse prévenir les accidents qui pourraient résulter si l'illumination de Paris manquait ». La lettre de Fricault se terminait par un nouveau rappel de l'influence prépondérante que Lepescheux exerçait sur le service d'éclairage de Paris (1). Pache communiqua cette lettre au Corps municipal qui décida que Fricault serait entendu par le Bureau municipal. A la séance du 12 frimaire an II (2 décembre 1793), Fricault déclara qu'il était dans l'impossibilité d'assurer plus longtemps le service de l'éclairage.

confiance était grande dans la probité et l'intelligence de Fricault et de Sangrain, elle était fort légère en leurs moyens pécuniaires. Il déclarait que sa maison n'avait consenti à fournir des huiles à Fricault qu'avec l'espoir qu'Avril interviendrait en sa faveur auprès des administrateurs du Bureau municipal et du trésorier de la Commune de Paris pour que les paiements à valoir sur la délégation de Fricault fussent régulièrement faits (Lettre d'Elie Lefebvre à Avril, 23 septembre 1793. A. N., F¹³ 352).

(1) Lettre de Fricault à Pache, maire de Paris, 7 frimaire an II, A. N. F¹³ 352.

Le Bureau municipal arrêta qu'il serait provisoirement gardé à vue par un gendarme comme suspect, que les scellés seraient apposés à son domicile sur tous ses papiers, « sans préjudice aux droits et actions ultérieures tant contre le citoyen Fricault que contre ses cautions (1) ».

Depuis plusieurs semaines, avec un zèle qu'on ne saurait trop louer, Avril s'était préoccupé de parer à une défaillance probable de l'entrepreneur. Il fallait tout d'abord assurer l'approvisionnement en huiles de baleine et végétales (2). Après l'arrestation et la fuite de Lepescheux, la raffinerie d'huiles d'éclairage et la fabrique de bougies qu'il dirigeait rue de l'Echiquier, avaient cessé de fonctionner. Avril s'occupa de remettre en marche cette entreprise indispensable au service de l'éclairage. Ce fut vraisemblablement sur un rapport de lui que le Corps municipal dans sa séance du 21 vendémiaire an II (12 octobre 1793) décida de demander au Comité de sûreté générale l'autorisation de mettre en régie la raffinerie d'huile et la fabrique de bougies de Lepescheux, établissements indispensables tant pour l'éclairage de Paris et d'un grand nombre de villes de la République, que pour l'éclairage de plusieurs phares ; « les différents services courraient le risque d'être interrompus si cette fabrique cessait de les alimenter et il est

(1) Extrait du registre des délibérations du Bureau municipal, 12 frimaire an II. A. N., F¹³ 352. Fricault fut incarcéré à la Force, et il dut y faire un séjour de plusieurs jours, bien qu'il soit difficile de préciser la date de sa mise en liberté. On trouve, en effet, un arrêté du Comité de sûreté générale ordonnant la levée momentanée des scellés apposés chez Fricault pour permettre au citoyen Sanlot, trésorier du Comité de bienfaisance de la Section du Mont-Blanc, de prendre deux ordonnances de paiement de la Municipalité sur le trésorier de la Commune, établies au profit des anciens intéressés à l'illumination de Paris (Cf. TUTEY, *Répertoire*, t. X, n° 1.355 et t. XI, n° 1.525). Dans cet arrêté qui est du 12 nivôse an II (1^{er} janvier 1794), il est mentionné que Fricault, « entrepreneur de l'illumination de Paris, rue du Ponceau », est détenu à la Force. D'autre part, on trouvera plus loin un inventaire des huiles existant dans les entrepôts, daté du 1^{er} nivôse an II (21 décembre 1793) signé par Fricault lui-même.

Fricault fut vraisemblablement incarcéré à la Force pendant quelques jours et remis promptement en liberté, aucune charge n'étant relevée contre lui et sa présence étant indispensable à la bonne marche du service de l'éclairage. Ce doit être par erreur que l'arrêté du Comité de sûreté générale du 12 nivôse mentionne que Fricault était encore détenu à cette date.

(2) Pendant les six mois de l'année où les nuits sont les plus longues, on employait pour les lanternes des rues, un mélange formé de moitié d'huile de baleine raffinée et de moitié d'huile végétale ; pendant la belle saison, le mélange était de trois quarts d'huile de baleine et d'un quart d'huile végétale. Pour les lanternes placées à l'intérieur des locaux, on utilisait deux tiers d'huile de baleine et un tiers d'huile végétale. A. N., F¹³ 990.

important de prévenir un pareil inconvénient qui a déjà causé de la rumeur et des accidents dans les villes de Caen et de Beauvais ». La régie serait composée d'un commissaire nommé par le Comité de sûreté générale, d'un commissaire du département de Paris, d'un membre de la Commission municipale des domaines nationaux, d'un membre du Corps municipal et d'un administrateur des travaux publics. Cette commission nommerait un directeur qui assurerait le fonctionnement de l'usine, constituerait les approvisionnements d'huiles, cotons, mèches et autres objets et alimenterait l'entrepreneur de l'éclairage de Paris, des autres villes et des phares. Comme les villes de Beauvais et de Caen réclamaient l'envoi, la première de trois mille livres pesant d'huile et la seconde de dix mille livres (1) pour éclairer leurs rues, le Corps municipal demandait l'autorisation de prélever cette huile sur les approvisionnements de Lepescheux « ainsi que les agrès et autres objets nécessaires au service de l'illumination de ces deux villes à prendre dans les ateliers de l'entreprise de l'illumination ». Enfin, il invitait le Comité de sûreté générale, « si le cours de la justice n'y met point d'obstacle », à mettre Sangrain momentanément en liberté sous la garde d'un gendarme, pour lui permettre de prendre toutes dispositions utiles pour l'éclairage « des phares et des différentes villes de la République, dont il a l'entreprise en société avec le citoyen Lepescheux ». Les administrateurs des travaux publics étaient chargés de présenter cette délibération au Comité de sûreté générale qui était « invité à la prendre en grande considération (2) ».

Le Comité de sûreté générale ou se déclara incompétent ou refusa d'accorder au Corps municipal l'autorisation de mettre en régie la raffinerie de Lepescheux, car le Corps municipal adressa une pétition à la Convention le 26 vendémiaire an II (17 octobre 1793) afin d'obtenir cette mise en régie.

Dans cette pétition, rédigée par Avril (3), la Commune

(1) Voir ci-après demandes de fournitures d'éclairage des municipalités et des administrations.

(2) Extrait du registre des délibérations du corps municipal, 21 vendémiaire an II. A. N., F¹³ 352.

(3) La minute de cette pétition, écrite de la main d'Avril, existe aux A. N., carton F¹³ 352.

de Paris après avoir exposé l'importance de la manufacture installée par Lepescheux, rue de l'Echiquier, tant pour l'éclairage de Paris que pour celui d'autres villes et des phares, demandait à la Convention de faire mettre Sangrain en liberté provisoire sous la garde d'un gendarme « pourvu toutefois que le cours de la justice n'y mette point d'obstacle », et proposait de décréter la mise en régie de la raffinerie d'huiles et de la fabrique de bougies de Lepescheux. Le Corps municipal proposait que cette régie fût exercée par une commission composée des mêmes commissaires que ceux déjà mentionnés dans la demande adressée au Comité de sûreté générale le 21 vendémiaire. La commission ainsi constituée serait autorisée à choisir un directeur et le nombre de commis et d'ouvriers nécessaires pour faire fonctionner la manufacture.

Cette pétition fut renvoyée par la Convention à ses Comités d'agriculture et de commerce. Le 28 brumaire an II (18 novembre 1793), les administrateurs des travaux publics adressèrent une lettre à ces deux comités pour leur exposer, avec plus de précision encore que dans la pétition, les raisons qui militaient en faveur de la mise en régie de l'établissement de Lepescheux.

« Cette raffinerie clarifiait les huiles de baleine et en extrayait le spermaceti et les fèces que l'on employait à fabriquer des bougies dont la valeur diminuait le prix des huiles. Depuis l'arrestation de Lepescheux, Fricault n'employait plus que des huiles brutes qui éclairaient moins et coûtaient plus cher. D'autre part, si Lepescheux était déclaré coupable, ses biens seraient confisqués au profit de la Nation et si la fabrique est abandonnée, elle n'aura plus de valeur ». C'est pour ces motifs que le Corps municipal demandait à la Convention de mettre l'usine de Lepescheux en régie (1).

A la séance de la Convention du 9 frimaire an II (29 novembre 1793), Villers, au nom des Comités de commerce et d'agriculture donna lecture de son rapport sur cette pétition. Après avoir indiqué quels services la manufac-

(1) Minute d'une lettre des administrateurs des travaux publics aux membres de la Convention composant les Comités d'agriculture et de commerce, 28 brumaire an II. A. N., F¹³ 352.

ture de Lepescheux rendait pour l'éclairage de Paris et de plusieurs autres villes, il exposait que l'administration des travaux publics, craignant que le service de l'éclairage ne fût interrompu par la fuite de Lepescheux et l'arrestation de Sangrain, présentait à l'approbation de la Convention un plan de régie pour la manufacture. Les Comités de commerce et d'agriculture étaient d'avis « que les autorités constituées étaient suffisamment autorisées à prendre les moyens les plus économiques pour conserver cette fabrique importante, sans qu'il fût besoin d'une loi expresse ». En conséquence, il proposait à la Convention de passer à l'ordre du jour. La Convention l'approuva et le décret suivant fut adopté : « La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de ses comités de commerce et d'agriculture sur la pétition des administrateurs des travaux publics de la Commune de Paris relativement à la fabrique d'huile et de bougie du citoyen Lepescheux, passe à l'ordre du jour (1) ».

Dans ces conditions, le Corps municipal n'avait plus qu'à agir, ce qu'il fit quatre jours plus tard, mais en observant toutes les formalités susceptibles de sauvegarder les intérêts de Lepescheux et de ses créanciers. Dans sa séance du 13 frimaire an II (3 décembre 1793), après avoir examiné le bail de Fricault et l'acte par lequel Lepescheux acceptait d'être sa caution, le Corps municipal arrêta que l'on convoquerait Lepescheux et Fricault devant le Directoire contentieux du Département de Paris « pour qu'il soit ordonné à Lepescheux de pourvoir à ses risques et périls à l'entretien du service de l'illumination de Paris ». S'il ne comparait pas (on se souvient qu'il était en fuite), on décidera de mettre en régie son usine. Cette régie sera administrée par une commission composée du nombre de membres du Département qu'il plaira au Directoire de nommer, d'un membre de l'administration municipale des domaines nationaux, d'un membre du Corps municipal et d'un administrateur des travaux publics (2).

En même temps qu'il se préoccupait de l'épuration des

(1) Archives parlementaires, t. LXXX, p. 359.

(2) Extrait du registre des délibérations du Corps municipal, 3^e jour de la 2^e décade de frimaire an II. A. N., F¹⁸ 352.

huiles de baleine, opération indispensable préalablement à leur emploi pour l'éclairage, Avril s'était inquiété d'assurer l'approvisionnement en huiles végétales. On a vu qu'il avait fait demander l'envoi de commissaires dans le département du Nord et de la Seine-Inférieure pour y réquisitionner des huiles de rabette et de colza. Dans le courant de septembre 1793, Sangrain avait averti ses fournisseurs, Elie Lefebvre et compagnie de Rouen, que Lepescheux était en fuite. Comme Lepescheux devait 350.000 livres pour les achats d'huile au sujet desquels Fricault avait été en conflit avec la municipalité de Paris, Lefebvre partit immédiatement pour Paris où il arriva le 13 septembre. D'après une lettre qu'il adressa à Avril le 16 octobre 1793, il aurait eu plusieurs entrevues avec Lepescheux qui était caché à Paris et qui lui exprima l'espoir que son affaire serait bientôt terminée. Il rentra à Rouen absolument tranquille sur le paiement de sa créance (1). Le 29 septembre, lendemain de l'arrestation de Sangrain, Fricault lui écrivit pour lui annoncer cette complication. De plus, le bruit ayant couru que Sangrain était arrêté pour avoir fait enlever de chez Lepescheux des huiles destinées à l'éclairage de Paris, Fricault lui demandait de certifier que ces huiles lui avaient été vendues « et en présence du citoyen Avril, qui nous a bien dit qu'il n'y avait aucun danger et que la sûreté de la capitale dépendait de cette provision (2) ».

Quelques semaines plus tard, vers le 13 brumaire an II (3 novembre 1793), Lefebvre, de plus en plus inquiet au sujet de sa créance sur Fricault malgré la délégation que celui-ci lui avait consentie au mois de septembre, revint à Paris pour essayer d'être payé. Il s'était fait précéder par une chaude lettre de recommandation adressée par Réal à Pache, alors maire de Paris, lettre dans laquelle Réal le représente comme « un parfait honnête homme, un excellent citoyen et un négociant qui, dans la partie de l'illumination, a rendu à Paris de très grands services... Ecoute-le, écrivait Réal, entends Avril et fais-lui rendre justice (3) ».

Avril, depuis déjà plusieurs mois, était en relations avec

(1) Lettre d'Elie Lefebvre à Avril, 16 octobre 1793. A. N., F¹³ 352.

(2) Lettre de Fricault à Elie Lefebvre, 29 septembre 1793. A. N., F¹³ 352.

(3) Lettre de Réal à Pache, 13 brumaire an II. A. N., F¹³ 352.

Lefebvre, mais ce fut vraisemblablement lors de ce voyage qu'il se décida à lui confier les achats d'huiles nécessaires à l'éclairage de Paris. Le 13 frimaire an II (3 décembre 1793) il lui écrivait au nom du Corps municipal, pour lui demander les quantités d'huile végétale qu'il pourrait fournir et le prix de ces huiles rendues dans les magasins de Fricault. Il ajoutait : « nous aurions désiré pouvoir nous entretenir avec vous sur cet approvisionnement, mais nous craignons d'être indiscrets en vous proposant de faire un voyage à Paris. C'est vous constituer en frais et vous déranger de vos affaires (1) ». Quelques jours plus tard, le 17 frimaire an II (7 décembre 1793), il l'autorisa, toujours au nom du Corps municipal, « à acquérir jusqu'à la concurrence de 80.000 livres pesant d'huile végétale au prix du maximum fixé pour chaque canton ».

Lefebvre devenait commissionnaire de la Commune de Paris ; il achetait et payait les huiles et les expédiait dans les magasins de Fricault. Avril le priait d'indiquer quelle commission il désirait et de faire connaître ses époques de paiements (2). Lefebvre demanda et obtint une commission de deux pour cent et un intérêt d'un demi pour cent par mois sur les sommes avancées par lui pour payer les huiles (3).

Dans les dernières semaines de décembre, la situation des approvisionnements en huiles était des plus précaires à Paris. L'inventaire des huiles « destinées à l'illumination des rues de Paris », établi le 1^{er} nivôse an II (21 décembre 1793), faisait ressortir les quantités suivantes : 97.826 livres d'huile de baleine et 37.546 livres d'huile végétale existant, tant dans le magasin général de Fricault que dans les magasins des cinq entrepôts sis rue du Ponceau, rue Saint-Nicolas rue de la Cerisaye, rue Saint-Honoré et rue de Bourgogne (4). La quantité d'huile nécessaire pour l'éclairage des rues pendant les mois de janvier à avril inclus était évaluée à 131.000 livres d'huile de baleine et à autant d'huile végétale. Pour éclairer « les lieux des séances des corps adminis-

(1) Lettre d'Avril à Elie Lefebvre, 13 frimaire an II, A. N., F¹³ 352.

(2) Lettre d'Avril à Elie Lefebvre, 17 frimaire an II, A. N., F¹³ 352.

(3) Correspondance d'Elie Lefebvre avec Avril, A. N., F¹³ 352.

(4) Inventaire des huiles qui sont dans les magasins, Signé : Fricault, 1^{er} nivôse an II. A. N., F¹³ 352.

tratifs, tribunaux, bureaux d'administration » pendant ces quatre mois, il fallait 20.000 livres d'huile de baleine et 40.000 d'huile végétale, soit au total 151.000 livres d'huile de baleine et 171.000 d'huile végétale. Or, l'entrepreneur possédant en magasin 97.000 livres d'huile de baleine et 37.000 d'huile végétale, en chiffres ronds, il fallait donc que la municipalité de Paris comblât un déficit de 54.000 livres d'huile de baleine et de 134.000 d'huile végétale (1). Dès le 23 frimaire an II (13 décembre 1793), le Corps municipal, sur un rapport d'Avril, avait envoyé une adresse au Comité de sûreté générale afin de mettre en réquisition pour le service de l'éclairage de Paris, les huiles de rabette et de colza des départements du Nord et de la Seine-Inférieure. Le Comité de sûreté générale s'était borné à renvoyer l'administration des travaux publics à la Commission des subsistances de la République créée le 1^{er} brumaire an II (22 octobre 1793). Cette Commission, au lieu de remettre à la municipalité un ordre de réquisition, lui avait envoyé une simple lettre de recommandation pour les administrateurs des communes de Dieppe et de Cany, lettre qui semblait n'avoir produit aucun effet sur ces administrations (2).

D'autre part, on a vu que le Corps municipal avait arrêté de faire citer devant le Directoire du département Lepescheux et Fricault. Le 15 nivôse an II (4 janvier 1794), l'agent national chargé de l'exécution de cet arrêté n'avait encore rien fait. Or, il s'était produit un fait nouveau qui compliquait la situation : Lepescheux venait d'être repris le 8 nivôse an II (28 décembre 1793). Il s'était caché après son évasion chez une de ses anciennes cuisinières, la femme Fumeroz, « attachée au théâtre de la Loi, demeurant avec son mari, 30, rue de Clichy, section du Mont-Blanc ». Lepescheux et la femme Fumeroz furent conduits tous deux au Comité de sûreté générale qui fit incarcérer Lepescheux

(1) Etat de l'huile de baleine et végétale, nécessaire pour entretenir l'illumination de Paris pendant l'année 1794, vieux style. D'après cet état la consommation d'huile pour l'éclairage des rues et des services administratifs de Paris s'élevait annuellement à 310.000 livres d'huile de baleine et 430.000 d'huile végétale. On s'explique devant de pareils chiffres l'importance que la Municipalité de Paris attachait à se pourvoir d'huile par tous les moyens en son pouvoir. A. N., F¹³ 352.

(2) Rapport au Corps municipal des administrateurs des travaux publics ; 6 pluviôse an II. A. N., F¹³ 352.

aux Madelonettes et la femme Fumeroz à Saint-Lazare (1). Tant que Lepescheux était en fuite, il était réputé émigré et ses biens appartenaient à la nation qui pouvait les régir de la manière la plus conforme à ses intérêts et à ceux des créanciers de Lepescheux. Du jour où Lepescheux était repris, son consentement devenait indispensable pour la mise en régie de son usine. C'est ce qu'exposait Avril au Maire dans une lettre du 15 nivôse an II (4 janvier 1794) ; il avait consulté un avoué auprès du tribunal de commerce, le citoyen Lamarre, qui était d'avis qu'avant d'intenter une action quelconque contre Lepescheux il était nécessaire de le pressentir sur ses intentions. Avril demandait en conséquence au Maire de Paris de faire obtenir à Lamarre la permission de s'entretenir avec Lepescheux en présence d'un administrateur de la police (2). Ce permis ayant été accordé le même jour, Avril l'adressa à Lamarre en le priant d'aller voir Lepescheux le lendemain dans l'après-midi et de lui demander de consentir à la mise en régie, en joignant un représentant de ses intérêts aux autres membres de la Commission, car n'étant qu'inculpé et non condamné, il continuait à jouir de ses droits (3).

En attendant que cette question fût réglée, il fallait assurer l'approvisionnement d'huile nécessaire pour faire fonctionner le service de l'éclairage. Le 23 nivôse an II (12 janvier 1794), le Corps municipal arrêta que l'administration des travaux publics se transporterait à la Commission des subsistances de la République « pour l'inviter à demander que toutes les huiles propres à l'illumination tant à Paris qu'au dehors, soient mises en réquisition pour un temps déterminé » et que de plus elle demanderait à cette Commission d'obtenir du Comité de sûreté générale « la faculté d'enlever chez Lepescheux toutes les huiles qui peuvent se trouver sous les scellés (4) ».

La Commission des subsistances ne donna pas de réponse immédiate et Avril était fort préoccupé de cette lenteur,

(1) A. N. F⁷ 4.774 et W. 443.

(2) Lettre d'Avril au Maire de Paris, 15 nivôse an II. A. N., F¹³ 352.

(3) Lettre d'Avril à Lamarre, ci-devant avoué près le tribunal de commerce, 15 nivôse an II. A. N., F¹³ 352.

(4) Extrait du registre des délibérations du Corps municipal, 3^e jour de la 3^e décade de nivôse an II. A. N., F¹³ 352.

car le surlendemain, 25 nivôse (14 janvier 1794) il adressait à Pache ce court billet :

« Citoyen Maire,

« Point encore de réquisition pour nos huiles, cela me désole ».

Salut.

AVRIL (1).

Le 27 nivôse an II (16 janvier 1794), Avril n'ayant encore reçu aucune réponse de la Commission des subsistances insista vivement auprès d'elle pour obtenir satisfaction. Après avoir rappelé aux membres de cette commission que par ses précédentes lettres des 8, 19 et 24 nivôse an II (28 décembre 1793, 8 et 13 janvier 1794) il avait réclamé au nom du Corps municipal un ordre de réquisition pour les huiles végétales, il ajoutait : « Vous nous aviez promis dès le 7 nivôse (27 décembre 1793), dans un entretien particulier, qu'aussitôt que nous vous aurions adressé l'état de nos besoins, vous vous empresseriez d'y pourvoir. Nous voyons avec inquiétude que nous n'avons pas encore reçu de réponse malgré nos instances réitérées et nous craignons de voir cesser le service de l'illumination faute d'aliment. Vous concevez toutes les suites que pourrait avoir un pareil événement dans une ville qui est le berceau de la Révolution et où doivent encore exister des malveillants, malgré les recherches sévères des autorités créées pour les empêcher de nuire. Vous voyez que sous ce rapport le service de l'illumination intéresse la chose publique et nous avons trop de confiance dans votre patriotisme pour douter que vous ne mettiez enfin un terme aux lenteurs qu'éprouve cette affaire ». Avril terminait par un post-scriptum encore plus pressant, en réclamant, « sur-le-champ, la disposition des huiles étant sous scellés chez Lepescheux ; il n'y en a point dans Paris (2) ».

La Commission des subsistances ne méritait pas d'aussi véhéments reproches. Dans sa séance du 27 nivôse an II (16 janvier 1794), la Commission déclarait exercer immédia-

(1) Lettre d'Avril à Pache maire de Paris, 25 nivôse an II. A. N., F¹³ 352.

(2) Lettre des administrateurs des travaux publics à l'administration des subsistances nationales, 27 nivôse an II. A. N., F¹³ 352.

tement le droit de préhension sur toutes les huiles propres à l'illumination se trouvant dans les magasins de Lepescheux et elle invitait le Comité de sûreté générale à faire lever les scellés pour l'exécution de cette mesure (1). Le Comité de sûreté générale dut en référer au Comité de Salut public, car, dans sa séance du 27 nivôse an II (16 janvier 1794), ce comité autorisa la municipalité de Paris à extraire des magasins de Lepescheux les huiles et bougies nécessaires au service public. Les scellés devaient être levés en présence des créanciers connus de Lepescheux et le prix des huiles et bougies versé immédiatement « entre les mains du gardien aux scellés ou autre trésorier solvable qui sera choisi ». Les scellés seraient ensuite réapposés (2).

La réponse de la Commission des subsistances parvint à Avril le même jour 27 nivôse an II (16 janvier 1794). Elle contenait les duplicata des lettres adressées précédemment aux districts de Dieppe et de Cany pour leur demander les motifs des réquisitions qui avaient empêché le citoyen Elie Lefebvre de procéder à ses achats d'huile. La Commission des subsistances avertissait les deux districts producteurs d'huile que Lefebvre se présenterait à nouveau pour acheter l'huile nécessaire à l'éclairage de Paris et elle les pria de lui donner toutes facilités. Avril envoya immédiatement copie de ces lettres à Lefebvre et il écrivit aux administrateurs des deux districts de donner « aux porteurs du pouvoir du Corps municipal, tous les secours qui dépendront d'eux ».

D'autre part, craignant qu'Elie Lefebvre n'éprouvât de grandes difficultés à trouver à Rouen les voitures nécessaires pour le transport des huiles à Paris, par suite de la réquisition des moyens de transport pour les besoins des armées et redoutant la lenteur des transports par eau, Avril écrivit au Ministre de la Guerre de faire mettre à la disposition de Lefebvre « le nombre de chariots nécessaires pour le transport successif des huiles qui seront achetées par le citoyen Lefebvre ».

En rendant compte de ces différentes démarches au

(1) Procès-verbaux de la commission des subsistances, t. I, p. 253 et p. 287.

(2) Extrait des registres du Comité du salut public de la Convention nationale, 27 nivôse an II. A. N., F¹⁸ 352 et A. N., A. F¹¹ 69, n° 514.

Maire de Paris, il ajoutait : « Vous voyez, citoyen Maire, que nous ne négligeons aucun des moyens d'assurer le service de l'illumination ; il ne nous manque plus que de faire établir en régie la raffinerie d'huiles et la fabrique de bougies de Lepescheux et nous allons presser à nouveau l'agent national de faire donner à Fricault et à Lepescheux la citation nécessaire pour comparaître au Comité contentieux du Département de Paris, conformément à la loi. Nous vous prions de provoquer (*sic*) de votre côté l'agent national (1) ».

De nouvelles difficultés surgissaient qui allaient nécessiter de la part d'Avril un redoublement d'activité. Si le 15 nivôse an II (4 janvier 1794) le Département des subsistances et approvisionnements de la ville de Paris (2) annonçait l'arrivée de deux cents fûts d'huile que le bateau La Montagne déchargeait sur le port Saint-Nicolas, par contre le 29 nivôse an II (18 janvier 1794), Elie Lefebvre écrivait à Avril qu'il ne pouvait parvenir à acheter les huiles de rabette au prix du maximum, les fabricants d'huile donnant la préférence à des marchands de Caen qui achetaient à des prix supérieurs, malgré la loi. Il réclamait en conséquence un ordre de réquisition.

La situation des huiles d'éclairage à Paris le 28 nivôse an II (17 janvier 1794), était inquiétante. Il n'existait que 54.000 livres au magasin général et en cours d'expédition de Rouen à Paris ; les quantités existantes dans les entrepôts d'éclairage n'étaient pas recensées. Par contre, « il ne reste point d'huile animale au magasin général propre pour le service de l'illumination, celles existant au dit magasin sont du blanc de baleine, dont on ne peut faire aucun usage à présent (3) ». Aussi quand, quelques jours plus tard, le 2 pluviôse an II (21 janvier 1794), Elie Lefebvre annonça l'arrivée au Havre, « pour compte américain », d'une cargaison de 140 tonnes d'huile de baleine et en proposa

(1) Minute d'une lettre des administrateurs des travaux publics au Maire de Paris, 27 nivôse an II. A. N., F¹³ 352.

(2) Le département des subsistances et approvisionnements, division de la navigation, bois, charbons, boucheries, halles et marchés, installé au Palais de justice, cour Neuve, escalier des Lions, avertissait les administrateurs des travaux publics, division de l'illumination, de l'arrivée des huiles par bateaux.

(3) Situation du magasin général des huiles pour l'illumination de Paris le 28 nivôse an II. A. N., F¹³ 352.

l'achat de gré à gré, Avril demanda l'autorisation de faire cet achat à la Commission des subsistances et ne recevant pas de réponse immédiate, réitéra sa demande le 5 pluviôse an II (24 janvier 1794). La cargaison comprenait 42.000 pots d'huile et 14.000 pots d'huile de spermaceti dont les consignataires demandaient 450 livres la barrique de 120 pots d'huile et 180 livres des cent livres pesant pour le spermaceti. Avril réclamait de plus un ordre de réquisition pour prendre à Dunkerque des huiles de baleine au prix de 11 à 12 sols la livre, fixé par la loi du maximum (1).

Avril ne parvenait toujours pas à obtenir la mise en régie de la raffinerie de Lepescheux par suite de la lenteur que mettait l'agent national à citer Lepescheux et Fricault devant le Directoire contentieux du Département. Il se décida à lui écrire une lettre comminatoire le 5 pluviôse an II (24 janvier 1794), lui rappelant qu'il n'a pas encore fait exécuter l'arrêté du 13 frimaire an II (3 décembre 1793) du Corps municipal à ce sujet. « Tu sais, écrivait Avril, que le service de l'illumination ne reposait que sur la faculté pécuniaire de Lepescheux, que sa fuite de son domicile dans le moment le plus favorable pour les approvisionnements avait pour ainsi dire paralysé le service de l'illumination, que le Corps municipal a été obligé de venir au secours de l'entrepreneur en faisant lui-même des achats et tu dois sentir que les pertes qui pourraient en résulter ne doivent être supportées par Lepescheux qu'autant que le citoyen Fricault sera mis en demeure et Lepescheux appelé en garantie, aux termes de la loi.

Hâte-toi donc de remplir dans cette affaire les fonctions de ton ministère. Si tu n'étais pas resté dans l'inaction depuis trois mois, la régie aurait remplacé l'activité de Lepescheux et nous serions parfaitement en mesure tandis que nous ne sommes encore sûrs de rien ». Il lui recommandait de ne plus perdre de temps, ne lui dissimulant pas que la crainte de voir sa responsabilité compromise l'obligerait à rendre compte au Corps municipal. Il lui réclamait une réponse par le porteur de cette lettre (2). A la suite de l'ar-

(1) Lettre des administrateurs des travaux publics aux membres de la Commission des subsistances et approvisionnements de la République, 5 pluviôse an II. A. N., F¹² 352.

(2) Lettre d'Avril au citoyen agent national de la Commune de Paris,

rêté du Comité de Salut public autorisant la levée momentanée des scellés chez Lepescheux, le Corps municipal avait décidé que l'agent national se concerterait avec le juge de paix de la section Poissonnière qui avait apposé les scellés afin d'avertir les créanciers connus de Lepescheux d'assister à la levée de ces scellés.

Là encore inertie absolue de l'agent national. Le même jour 5 pluviôse, Avril lui adressait une autre lettre dans laquelle il nous apprend que la prompte décision du Comité de Salut public d'autoriser la levée des scellés chez Lepescheux, avait été sollicitée et obtenue par la société de Jacobins qui « attend une portion des huiles pour éclairer le lieu de ses séances. Tu sens, ajoutait Avril, qu'il serait fâcheux qu'elle fut trompée dans son attente par un défaut d'activité de la part de l'agent national. L'illumination de Paris recevra d'ailleurs un grand secours de la disposition de ces huiles. Je t'invite donc à te mettre en mesure le plus promptement possible sur cette affaire qui devrait déjà être terminée (1) ».

Avril n'ayant reçu aucune réponse de l'agent national se décida le lendemain 6 pluviôse an II (25 janvier 1794) à rendre compte officiellement de la situation au Corps municipal.

Dans un rapport qu'il déposa sur le bureau du Corps municipal au nom de tous les administrateurs des travaux publics, il déclarait que « tout semble concourir contre le service de l'illumination et malgré nos soins et l'activité de nos démarches, nous voyons avec la plus vive inquiétude la pénurie des magasins de l'entrepreneur », qui ne pouvait assurer son service que jusqu'à la fin du mois de pluviôse. Il rappelait ensuite toutes les démarches pour se procurer

5 pluviôse an II. A. N., F¹³ 352. L'agent national près le Département de Paris, tel était son titre officiel, était à cette époque le citoyen Lulier. Ancien procureur général syndic du département de Paris (4 décembre 1792) maintenu comme agent national après le décret du 14 frimaire an II (4 décembre 1793) qui régularisait le gouvernement révolutionnaire, il fut impliqué le 14 germinal an II (3 mars 1794) dans l'affaire de la Compagnie des Indes. Bien qu'acquitté, il fut maintenu en prison où il se suicida le 16 floréal (5 mai 1794) cf. Sigismond-Lacroix. *Le Département de Paris et de la Seine pendant la Révolution*, Paris, 1904, in-8° et A. Mathiez, *L'affaire de la Compagnie des Indes*, in-8°, Paris, 1920.

(1) Lettre d'Avril au citoyen agent national de la Commune de Paris, 5 nivôse an II. A. N., F¹³ 352.

des huiles que l'on vient d'exposer, et il concluait : « Vous voyez qu'on ne peut s'être donné plus de soin et plus de mouvement que nous nous en sommes donnés pour assurer le service de l'illumination et qu'on ne peut être plus malheureux que nous ne l'avons été puisqu'aucune de nos démarches n'a encore eu le succès que nous avons droit d'en attendre. Nous déposons le compte (sic) sur le bureau pour notre justification en cas d'événement fâcheux et nous vous prions de vouloir bien en faire mention sur le registre des délibérations (1) ». Le Corps municipal donna acte de leur déclaration aux administrateurs des travaux publics, accepta toutes les décisions prises par Avril et rendit un arrêté leur donnant une force nouvelle.

Tout d'abord l'agent national devait rendre compte sous trois jours de l'exécution de l'arrêté du 13 frimaire (3 décembre 1793). Les administrateurs des subsistances de la Commune avaient le même délai pour faire connaître de quelle quantité d'huile la municipalité pourrait disposer pour l'éclairage de Paris sur la cargaison achetée au Havre. La Commission des subsistances et approvisionnements était invitée à réquisitionner à Dunkerque soixante milliers d'huile de baleine pour l'éclairage de la capitale. Il devait être réquisitionné à Paris 35 milliers d'huile végétale et autant d'huile de baleine. On écrivait à nouveau au Ministre de la Guerre pour obtenir des voitures pour le transport des huiles achetées à Dunkerque et dans le département de la Seine-Inférieure. Quant à la cargaison d'huile arrivée au Havre, le Corps municipal en arrêta l'achat. Enfin « l'agent national fera sommer dans le jour les citoyens Lepescheux et Fricault ainsi que les créanciers d'être présents à la levée des scellés apposés sur les magasins des dits Lepescheux et Fricault, avec déclaration que les scellés seront levés, les créanciers présents ou non (2) ».

Avril transmit dès le lendemain ce nouvel arrêté à la Commission des subsistances en réclamant d'urgence les deux ordres de réquisition pour Dunkerque et pour Paris.

(1) Rapport des administrateurs des travaux publics au Corps municipal, 6 pluviôse an II, A. N., F¹³ 352.

(2) Extrait du registre des délibérations du Corps municipal, 6 pluviôse an II, A. N., F¹³ 352.

Il ajoutait : « nous n'avons pas un moment à perdre pour garnir les magasins de l'illumination de manière que le service ne soit pas compromis. Le Corps municipal attend tout de votre sollicitude pour ce qui peut intéresser la Commune de Paris (1) ».

Cette fois la Commission des subsistances fit toute diligence et le jour, 9 pluviôse an II (27 janvier 1794), où elle recevait la lettre d'Avril contenant l'arrêté du Corps municipal, elle décida que 134 milliers d'huile végétale seraient mis en réquisition dans les districts de Cany et de Dieppe ainsi que 60 milliers d'huile de baleine dans la commune de Dunkerque pour être tenus à la disposition de la Municipalité de Paris ; le prix en devait être fixé conformément aux décrets sur le maximum du prix des denrées. La Municipalité fera payer la valeur de ces huiles au fur et à mesure qu'elles seront enlevées. Pour mettre à exécution les réquisitions futures, la Commission des subsistances devait nommer autant d'agents qu'il serait nécessaire et recevoir d'eux tous les dix jours le compte rendu de leurs opérations (2). En même temps, Fricault écrivait à Avril qu'un épicier, Gidoïn, demeurant 236 rue Saint-Martin, offrait 55.000 livres d'huile rendues au magasin de l'illumination, à raison de 92 livres, 10 sols le quintal, sous réserve d'être payé au comptant (3). Avril obtint le 9 pluviôse (28 janvier 1794) un arrêté du Bureau municipal autorisant la délivrance à Fricault d'un mandat de 50.000 livres pour effectuer ce paiement (4).

L'agent national lui-même consentait enfin à agir. Le 8 pluviôse (27 janvier 1794), il adressa une assignation à Lepescheux et à Fricault d'avoir à se présenter le lendemain au comité contentieux du département de Paris « à six heures du soir en sa séance, place des Piques (5) ». Le lendemain 9 pluviôse, le comité contentieux se prononça

(1) Lettre des administrateurs des travaux publics à la Commission des subsistances, 7 pluviôse an II. A. N., F¹³ 352.

(2) Extrait du registre des délibérations de la Commission des subsistances, 9 pluviôse an II. A. N., F¹³ 352.

(3) Lettre de Fricault à Avril, 7 pluviôse an II. A. N., F¹³ 352.

(4) Extrait du registre des délibérations du Bureau municipal, 9 pluviôse an II. A. N., F¹³ 352.

(5) Assignation adressée à Lepescheux et Fricault, 8 pluviôse an II. A. N., F¹³ 352.

pour la mise en régie de la raffinerie de Lepescheux et renvoya les administrateurs des travaux publics devant le Département de Paris pour obtenir l'autorisation nécessaire sur le mode convenable pour l'établissement de cette régie (1). Le seul point sur lequel la Municipalité de Paris n'obtint pas gain de cause fut la demande de réquisitionner les huiles de baleine et végétales existant à Paris. Le 18 pluviôse an II (30 janvier 1794), la Commission des subsistances faisait observer que cette réquisition ne pouvait être appliquée « qu'à défaut de toutes autres ressources ». Les huiles de baleine étaient utilisées à la préparation des cuirs et les huiles végétales étaient employées « par la classe la moins aisée de citoyens pour s'éclairer pendant les travaux de nuit ». De plus, la Commission des subsistances annonçait qu'un bateau chargé d'huile de baleine avait quitté Rouen pour Paris le 1^{er} pluviôse (20 janvier 1794) (2).

Le 13 pluviôse an II (1^{er} février 1794), le Département de Paris rappelant l'arrêté du comité contentieux du 9 pluviôse qui décidait la mise en régie provisoire de l'établissement de Lepescheux, autorisa le Corps municipal à continuer « par tous les moyens qu'il jugera convenable, sous sa responsabilité, l'entreprise de l'illumination de Paris ». Cet arrêté devait être communiqué au Comité de Salut public (3). Le Corps municipal décida le 16 pluviôse an II (4 février 1794) l'exécution et la consignation de cet arrêté sur ses registres. En attendant sa prochaine séance au cours de laquelle il nommerait les commissaires de la régie, les administrateurs des travaux publics étaient chargés de l'administration de l'éclairage (4). Le 19 pluviôse (7 février 1794), le Corps municipal désigna les citoyens Fréry, Renouard, Jonquoy comme « commissaires de la régie des huiles pour l'illumination de la Commune de Paris ». L'administration des domaines et finances devait désigner un de ses membres et l'agent national ferait

(1) Extrait du registre des délibérations du Département de Paris, 13 pluviôse an II. A. N., F¹³ 352.

(2) Lettre de la Commission des subsistances aux administrateurs des travaux publics. A. N., F¹³ 352.

(3) Extrait du registre des délibérations du Département de Paris, 13 pluviôse an II. A. N., F¹³ 352.

(4) Extrait du registre des délibérations du Corps municipal, 16 pluviôse an II. A. N., F¹³ 352.

« sommer les créanciers de Lepescheux de se réunir pour nommer un des leurs commissaire de la régie (1) ». Les créanciers de Lepescheux se réunirent le 27 pluviôse an II (15 février 1794) au bureau général de l'administration des travaux publics et désignèrent le citoyen Nicolas François Dauvin, « ancien directeur général des illuminations de la République » pour les représenter (2). Ce fut cette commission de régie qui fut alors connue sous le nom de : Commission de l'illumination de Paris.

Il ne suffisait pas de nommer les membres de la régie, il fallait faire fonctionner réellement l'usine de Lepescheux. La raffinerie qu'il avait installée rue de l'Echiquier représentait un effort industriel considérable pour l'époque. Lepescheux était associé avec un certain Paul Pourtalès, sujet suisse (3) ; ils avaient entrepris la pêche de la baleine. Cette maison est la première qui ait osé se mettre en concurrence pour cette pêche avec les Hollandais, les Anglais et les Américains ; elle avait attiré à Dunkerque des matelots nantukais pour instruire les marins français à ce genre de pêche. Le gouvernement révolutionnaire avait accordé une prime d'encouragement de 48 livres par tonneau d'huile provenant de leur pêche à Lepescheux et Pourtalès, par suite des avantages que le commerce français retirait de leur entreprise.

Les huiles employées à l'éclairage étaient composées d'huile de baleine de première qualité ou de spermaceti, d'huile de baleine de seconde qualité et d'huiles végétales, rabette ou colza. Les huiles de baleine, également utilisées à la préparation des cuirs, contiennent une quantité considérable de résidus appelés fèces et spermaceti ou blanc de baleine. Avant les procédés qu'employait Lepescheux, ces résidus étaient inutilisés. L'huile de baleine raffinée dans

(1) Extrait du registre des délibérations du Corps municipal, 19 pluviôse an II. A. N., F¹³ 352.

(2) Procès-verbal de la réunion des créanciers de Lepescheux, 27 pluviôse an II. A. N., F¹³ 352.

(3) Pourtalès fut arrêté le 13 prairial an II (1^{er} juin 1794) à 11 heures du soir en vertu d'un ordre de l'accusateur public près le tribunal révolutionnaire par les membres du comité révolutionnaire de la section Bonne-Nouvelle, il demeurait, 378, rue Neuve-l'Egalité ; il fut incarcéré à la Conciergerie. Il était un des principaux actionnaires de la Compagnie des Indes. Cf. A. Mathiez, *L'affaire de la Compagnie des Indes*, Paris, 1920, in-8°. A. N., W. 443.

l'usine de la rue de l'Echiquier devenait « plus lampante » et ne produisait plus en brûlant « la mauvaise odeur qui incommodait ceux qui font usage de cette huile non épurée ». Par mélange convenable avec des huiles végétales également épurées, on obtenait une huile qui entretenait « dans les lanternes qui éclairent les rues de Paris une belle lumière pendant quatorze heures consécutives en ne consommant que trois gros par heure pour chaque bec de lampe ».

De plus, Lepescheux employait fèces et spermaceti, additionnés d'un peu de cire, à fabriquer des bougies très recherchées par suite de leur prix inférieur à celui des bougies de cire pure, Lepescheux avait établi rue de l'Echiquier un magasin pour la vente au détail de ces bougies. Le bénéfice qu'il en retirait lui permettait de livrer les huiles d'éclairage épurées à bas prix et Avril voyait dans l'exploitation de l'établissement de Lepescheux un moyen pour obliger les épiciers détaillants à diminuer le prix de leurs huiles par suite de la concurrence qu'il espérait leur faire (1).

Avril fit diverses propositions au Corps municipal pour assurer le fonctionnement de cette grande entreprise industrielle. Dans un projet de mémoire intitulé « Observations sur le régime à établir », il expose qu'il ne faut pas confondre dans Lepescheux ses deux qualités : la première, celle de riche négociant propriétaire d'une raffinerie d'huiles,

(1) Lettre d'Avril à un membre de la Commission des approvisionnements de la Commune de Paris, 27 pluviôse an II. A. N., F¹³ 352 et lettre de Rondet, membre de la Commission des travaux publics, aux agents des approvisionnements de Paris, 1^{er} brumaire an IV. A. N., F¹³ 351.

Il n'est pas exact de prétendre que Lepescheux avait attiré à Dunkerque des marins anglo-américains de l'île de Nantucket, appelés communément matelots nantuckais et célèbres pour leur habileté à pêcher la baleine. Une colonie assez importante de marins de l'île de Nantucket s'était installée à Dunkerque depuis 1784. Ne vivant que du commerce des huiles et fanons de baleine, la guerre de l'indépendance américaine (1775-1783), leur avait fermé le marché de Londres où ils écoulaient le produit de leur pêche ; ils cherchèrent à s'employer sous pavillon étranger et en relations amicales, sinon familiales, avec les Dunkerquois (les Coffin de Dunkerque étaient alliés aux Coffin de Nantucket), ils s'installèrent à Dunkerque. Ces marins opéraient le long des côtes du Groënland et de l'Islande, dans le détroit de Davis, au large du Brésil, du Cap de Bonne-Espérance et de Madagascar. En 1784, Dunkerque armait 6 baleiniers par an, 14 en 1787, 15 en 1790, 18 en 1791, 13 en 1793, puis seulement 2 à la fin de la Révolution. Certaines familles nantuckaises se fondirent dans la population dunkerquoise, mais la plupart regagnèrent leur île (Hérudel-Baleines et baleiniers, *Revue maritime*, mai 1931).

la seconde, « celle d'entrepreneur de l'illumination sous le nom de Fricault ».

Sa manufacture donnait à Lepescheux de grandes facilités pour éclairer Paris à bon marché ; comme il importe de posséder les mêmes avantages, il faut que lors de l'établissement de la régie, on ne s'aperçoive pas « que la manufacture n'est plus conduite par la même main. Il sera donc intéressant de conserver les commis et ouvriers du citoyen Lepescheux, autant que les circonstances le permettront ».

Dans un rapport au Corps municipal, il indiquait la manière dont la régie devait procéder pour assurer le service de l'éclairage de Paris. Il proposait :

1^o La nomination d'un directeur assisté des commis nécessaires pour tenir les livres et faire la correspondance (1) ;

2^o De préposer un chef d'atelier et des ouvriers pour raffiner les huiles et convertir les résidus en bougies ;

3^o De nommer un garde-magasin dans l'usine de Lepescheux et un portier qui ne laissera rien sortir sans un bon de la commission de régie ou du directeur.

La régie, se substituant à Lepescheux, fera les achats d'huiles ; elles seront prises en charge sur les registres de la manufacture et, après épuration et manipulation, versées aux différents entrepôts qui en donneront décharge à la manufacture et les prendront eux-mêmes en compte. La régie sera chargée de pourvoir le service de l'éclairage de tous les ustensiles nécessaires : mèches, cordages, etc. Elle aura un compte ouvert avec Fricault qui sera son agent comme il était celui de Lepescheux. La régie n'entrera en possession qu'après inventaire estimatif des huiles et du matériel (2).

Mais la réalisation de ces projets allait être ajournée par suite de conflits avec d'autres administrations. Quand, dans la matinée du 4 ventôse an II (22 février 1794), les administrateurs des travaux publics, membres de la régie,

(1) Lorsque la régie de la manufacture de Lepescheux fonctionna, la directeur désigné fut un certain Guenifey que l'on trouvera dans la suite comme associé de Lepescheux pour l'exploitation de cette même manufacture. Feuilles de signature de la Commission des travaux publics, fructidor an II. A. N. F¹³ 354.

(2) Minute d'un mémoire d'Avril (?) intitulé « *Observations sur le régime à établir* » et minute d'un rapport d'Avril au Corps municipal. s. d. A. N., F¹³ 352.

se présentèrent rue de l'Echiquier pour procéder à la levée des scellés chez Lepescheux, ils constatèrent que les administrateurs du Département de Paris avaient mis d'autres scellés sur ceux déjà apposés par le juge de paix de la section Poissonnière. La présence d'un commissaire nommé par le Département devenait nécessaire pour opérer la levée de ces derniers scellés. Les administrateurs des travaux publics prièrent le Département d'envoyer ce commissaire le lendemain matin 7 ventôse à 9 heures.

Ils constatèrent également que ces mêmes administrateurs du Département avaient établi, dans une maison nouvellement construite pour servir de magasin des huiles et attenante aux ateliers de Lepescheux, un atelier de confection d'effets pour l'habillement des troupes (1).

Avril avait déjà eu à défendre la manufacture de Lepescheux contre l'administration du Département qui voulait enlever les chaudières de cuivre employées à la raffinerie des huiles pour les utiliser à faire évaporer les eaux qui avaient lessivé les terres salpêtrées (2). Il avait également signalé au Comité de Salut public la présence d'un atelier de tailleurs dans les magasins de Lepescheux et réclamé la libre disposition de ces magasins à la suite d'observations que les membres du Département des subsistances et approvisionnements firent au sujet de fûts d'huile qui se détérioraient sur le port Saint-Nicolas faute d'être entreposés rapidement. Le 15 nivôse an II (4 janvier 1794), ils avaient averti Avril de l'arrivée de deux cents pièces d'huile par le bateau « La Montagne » et l'avaient prié de donner l'ordre de les enlever sur-le-champ. Ils insistaient à nouveau le 24 nivôse (13 janvier 1794) en signalant la perte que ces fûts d'huile éprouvaient par suite de leur abandon aux intempéries. Avril réclama le lendemain 25 nivôse (14 janvier 1794) au Comité de Salut public le départ de l'atelier des tailleurs des magasins de Lepescheux (3). Il n'obtint aucune réponse. Deux mois après, le

(1) Rapport des administrateurs des travaux publics au Corps municipal, 4 ventôse an II. A. N., F¹³ 352.

(2) Lettre des administrateurs des travaux publics au secrétaire général du Département, 19 nivôse an II. A. N., F¹³ 352.

(3) Lettre des administrateurs des travaux publics au Comité de Salut public, 25 nivôse an II. A. N., F¹³ 352.

19 ventôse an II (9 mars 1794) le Département des subsistances et approvisionnements signalait à nouveau la perte subie par 200 tonnes d'huile déchargées depuis huit jours sur le port Saint-Nicolas. « Le soleil les fait couler et nous vous réitérons notre invitation de les faire enlever immédiatement et conduire dans vos magasins (1) ».

Avril s'adressa aux administrateurs du Département de Paris pour obtenir que l'administration de l'habillement des troupes abandonnât les magasins de Lepescheux (3). Mais le Département le renvoya au Comité de Salut public « qui peut seul donner des ordres à la Commission de l'habillement pour évacuer ce local (2) ». On trouve le 19 germinal an II (8 avril 1794) une nouvelle demande d'Avril au Comité de Salut public qui ne dut donner aucune réponse, car, un mois plus tard, le 19 floréal an II (8 mai 1794), Avril tentait une nouvelle démarche auprès de la Commission de commerce et d'approvisionnement. Avec beaucoup d'habileté, il attirait l'attention de cette commission sur la disette de chandelle qui ne pouvait qu'augmenter par suite de la pénurie de viande (3). Il était donc prudent de faire de grands approvisionnements d'huile pour suppléer à la chandelle ; mais pour conserver ces approvisionnements il fallait disposer de magasins contenant des foudres ou des citernes car les huiles en barils ne peuvent se conserver. Les citernes établies chez Lepescheux sont donc indispensables « mais nous ne pouvons en faire usage attendu que cette maison est occupée par un atelier de tailleurs qui y a été établi par le Département de Paris ». Les demandes faites auprès du Département et du Comité de Salut public n'ont pas abouti ; il demande en conséquence l'appui de la Commission de commerce et d'approvisionnement. De plus, les magasins de Lepescheux ne seront pas suffisants ; il demande à en établir un dans la grande écurie placée sous le Muséum à cause de la proximité de la rivière, ce qui diminuera le prix de transport (4).

(1) Lettre du département des subsistances et approvisionnements aux administrateurs des travaux publics, 19 ventôse an II. A. N., F¹³ 352.

(2) Lettre d'Avril aux citoyens administrateurs du Département de Paris, 23 ventôse II. La réponse est écrite sur la même lettre. A. N., F¹³ 352.

(3) Cf. Caron, *Procès-verbaux de la Commission des subsistances*, t. II, p. 451, 474, 496, 518.

(4) Lettre des administrateurs des travaux publics à la Commission de

Couthon, un des membres du Comité de Salut public, fut sollicité d'agir pour obtenir le départ de l'atelier de tailleurs (1). Mais il n'obtint rien non plus.

Vers la même époque, Avril était prévenu par Lamarre, qui semble avoir été chargé par le Corps municipal de s'occuper de la mise en régie de la manufacture de Lepescheux au point de vue contentieux, qu'il n'avait encore reçu que trois procès-verbaux d'inventaire des entrepôts de l'éclairage. Il était nécessaire pour la prise en charge régulière par la régie du matériel et des ustensiles qui existaient dans ces entrepôts, que l'inventaire en fut fait par les juges de paix des sections sur le territoire desquelles ces entrepôts étaient situés. Le 29 germinal an II (18 avril 1794), Lamarre n'avait encore reçu que les procès-verbaux des juges de paix du canton de Belleville et des sections du Bonnet-Rouge et Poissonnière. Il lui manquait ceux des juges de paix des sections des Amis de la Patrie, des Tuileries, des Sans-Culottes et de l'Arsenal (2).

Le juge de paix de la section des Amis de la Patrie n'avait pu faire enregistrer son procès-verbal d'inventaire, le receveur des droits d'enregistrement ayant soulevé des difficultés. Avril écrivit une longue lettre au greffier de ce juge de paix pour lui indiquer, en s'appuyant sur le texte même des lois, les motifs qui lui permettaient de rejeter les prétentions du receveur de l'enregistrement (3). Craignant que les juges de paix des autres sections ne fussent arrêtés par la même difficulté, il leur adressa le 5 floréal an II (24 avril 1794) une copie de cette lettre en leur réclamant l'envoi immédiat de leurs procès-verbaux d'inventaire (4). Trois jours plus tard, le 8 floréal (27 avril 1794), il réclamait à nouveau les procès-verbaux aux juges de paix des sections de l'Arsenal, des Amis de la Patrie et des Tuileries, attirant leur attention sur l'obligation où il allait se trouver

commerce et d'approvisionnement de la République, 19 floréal an II. A. N. F¹³ 352.

(1) Minute d'une lettre des administrateurs des travaux publics au citoyen Couthon, membre du Comité de Salut public. s. d. A. N., F¹³ 352.

(2) Lettre de Lamarre aux administrateurs des travaux publics 29 germinal an II. A. N., F¹³ 352.

(3) Lettre d'Avril au greffier du juge de paix de la section des Amis de la Patrie, 26 germinal an II. A. N., F¹³ 352.

(4) Lettre d'Avril aux juges de paix des sections des Tuileries, des Amis de la Patrie, de l'Arsenal, 5 floréal an II. A. N., F¹³ 352.

de rendre compte au Comité de Salut public des entraves que ce retard apportait au fonctionnement régulier du service (1). Il y a lieu de croire que cette menace produisit son effet, car on ne trouve plus d'autre réclamation d'Avril à ce sujet.

Néanmoins, l'actif administrateur des travaux publics dut encore s'appliquer à lever d'autres difficultés avant de pouvoir faire fonctionner normalement la régie.

Lors de l'arrestation de Lepescheux, cinq grandes citernes étaient en construction dans ses magasins sous la direction du citoyen Mouchonnet, maître-maçon. Les enduits au ciment venaient d'être appliqués et il fallait les faire sécher à l'aide de réchauds, les durcir « à force de polissage », les imbiber d'huile bouillante et les repolir ensuite. Dès l'arrivée des tailleurs, on boucha les citernes avec des trappes de bois et les enduits se dégradèrent. Poyet, l'architecte de la Commune, estimait à 3.000 livres la dépense nécessaire pour remettre les cinq citernes en état. Le 23 floréal an II (12 mai 1794), le Corps municipal autorisa la réparation des citernes jusqu'à concurrence de cette somme de 3.000 livres (2).

Mais quand le 15 prairial an II (3 juin 1794), l'entrepreneur de maçonnerie se présenta pour travailler, le portier de la maison de Lepescheux lui refusa l'entrée « jusqu'à ce qu'il soit muni d'un ordre émané de l'administration de l'habillement (3) ».

Le 17 messidor an II (5 juillet 1794), la question n'était toujours pas réglée, car on trouve à cette date une nouvelle lettre des administrateurs des travaux publics pour solliciter encore le départ de l'atelier de tailleurs (4).

On a vu précédemment qu'Avril avait demandé à la fin du mois de nivôse au Ministre de la Guerre de faire mettre à la disposition d'Elie Lefebvre les voitures nécessaires

(1) Lettre d'Avril aux juges de paix des sections de l'Arsenal, des Amis de la Patrie, des Tuileries, 8 floréal an II. A. N., F¹³ 352.

(2) Extrait du registre des délibérations du Corps municipal, 23 floréal an II. A. N., F¹³ 352.

(3) Lettre de Poyet, architecte de la Commune, à Avril (?), 15 prairial an II. A. N., F¹³ 352.

(4) Minute d'une lettre des administrateurs des travaux publics aux représentants du peuple composant le Comité de Salut public, division du commerce et des approvisionnements. A. N., F¹³ 352.

aux transports des huiles de Rouen à Paris. La réponse ne lui parvint que le 12 ventôse an II (2 mars 1794). Les administrateurs des transports et convois militaires répondirent que ce service ne les concernait pas, mais ils préconisèrent le transport des huiles par bateaux après entente avec le citoyen Gonard, directeur des diligences et cochés d'eau du Havre et de Rouen (1). Presqu'à la même date, Avril recevait une lettre d'Elie Lefebvre l'avertissant que le décret de la Convention du 6 ventôse an II (24 février 1794) « qui réduit le maximum du prix de voiture à 4 sols le quintal par lieue de poste de grande route et à 4 sols 8 deniers pour celles de traverse, sur toutes les denrées et marchandises autres que les grains et fourrages, a rendu les voitures extrêmement rares », et il lui demande, comme il le lui a promis, de lui procurer des voitures pour le transport des huiles (2). Avril s'adressa au Département des subsistances et approvisionnements de la Municipalité de Paris, division des grains et farines, et lui demanda six voitures. Mais très pauvre elle-même en moyens de transport, la division des grains et farines, ne put qu'inviter Avril « à prendre d'autres mesures pour assurer ce transport (3) ». Avril se rangea alors à l'avis des administrateurs des transports et convois militaires et écrivit à Elie Lefebvre que le transport des huiles aurait lieu par bateaux et que Gonard, directeur des diligences et cochés d'eau de Rouen, serait chargé d'assurer ce service (4).

On voit quelles difficultés Avril dut surmonter pour parvenir à assurer le service de l'éclairage de Paris pendant les mois les plus troublés de la période révolutionnaire. Grâce à sa ténacité et à son habileté, à sa profonde connaissance des affaires, il put à la fois assurer l'approvisionnement en huiles de Fricault et remettre en marche l'importante manufacture de Lepescheux.

D'autres difficultés, mais de moindre importance, vinrent encore plusieurs fois entraver la bonne marche du service

(1) Lettre de Daubigny adjoint au Ministre de la Guerre aux administrateurs des travaux publics, 12 ventôse an II. A. N., F¹³ 352.

(2) Lettre d'Elie Lefebvre à Avril, 18 ventôse an II. A. N., F¹³ 352.

(3) Lettre des administrateurs des travaux publics au département des subsistances et approvisionnements, 22 ventôse an II et réponse du département des subsistances, 24 ventôse an II. A. N., F¹³ 352.

(4) Lettre d'Avril à Elie Lefebvre, 29 ventôse an II. A. N., F¹³ 352.

qu'il avait mission d'assurer. Le 7 brumaire an II (28 octobre 1793), Lenfumé, garde-magasin du magasin des huiles, personnage que l'on retrouvera dans la suite, écrivait à Avril qu'il ne pouvait plus nourrir les deux chevaux qui assuraient le transport quotidien des huiles du magasin de la rue de l'Echiquier aux cinq entrepôts de Paris, par suite de la difficulté de se procurer des fourrages. Avril dut encore intervenir auprès du Corps municipal pour faire décider que les deux chevaux de l'entrepreneur de l'éclairage seraient, comme ceux de l'entrepreneur du nettoyage des rues, nourris sur les fourrages existant dans les magasins de la Municipalité (1). Au début de ventôse an II (février, mars 1794), une nouvelle intervention d'Avril fut nécessaire pour obtenir du département qu'un des deux chevaux mis en réquisition par la Municipalité de Belleville fut rendu à Fricault et qu'un second cheval qu'il voulait acheter pour son service fut également exempt de toute réquisition (2).

La municipalité de Soissons ayant demandé à la Commune de Paris de lui céder des lanternes pour éclairer les rues de sa ville, Fricault, sur l'ordre d'Avril, fit l'inventaire des lanternes qu'il avait en magasin. Il en trouva quarante-quatre. Il écrivit à Avril le 29 brumaire an II (19 novembre 1793) que si on donnait trente-six lanternes à Soissons, il n'en resterait que huit de rechange pour Paris. « Il est donc de votre sagesse, continuait-il, de ne point consentir que j'en fournisse une seule, car depuis qu'il pleut tous les jours, j'ai eu plus de vingt cordes cassées et dont les lanternes sont tombées et qui sont aujourd'hui hors d'état de service (*sic*)... ». Il réclamait à Avril un ordre du Ministre de la Guerre pour acheter cinq cents livres de cuivre jaune et rouge et deux caisses de fer-blanc pour fabriquer des lanternes. « Vous n'ignorez pas que ces marchandises sont en réquisition et que sans elles je ne puis faire fabriquer (3) ». Avril dut encore s'entremettre activement auprès du ministère de la Guerre, mais il obtint satisfac-

(1) Lettre de Lenfumé à Avril, 7 brumaire an II. La décision du Corps municipal est inscrite en marge. A. N., F¹³ 352.

(2) Extrait du registre des délibérations du Département de Paris, 7 ventôse an II. A. N., F¹³ 352.

(3) Lettre de Fricault à Avril, 29 brumaire an II. A. N., F¹³ 352.

tion. Le 30 frimaire an II (20 décembre 1793), l'adjoint de la troisième division de ce ministère prévenait en effet le Comité de Salut public que l'entrepreneur de l'illumination était autorisé à se faire délivrer les marchandises nécessaires à la confection de plusieurs réverbères (1).

Pour raffiner les huiles par les procédés employés par Lepescheux, il était nécessaire d'utiliser du salpêtre en assez grande quantité. On sait qu'à cette époque on s'efforçait par tous les moyens de se procurer du salpêtre sur le territoire de la République pour préparer les poudres nécessaires aux armées. Dès le mois de décembre 1793, le Comité de Salut public, sur demande du Corps municipal, avait autorisé la Régie nationale des poudres et salpêtres, sur les conclusions d'un rapport établi par des commissaires désignés par le Comité de Salut public, à délivrer à Fricault mille livres de salpêtre, mais la Régie nationale s'y refusait. Le 21 nivôse an II (10 janvier 1794), Fricault écrivait à Avril que Lenfumé venait de l'avertir qu'il ne pourrait plus continuer à travailler par suite du manque de salpêtre. « Il me sera donc de toute impossibilité de vous répondre du service de l'illumination de Paris, ajoutait-il (2) ».

A ce moment, Avril traversait une des périodes les plus difficiles : on se souvient qu'il se heurtait à l'inertie de l'agent national et à l'apathie de la Commission des subsistances. Il semble avoir éprouvé un moment de découragement. Il écrivait le 22 nivôse an II (11 janvier 1794) à Pache : « Pourrais-tu me dire citoyen Maire, par quelle fatalité tout ce que je propose pour le service de l'illumination se trouve toujours entravé ? Y a-t-il quelqu'esprit malin qui se plaise au désordre sourd, qui mine tout ce qu'un administrateur inquiet pour la chose publique fait pour la servir ? » Il s'élevait contre les formalités imposées par le Comité de Salut public. « Tout cela eût été à merveille, suivant moi, si les besoins n'eussent pas été pressants, mais crois-tu qu'il soit bien nécessaire quand le feu est à la maison de chercher, au lieu de l'éteindre, à deviner la cause de l'incendie ?... Je te préviens du danger que nous courons ; j'en préviendrai aussi le Corps municipal, car je

(1) Archives de la Guerre, B¹² 6, p. 5.274.

(2) Lettre de Fricault à Avril, 21 nivôse an II. A. N., F¹³ 352.

ne veux pas qu'on compromette sans le savoir, et sans le vouloir, ma responsabilité (1) ».

Le rapport réclamé par le Comité de Salut public avait été établi par Pelletier, Baumé et Berthollet ; après plusieurs expériences, ils concluaient à la nécessité de l'emploi du salpêtre pour l'épuration des huiles. Ce ne fut pourtant que le 26 pluviôse (14 février 1794), que Carnot et Prieur, membres du bureau des poudres et salpêtres du Comité de Salut public, écrivirent à Avril que la municipalité n'avait qu'à demander la livraison des mille livres de salpêtre à la régie des poudres et salpêtres pour obtenir satisfaction (2).

Dans les différentes villes, éclairées par les soins de Sangrain, l'éclairage était généralement suspendu pendant le printemps et l'été pour ne recommencer que dans les premiers mois de l'automne (3). Il en était de même pour les principales administrations qui avaient confié à Sangrain l'éclairage de leurs locaux.

L'arrestation de Sangrain, qui eut lieu le 28 septembre 1793, coïncidait à peu près avec la reprise de l'éclairage de ces villes et de ces administrations, c'est-à-dire avec l'époque où il expédiait les huiles et objets nécessaires au service dont il était chargé. On comprend l'émotion qui s'empara des municipalités qui craignaient d'être privées d'éclairage « mesure trop nécessaire contre les malveillants pour que les habitants voient de sang-froid leurs rues dans l'obscurité lorsque les circonstances sont aussi critiques (4) ». De nombreuses réclamations furent adressées à la Commune de Paris qui les transmit à Avril : Beauvais réclamait de l'huile, Nancy des mèches plates et de l'huile. D'autres difficultés furent provoquées par l'interdiction prononcée par la Commune de Paris, de laisser sortir les huiles d'éclairage hors des barrières. Ainsi, le 8 frimaire an II, les officiers municipaux de Besançon demandèrent « aux citoyens

(1) Minute d'une lettre d'Avril à Pache, 22 nivôse an II. A. N., F¹³ 352.

(2) Lettre du Comité de salut public de la Convention à Avril, 26 pluviôse, an II. A. N., F¹³ 352.

(3) Rapport des administrateurs des travaux publics au Corps municipal, s. d. A. N., F¹³ 352. Ce rapport devait accompagner la pétition adressée par le Corps municipal à la Convention, le 26 vendémiaire an II. Cf. sup.

(4) Rapport des administrateurs des travaux publics au Corps municipal. s. d. A. N., F¹³ 352. Ce rapport devait accompagner la pétition adressée par le Corps municipal à la Convention le 26 vendémiaire an II. Cf. sup.

Maire et officiers municipaux de Paris », l'autorisation de faire sortir quatre mille livres d'huile pour l'éclairage de leur ville. Bien que le rapport des administrateurs des travaux publics au Bureau municipal fut favorable, la demande de la municipalité de Besançon fut ajournée « par la crainte que le service de l'illumination ne fut pas bien assuré (1) ».

Avril eut également à s'occuper des réclamations formulées par la Société des Jacobins. Le Comité d'administration de la société, écrivait le 14 nivôse an II (3 janvier 1794) au Maire de Paris qu'« un grand nombre de citoyens des tribunes, ainsi que des membres de la Société réclament plus de clarté au pourtour de la salle des Jacobins. Ils éprouvent quelquefois des accidents causés par les ténèbres qui règnent notamment du côté de la porte qui fait face à la rue Saint-Honoré et du côté du cul-de-sac de la rue de la Sourdière (2) ». Le Maire transmit le 17 nivôse (6 janvier 1794) cette lettre à Avril qui ne donna que le 27 nivôse (16 janvier 1794) l'ordre à l'inspecteur Damour « de visiter les besoins pour éclairer la cour des Jacobins Saint-Honoré ». Damour rendit compte le même jour qu'il fallait établir dans la cour une lanterne à deux becs en plus des deux lanternes qui existaient déjà et le 8 pluviôse an II (27 janvier 1794) la cour fut éclairée par trois lanternes (3). Mais il ne suffisait pas d'éclairer les abords de la salle de réunion des Jacobins, il fallait éclairer la salle elle-même. Le 14 nivôse an II (3 janvier 1794), le Comité d'administration des Jacobins demanda au Maire de Paris, de lui procurer « mille livres d'huile et cinquante livres de bougies pour éviter de former de nouvelles demandes d'ici à trois mois (4) ». Le Corps municipal arrêta le 16 nivôse (5 janvier 1794) que l'administration des travaux publics serait autorisée « à céder aux frères du comité d'administration de la société des Jacobins cinq cents livres d'huile et cinquante de bougies ». Huile et bougies ne pouvant être prises que dans les

(1) A. N., F¹³ 352.

(2) Lettre du Comité d'administration de la société des Jacobins au Maire de Paris, 14 nivôse an II. A. N., F¹³ 352.

(3) « Etat général des ordres que j'ai reçus de la Municipalité, etc. » établi par l'inspecteur Damour. A. N., F¹³ 352. Cf. sup.

(4) Lettre du Comité d'administration de la Société des Jacobins au Maire de Paris, 14 nivôse an II. A. N., F¹³ 352.

magasins de Lepescheux sur lesquels les scellés étaient apposés, le 19 nivôse an II (8 janvier 1794); le Corps municipal arrêta que le Comité d'administration des Jacobins serait averti « que malgré la bonne volonté du Corps municipal, il lui est impossible de faire prendre les huiles et bougies dans les magasins de Lepescheux ». Il engageait le Comité à s'adresser au Comité de Salut public pour obtenir la levée des scellés (1). Avril fut chargé d'avertir le Comité d'administration des Jacobins de l'impossibilité où se trouvait la Commune de Paris de satisfaire à sa demande. « Nous te faisons au surplus, frère et ami, écrivait-il, passer les deux arrêtés pris par le Corps municipal et tu verras à leur lecture que nous avons fait tout ce qui dépendait de nous pour satisfaire à la demande que tu nous as faite au nom de la Société (2) ».

On a vu précédemment que la Société des Jacobins obtint rapidement du Comité de Salut public la levée des scellés chez Lepescheux. L'huile et les bougies furent délivrées au citoyen Lanoë, « concierge de la Société des amis de la Liberté et de l'Égalité », en présence de Pinard, juge de paix de la section Poissonnière, qui dressa procès-verbal de cette remise, assisté de deux membres du comité révolutionnaire de la section et réapposa ensuite les scellés sur les magasins de Lepescheux. Une nouvelle fourniture de quatre cents livres d'huile fut faite à la Société des Jacobins le 29 pluviôse an II (17 février 1794) avec des formalités identiques (3).

Les hôpitaux et prisons de Paris étaient éclairés par les soins de deux adjudicataires, Briet et Lecomte, qui avaient signé un marché pour cet objet le 28 brumaire an II (18 novembre 1793) avec les administrateurs des hôpitaux et prisons. En février 1794, ne pouvant plus trouver d'huile, les deux adjudicataires firent adresser une demande pressante par ces administrateurs aux membres de la Commission des subsistances et approvisionnements de la Républi-

(1) Extraits du registre des délibérations du Corps municipal, 16 nivôse an II et 19 nivôse an II. A. N., F¹³ 352.

(2) Lettre d'Avril au Comité d'administration de la Société des Jacobins, 25 nivôse an II. A. N., F¹³ 352.

(3) Minute d'une lettre des administrateurs des subsistances au citoyen Pinard, juge de paix de la section Poissonnière, 26 pluviôse an II. A. N., F¹³ 352.

que (1). La Commission en leur répondant le 29 pluviôse an II (17 février 1794), prétendit que c'était grâce à ses seuls efforts que l'approvisionnement en huile d'éclairage était assuré à Paris. On a vu précédemment que c'était surtout Avril qui avait le droit de revendiquer l'honneur d'avoir mené cette œuvre à bien et que plusieurs fois il avait eu à vaincre l'inertie, et même quelque mauvais vouloir, de la Commission. Néanmoins, les membres de cette Commission écrivaient : « La Commission n'a rien négligé pour approvisionner la Commune de Paris de cette denrée indispensable (l'huile d'éclairage) ; elle voit avec satisfaction que ses démarches ont eu tout le succès que l'on pouvait espérer (2) ». En même temps, la Commission des subsistances transmettait à Avril la demande des administrateurs des hôpitaux en le priant, « s'il le juge convenable », de céder à Briet et Lecomte une portion des huiles récemment expédiées de Rouen par Elie Lefebvre (3).

Parmi les demandes d'administrations qui manquent de luminaire, il faut citer celle adressée par « le service des archives et le bureau du comptage du papier assignat » qui réclame à la Commission des subsistances cinquante livres de chandelles et cinquante livres d'huile à brûler. La Commission des subsistances adresse au citoyen Baudin, « représentant du peuple, un des Commissaires aux archives », l'autorisation demandée, « l'utilité publique, exigeant la plus grande célérité dans les opérations qui sont commises à sa surveillance (4) ». Avril donna l'ordre de fournir sur-le-champ les cinquante livres d'huile et Baudin fut autorisé à acheter « chez tel marchand de la Commune de Paris qui sera pourvu de ces marchandises », les cinquante livres de chandelle « nécessaires pour cacheter journellement un nombre prodigieux de rames de papier à

(1) Copie de la lettre des administrateurs des hôpitaux et prisons à la Commission des subsistances et approvisionnement de la République, 18 pluviôse an II. A. N., F¹³ 352.

(2) Copie de la lettre de la Commission des subsistances et approvisionnements de la République aux administrateurs des hôpitaux de Paris, 29 pluviôse an II. A. N., F¹³ 352.

(3) Lettre de la Commission des subsistances à Avril, 6 ventôse an II. A. N., F¹³ 352.

(4) Lettre de la Commission des subsistances au citoyen Baudin, 6 germinal an II. A. N., F¹³ 352. Cf. CARON, *Procès-verbaux de la Commission des subsistances*, t. II, p. 518.

mesure qu'elles sont comptées ». La chandelle faite avec les suifs des animaux de boucherie devenait très rare à Paris par suite du petit nombre de bestiaux abattus pour la consommation. Dès le mois d'avril 1793, on vendait 24 sols une livre de chandelle « aussi dans toutes les boutiques de chandeliers n'entend-on que des plaintes et des menaces (1) ». Le 13 ventôse an II (23 mars 1794) les membres de la régie générale des poudres et salpêtres proposaient à Avril « dans le dessein de concourir aux efforts que font les agents de la République pour que les citoyens de Paris aient de la chandelle en proportion de leurs besoins indispensables », de la supprimer dans leurs bureaux et de la remplacer par de l'huile à brûler (2), Avril leur fit délivrer dans ce but cent livres d'huile dès le lendemain.

La pénurie de chandelles ne fit qu'augmenter par la suite ; le 3 prairial an II (22 mai 1794), on signale à Paris qu'il n'y a pas de chandelles et que la bougie devient de plus en plus rare (3). Le 13 messidor (1^{er} juillet 1794), la situation a encore empiré : « Le défaut total de matières propres à l'illumination continue ; beaucoup de citoyens recourent à l'huile par défaut de chandelle (4) ». Devant une telle pénurie de luminaire, on comprend qu'Avril ait refusé de délivrer de l'huile au citoyen Argant pour assurer l'éclairage des bureaux de la Commission du commerce, dont il était chargé. Les membres de la Commission protestèrent énergiquement ; ils écrivirent à Avril : « Vous ne souffrirez pas qu'après avoir employé tous les moyens qui étaient en nous pour approvisionner d'huile la Commune de Paris, nous soyons les premiers à en éprouver une pénurie que vous pouvez faire disparaître (5) ». Avril leur fit délivrer cent livres d'huile. Il était dans cette période le grand dispensateur du luminaire à Paris et ceux qui, n'ayant aucune fonction publique, ne pouvaient s'adresser directe-

(1) Feuille des rapports et déclarations faits au bureau de surveillance de la police, 21 avril 1793. A. N., A. Fiv 1.470.

(2) Lettre des administrateurs de la régie générale des poudres et salpêtres à Avril, 13 ventôse an II. A. N., F¹³ 352.

(3) Extrait du compte rendu de l'Agent national près le département de Paris, 3 prairial an II. A. N., F¹ c. III, Seine, 14.

(4) Compte rendu décadaire de l'Agent national près le département de Paris au Comité de salut public, 13 messidor an II. A. N., F¹ c. III, Seine, 13.

(5) Lettre des membres de la Commission du commerce et des approvisionnements à Avril, 7 floréal an II. A. N., F¹³ 352.

ment à lui, employaient leurs relations pour intervenir auprès de lui afin d'obtenir de l'huile ou des bougies. Ainsi le 17 germinal an II (6 avril 1794), le secrétaire greffier de la Commune le priaît de lui accorder dix livres de bougies de spermaceti « en payant » pour le « mettre à portée d'obliger quelqu'un avec qui il est entièrement lié ».

C'était également lui qui était chargé de faire fournir l'éclairage du tribunal révolutionnaire. Un mémoire de Gibert, marchand épiciier, rue de Harlay, nous apprend que, sur l'ordre du département des travaux publics, il fournit le 9 avril 1793 cent livres de chandelle moulée à 150 livres les cent livres et cinquante livres de bougies à 3 livres, 12 sols la livre, puis, à nouveau cinquante livres de bougies, au tribunal révolutionnaire. Le 9 pluviôse an III (28 janvier 1795), il réclamait le paiement de sa facture qui, après deux ans, n'avait pas encore été acquittée (1).

Le soin de remédier à toutes les déféctuosités des lanternes, à leur entretien et à l'entretien des poteaux, potences et accessoires divers du service de l'éclairage, incombait aux administrateurs des travaux publics et en particulier à Avril. Comme on l'a vu précédemment, il adressait ses ordres à l'inspecteur Damour qui les transmettait à Fricault et s'assurait de leur exécution. On est surpris en étudiant les documents relatifs à la surveillance de l'éclairage de la minutie qu'apportaient administrateurs des travaux publics et inspecteurs des divers services pour assurer le remplacement par l'entrepreneur d'un poteau, d'une lanterne ou d'un cordage.

Le 15 floréal an II (4 mai 1794), c'est Damour qui rend compte à Avril que malgré l'ordre donné à Fricault depuis plusieurs jours, il n'a pas encore fait retirer « le poteau à lanterne placé sur le pont aux Changes (*sic*) dont la lanterne a été supprimée », et il ajoute : « je veillerai à ce qu'il soit retiré et vous rendrai compte quand il le sera (2) ». Le 27 floréal an II (16 mai 1794) ce sont les administrateurs des travaux publics qui écrivent à Fricault qu'ayant fait démolir rue Etienne-des-Grès une maison qui supportait un réverbère, il devait établir d'urgence une potence

(1) A. N., F¹³ 966. Cf. Chap. IV.

(2) Lettre de Damour à Avril, 15 floréal an II. A. N., F¹³ 352.

sur le bâtiment opposé pour y fixer la lanterne (1).

Le 9 messidor an II (27 juin 1794) c'est « l'inspecteur des entretiens des boulevards » (*sic*) qui signale à l'administration des travaux publics qu'il faut faire remplacer « un des poteaux de lanterne du boulevard Antoine entre la rue du Pont-aux-Choux et celle Claude, côté des Quinconces » dont le pied est pourri au point que sa chute peut blesser les passants et que « les citoyens allumeurs en ont hauté (*sic*) le réverbère(2) ». Cette absence insolite de réverbère n'échappe pas à Damour qui, trois jours plus tard, signale qu'il s'est aperçu que « la deuxième lanterne, sur le boulevard après la rue du Pont-aux-Choux du côté de la porte Antoine, manquait ». Il demande lui aussi le remplacement du poteau (3). Ordre fut donné à Fricault le 21 messidor (9 juillet 1794) de remplacer le poteau. Le 1^{er} thermidor (19 juillet 1794) l'opération n'étant pas encore exécutée, Avril ordonna à Damour de faire exécuter de suite son ordre : « tu voudras bien le faire mettre à exécution dans le jour et nous instruire des raisons qui t'ont fait compromettre notre responsabilité dans l'inexécution d'ordres que nécessite la sûreté publique (4) ». Damour répondit dès le lendemain qu'il avait communiqué à l'entrepreneur l'ordre du 21 messidor. « Je ne sais quelles sont les raisons qui l'ont pu empêcher de le mettre à exécution ne l'ayant pu rejoindre hier 1^{er} thermidor pour lui communiquer votre second ordre. Je lui en ai envoyé copie et ai écrit au charpentier pour m'assurer de qui cela dépendait et vous rendrai compte sitôt l'exécution du dit (5) ».

Mais il fallut encore patienter avant que le poteau fût remplacé. Les administrateurs des travaux publics qui ne se confinaient pas dans leurs bureaux, mais allaient se rendre compte par eux-mêmes de l'état d'avancement des travaux qu'ils ordonnaient, ayant fait le 9 thermidor (27 juillet 1794) la visite des boulevards, firent abattre le fameux

(1) Lettre des administrateurs des travaux publics à Fricault, 27 floréal an II. A. N., F¹³ 905.

(2) Rapport de l'inspecteur de l'entretien des boulevards aux administrateurs des travaux publics, 9 messidor an II. A. N., F¹³ 353.

(3) Lettre de Damour à Avril, 12 messidor an II. A. N., F¹³ 353.

(4) Lettre d'Avril à Damour, 1^{er} thermidor an II. A. N., F¹³ 353.

(5) Lettre de Damour à Avril, 2 thermidor an II. Cette lettre est datée par erreur du 8 thermidor. A. N., F¹³ 353.

poteau « dans la crainte qu'il n'en résulta des accidents (1) ».

A l'époque où la Terreur atteignait son paroxysme à Paris, où les arrestations se multipliaient à la suite du vote de la loi du 22 prairial, le citoyen Avril « officier municipal de cette Commune de Paris », tant décriée, hâtait le remplacement d'un poteau à lanterne, s'indignait à la pensée que la négligence de Fricault pût compromettre sa responsabilité d'administrateur des travaux publics aux yeux de ses concitoyens, et le jour même où Robespierre était arrêté, il prenait soin de faire enlever ce poteau « dans la crainte qu'il n'en résulta des accidents » !

Ce n'était pas avec moins de zèle que les administrateurs des travaux publics s'assuraient que les heures fixées pour l'allumage et l'extinction des réverbères étaient bien observées. Dans leur rigueur à faire appliquer leurs arrêtés, ils n'admettaient pas plus que les lanternes fussent éteintes avant l'heure prescrite qu'allumées prématurément. Le Bureau municipal ayant appris que les lanternes étaient allumées une heure avant la nuit, arrêta dans sa séance du 19 floréal an II (8 mai 1794) que Fricault ferait exécuter strictement le traité qu'il avait avec la municipalité « ce faisant, il sera tenu d'établir un ordre nécessaire pour que les réverbères ne soient allumés qu'à la chute du jour (2) ». C'est la seule fois où un semblable reproche dut être fait à un entrepreneur d'éclairage.

Les inspecteurs de l'illumination ayant signalé que dans la nuit du 11 au 12 messidor (29 au 30 juin 1794), un grand nombre de réverbères étaient éteints entre une heure et demie du matin et deux heures, leur rapport fut transmis à l'agent national qui devait décider des sanctions à prendre contre Fricault. Avril écrivant à Fricault le 17 messidor (5 juillet 1794) pour l'en avertir, ajoutait : « Examine si les mixtions sont bien combinées, si la quantité d'huile nécessaire est employée ou s'il y a de l'inattention dans la disposition des mèches. Tu nous rendras compte de tout très incessamment (3) ». Fricault envoya le surlendemain le

(1) Lettre des administrateurs des travaux publics à l'entrepreneur de l'éclairage, 9 thermidor an II. A. N., F¹³ 353.

(2) Extrait du registre des délibérations du Bureau municipal, 19 floréal an II. A. N., F¹³ 352.

(3) Lettre d'Avril à Fricault, 17 messidor an II. A. N., F¹³ 352.

résultat de l'enquête qu'il avait faite lui-même dans les cinq entrepôts de l'éclairage. A deux heures du matin le 12 messidor, sur les quatre mille lanternes qui éclairaient alors Paris, il y en avait tout au plus vingt-quatre ou trente éteintes qui furent rallumées et qui brûlaient encore à cinq heures du matin « par suite de la trop grande quantité d'huile que l'inspecteur a fait remettre ». Et il ajoutait « je vous assure donc citoyen, à moins d'être l'Etre suprême, qu'on ne peut parer à des défauts aussi légers quand il s'agit de faire faire un service par des hommes à qui on ne peut plus parler et qui nous mettent le marché à la main à la plus légère représentation », et il réclamait l'intervention de la municipalité pour établir un règlement obligeant les allumeurs à obéir aux ordres des inspecteurs et des commis des entrepôts « pour tout ce qui concerne la sûreté et le bien-être du service (1) ».

Il n'est pas exagéré d'affirmer que les officiers municipaux, chargés de l'administration des travaux publics de Paris et parmi eux, principalement Avril, exercèrent sur le service de l'éclairage des rues une surveillance aussi active qu'avisée et que, grâce à leur zèle, les rues de Paris furent éclairées aussi bien qu'il était possible, malgré les difficultés rencontrées quotidiennement dans une période aussi mouvementée.

L'éclairage des rues ne fut pas la seule branche de ce service sur laquelle ils portèrent leur sollicitude. Dans Paris, de nombreux ateliers pour la fabrication des armes avaient été installés dans les églises, les hôtels des émigrés, sur des bateaux amarrés sous les ponts de la Seine, dont on utilisait le courant pour faire fonctionner les machines. Fricault reçut l'ordre d'éclairer plusieurs de ces manufactures. Ainsi l'atelier des armes établi rue Feydeau, dans les ci-devant écuries de Montmorency, l'agence des petites pièces rue de Tournon, l'usine pour fabriquer les baïonnettes établie sur « le Républicain », amarré sous le Pont-au-Change, furent éclairés par quelques lanternes. Il en fut de même de la raffinerie de salpêtre établie dans l'abbaye de Saint-Ger-

(1) Lettre de Fricault à Avril, 19 messidor an II. A. N., F¹³ 352. Cf. inf., chap. IX.

main-des-Prés qui fut éclairée par vingt et un becs de lumière (1).

L'activité de l'administration des travaux publics s'étendait ainsi aux branches les plus diverses. On ne saurait trop le répéter, c'est grâce au zèle, à l'intelligence, au travail acharné d'Avril qu'elle put, dans les circonstances les plus critiques, prendre en main la direction et même l'administration du service de l'éclairage et en assurer la marche normale, malgré toutes les difficultés qui, du fait même des événements, ne cessaient de surgir. Fricault, prête-nom de Lepescheux et de Sangrain, était devenu un simple agent d'Avril qui fut le véritable entrepreneur de l'éclairage jusqu'aux journées des 9 et 10 thermidor, où les membres de la Commune révolutionnaire de Paris furent mis hors la loi par la Convention (2).

(1) Mémoire des sommes réclamées par Fricault pour l'éclairage de ces divers ateliers, 30 messidor an IV. A. N., F¹³ 1.0.2.

(2) La Convention et les Comités qui en émanaient avaient été éclairés primitivement par des bougies. A une date que nous ne pouvons préciser, les bougies furent remplacées par des lampes à huile, à double courant d'air, d'un modèle spécial inventé par le sieur Lange. Les lampes brûlaient de l'huile de baleine rectifiée et l'entrepreneur de l'éclairage de la Convention et des Comités, un certain Fleury, s'approvisionnait d'huile aux magasins de Lepescheux. La consommation d'huile était importante : du 16 germinal an II (5 avril 1794 au 30 prairial an II (18 juin 1794) elle fut de 3.450 livres (A. N., C. 360, plaquette 5, dossier 1).

CHAPITRE IV

L'ÉCLAIRAGE DE PARIS

DU 9 THERMIDOR AN II (27 juillet 1794)

AU 1^{er} FRUCTIDOR AN III (18 avril 1795)

ADJUDICATION DE L'ÉCLAIRAGE AU CITOYEN LENFUMÉ. —

LES RUES NOUVELLEMENT ÉCLAIRÉES. — DIFFICULTÉS
POUR CONSTITUER LES APPROVISIONNEMENTS D'HUILES.
— SURVEILLANCE DE L'ÉCLAIRAGE.

On vient de voir qu'après que Fricault eut déclaré à la Commune qu'il lui était impossible de continuer à assurer l'entreprise de l'éclairage de Paris, la direction de cet important service passa aux mains d'une Commission municipale dont l'administrateur Avril fut le membre le plus actif.

Après les événements des 9 et 10 thermidor qui amenèrent la chute de Robespierre, la Convention décréta la mise hors la loi des membres de la Commune de Paris, presque tous robespierristes fervents. Un grand nombre d'entre eux furent guillotins les 10 et 11 thermidor (1).

La Convention ne se préoccupa pas immédiatement de réorganiser l'administration municipale parisienne. Par ses décrets des 9 et 27 thermidor, elle ne rétablit que l'administration de la police.

Ce fut Fricault, devenu, d'ancien entrepreneur de l'éclairage, simple agent de la Commission municipale de l'illumination de Paris, qui, pendant quelques jours, assura la direction du service (2). D'ailleurs, le contrat qu'il avait passé avec la municipalité de Paris n'expirait que le 14 thermidor (1^{er} août 1794) et il pouvait se

(1) 96 membres du conseil général de la Commune de Paris furent guillotins les 10 et 11 thermidor. Avril fut épargné dans la tourmente qui balaya la commune de Paris. Il fut nommé, dans la suite, administrateur des hospices de Paris. Le 6 germinal an VII (26 mars 1799) il fut destitué ainsi que ses collègues Lemoine, Porcher et Levasseur. Cf. *Moniteur*, t. XXIX, p. 630.

(2) Rapport à la Commission des travaux publics, 22 fructidor an II. A. N., F¹³ 964.

croire obligé d'en assurer l'exécution jusqu'à cette date.

Sous la sage et active direction d'Avril, la Commune avait procédé à d'importants achats d'huiles. Il était nécessaire, au moment où le contrat de Fricault allait prendre fin, de procéder à l'inventaire de ces huiles. C'est dans ce but que Nicolas Forty Delamare, le conseil juridique de la Commission de l'illumination de Paris, Fricault et Nicolas François Dauvin, représentant des créanciers de Lepescheux caution de Fricault, « après en avoir communiqué au citoyen Lindet, représentant du peuple et l'un des membres du Comité de Salut public », se transportèrent le 12 thermidor dans les cinq dépôts de l'éclairage, rue de la Cerisaie, rue Nicolas-du-Chardonnet, rue du Ponceau, rue Honoré et rue de Bourgogne pour y faire l'inventaire des huiles. Cet inventaire, continué le 16 fructidor (2 septembre 1794), à l'entrepôt général de l'illumination, rue de la Révolution, n° 272, commune de Belleville, avait pour but « de conserver les droits tant de la Commune de Paris que du citoyen Fricault (1) ». On constata au cours de ces opérations qu'il existait en magasin 121.890 livres d'huile de rabette et 442.471 livres d'huile de baleine (2).

Dans ces conditions, il était aisé à un homme au courant d'assurer la direction du service de l'éclairage. C'est ce qu'un membre du Comité de Salut public, vraisemblablement Lindet qui s'occupa de cette branche de l'administration, demanda à Fricault. Celui-ci accepta (3).

Quelques semaines auparavant, le 29 thermidor an II (16 août 1794), le Comité de Salut public, « informé que le traité fait par la municipalité avec Fricault est expiré le 13 de ce mois », avait donné pouvoir à la Commission nationale exécutive des travaux publics de la Convention de pourvoir à la continuation du service de l'illumination des rues de Paris. Aux termes de cet arrêté, la Commission des travaux publics était chargée de s'entendre avec Fricault, de prendre provisoirement toutes les mesures pour que le

(1) Procès-verbaux d'inventaires, 12 thermidor et 16 fructidor an II. A. N., F¹³ 990.

(2) Rapport à la Commission des travaux publics, 22 fructidor an II. A. N. F¹³ 964.

(3) Rapport à la Commission des travaux publics, 22 fructidor an II. A. N. F¹³ 964.

service n'éprouve ni suspension, ni interruption, d'assurer provisoirement le service et de préparer les dispositions nécessaires pour sa continuité et son entretien et de faire payer acompte (*sic*) les sommes nécessaires pour les fournitures faites ou à faire (1) ». Fricault fut vraisemblablement choisi pour continuer le service bien qu'on ne trouve aucun document qui l'indique d'une façon précise (2).

Tourtille-Sangrain était toujours sous les verrous. Depuis son arrestation, il n'avait cessé d'adresser des requêtes à la municipalité de Paris et au Comité de Salut public pour obtenir sa mise en liberté. Dès le 19 vendémiaire an II (10 octobre 1793), il s'appuyait sur une lettre de la municipalité de Beauvais à celle de Paris se plaignant que les opérations de l'éclairage de leur ville étaient suspendues par suite de son arrestation, pour demander ou à être remis en liberté ou « à être conduit chez lui sous sauvegarde, pour lui permettre de faire marcher son service (3) ». Le 6 pluviôse an II (25 janvier 1794) il adressait un placet au Comité de sûreté générale, réclamant sa liberté ou des juges (4). Le 8 messidor an II (26 juin 1794), comme on venait d'interdire aux prisonniers de la maison d'arrêt de Picpus où il était détenu de correspondre par écrit avec l'extérieur, il demanda au Comité de Salut public l'autorisation de continuer sa correspondance pour ses affaires (5). A la même époque, il demandait à être transféré chez lui pendant un jour ou deux pour donner le plan d'un phare à établir dans l'île de Groix que le représentant du peuple Jean Bon Saint-André et l'administration de la marine de Lorient lui réclamaient (6). Malgré les excellents prétextes mis en avant par Sangrain, il restait néanmoins en prison. Après le 9 thermidor, il crut le moment venu de se prévaloir de son titre

(1) A. AULARD, *Recueil des actes du Comité de salut public*, t. VI, p. 153.

(2) On verra plus loin que le nouveau bail de l'éclairage accordé à Lenfumé le 17 vendémiaire an III (8 octobre 1794) avait un effet rétroactif jusqu'au 14 thermidor, date de la cessation du bail de Fricault et que ce fut Fricault qui transmit au nouvel adjudicataire les huiles et le matériel d'éclairage. C'est donc certainement Fricault qui assura le service de l'éclairage pendant cet intervalle.

(3) Extrait du registre des délibérations du Corps municipal et supplique de Sangrain au Corps municipal, 19 vendémiaire an II. A. N., F¹³ 352.

(4) A. N., F⁷ 4.775 13.

(5) A. N., F⁷ 4.775 32.

(6) A. N., F⁷ 4.775 13.

d'associé dans l'entreprise de l'éclairage de Paris. Le 12 thermidor an II (30 juillet 1794), il adressa un placet « au Président et aux représentants du peuple de la Convention Nationale ». Il vient d'apprendre la dissolution de la Commune de Paris ; par suite du traité « que lui et son associé (il s'agit de Lepescheux) ont fait avec la Commune sous le nom de Fricault leur commis », il demande de quelle autorité il prendra les ordres à l'avenir. Malgré sa détention qui dure depuis dix mois, il n'a cessé de s'occuper de son service « encourageant ses préposés et tenant d'honneur à remplir cet objet à la satisfaction du public ». Il réclame en conséquence sa mise en liberté (1).

Il ne dut recevoir aucune réponse, car le 19 thermidor an II (6 août 1794), il s'adressait au Comité de sûreté générale pour obtenir sa mise en liberté. Il exposait à nouveau que depuis la dissolution de la Commune il ne savait de quelle autorité il devait prendre les ordres. « Le service est maintenant abandonné à la discrétion des préposés à cause de ma détention (2) ». Cette fois enfin il obtint sa mise en liberté : le 29 thermidor an II (16 août 1794), le Comité de sûreté générale arrêta qu'il serait mis sur-le-champ en liberté et les scellés levés chez lui (3).

Lepescheux n'était pas non plus resté inactif dans sa prison. Il avait fait imprimer le 26 nivôse an II (15 janvier 1794) un mémoire justificatif dans lequel il rappelait ce qu'il avait fait pour la Révolution. « Ce fut moi, écrivait-il, qui, le 12 juillet 1789, assemblai les citoyens dans les jardins de l'Amitié et qui organisai le rassemblement, première époque de notre liberté. » Il se disculpait ensuite des accusations d'accaparement et d'incivisme portées contre lui (4). On a vu précédemment que son associé Paul Pournatès avait été également arrêté. Il en fut de même de la femme de Lepescheux ; le 28 nivôse an II (17 janvier 1794), elle fut conduite devant le comité révolutionnaire de la section Poissonnière qui l'envoya à la maison d'arrêt de Sainte-Pélagie à la disposition du Comité de sûreté générale (5), « par mesure de sûreté et comme soupçonnée

(1) A. N., F⁷ 4.775 32.

(2) A. N., F⁷ 4.775 13.

(3) A. N., F⁷ 4.775 13.

(4-5) A. N., F⁷ 4.774.

d'avoir été d'intelligence avec son mari Lepescheux pour des causes graves (1) ». Tous trois, Lepescheux, sa femme et Pourtalès étaient incarcérés à la Conciergerie quand les événements des 9 et 10 thermidor se produisirent. Un décret de la Convention les renvoya devant le tribunal révolutionnaire qui, dans son audience du 13 fructidor an II (30 août 1794), prononça leur mise en liberté (2).

Sangrain aussitôt remis en liberté chercha à se faire confier à nouveau l'entreprise de l'éclairage de Paris.

Le 14 fructidor an II (31 août 1794), la Convention décréta que la Commune de Paris serait administrée par ses diverses commissions nationales, à l'exception de la police et des contributions publiques confiées à deux commissions spéciales. Aux termes de l'article 4 de ce décret, « la Commission nationale des travaux publics est chargée de la direction, de la surveillance et des dépenses relatives aux travaux publics et de tous les traités relatifs à l'illumination, entretien et nettoyage des rues et des places publiques ».

C'était la confirmation officielle des pouvoirs déjà confiés à cette commission par l'arrêté du Comité de Salut public du 29 thermidor (3). Ce fut la seconde division de la commission qui fut chargée plus spécialement de l'éclairage ; elle avait dans ses attributions : « la police de la voirie, le nettoyage, l'illumination, le pavé, les carrières, les égouts, les fontaines et conduites, la sûreté et la commodité de la voie publique et la salubrité de l'air (4) ».

Le 22 fructidor an II (8 septembre 1794), un rapport fut soumis à la Commission des travaux publics pour lui proposer de donner un successeur à Fricault. Après avoir exposé les services rendus par Fricault comme entrepreneur de l'éclairage, puis comme agent de la Commission d'illumination, l'auteur du rapport examinait s'il y avait lieu d'établir une agence pour ce service ou de traiter avec un

(1) A. N., W. 11.443.

(2) A. N., F⁷ 4.774.

(3) La Commission des travaux publics avait pris en main la direction du service de l'éclairage dès l'arrêté du Comité de Salut public du 29 thermidor. C'est ainsi qu'elle avait réclaté à Guénifey, directeur de la raffinerie d'huile de Lepescheux depuis sa mise en régie, le compte de ses opérations (Lettre de la Commission des travaux publics à Guénifey, 9 fructidor an II. Feuilles de signature de la Commission des travaux publics. A. N., F¹³ 354).

(4) A. N., F¹³ 354.

entrepreneur. Si la Commission des travaux publics décidait de confier le service à une agence, elle ne pouvait choisir un citoyen plus sûr que Fricault. Mais la Commission des travaux publics avait d'autres occupations plus importantes que de gérer elle-même l'éclairage de Paris. « D'ailleurs, ajoutait l'auteur du rapport, l'industrie d'un agent n'est jamais aussi active que celle d'un entrepreneur qui a des risques à courir : les préposés sont plus empressés à demander des augmentations de salaires lorsqu'ils appartiennent à une administration publique et il y a tout lieu de croire que l'agence de l'illumination donnerait lieu à une dépense plus considérable qu'une entreprise ».

Le rapporteur était d'avis que la Commission ne pouvait choisir un entrepreneur offrant plus de garanties que Sangrain qui avait adressé précisément une soumission ayant pour objet de proroger à son nom jusqu'au 1^{er} fructidor an III (18 août 1795) le bail de Fricault, mais sous les conditions suivantes :

1^o Il lui serait tenu compte de la plus-value des huiles au-dessus de 60 livres le quintal, conformément à l'arrêté du Corps municipal du 23 juillet 1793 ;

2^o Le prix payé par bec de lumière et par heure d'éclairage serait de six deniers et demi au lieu de six deniers accordés à Fricault ;

3^o Les huiles existant en magasin seraient mises à sa disposition pour l'usage exclusif de l'éclairage des rues et des établissements publics ;

4^o La Commission des travaux publics lui procurerait toutes les huiles dont il aurait besoin par la suite, la valeur des huiles lui étant retenue sur le montant du service de chaque mois à raison de 60 livres le quintal ;

5^o La Commission viendra à son secours dans le cas où les allumeurs voudraient lui forcer la main pour faire augmenter leurs salaires.

Sangrain s'engageait à racheter le matériel de Fricault à condition que la même obligation fut imposée à son successeur et « à se charger de toutes les opérations faites par cet entrepreneur tant en recettes qu'en dépenses depuis le 13 thermidor que son traité est expiré ». En outre, il s'engageait à fournir une caution de 300.000 livres et s'obli-

geait, si les huiles et autres matières venaient à diminuer au cours de son bail, à en faire raison à l'administration. Le rapporteur concluait « que la Commission peut accepter la soumission du citoyen Sangrain sans craindre de compromettre les intérêts de la République (1) ».

On voit que Sangrain n'avait pas perdu de temps depuis sa libération. Il est à présumer qu'il devait avoir des appuis sérieux parmi les employés de l'administration parisienne des travaux publics (2). Quand la Convention supprima la Commune de Paris, il y a tout lieu de croire que les employés des différentes administrations restèrent en majeure partie à leurs postes, car, comment les membres des diverses commissions de la Convention qui remplaçaient les anciens administrateurs municipaux, auraient-ils pu assurer la marche des services dont ils ne pouvaient avoir qu'une connaissance fort vague ? Les rouages intérieurs des bureaux de la municipalité ne furent certainement que peu modifiés par les événements de Thermidor et c'est grâce à ces employés subalternes qui connaissaient Sangrain depuis de longues années, et avaient peut-être été l'objet de certaines libéralités de sa part, qu'il put réussir à faire établir le rapport si favorable à sa cause que l'on vient d'analyser.

Mais Gabriel Etienne Le Camus, Jean-Baptiste Rondellet, membres de la Commission exécutive des travaux publics et Henri Victor Dupin, commissaire adjoint, tous trois chargés de l'éclairage de la capitale, ne se laissèrent pas gagner par l'exposé du rapporteur en faveur de Sangrain et décidèrent de recourir à l'adjudication. Ils reçurent quelques jours plus tard une soumission signée le 29 fructidor an II (15 septembre 1794) par Henri Lenfumé « garde du magasin général de l'illumination de Paris et chargé de la préparation des huiles qu'on emploie au service public », proposant de se charger de l'entreprise à des conditions identiques à celles proposées par Sangrain dans le rapport analysé précédemment (3) ; c'était le renouvellement du

(1) Rapport à la Commission des travaux publics, 22 fructidor an II. A. N., F¹³ 964.

(2) Il était déjà chargé officiellement de s'occuper de l'éclairage de Paris. On trouve en effet le 6 fructidor an II (23 août 1794), un ordre de la Commission des travaux publics à Damour pour faire conférer aux citoyens Sangrain et Fricault le titre d'agents de l'illumination de Paris. A. N., F¹³ 354.

(3) Soumission de Lenfumé, 29 fructidor an II. A. N., F¹³ 964.

procédé employé en 1792, grâce auquel Fricault avait été nommé entrepreneur. Les commissaires n'acceptèrent pas plus cette soumission que les propositions de Sangrain. Le 2 vendémiaire an III (23 septembre 1794), ils firent apposer dans les rues de Paris une affiche invitant les citoyens qui désireraient se charger de l'entreprise de l'éclairage à se rendre dans les bureaux de la Commission, maison de la Révolution, « pour prendre connaissance des clauses et conditions du traité à passer et à faire leurs soumissions ». Le délai pour déposer les soumissions allait du 6 vendémiaire (27 septembre) au 16 du même mois (7 octobre 1794). « Celui qui aura proposé le plus bas prix sera accepté pour entrepreneur (1) ».

Le 17 vendémiaire, les trois commissaires procédèrent à l'ouverture et à la lecture des soumissions en présence des soumissionnaires qui étaient : Antoine Lepescheux, Hubert Walweinbruyketel, brasseur, demeurant rue des Saussaies, Gérard Parisot, homme de loi, demeurant rue des Deux-Ecus et Henri Lenfumé, garde au magasin général de l'illumination, demeurant rue de la Révolution, commune de Belleville.

Lenfumé demandait six deniers et demi par bec et par heure ; Parisot sept deniers ; Walweinbruyketel, sept deniers et demi et enfin Lepescheux huit deniers. En conséquence, Lenfumé fut déclaré adjudicataire. Ainsi, Sangrain réussissait encore à obtenir l'adjudication de l'éclairage en faisant désigner pour entrepreneur un de ses employés. Il est vrai que cette fois l'adjudication était absolument régulière.

Lepescheux était vraisemblablement encore en plein accord avec Sangrain et il n'avait soumissionné que pour la forme, car il comparut le 17 brumaire an III (7 novembre 1794) devant les trois commissaires des travaux publics, déclarant s'obliger « conjointement et solidairement avec le citoyen Henri Lenfumé à l'exécution de toutes les clauses et charges de la soumission faite par ledit Lenfumé pour l'entreprise de l'illumination de Paris, le tout jusqu'à concurrence de 300.000 livres ». Lepescheux déclarait affecter à la garantie de ce cautionnement tous ses

(1) Avis aux citoyens qui désireront se charger de l'entreprise de l'illumination. Document manuscrit. A. N., F¹³ 964.

biens meubles et immeubles et en particulier les propriétés qu'il possédait dans le district de Montluçon (1).

Une clause réclamée par tous les soumissionnaires, fut ajoutée au contrat de Lenfumé : les augmentations de salaires qui pourraient être accordées aux allumeurs ne devaient point être à la charge des entrepreneurs. Les commissaires déclaraient que s'ils s'étaient refusés à insérer cette clause dans le contrat, ils n'auraient pu trouver d'adjudicataire (2). On verra plus loin que les soumissionnaires avaient prévu très exactement les événements futurs. Le traité de Lenfumé avait un effet rétroactif ; il commençait au 14 thermidor an II et devait prendre fin le 1^{er} fructidor an III (18 août 1795).

Ainsi le service de l'illumination continuait sans qu'il y eut d'autre changement que le nom de l'entrepreneur. Sangrain et Lepescheux restaient toujours les véritables entrepreneurs. Néanmoins, il était nécessaire de faire une passation régulière du matériel entre Fricault et Lenfumé. La Commission des travaux publics invita par lettre le 27 vendémiaire an III (18 octobre 1794) Nicolas Forty Delamare à constater l'état des lanternes des rues de Paris, contradictoirement avec Fricault et Lenfumé. Il s'adjoignit l'inspecteur Damour et Pirote l'ainé, ferblantier, ainsi que Tourtille-Sangrain « l'un des membres de l'ancienne compagnie de l'illumination ». Il résulte du procès-verbal de cette visite que les trois quarts des réverbères des lanternes avaient besoin d'être réargentés ; mais Lenfumé, Fricault, Damour et Sangrain firent observer que ces réverbères n'ayant pas été réargentés depuis cinq à six ans, les vis et les écrous étaient rouillés « par les injures du temps » et qu'on ne pourrait les démonter sans s'exposer à briser les trois quarts des lanternes. Le ferblantier Pirote fut du même avis. Néanmoins, une portion de la surface des réverbères, ce qu'on appelait les réverbères de face, pouvait être aisément démontée. Il fut décidé que seule cette partie des réverbères serait réargentée aux frais de Lenfumé, cette dépense ne pouvant incomber à Fricault puisque l'on

(1) A. N., F¹³ 964.

(2) Rapport de la Commission exécutive des travaux publics au Comité des Finances de la Convention, vendémiaire an III. A. N., F¹³ 964.

reconnaissait que depuis cinq ou six ans la réargentine n'avait pas été faite (1).

La Commission des travaux publics continua les traditions établies depuis 1789 par l'administration municipale des travaux publics, relativement à l'augmentation des lanternes et à l'installation de nouvelles lanternes dans les rues non encore éclairées. Parmi les nouveaux établissements de lanternes qui furent exécutés dans la période où Lenfumé fut adjudicataire, voici ceux qui semblent le plus intéressant de signaler.

Le 2 vendémiaire an III (23 septembre 1794), le commandant général temporaire de la force armée parisienne, sur la représentation qui lui fut faite par le commandant de la section de la République, demanda à la Commission des travaux publics de faire placer rue du Rocher un réverbère devant le corps de garde, un à chaque extrémité de la rue et deux dans le milieu (2). Fricault, devenu inspecteur de l'illumination, se rendit rue du Rocher, sur l'ordre de la Commission des travaux publics qui estimait « qu'il y aurait les plus grands inconvénients à laisser un poste dans l'obscurité » et constata, de concert avec l'inspecteur Damour, qu'il fallait placer cinq lanternes à deux becs de lumière chacune (3).

La Commune révolutionnaire avait décidé qu'elle ne ferait poser aucune lanterne dans les rues non encore éclairées à moins que les propriétaires riverains ne s'obligassent à supporter les frais de premier établissement. La Commission des travaux publics estima « que cette disposition est nécessairement susceptible d'exception et que la rue du Rocher, dans laquelle se trouve un corps de garde, est dans le cas d'être exceptée, attendu qu'il importe à la sûreté du poste que cette communication ne soit pas livrée à l'obscurité (4) » ; elle donna l'ordre à Lenfumé le 27 ven-

(1) Rapport de Delamare à la Commission des travaux publics, 2 brumaire an III. Rapport à la Commission des travaux publics, 29 nivôse an III. A. N., F¹³ 966.

(2) Lettre du commandant général temporaire et adjoints (*sic*) aux administrateurs (*sic*) des travaux publics, 2 vendémiaire an II. A. N., F¹³ 571.

(3) Lettre de la Commission des travaux publics à Fricault, 12 vendémiaire an III, réponse de Fricault, 18 vendémiaire an III. A. N., F¹³ 571.

(4) Rapport à la Commission des travaux publics, 12 vendémiaire an III. A. N., F¹³ 571.

démiaire an IV (18 octobre 1794) d'y placer sans délai les cinq lanternes (1).

Le mois suivant, le Comité de sûreté générale fut informé par le commandant de la section de Guillaume Tell qu'il n'y avait pas de lanterne dans les rues avoisinant l'Opéra, « où le spectacle finit généralement à dix heures du soir ». La Commission des travaux publics constata en effet qu'il n'y avait aucune lanterne dans les rues de Louvois, de la Loi et d'Helvétius nouvellement ouvertes et bordant le théâtre des Arts. « Le grand concours de citoyens qui fréquentent ce spectacle ne permet guère de laisser ces rues plus longtemps livrées à l'obscurité : il a d'ailleurs été imposé au citoyen Cultur, qui a obtenu permission de les faire ouvrir, l'obligation de payer les frais de premier établissement des réverbères, de manière que la République ne sera chargée que de l'entretien journalier de la lumière. » Après examen de Damour, qui constata qu'il suffisait de trois lanternes contenant chacune deux becs de lumière, Lenfumé reçut l'ordre de les faire mettre en place (2).

A la fin du mois de frimaire an III, les habitants des rues Maur, de l'Hospice-du-Nord (rue Grange-aux-Belles actuelle) et des rues adjacentes « inquiets des dangers qu'ils couraient journellement en sortant le soir, soit pour aller aux assemblées de sections, soit pour leurs affaires personnelles », réclamèrent l'établissement de lanternes. La Commission des travaux publics décida que les frais de premier établissement devaient être supportés par les propriétaires riverains et ceux-ci versèrent entre les mains du commissaire de police de leur section, trois livres par toise superficielle ; cette collecte ne produisit que 900 livres environ, les deux tiers des terrains appartenant aux hôpitaux. On décida que quatorze lanternes seraient mises en place tant rue Maur que rue de l'Hospice-du-Nord. La mise en place et le scellement des poteaux s'éleva à 2.228 livres, 17 sols,

(1) Lettre de la Commission des travaux publics à Lenfumé, 27 vendémiaire an IV. A. N., F¹³ 571.

(2) Lettre du Comité de sûreté générale et de surveillance de la Convention, section de police, à l'administration de la police régénérée, 11 brumaire an III. Rapport à la Commission des travaux publics, 25 brumaire an III. A. N., F¹³ 353.

35 deniers, non compris les 900 livres versées par les propriétaires (1).

Le 14 pluviôse an III (2 février 1795), la rue d'Hauteville fut éclairée (2). Le 23 prairial an III (11 juin 1795), la Commission des travaux publics décida, sur l'invitation du Comité de sûreté générale, de procéder à l'éclairage des rues de la section du Mont-Blanc pour y assurer « la sûreté publique et une circulation plus facile pour les patrouilles de la force armée ». Il s'agissait d'éclairer les rues de la République, de la Tour-d'Auvergne, de Clichy et la rue Blanche. Les habitants de ces rues s'étant jusqu'alors refusés à assurer le paiement des frais de premier établissement, l'ancien Corps municipal ne les avait pas fait éclairer. La Commission des travaux publics décida de passer outre ; « ces communications fort écartées et peu fréquentées offrent des dangers pour les citoyens qui les habitent et il importe pour la sûreté de les faire éclairer. D'ailleurs, la lettre du Comité de sûreté générale semble donner à la Commission une autorisation suffisante pour faire acquitter par la Trésorerie nationale les frais de premier établissement que l'ancien corps municipal voulait faire supporter aux propriétaires ». Le jour même Lenfumé fut averti d'avoir à faire disposer dans ces rues les lanternes estimées nécessaires après entente avec Damour. Les frais d'établissement des poteaux s'élevèrent à 73.432 francs, 2 décimes, 1 centime (3).

En nivôse an II (février, mars 1795), la Commission des travaux publics fit examiner par Damour le nombre de lanternes nécessaires pour éclairer la rue des Martyrs. Damour rendit compte le 18 nivôse (8 mars 1795) qu'il existait déjà dans la rue deux lanternes et qu'il était nécessaire d'en placer encore cinq renfermant onze becs de lumière. Le Commissaire de police de la section du Mont-Blanc possédait les noms et le toisé des propriétaires riverains ainsi que les soumissions de plusieurs d'entre eux de payer les frais de

(1) Lettre de Marlié, commissaire de police de la section de Bondy, 30 frimaire an III. A. N., F¹³ 962.

(2) Lettre de la Commission des travaux publics à Damour, 14 pluviôse an III. A. N., F¹³ 353.

(3) Rapport à la Commission des travaux publics, 23 prairial an III. A. N. F¹³ 353. Lettre de Rondelet à Lenfumé, 23 prairial an III. A. N., F¹³ 523.

premier établissement. Lenfumé reçut l'ordre le 21 ventôse d'établir les cinq lanternes jugées nécessaires par Damour. Il répondit le 28 ventôse, qu'il était prêt à mettre les lanternes en place, qu'il s'était assuré le concours d'un charpentier pour les poteaux et d'un serrurier pour les boîtes, mais que le maçon qui, d'ordinaire, faisait les scellements, le citoyen Weiss refusait de travailler pour la Commission des travaux publics (1). Weiss avait, en effet, adressé le 24 ventôse an III (14 mars 1795) une lettre à Fricault, qu'il qualifie d'« inspecteur général de l'illumination », dans laquelle il lui reproche avec indignation de n'avoir pas respecté ses engagements vis-à-vis de lui. En septembre 1792, Fricault, alors entrepreneur de l'éclairage, s'appuyant sur un arrêté de la Commune, avait promis à Weiss qu'il serait payé régulièrement tous les trimestres. Deux ans et demi se sont écoulés et Weiss n'a pu parvenir à toucher un sol malgré des courses sans nombre de bureaux en bureaux. « Est-ce ainsi, écrit-il à Fricault, qu'on traite les ouvriers quand ils ont avancé leurs biens et leur salaire ? » et il l'engage « à chercher un autre maçon pour les travaux de la Commission (2) ». Lenfumé dut lui trouver un successeur plus accommodant, car le 7 germinal an III (27 mars 1795), la Commission des travaux publics demandait à Damour de veiller à la mise en place des nouvelles lanternes de la rue des Martyrs, qui devait être faite incessamment (3).

Mais il ne suffisait pas de décider que de nouvelles lanternes seraient suspendues dans les rues et de mettre en place les poteaux destinés à les supporter, encore fallait-il posséder les lanternes elles-mêmes. Or, le 25 nivôse an III (14 janvier 1795), la Commission des travaux publics constatait qu'il n'existait plus dans les magasins de Lenfumé que quarante lanternes de rechange, alors qu'il aurait dû y en avoir cinq cents. Elle transmet immédiatement à la Commission de commerce et d'approvisionnement une

(1) Lettre de la Commission des travaux publics à Damour, 14 nivôse an III. Réponse de Damour, 18 nivôse an III. Lettre de la Commission des travaux publics à Lenfumé, 21 ventôse an III. Réponse de Lenfumé, 28 ventôse an III. A. N., F¹³ 571.

(2) Lettre de Weiss, maçon, à Fricault, 24 ventôse an III. A. N., F¹³ 571.

(3) Lettre de la Commission des travaux publics à Damour, 7 germinal an III. A. N., F¹³ 571.

demande rédigée par Lenfumé, pour obtenir les matières premières nécessaires à la fabrication de cent nouvelles lanternes et à la réparation et à l'entretien de celles en service (1).

Quelques semaines plus tard, la Commission administrative de police informa la Commission des travaux publics qu'il existait à Compiègne « une certaine quantité de réverbères oisifs (*sic*) » déposés au château et employés autrefois lors des séjours de la Cour. Il en était peut-être de même à Fontainebleau et la Commission de police proposait à celle des travaux publics de faire venir ces réverbères qui « seraient infiniment utiles à Paris où beaucoup de rues en sont dépourvues, sans pouvoir en établir faute de matières premières (2) ». La Commission des travaux publics demanda à la Commission des revenus nationaux de faire venir ces lanternes à Paris. « Vous ne pouvez vous faire idée des besoins que nous éprouvons à cet égard (3) ». L'inventaire du mobilier de la ci-devant liste civile indiquait en effet l'existence à Compiègne de trente grands réverbères dits à couronne de forme hexagone, de vingt-quatre autres réverbères à chapiteaux et de soixante-dix réverbères dits appliques, le tout estimé à la somme de 3.500 livres (4) et qui furent mis à la disposition de Fricault par arrêté du Comité des Finances du 29 floréal an III (18 mai 1795) (5).

Un grand nombre de lanternes faisaient défaut dans les rues parce que les cordages qui les suspendaient, vieux et usés, s'étant rompus, elles s'étaient écrasées en tombant sur le pavé. La Commission de police avait réclamé sans succès auprès du Comité de sûreté générale et de la Commission des approvisionnements le chanvre nécessaire pour fabriquer des cordages neufs ; elle demanda à la Commission des travaux publics d'intervenir elle aussi dans ce

(1) Lettre de la Commission des travaux publics à la Commission de commerce et approvisionnement, 25 nivôse an III. A. N., F¹³ 920.

(2) Lettre de la Commission administrative de police à la Commission des travaux publics, 9 ventôse an III. A. N., F¹³ 353.

(3) Lettre de la Commission des travaux publics à la Commission des revenus nationaux, 22 ventôse an III. A. N., F¹³ 353.

(4) Mobilier de la ci-devant liste civile procès-verbal de recollement n° 79. Extrait n° 2991, 2992 et 2993. A. N., F¹³ 353.

(5) Lettre de la Commission des revenus nationaux à la Commission des travaux publics, 18 thermidor an III. A. N., F¹³ 353.

sens (1). Le Comité de Salut public, sur la demande du Comité des travaux publics de la Convention, sollicité par la Commission des travaux publics (1 *bis*), avait déjà octroyé le 15 brumaire an III (5 novembre 1794) quarante milliers de chanvre au service de l'illumination de Paris (2), mais cette quantité avait été insuffisante. Sur les instances réitérées de la Commission des travaux publics, le chanvre nécessaire fut enfin expédié à Lenfumé en germinal an III (3). Les cordages qui auraient dû être renouvelés tous les ans, étaient en service depuis plus de deux ans et au début de messidor, il tombait de douze à quinze lanternes par jour (4). Ces ruptures fréquentes des cordages, exigeaient des réparations nombreuses de lanternes, mais le service de l'éclairage manquait même du charbon nécessaire pour alimenter la forge indispensable pour ces réparations. Il fallut l'intervention de la Commission des travaux publics auprès de la Commission des armes et des poudres pour obtenir les douze voies de charbon de bois et la voie de charbon de terre réclamées par Fricault (5). Il fallut également que la Commission des travaux publics intervint auprès de la Commission d'agriculture et des arts pour obtenir 2.000 livres de coton filé nécessaires pour la confection des mèches des lampes (5 *bis*).

A ces causes de destruction des lanternes, il faut ajouter les vols qui semblent être devenus assez fréquents à partir de l'an III. Tourtille-Sangrain écrivait le 1^{er} messidor an III (19 juin 1795) à la Commission administrative de police, qui s'était plainte qu'un grand nombre de lanternes manquaient dans les rues, que les vols de lanternes se mul-

(1) Lettre de la Commission administrative de police à la Commission des travaux publics, 11 germinal an III. A. N., F¹³ 353.

(1 *bis*) Procès-verbaux des séances du Comité des travaux publics de la Convention, 14 brumaire an III. A. N., AF¹¹ 127-133.

(2) Arrêté du Comité de Salut public, 15 brumaire an III. A. N., F¹³ 354.

(3) Lettre de la Commission des travaux publics à la Commission administrative de police, 23 germinal an III. A. N., F¹³ 353.

(4) Lettre de Sangrain à la Commission de police, 1^{er} messidor an III. A. N., F¹³ 987.

(5) Lettre de Fricault à la Commission des travaux publics. Lettre de la Commission des travaux publics à la Commission des armes et poudres, 23 ventôse an III. A. N., F¹³ 353.

(5 *bis*) Rapport et lettre de la Commission des travaux publics à la Commission d'agriculture et des arts, 27 vendémiaire an III. Feuilles de signature de la Commission des travaux publics. A. N., F¹³ 354.

tipliaient. « Nous sommes désolés de ce désastre qui peut avoir les suites les plus fâcheuses, ajoutait-il, si on n'en arrête le cours, les brigands regarderont comme une ressource pour eux le vol des lanternes des rues de Paris dont chacune contient environ dix livres de cuivre qui vaut aujourd'hui 25 livres la livre ». Il avait épuisé toutes les lanternes de rechange et proposait de supprimer une lanterne sur deux sur le Cours-la-Reine, ce qui lui aurait procuré environ cinquante lanternes (1). On avait arrêté un marchand ferrailleur qui détenait des débris de cuivre provenant de lanternes volées et le particulier qui les lui avait vendus, et on espérait être ainsi sur la trace de la bande de voleurs (2), car les boîtes des lanternes avaient été ouvertes avec une clef, les lanternes descendues et subtilisées. Lenfumé demandait à la Commission des travaux publics de donner des ordres pour faire arrêter « tous les individus, soit de jour, soit de nuit qui seraient rencontrés dans les rues portant des lanternes (3) ».

On verra par la suite que les vols de lanternes se multiplèrent. Plus rares étaient les vols de l'huile contenue dans les lampes des lanternes. On n'en trouve qu'un exemple, le 22 pluviôse an III (11 février 1795), où l'on vole l'huile de deux lanternes, l'une rue Pierre-à-Poisson, l'autre rue de la Vieille-Orangerie. Les soupçons se portèrent sur un enfant de quatorze ans qui avait servi d'aide à un allumeur lequel avait dû s'en séparer « pour cause d'infidélité (4) ».

Mais le manque de lanternes, les ruptures de cordages, les vols de lanternes et d'huile des lampes, n'apportaient pas d'entraves sérieuses au service de l'éclairage. Par contre, à plusieurs reprises, ce service fut sur le point d'être suspendu par suite de la pénurie des huiles d'éclairage.

On a vu précédemment les difficultés avec lesquelles Avril fut aux prises pour se procurer les huiles nécessaires

(1) Lettre de Sangrain à la Commission de police, 1^{er} messidor an III. A. N., F¹³ 987.

(2) Lettre de Damour à la Commission des travaux publics, 1^{er} messidor an III. A. N., F¹³ 987.

(3) Lettre de Lenfumé à la Commission des travaux publics, 1^{er} messidor an III. A. N., F¹³ 987.

(4) Lettre de Lenfumé à la Commission des travaux publics. Lettre analogue à la Commission de police, 24 pluviôse an III. A. N., F¹³ 353.

à l'éclairage des rues. La Commission des travaux publics rencontra des difficultés analogues.

Lorsqu'elle prit la direction du service de l'éclairage de Paris, elle se trouva vis-à-vis de la situation suivante : la Commission de commerce et d'approvisionnement avait délivré à l'ancienne municipalité de Paris une réquisition de 60.000 livres d'huile de baleine à prendre à Dunkerque et de 132.000 livres d'huile de rabette à prendre dans le département de Seine-Inférieure. La maison Elie Lefebvre de Rouen avait été chargée de faire exécuter cette réquisition pour le compte de la municipalité de Paris, moyennant deux pour cent de commission et un demi pour cent d'intérêt en cas de retard dans les paiements. Après vérification de chaque facture de livraison par le Corps municipal, les administrateurs des travaux publics délivraient des mandats sur la caisse de la Commune de Paris. Or, plusieurs de ces mandats n'avaient pas encore été réglés et Elie Lefebvre et compagnie réclamaient 74.393 livres, 9 sols, 2 deniers. Rondelet, chargé d'établir un rapport sur cette question, était d'avis que le paiement incombait à la trésorerie nationale (1). Mais les fournitures faites par Elie Lefebvre en exécution des réquisitions précitées étaient terminées et il fallait veiller à l'approvisionnement d'huile. La Commission des travaux publics demanda en conséquence à la Commission de commerce et d'approvisionnement de mettre à sa disposition 50.000 livres d'huile de chènevis et 173.428 livres d'huile de rabette pour compléter l'approvisionnement jusqu'au 1^{er} fructidor an III, date de la fin du bail de Lenfumé ; on a vu, en effet, au début de ce chapitre, que la soumission de Lenfumé spécifiait que la Commission lui fournirait toutes les huiles dont il aurait besoin.

La Commission de commerce et d'approvisionnement répondit qu'elle avait traité avec Lepescheux pour le raffinage des huiles nécessaires à l'éclairage de Paris (2) et qu'elle

{1} Rapport à la Commission des travaux publics, 27 fructidor an II. A. N., F¹³ 353.

{2} Le 18 brumaire an III (8 novembre 1794), le Comité de Salut public, sur le rapport de la Commission de commerce et d'approvisionnement, arrêta que toutes les huiles de poisson existant alors dans les magasins de Saint-Sulpice et celles qui y arriveraient, seraient transportées dans les ateliers de Lepescheux pour y être épurées. Les huiles étaient ensuite classées en trois catégories suivant leur degré d'épuration ; l'huile destinée aux réver-

prendrait toutes mesures utiles pour assurer ce service (1). En effet, le 25 brumaire an III (15 novembre 1794), elle avertissait la Commission des travaux publics que l'agence des subsistances de la Commune de Paris était chargée de mettre à sa disposition 116.106 livres d'huile de baleine. Mais la Commission des travaux publics était inquiète au sujet de l'approvisionnement en huile végétale : Lepescheux n'avait pas encore fait arriver d'huile de rabette ou de colza et ne prévoyait aucun approvisionnement en huile de chènevis ; « l'entrepreneur ne peut cependant sans ce secours répondre du service de l'illumination pendant les grands froids » et elle en réclamait 50.000 livres (2). Les membres de la Commission de commerce calmèrent les appréhensions de leurs collègues des travaux publics ; ils avaient envoyé dans les districts de Dieppe, de Cany et de Montivilliers dans la Seine-Inférieure, une réquisition de 100 milliers d'huile de rabette dont 60 milliers réservés pour l'éclairage de Paris ; de plus, dans le district de Lille, ils avaient réquisitionné 1.200 barils d'huile de rabette et de chènevis dont une partie destinée à l'éclairage de Paris. La maison Elie Lefebvre était chargée de l'exécution de la réquisition dans la Seine-Inférieure et un agent de la Commission de commerce, le citoyen Courel, avait été envoyé à Lille pour activer l'exécution de la seconde réquisition (3).

Au 1^{er} nivôse an III (21 décembre 1794), la situation des huiles en magasin était la suivante :

Au 14 thermidor an II, la Commission des travaux publics avait confié à Lenfumé : 551.563 livres.

Du 14 thermidor an II au 1^{er} nivôse an III, la consommation des huiles tant pour l'éclairage des rues que des maisons,

bères était de la seconde catégorie. Lepescheux était également chargé d'épurer les huiles végétales. Il ne s'agit pas là que de l'épuration des huiles destinées à l'éclairage public, mais aussi des huiles employées à l'éclairage des particuliers et qui étaient mises en distribution dans les sections pour suppléer à la rareté des chandelles. A. N., A. F. II, 69.514.

(1) Lettre de la Commission de commerce à la Commission des travaux publics, 27 brumaire an III. A. N., F¹³ 990.

(2) Lettre de la Commission des travaux publics à la Commission de commerce, 7 frimaire an III. A. N., F¹³ 990.

(3) Lettre de la Commission de commerce à la Commission des travaux publics, 24 frimaire an III. A. N., F¹³ 990.

administrations, bureaux, corps de garde, etc..., s'élevait à.....	324.318	»
Il restait au 1 ^{er} nivôse.....	227.245	»
se décomposant en : huile de baleine...	99.794	»
huile de spermaceti.	93.087	»
rabette et colza...	24.252	»
huile de fonds.....	7.493	»
fèces.....	2.619	»
Total.....	227.245	livres.

Pour assurer le service jusqu'au 1^{er} fructidor an III, époque de la fin du traité, il fallait 424.000 livres.

Il restait donc à fournir : $424.000 - 227.645 = 196.755$ livres (1).

La Commission des travaux publics s'empessa de signaler la situation à la Commission de commerce en attirant son attention sur le faible approvisionnement en huiles végétales précisément à une époque de l'année où les huiles animales qui se congèlent aisément ne peuvent plus être employées à l'éclairage des rues. Si le froid déjà rigoureux « augmentait encore de deux degrés, il faudrait employer de l'huile de chènevis pure », dont on n'avait encore aucun approvisionnement. De plus, quand la Commission des travaux publics avait adressé à la Commission de commerce son état de prévision pour les huiles, elle avait estimé les quantités nécessaires pour les corps de garde, tribunaux et autres établissements publics à 150 milliers ; depuis cette époque, « la rareté des huiles et l'économie qui résulte du traité de l'entrepreneur ont déterminé un grand nombre d'administrations et en particulier celle des hôpitaux, qui fait une grande consommation », à charger Lenfumé de leur éclairage. Il en résultera une consommation supplémentaire de 50 milliers d'huile dont 30 de végétale (2).

Lenfumé lui-même avait des craintes très vives pour l'approvisionnement en huiles. Il écrivait le 2 nivôse an III (22 décembre 1794) à la Commission des travaux publics :

(1) Situation des magasins de l'illumination de Paris à l'époque du 1^{er} nivôse an III. A. N., F¹³ 990.

(2) Lettre de la Commission des travaux publics à la Commission de commerce, 2 nivôse an III, F¹³ 990.

« Nous sommes à la veille de nous trouver dans le plus grand embarras si on ne vient à notre secours au plus tard dans le courant de ce mois notamment pour l'huile de chènevis... (1) ». La Commission de commerce put heureusement faire délivrer à Lenfumé par l'agence des subsistances de la Commune de Paris, 140 barils d'huile de colza et cinq barils d'huile de chènevis (2).

La Commission des travaux publics fit établir vers cette époque une étude sur l'approvisionnement d'huile nécessaire pour les lanternes des rues et les frais occasionnés par ce service. Avec les réverbères nouvellement installés dans les rues Maur et de l'Hospice-du-Nord (rue Saint-Maur et rue Grange-aux-Belles actuelles), le nombre des lanternes des rues à Paris s'élevait à 3.902, contenant 8.911 becs de lumière.

Pendant les six mois de mauvaise saison, on avait pris l'habitude d'allumer toutes les lanternes depuis la chute du jour jusqu'au jour naissant, excepté les jours de lune où l'on n'allumait qu'une lanterne sur deux, sauf sur les boulevards, places, ports, quais et ponts, où l'on n'en allumait aucune. Pendant la belle saison, l'éclairage général n'avait lieu que jusqu'à trois heures du matin, heure à laquelle, seule, une lanterne sur deux restait allumée. Les jours de lune, on se contentait d'allumer la moitié des lanternes de la chute à la naissance du jour.

L'éclairage des 8.911 becs durait annuellement pendant 2.360 heures, ce qui, à raison de 6 deniers et demi par heure, occasionnait une dépense de : 569.561 livres, 8 sols, 4 deniers, à laquelle il fallait ajouter l'éclairage de 4.374 becs pendant 1.375 heures pour les périodes d'allumage d'une lanterne sur deux, d'où une augmentation de dépense de 162.811 livres, 9 sols, 2 deniers ; soit une dépense annuelle de 734.372 livres, 17 sols, 6 deniers.

On admettait que chaque bec dépensait trois gros d'huile par heure ce qui occasionnait une consommation totale de 633.784 livres, 34 par an ; en supposant que l'on utilisât autant d'huile animale que d'huile végétale, il fallait un

(1) Lettre de Lenfumé à la Commission des travaux publics, 2 nivôse an III. A. N., F¹³ 990.

(2) Lettre de la Commission de commerce à la Commission des travaux publics, 8 nivôse an III. A. N., F¹³ 990.

approvisionnement annuel de 316.892 livres, 17 de chacune de ces sortes d'huile (1). On voit que le service de l'éclairage des rues de Paris nécessitait une énorme consommation d'huile et, devant de tels chiffres, on comprend l'angoisse des membres de la Commission des travaux publics et de l'entrepreneur Lenfumé quand ils n'avaient plus en magasin que quelque cent mille livres d'huiles diverses.

Un inventaire des huiles en magasin dressé par Lenfumé le 1^{er} pluviôse (20 janvier 1795), accusait un existant de 179.144 livres, dont environ 140.000 livres d'huile hors de service et plus de 30.000 d'huile de baleine. Pour assurer le service jusqu'à la fin du mois de germinal, il était nécessaire d'obtenir sans délai 50.000 livres d'huile végétale. « Nous ne pouvons trop vous le répéter citoyens, écrivait Lenfumé aux membres de la Commission des travaux publics, il n'y a pas un instant à perdre pour cet approvisionnement, autrement le service public serait compromis et il est de notre devoir de vous en exposer toute l'importance, ayant besoin d'avoir les huiles au moins un mois à l'avance pour les faire dégeler, éclaircir et les préparer (2) ».

La Commission de commerce ne pouvait fournir les huiles nécessaires à l'éclairage de Paris aussi facilement qu'elle l'avait pu croire. Sur les cent milliers d'huile mis en réquisition dans le département de la Seine-Inférieure, quarante milliers étaient destinés à la Commission des armes et poudres et aux fabriques de drap de Lisieux et de Nogent-le-Républicain. Elie Lefebvre et compagnie, chargés de l'exécution de cette réquisition, écrivaient le 10 nivôse an III (30 décembre 1794), qu'ils avaient pu se procurer 32 milliers d'huile destinés à la Commission des armes et poudres ; mais pour les 60 milliers destinés à l'approvisionnement de Paris, ils ne croyaient pas pouvoir se les procurer en usant de la réquisition ; ils proposaient d'employer les moyens ordinaires du commerce. La Commission de commerce par son arrêté du 25 nivôse an III (14 janvier 1795) les autorisa

(1) Observations sur le service de l'illumination des rues de Paris, s. d. A. N., F¹³ 990. Ce document doit avoir été établi en nivôse an III car il débute ainsi : « Les nouveaux réverbères qui viennent d'être établis dans les rues Maur et de l'Hospice-du-Nord ... » ; or ces réverbères furent mis en place au mois de nivôse an III.

(2) Lettre de Lenfumé à la Commission des travaux publics, 2 pluviôse an III. A. N., F¹³ 990.

à user de ces moyens. Le résultat fut excellent ; le 3 pluviôse (22 janvier 1795), les citoyens Elie Lefebvre et compagnie rendaient compte qu'ils expédiaient à l'agence des subsistances de la Commune de Paris, 21 milliers en un envoi et 7 milliers et demi en un autre. Trois jours plus tard, le 6 pluviôse, il annonçait un envoi supplémentaire de 40 barils (1).

La Commission de commerce par arrêté du 8 brumaire an III (29 octobre 1794) avait mis en réquisition 1.200 barils d'huile de colza dans le district de Lille et donné ordre le même jour de verser 100.000 livres dans la caisse du receveur de ce district pour le paiement de cette huile. Le 25 brumaire (16 novembre 1794), elle avait chargé Courel de suivre l'exécution de cette réquisition conjointement avec l'agent national près le district de Lille. Elle obtenait peu après, le 21 frimaire an III (11 décembre 1794) un arrêté du Comité de Salut public prescrivant que tous les fabricants d'huile du district de Lille verseraient sans délai au magasin national dix barils d'huile en vertu de la réquisition de la Commission de commerce du 8 brumaire ; l'agent national du district de Lille devait poursuivre, conformément à la loi, les fabricants d'huiles qui refuseraient d'exécuter cette réquisition (2).

L'agent national près le district de Lille adressa immédiatement une circulaire aux agents nationaux des communes du district pour faire exécuter cette réquisition, mais l'hiver arrêta la fabrication des huiles et il fallut attendre jusqu'au 23 pluviôse (11 février 1795) pour renouveler la réquisition (3).

D'autre part, Lenfumé rendait compte à la Commission des travaux publics que les barils d'huile qui lui étaient livrés, étaient loin d'être pleins et contenaient même des corps étrangers, si bien qu'alors qu'on croyait l'approvisionnement assuré, il était loin de l'être par suite de ce déficit. Il demandait que des agents de la Commission fus-

(1) Correspondance d'Elie Lefebvre et Compagnie avec la Commission de commerce, aux dates indiquées. A. N., F¹³ 964.

(2) Arrêté du Comité de Salut public, 21 frimaire an III. A. AULARD, *Recueil des actes du Comité de Salut public*, t. XVIII, p. 624.

(3) Lettre de la Commission de Commerce à la Commission des travaux publics, 4 floréal an III. A. N., F¹³ 964.

sent présents à la pesée et au dépotage des huiles pour dresser procès-verbal des quantités réellement reçues par lui. Les inspecteurs de l'illumination, Damour et Julien furent chargés de cette mission le 13 pluviôse (1^{er} février 1793). Sur la demande de Lenfumé, ils se rendaient au magasin général des huiles et dressaient procès-verbal des huiles reçues par l'entrepreneur (1).

Mais vers cette époque, les conditions dans lesquelles l'approvisionnement en huiles avait eu lieu jusqu'alors allaient subir une modification profonde. Un arrêté du Comité de Salut public du 3 ventôse an III (21 février 1795) prescrivit que la Commission des approvisionnements ne devait plus pourvoir aux besoins des autres commissions exécutives (2).

La Commission des travaux publics allait donc être obligée de s'occuper elle-même de trouver les huiles nécessaires au service de l'éclairage, au lieu de se contenter d'adresser des suppliques éplorées à la Commission de commerce.

A ce moment Tourtille-Sangrain, qui prend le modeste titre de « chargé des détails de l'illumination de Paris » rentre en scène avec une grande habileté. Il écrit le 12 ventôse an III (2 mars 1795) à la Commission des travaux publics pour attirer son attention sur l'approvisionnement en huiles. Cet approvisionnement n'est prévu que jusqu'à l'expiration du traité consenti à Lenfumé ; mais il serait fort sage de posséder toujours la quantité nécessaire pour trois ou quatre mois d'avance. Précisément, il tient à signaler à la Commission une occasion favorable qui se présente : Lepescheux annonce qu'il peut se procurer un million pesant de livres d'huiles de baleine et de graines provenant

(1) Rapport à la Commission des travaux publics, 13 pluviôse an III. A. N., F¹² 990. On trouve dans ce même carton de nombreux procès-verbaux de Damour et de Julien constatant des livraisons d'huiles.

(2) AULARD, *Recueil des actes du Comité de salut public*, t. XX, p. 436. L'arrêté du Comité de salut public du 18 nivôse an III (7 janvier 1795) qui organisait la Commission des approvisionnements, l'avait divisée en trois agences : l'agence des subsistances générales, l'agence des achats et l'agence de l'habillement. Une des sept sections de l'agence des subsistances générales était spécialement chargée de l'approvisionnement de Paris ; « ce service extraordinaire devait cesser dès que le retour de l'abondance permettra de s'en passer » (AULARD, *Recueil des actes du Comité de Salut public*, t. XIX, p. 320 et suiv.).

de l'étranger. Bien que l'huile végétale atteigne déjà le prix énorme de 350 livres le quintal et qu'on s'attende sous peu à la voir atteindre celui de 400 livres, Lepescheux ferait une soumission de livrer : « 600.000 milliers d'huile de baleine, 350 de rabette ou colza et 50 de chènevis ou de lin, à 300 livres le quintal, rendus franc et quitte de tous frais dans les magasins de Paris ». Chaque livraison, après reconnaissance du poids, serait payée comptant et de plus les sommes encore dues à Lepescheux en exécution de l'ancien bail de Fricault du 1^{er} décembre 1792, lui seraient aussi réglées comptant. Et Sangrain concluait « l'on voit de quelle conséquence est cette affaire pour l'avantage de la République puisqu'il en résulterait en même temps l'assurance du service public et un bénéfice apparent d'environ un million (1) ».

L'habile homme oubliait de parler du bénéfice que son compère Lepescheux et lui-même retireraient de la combinaison : c'était, en dehors du simple bénéfice commercial, l'assurance d'avoir de l'argent comptant à une époque où il était devenu fort rare et l'obligation pour l'administration de concéder le nouveau bail de l'éclairage aux deux associés à l'expiration du bail de Lenfumé, puisque par cet achat énorme d'huiles, ils auraient été les seuls maîtres du marché. D'autre part, il faut se souvenir qu'à cette époque la loi du maximum était abrogée (2) et que le prix des huiles était susceptible d'augmenter encore considérablement. Dans ces conditions, la Commission des travaux publics ne pouvait qu'être favorable à la proposition de Sangrain. Elle informa donc le Comité de Salut public de l'offre qui lui était faite. Elle attirait son attention sur le prochain bail de l'éclairage dont elle aurait à s'occuper dans deux mois afin de donner au nouvel adjudicataire le temps de se pourvoir de tous les objets nécessaires à l'exploitation de son entreprise. « Si, à cette époque, il existe de la variation dans les prix, les concurrents prendront plutôt pour bases de leurs offres les augmentations qu'ils auront à craindre que les diminutions qu'ils auront lieu d'espérer et cette

(1) Lettre de Sangrain à la Commission des travaux publics, 12 ventôse an III. A. N., F¹² 990.

(2) La loi du maximum fut supprimée par décret de la Convention en date du 4 nivôse an III (24 décembre 1794).

manière de procéder sera infiniment préjudiciable à la République ». Cette considération les pousse à accepter l'offre de Lepescheux, les concurrents ayant l'approvisionnement en huiles assuré, n'auront plus qu'à escompter les augmentations ou diminutions qui viendraient à se produire sur les salaires ou les frais d'entretien de lanternes, cordages et accessoires divers. Et, bien que la Commission de commerce ne fut plus directement intéressée à la question, la Commission des travaux publics lui adressait copie de son rapport au Comité de Salut public (1).

Mais, lors d'une des séances des Comités réunis de la Convention, la Commission de commerce fit observer à la Commission des travaux publics que cette acquisition d'huile la concernait seule. Les membres de la Commission des travaux publics répondirent à leurs collègues que cette opération, « qui présente une spéculation de commerce, ne peut être faite que sur votre avis ». En conséquence, ils demandèrent à la Commission de commerce si le cours des huiles était bien celui indiqué par Sangrain et s'il n'y avait pas espoir de baisse (2). Le Comité de Salut public, renvoya d'ailleurs le rapport de la Commission des travaux publics à la Commission de commerce pour avoir son avis.

Dans ces conditions, la Commission de commerce estima que s'il était exact que Lepescheux voulût s'engager à fournir de l'huile à 300 livres le quintal rendue dans les magasins de l'éclairage, on ne pouvait mieux faire que d'accepter sa proposition sans délai. Mais les membres de la Commission de Commerce ajoutaient : « nous vous renouvelons l'observation que nous vous avons déjà faite que d'après l'arrêté du 3 ventôse, qui laisse aux commissions exécutives la faculté de s'approvisionner de tous les objets propres à leur service, l'acceptation des soumissions présentées ne peut concerner que vous seuls (3) ».

Le marché proposé par Lepescheux ne fut pourtant accepté que plus tard par la Commission des travaux

(1) Rapport de la Commission des travaux publics au Comité de Salut public et Lettre à la Commission de commerce, 14 ventôse an III. A. N., F¹³ 990.

(2) Lettre de la Commission des travaux publics à la Commission de commerce, 29 ventôse an III. A. N., F¹³ 990.

(3) Lettre de la Commission de commerce à la Commission des travaux publics, 18 germinal an III. A. N., F¹³ 990.

publics, comme on le verra par la suite. Sangrain, voyant le retard apporté à la conclusion de ce marché donna avis à la Commission des travaux publics, le 3 germinal an III (22 mars 1795), qu'un négociant de Paris, dont il ne faisait pas connaître le nom, disposant de 140 milliers d'huile de baleine du Groënland, provenant de pêcheries anglaises, offrait de les vendre à environ 6 livres la livre à prendre à Dunkerque (1).

La Commission des travaux publics transmet cette offre aux agents des subsistances de la Commune de Paris en les priant de « juger si ce prix excède le cours des places de commerce, et si le défaut de ressources doit déterminer à faire cette acquisition », et elle en informait en même temps la Commission de commerce lui écrivant : « Nous nous bornons à vous faire part de l'avis qui vient de nous être donné et nous vous renouvelons l'invitation que nous vous avons déjà faite d'assurer le service de l'illumination, qui est trop important pour ne pas faire l'objet de notre sollicitude et de la vôtre (2) ». La Commission de commerce, bien que déchargée de l'acquisition des huiles par l'arrêté du Comité de Salut public du 3 ventôse, s'était engagée comme on l'a vu à assurer l'approvisionnement pendant le cours du bail de Lenfumé. Or, le 14 ventôse (4 mars 1795), Lenfumé n'avait plus en magasin que 120.775 livres d'huiles utilisables, environ la consommation d'un mois et il restait à lui fournir 229.225 livres d'huile pour lui permettre d'assurer le service jusqu'au 1^{er} fructidor, date de l'expiration de son marché (3). D'autre part, on a vu que la réquisition sur les huiles dans le département du Nord, ne donnait que de médiocres résultats. On comprend que, dans de telles conditions, la Commission des travaux publics, préoccupée avant tout d'assurer la régularité du service de l'éclairage, se crut en droit de signaler à la Commission de commerce les propositions qui lui étaient adressées.

La Commission de commerce se borna à répondre que le

(1) Lettre de Sangrain à la Commission des travaux publics, 3 germinal an III. A. N., F¹³ 990.

(2) Lettre de la Commission des travaux publics à l'agence des subsistances de la Commune de Paris et à la Commission de commerce, 4 germinal an III. A. N., F¹³ 990.

(3) Lettre de la Commission des travaux publics à la Commission de commerce, 14 ventôse an III. A. N., F¹³ 990.

prix demandé équivalait à 500 livres le quintal, prix qui excédait le taux des places de commerce, que, de plus, c'était à la Commission des travaux publics à passer elle-même ses marchés, mais que « la nécessité ne connaît point de prix et qu'il faut acheter lorsque les besoins commandent (1) ».

La Commission des travaux publics s'appuya sur cette réponse pour demander au Comité des finances de la Convention d'autoriser Lenfumé à passer le marché à raison de 6 livres la livre, de mettre à sa disposition les 600.000 livres nécessaires au paiement et de lui rembourser les frais de transport de Rouen à Paris (2). Par son arrêté du 6 floréal an III (25 avril 1795), le Comité des finances autorisa la passation du marché qui fut conclu le 8 floréal avec un certain Meunier, négociant et la Commission des travaux publics chargea Elie Lefebvre de faire livrer les huiles à Paris. Les livraisons étaient terminées le 28 floréal an III (17 mai 1795) ; mais Meunier ne fut pas payé comptant, en brumaire an IV (octobre-novembre 1795) on lui devait encore 449.832 livres (3).

En messidor, des ressources nouvelles et inattendues s'offrirent à la Commission des travaux publics. L'agence chargée des approvisionnements de Paris avait emmagasiné, entre autres denrées, des stocks importants d'huiles d'éclairage. Le 16 messidor an III (4 juillet 1795), elle offrit à la Commission des travaux publics de mettre à sa disposition de l'huile de chènevis, de rabette et de colza et lui demanda de lui adresser « quelqu'un de confiance à qui nous expédierons l'ordre nécessaire pour prendre livraison ». Dès le lendemain, la Commission des travaux publics répondait la lettre suivante, qui montre avec quelle joie elle accueillait cette aubaine : « Citoyens, nous acceptons avec reconnaissance les diverses parties d'huiles que vous nous proposez ; nous chargeons en conséquence le citoyen Lenfumé, entrepreneur de l'illumination, de se rendre auprès de vous pour en faire la reconnaissance avec vos préposés et pour en prendre livraison ». La Commission

(1) Lettre de la Commission de commerce à la Commission des travaux publics, 18 germinal an III. A. N., F¹³ 990.

(2) Rapport de la Commission des travaux publics au Comité des finances, 23 germinal an III. A. N., F¹³ 990.

(3) Id., brumaire an IV. A. N., F¹³ 967.

expédiait en même temps à Lenfumé l'ordre de faire la reconnaissance des huiles et de les faire verser dans ses magasins en présence des inspecteurs Damour et Julien.

Lenfumé trouva dans les magasins de l'agence des approvisionnements installés dans les caves du séminaire de Saint-Sulpice, 2.400 livres d'huile de rabette et de colza et 54.000 livres d'huile de chènevis. Il demanda à la Commission des travaux publics les voitures nécessaires à leur transport, lui-même ne pouvant s'en procurer « les voituriers de port Nicolas ont plus d'ouvrage à ce port qu'ils ne peuvent en faire (1) ».

Vers cette même époque, la Commission des travaux publics opéra directement des achats d'huile. Sur le vu d'un rapport qu'elle adressa au Comité de Salut public, elle fut autorisée le 9 messidor an III (24 juin 1795) à acquérir au prix courant 40.000 livres d'huile de colza dans le district de Lille et à faire verser dans la caisse du receveur du district de cette ville la somme de 252.000 livres pour être remise aux vendeurs au fur et à mesure de leurs livraisons (2). La Commission avertit son agent dans le district de Lille, le citoyen Courel, de cesser les acquisitions dont il avait été précédemment chargé et de hâter l'envoi des huiles qu'il avait déjà achetées (3).

Grâce à ces différentes ressources, la Commission des travaux publics put assurer l'approvisionnement d'huile nécessaire pour l'éclairage des rues de Paris et des diverses administrations publiques dont les locaux étaient éclairés par les soins de Lenfumé.

La Commission des travaux publics avait en effet autorisé Lenfumé à éclairer de nombreux locaux dépendant

(1) Lettre de l'agence des approvisionnements à la Commission des travaux publics, 16 messidor an III. Réponse de la Commission des travaux publics et lettre de la dite Commission à Lenfumé, 17 messidor an III. Réponse de Lenfumé, 18 messidor an III. A. N., F¹³ 571.

(2) Feuilles de signature de la Commission des travaux publics, 9 messidor an III. A. N., F¹³ 354.

(3) Lettre de la Commission des travaux publics à Courel, 8 fructidor an III. A. N., F¹³ 964. Depuis que la Commission de commerce ne s'occupait plus des achats d'huiles nécessaires aux autres commissions, Courel était passé à la disposition de la Commission des travaux publics. Il fut obligé d'adresser des réclamations énergiques à la Commission des travaux publics pour obtenir le paiement de ses appointements et indemnités. Il recevait un traitement de 650 livres par mois et une indemnité journalière de 25 livres. Voir un dossier à ce sujet. A. N., F¹³ 964.

d'administrations diverses. Ainsi, sur la demande de la Commission des revenus nationaux, Lenfumé avait été chargé d'assurer l'éclairage du cloître Saint-Jacques-de-l'Hôpital, du charnier des Innocents, de la maison Egalité ainsi que des galeries du jardin, ces différents endroits de Paris n'étant pas éclairés aux frais de la municipalité; la dépense de leur éclairage du 14 thermidor an II au 30 frimaire an III s'élevait à 16.472 livres, 8 sols, au prix du tarif de l'éclairage des rues (1).

Lenfumé était chargé de l'éclairage d'autres lieux qui, sous l'ancien régime, n'étaient pas éclairés par les soins du lieutenant de police parce qu'ils étaient lieux privilégiés ou appartenant à des particuliers ou à des communautés. Avec la Révolution, ces divers lieux étaient passés dans le domaine de la Nation ou de la Ville. On peut citer parmi eux : les cloîtres de Saint-Germain-l'Auxerrois, de Saint-Honoré, de Notre-Dame, le marché Saint-Germain-des-Prés, la Cour et le passage des Jacobins rue Saint-Honoré, les enclos du Temple et de l'abbaye Saint-Germain-des-Prés, la cour du Manège des Tuileries, etc... Le palais du Louvre était également éclairé par Lenfumé, ainsi que la maison de la Révolution. On verra dans la suite qu'il était aussi chargé de l'éclairage extérieur des divers corps de garde de la garde nationale, installés dans Paris et aux barrières. Le corps de garde des pompiers, rue de la Jussienne, était aussi éclairé par ses soins (2).

L'administration de la police et des tribunaux était éclairée par Lenfumé, ainsi que les prisons et maisons d'arrêt, les tribunaux civils, criminels, révolutionnaires (3).

Le représentant du peuple, Baudin, commissaire aux archives nationales, demanda lui aussi à la Commission des

(1) Lettre de la Commission des travaux publics à la Commission des revenus nationaux, 8 germinal an III. A. N., F¹³ 353.

(2) Mémoires de Lenfumé, certifiés véritables par l'inspecteur Damour, pour l'éclairage de ces différents lieux du 1^{er} vendémiaire au 30 ventôse an III. A. N., F¹³ 962.

(3) Mémoire de Lenfumé. s. d. A. N. F¹³ 1.279. Le tribunal révolutionnaire employait des chandelles et des bougies pour éclairer sa salle d'audience (Mémoire du citoyen Gibert fils pour fourniture de chandelles et bougies au tribunal révolutionnaire. Nivôse an III. A. N., Fic. III, Seine 15) ; les couloirs et les escaliers étaient éclairés par des lampes-appliques fournies par l'entrepreneur de l'éclairage. Lettre de l'accusateur public du 18 brumaire an III (8 novembre 1794) demandant une lampe pour remplacer celle qui a été volée dans les escaliers du tribunal le 14 brumaire. A. N., F¹³ 1.279.

travaux publics l'huile nécessaire à l'éclairage de ses bureaux, « qu'on serait obligé de fermer pendant les longues soirées de la saison » faute de ce secours, car on était au mois vendémiaire an III (septembre-octobre 1794). A cette même époque, l'architecte municipal Poyet réclamait de l'huile pour les égoutiers qui allaient être obligés de cesser leur travail (1). Le Comité militaire de la Convention demandait que l'on fit éclairer le port des Célestins, dépendant de l'Arsenal, pour que sentinelles et patrouilles pussent y exercer une surveillance plus facile (2).

Des administrations diverses réclamèrent aussi, dans cette période, une augmentation d'éclairage. Le directeur de la manufacture des Gobelins demanda que les lanternes à chandelles qui éclairaient jusqu'alors la manufacture fussent remplacées par des réverbères à l'huile, entretenus par l'entrepreneur (3). La commission chargée de recueillir le salpêtre dans la section de l'Homme armé, demanda que l'entrepreneur fût chargé de l'entretien du réverbère éclairant l'atelier de la section (4).

Une fourniture d'éclairage plus importante fut réclamée le 22 germinal an III (11 avril 1795) par l'ancienne Commission du commerce et des approvisionnements de la République. Le Comité de Salut public avait décidé le 15 pluviôse (3 février 1795) de faire transporter la comptabilité arriérée dans la maison Panthémont, rue de Grenelle ; cette maison n'était pas éclairée et un vol de dossiers y étant été commis, l'ancienne Commission de commerce demanda que les cinq lanternes déjà en place près des deux portes et dans les deux cours fussent allumées. Damour, consulté, rendit compte qu'il fallait entretenir onze becs de lumière « du jour au jour, quoi qu'il n'y ait du monde employé que jusqu'à quatre heures après midi ». Mais la Commission des travaux publics, pour diminuer les chances de vol des dossiers par des personnages vraisemblablement très intéressés à

(1) Lettres de Baudin, 24 vendémiaire an III ; de Poyet, 27 vendémiaire an III à la Commission des travaux publics. A. N., F¹³ 353.

(2) Extrait du registre des délibérations du Comité militaire de la Convention, 9 brumaire an III. A. N., F¹³ 353.

(3) Lettre de la Commission d'agriculture et des arts à la Commission des travaux publics, 6 vendémiaire an III. A. N., F¹³ 353.

(4) Lettre de la Commission des salpêtres de la section de l'Homme armé à la Commission des travaux publics, 20 nivôse an III. A. N., F¹³ 353.

leur disparition, décida de passer outre à l'économie et de faire allumer les onze becs de lumière (1).

Certaines administrations particulières demandaient elles aussi, l'autorisation de faire éclairer leurs locaux au taux du bail de l'entrepreneur. On peut citer le sous-fermier des messageries nationales des routes de Fontainebleau et de Montargis qui demande et obtient de s'abonner pour un réverbère destiné à éclairer l'arrivée et le départ des voitures dans sa cour « assez spacieuse (2) ».

La surveillance de l'éclairage des rues était l'objet de l'attention constante de la Commission des travaux publics et de la police de Paris. Les vingt inspecteurs de la voirie et de l'illumination, les deux inspecteurs spécialement affectés à l'éclairage, Damour et Julien, l'inspecteur principal à cheval Bruneseaux, avaient continué, sous la direction de l'administration municipale, à exercer les fonctions qui leur avaient été confiées autrefois par la Commune provisoire de Paris. Comme on l'a vu, l'administration parisienne avait fonctionné avec toute la régularité désirable dans les périodes les plus troublées de cette époque si tourmentée.

Lorsque la Convention, après le 9 thermidor, eut remplacé l'ancienne administration de la police municipale par « le département de police régénéré de la Commune de Paris », les nouveaux administrateurs de la police demandèrent à la Commission des travaux publics s'ils devaient continuer à s'occuper de surveiller l'exécution des marchés de l'enlèvement des boues et de l'éclairage. L'article 4 de la loi du 14 fructidor an II, chargeant la Commission des travaux publics de diriger à Paris ces branches de l'administration municipale, le département de police régénéré désirait savoir si dans l'organisation nouvelle, « il devait continuer d'exercer les fonctions de l'œil », et la Commission « celles du bras » ou si la Commission voulait cumuler

(1) Lettre de l'ancienne Commission du commerce et approvisionnement de la République à la Commission des travaux publics, 22 germinal an III. Lettre de Damour à la Commission des travaux publics, 3 floréal an III. Lettre de la Commission des travaux publics à Lenfumé, 15 floréal an III. A. N., F¹³ 353.

(2) Lettre de Larcher, sous-fermier des messageries, à la Commission des travaux publics, 12 brumaire an III. A. N., F¹³ 353.

ces deux fonctions (1). La Commission des travaux publics invita les administrateurs de la police à continuer de surveiller le service de l'éclairage et l'exécution du marché du nettoyage des rues, ainsi qu'à continuer « à délivrer à la fin de chaque mois, suivant l'usage, des certificats aux entrepreneurs (2) ».

La surveillance exercée par l'administration de la police sur l'éclairage et le nettoyage des rues, avait un autre but que la constatation des infractions des entrepreneurs aux clauses de leurs marchés. C'était sur le vu des certificats constatant la bonne exécution du service, certificats délivrés par l'administration de la police, que la Commission des travaux publics proposait à la trésorerie nationale de régler les mémoires des entrepreneurs. La procédure établie sous l'ancien régime et continuée jusqu'alors était la suivante : l'entrepreneur remettait à l'administration de la police un mémoire des sommes qui lui étaient dues pour l'éclairage pendant une période d'un mois. Ce mémoire indiquait pour chaque nuit, le nombre de lanternes allumées en distinguant le plein allumage du demi-allumage, conformément aux indications du tableau imprimé au début de chaque année, indications qui étaient fréquemment modifiées par des prescriptions particulières de l'administration. L'administration de la police comparait ce mémoire aux rapports fournis par les vingt inspecteurs de l'illumination, rapports certifiés par Damour et elle joignait au mémoire de l'entrepreneur un certificat ainsi libellé :

« Nous membres de l'administration de la police, soussignés, certifions que d'après les rapports des vingt inspec-

(1) Lettre du département de police régénérée à la Commission des travaux publics, 24 fructidor an II. A. N., F¹³ 966.

(2) Lettre de la Commission des travaux publics aux administrateurs de la police régénérée, 2 vendémiaire an II (c'est par erreur que cette lettre porte la date de l'an II, elle est certainement de l'an III, puisque postérieure aux événements du 9 thermidor an II). A. N., F¹³ 966.

La Commission des travaux publics avait sollicité l'administration de la police régénérée de demander et de lui communiquer les jours, heures et rues où les patrouilles constateraient les extinctions prématurées de lanternes, dès le 22 fructidor an II (8 septembre 1794). Il y eut des réclamations au sujet de l'éclairage car on trouve trace d'une lettre de la Commission des travaux publics à Fricault pour l'inviter « à faire cesser les plaintes portées sur l'illumination » (22 fructidor an II). Feuilles de signature de la Commission des travaux publics. A.N., F¹³ 354.

teurs de l'illumination, vus et certifiés par le citoyen Damour, inspecteur principal en cette partie, le service de l'illumination a été exactement fait pendant le mois de... Il a été constaté cependant que... becs de lumière étaient éteints avant l'heure prescrite par le tableau ».

Le mémoire, certifié véritable par Damour et auquel le certificat de la police était joint, était ensuite adressé à la Commission des travaux publics qui établissait un rapport proposant d'en autoriser le paiement par la trésorerie nationale.

Lorsque la Commission administrative de police eut remplacé l'administration de la police régénérée, la procédure pour le paiement des mémoires des entrepreneurs fut identiquement la même (1).

Lenfumé recevant les huiles d'éclairage de la Commission des travaux publics, ajoutait à son mémoire mensuel un second mémoire ainsi libellé : « Compte que rend le citoyen Lenfumé à la Commission des travaux publics, de la consommation des huiles qui a été faite pendant le mois de... et dont il doit compte conformément à sa soumission du 29 fructidor, acceptée par la Commission le 17 Vendémiaire ». La Commission des travaux publics pouvait ainsi suivre aisément la consommation des huiles confiées à l'entrepreneur.

La surveillance de l'administration de la police ne se bornait pas à la constatation de la manière dont l'entrepreneur s'était acquitté de son service chaque mois. Poteaux, cordages, lanternes, boîtes en mauvais état, tout lui était signalé par les inspecteurs du nettoyage et de l'illumination, appelés communément inspecteurs de la voirie. Lorsqu'un inspecteur constatait une défectuosité dans le service de l'éclairage, il adressait un rapport à l'administration de la police qui s'empressait de le transmettre à la Commission des travaux publics ; celle-ci envoyait l'ordre à Lenfumé d'exécuter la réparation et prescrivait en même temps à l'inspecteur Damour de veiller à la prompte exécution de son ordre.

(1) On trouve de nombreux dossiers de paiement de mémoires des entrepreneurs de l'éclairage, du nettoyage et du pavage aux A. N., cartons F¹³ 964, 965, 966.

A titre d'exemple, voici un incident qui faillit provoquer un conflit d'attributions entre la Commission des travaux publics et l'Agence des domaines nationaux. Le 8 brumaire an III (29 octobre 1794), la Commission administrative de police, qui avait remplacé le département de la police régénérée, avertissait la Commission des travaux publics que dans la partie de la rue des Poulies « entre le cloître ci-devant Saint-Germain-l'Auxerrois et le quai », les maisons du cloître ayant été démolies, « on avait supprimé les lanternes qui y étaient suspendues. Mais, dans ce cas, il est d'usage de replacer provisoirement le réverbère avec un poteau » ; en conséquence, la Commission de police demandait le rétablissement de ces lanternes (1).

La Commission des travaux publics répondit que la démolition ayant eu lieu par ordre de l'Agence des domaines nationaux, elle invitait cette agence à faire rétablir les lanternes, « qui n'auraient pas dû être déplacées sans notre autorisation », et elle avertissait Damour de veiller à leur mise en place.

Dans une lettre fort nette à l'Agence des domaines nationaux, la Commission des travaux publics lui faisait observer que l'entrepreneur chargé de la démolition des maisons « n'aurait pas dû ignorer que personne n'a le droit de déposer un réverbère sans en avoir obtenu l'autorisation de l'administration chargée de l'illumination de Paris, et surtout sans le rétablir ». Elle concluait que c'était aux frais de cet entrepreneur ou de l'agence des domaines nationaux que les lanternes devaient être remises en place (2).

Trois semaines plus tard, aucune lanterne n'était remplacée ; la Commission de police le constatait avec regret et demandait instamment à la Commission des travaux publics « d'accélérer ce rétablissement de clarté si nécessaire dans les circonstances difficiles où nous nous trouvons ». La Commission des travaux publics, devant l'inertie de l'Agence des domaines nationaux, décida de faire

(1) Lettre de la Commission administrative de police à la Commission des travaux publics, 8 brumaire an III. A. N., F¹³ 353.

(2) Lettres de la Commission des travaux publics à la Commission de police — à l'inspecteur Damour — à l'agence des domaines nationaux, 12 brumaire an III. A. N., F¹³ 353.

remettre en place les réverbères par l'entrepreneur (1). Ainsi finit ce petit incident qui montre quel soin la Commission de police apportait dans la surveillance de l'éclairage.

Le Comité de sûreté générale de la Convention intervenait parfois directement dans la surveillance de l'éclairage de Paris ; ayant été informé que le 5 brumaire an III (26 octobre 1794) tous les réverbères du Palais Egalité étaient éteints à neuf heures et demie, il invitait l'administration de la police régénérée à veiller à ce que semblable défaut de lumière ne se reproduisit pas, car « il se peut que quelque projet dangereux y ait donné lieu (2) ». C'est là le seul exemple que l'on ait trouvé de l'intervention directe du Comité de sûreté générale dans la surveillance de l'éclairage.

Pendant la période où Lenfumé fut adjudicataire de l'entreprise de l'éclairage de Paris, la durée de l'éclairage des rues ne fut pas conforme aux indications portées sur les tableaux annuels indiquant les heures d'allumage et de cessation. On se souvient que, d'après ce tableau qui indiquait le service ordinaire, les lanternes devaient être éteintes tous les jours à trois heures du matin et ne pas être allumées les jours de lune. Au début de l'hiver de l'année 1794, la Commission des travaux publics fut d'avis que « ce serait compromettre la chose publique que de laisser les rues de Paris dans l'obscurité depuis trois heures du matin dans un moment où la malveillance est encore à craindre (3) ». En conséquence, elle prescrivit à Lenfumé d'entretenir de la lumière dans les lanternes « depuis la fin du jour jusqu'au jour naissant, à l'exception des temps où la lune éclaire. Pendant les nuits où la présence de cet astre diminue l'obscurité », seules devaient rester allumées les lanternes marquées du bonnet de la liberté (4). La Commission se

(1) Lettre de la Commission de police à la Commission des travaux publics, 4 frimaire an III. Réponse de la Commission des travaux publics, 16 frimaire an III. A. N., F ¹³ 353.

(2) Lettre du Comité de sûreté générale à l'administration de la police, 12 brumaire an III. A. N., F ¹³ 353.

(3) Rapport à la Commission des travaux publics, 27 vendémiaire an III. A. N., F ¹³ 966.

(4) A une date qu'on ne peut préciser, les lanternes qui devaient rester allumées après trois heures du matin ou les jours de lune, durent être mar-

réservait de lui envoyer de nouvelles instructions au 1^{er} germinal (21 mars 1795) (1). Avis de ces prescriptions fut donné au commandant général de la place de Paris et à l'inspecteur Bruneseaux (1 *bis*).

N'ayant rien reçu le 1^{er} germinal, Lenfumé demanda à la Commission des travaux publics, si, comme c'était l'usage, il devait à partir du 1^{er} avril 1795 (c'est-à-dire le 12 germinal) ne laisser qu'une lanterne allumée sur deux après trois heures du matin (2).

La Commission des travaux publics, bien que cette réduction de l'éclairage dut contribuer à diminuer dans de fortes proportions la consommation des huiles, crut devoir demander au préalable l'avis de la Commission administrative de police de Paris. Ne recevant pas de réponse, elle réitéra sa demande dix-huit jours plus tard attirant l'attention de la Commission de police sur la nécessité de ménager la consommation de l'huile « aussi rare que chère (3) ». La Commission de police voulut prendre l'avis du Comité de sûreté générale ; mais la réponse fut longue à venir, car un mois plus tard, le 29 floréal (18 mai 1795), la Commission des travaux publics invitait la Commission de police à presser le Comité de sûreté générale de prendre une décision « de manière à ne pas consommer des huiles infiniment rares et d'un prix exorbitant, s'il y a possibilité de les ménager » (4). Le Comité de sûreté générale persistait dans son silence ; la Commission de police en informait trois semaines plus tard, le 15 prairial an III (3 juin 1795), la Commission des travaux publics et lui écrivait, qu'en ce qui la concernait, elle estimait que la réduction d'éclairage

quées d'un bonnet de la liberté, pour permettre aux inspecteurs et aux patrouilles une surveillance plus commode de l'éclairage et aussi pour éviter les plaintes des patrouilles qui confondaient les extinctions voulues avec des manquements du service de l'entrepreneur. Cf. chap. III, bail de Fricault.

(1) Lettre de la Commission des travaux publics à Lenfumé, 2 brumaire an III. A. N., F¹³ 966.

(1 *bis*) Feuilles de signature de la Commission des travaux publics, 2 brumaire an III. A. N., F¹³ 354.

(2) Lettre de Lenfumé à la Commission des travaux publics, 3 germinal an III. A. N., F¹³ 353.

(3) Lettre de la Commission des travaux publics à la Commission administrative de police de Paris, 7 et 25 germinal an III. A. N., F¹³ 353.

(4) Lettres de la Commission administrative de police de Paris à la Commission des travaux publics, 28 germinal an III et de la Commission des travaux publics à la Commission de police, 29 floréal an III. A. N., F¹³ 353.

pouvait être adoptée. En même temps, elle proposait à la Commission des travaux publics une autre source d'économie. Au Palais Egalité, « les réverbères sont multipliés avec une profusion inutile ; il s'en trouve un à chaque arcade qui éclaire l'intérieur de la galerie et le jardin ne se trouve pas éclairé ». La Commission de police proposait de suspendre sous la galerie, par groupe de quatre arcades, un seul réverbère ayant trois becs de lumière dont l'un éclairerait le jardin et les deux autres la galerie, ce qui procurerait une économie du quart des becs employés et éclairerait le jardin. De plus, ce procédé permettrait de récupérer « un certain nombre de réverbères oisifs, qui pourront être employés utilement à remplacer ceux qui se cassent journellement et qu'il est d'autant plus difficile de suppléer, que les matières manquent pour leur fabrication (1) ». On ignore si ce procédé d'éclairage du ci-devant Palais-Royal fut adopté, mais la Commission des travaux publics, forte de l'approbation si difficilement obtenue de la Commission de police, donna l'ordre à Lenfumé le 14 messidor an III (2 juillet 1795) de ne plus faire allumer jusqu'au 1^{er} vendémiaire (23 septembre 1795) qu'un réverbère sur deux depuis trois heures du matin jusqu'au jour et, en temps de lune, seulement un réverbère sur deux depuis la fin du jour jusqu'au jour suivant (2).

De plus, la Commission des travaux avertit la veille, 13 messidor (1^{er} juillet 1795), le commandant général temporaire de la place de Paris de sa décision en le priant d'en prévenir les gardes nationaux par la voie de l'ordre « afin d'éviter les rapports que les chefs de patrouilles pourraient faire sur ce changement dans l'illumination ». Elle l'informait aussi qu'ordre avait été donné à l'entrepreneur de garnir d'huile les lampes des lanternes non allumées « toutes les fois que ses relations avec les agents chargés de la surveillance le mettraient dans le cas de concevoir des inquiétudes sur la tranquillité publique, afin d'être à portée de les faire allumer sur-le-champ (3) ». Le commandant de la place

(1) Lettre de la Commission administrative de police de Paris à la Commission des travaux publics, 15 prairial an III. A. N., F¹³ 353.

(2) Rapport à la Commission des travaux publics et lettre de la Commission à Lenfumé, 14 messidor an III. A. N., F¹³ 353.

(3) Lettre de la Commission des travaux publics au commandant général temporaire de la place de Paris, 13 messidor an III. A. N., F¹³ 353.

de Paris fit insérer cette lettre dans l'ordre du 17 messidor (5 juillet 1795) (1).

Si Lenfumé avait été peu à peu chargé d'éclairer presque tous les locaux occupés par des administrations publiques, l'éclairage des travaux nécessités par la réfection du pavé de Paris ne lui incombait pas. L'ancien Bureau municipal, par arrêté du 24 mai 1792, avait autorisé les administrateurs des travaux publics de la Commune à faire désigner par chacun des quarante-huit commissaires de police des sections de Paris, un chandelier pour fournir les terrines de suif nécessaires à l'éclairage des chantiers qui obstruaient momentanément la voie publique. Le même arrêté du Bureau municipal prescrivait que les chandeliers seraient payés par l'entrepreneur chargé de l'entretien du pavé. Ce système resta en vigueur quand la Commission des travaux publics prit en main la direction du service de l'éclairage de Paris (2).

Quant aux particuliers, ils s'éclairaient avec beaucoup de difficultés. Les rapports de police signalent la rareté de la chandelle distribuée dans les sections de Paris en si minime quantité qu'elle ne peut suffire pour la consommation d'un jour ; les femmes faisaient queue aux portes des chandeliers qui vendaient leur chandelle aux particuliers riches à raison de 4 francs la livre et la refusaient aux « indigents sans-culottes et aux ouvriers qui ne peuvent gagner leur journée faute de lumière ». L'huile à brûler que la Commission de commerce fit distribuer en vendémiaire an III (septembre-octobre 1794) par les épiciers pour parer au manque de chandelle, « est si mauvaise que fort peu de personnes en vont chercher ; c'est absolument de la lie, ce qui cause un murmure général et fait dire qu'on se moque du public (3) ».

Au cours de cet hiver 1794-1795, l'approvisionnement de

(1) Lettre du commandant général temporaire de la place de Paris à la Commission des travaux publics, 16 messidor an III. A. N., F¹³ 353.

(2) Rapport à la Commission des travaux publics, 7 frimaire an III. A. N., F¹³ 353. Les mesures prises pour l'éclairage des chantiers obstruant la voie publique sont une nouvelle preuve du soin avec lequel les différentes administrations municipales assurèrent leur service pendant la période révolutionnaire.

(3) Rapport général de surveillance de la police régénérée, vendémiaire et brumaire an III. A. N., F. 1 c. III. Seine 14.

Paris était difficilement assuré. Le pain n'était distribué qu'aux citoyens habitant effectivement la capitale et il était interdit d'en transporter hors des barrières. Or, le magasin général de l'illumination placé sur les boulevards extérieurs était situé sur le territoire de la commune de Belleville. Sept ouvriers mariés et pères de famille y demeuraient ; ils se fournissaient de pain chez un boulanger nommé Bourlet dont la boutique se trouvait à Paris dans la Haute-Courtille, section de Bondy. L'ancien département des subsistances avait autorisé le 8 nivôse la sortie journalière de trente livres de pain pour les ouvriers et leurs familles. Une carte collective avait été délivrée à Lenfumé par le département des subsistances. Il fut nécessaire que la Commission des travaux publics intervint le 12 nivôse an III (1^{er} janvier 1795) auprès de l'agence des subsistances de Paris pour faire renouveler cette autorisation (1).

Les matières premières subirent, pendant le cours du bail de Lenfumé, une augmentation si considérable que celui-ci réclama une indemnité de 41.192 livres, 13 sols, 4 deniers pour compenser la différence existant entre les prix payés lors de la signature de son contrat, le 29 fructidor an II et ceux pratiqués au cours des mois nivôse, pluviôse, ventôse, germinal et floréal an III. Les augmentations avaient porté principalement sur l'entretien des lanternes, la préparation des huiles, la fourniture des mèches, la nourriture des deux chevaux et l'entretien des deux voitures nécessaires pour le transport des huiles, le bois de chauffage pour les entrepôts et bureaux. Après vérification du mémoire de Lenfumé par les citoyens Legrand, architecte de la Commune, Hoppe, vérificateur des bâtiments et les citoyens Bourguignon, « illuminateurs » (2), la Commission des travaux publics consentit à lui accorder cette augmentation (3).

Au cours de ces deux années, les membres de la Commis-

(1) Lettre de la Commission des travaux publics d'Agence des subsistances de la Commune de Paris, 12 nivôse an III. A. N., F ¹³ 990.

(2) Les frères Bourguignon étaient des concurrents de la puissante société Sangrain, Lepescheux. On trouve (A. N., F ¹³ 968) une lettre de la Commission des travaux publics à la Commission des Secours publics en date du 6 thermidor an III (24 juillet 1795) lui retournant une facture de Bourguignon frères pour fournitures d'huile pour les bureaux de la municipalité de Jemmapes, installés rue du Cherche-Midi.

(3) Rapport à la Commission des travaux publics, 22 thermidor an III. A. N. F ¹³ 968.

sion des travaux publics, et particulièrement le représentant Rondelet, avaient déployé une grande activité pour assurer l'éclairage non seulement des rues, mais aussi des nombreuses administrations qui, peu à peu, avaient remplacé leur éclairage à la chandelle par des réverbères à l'huile entretenus par Lenfumé. Les difficultés à vaincre avaient été surtout d'ordre administratif. On verra dans ce qui suit que la dépréciation des assignats allait être une nouvelle cause de gêne pour la constitution des approvisionnements d'huiles nécessaires pour assurer les services de l'éclairage à Paris.

CHAPITRE V

L'ÉCLAIRAGE DE PARIS DU 1^{er} FRUCTIDOR AN III (18 août 1795) AU 1^{er} VENDÉMAIRE AN V (22 septembre 1796)

BAIL DE L'ÉCLAIRAGE CONCÉDÉ A SANGRAIN. ACHATS D'HUILES OPÉRÉS DIRECTEMENT PAR SANGRAIN. — AMÉLIORATIONS APPORTÉES A L'ÉCLAIRAGE. — DIFFICULTÉS POUR FABRIQUER LES LANTERNES. — VOLS DE LANTERNES.

Dès le mois de prairial an III (20 mai-18 juin 1795), Sangrain avait demandé à la Commission des travaux publics à être désigné comme entrepreneur de l'éclairage. Les temps étaient changés. Il ne croyait plus utile de recourir au subterfuge dont il s'était déjà servi deux fois en faisant désigner Fricault, puis Lenfumé, comme entrepreneurs.

Il attira l'attention de la Commission sur le renouvellement du bail en cours qui devait expirer le 30 thermidor et il lui soumit deux projets. Dans le premier, il proposait que l'entrepreneur achetât lui-même les huiles et fût remboursé chaque mois, « sur le vu des feuilles de commerce des places de Rouen et de Lille », du prix des huiles employées. Dans le second projet, on appliquerait les mêmes principes que pour le traité conclu avec Lenfumé : la Commission fournirait les huiles à l'entrepreneur qui rendrait compte chaque mois de la consommation. Dans les deux projets, on verserait à l'entrepreneur chaque mois un douzième de la somme de 902.991 livres, soit 72.249 livres, 5 sols, représentant les frais de régie de l'entreprise : salaires des commis et allumeurs, entretien des lanternes, fourniture des cordages, des mèches, etc. Si la Commission fournissait les huiles, elle verserait à l'entrepreneur deux et demi pour

cent de leur valeur, pour l'indemniser des déchets et lui tenir compte de la responsabilité qu'il aurait comme magasinier (1).

La Commission des travaux publics estima préférable, vraisemblablement par suite des difficultés d'approvisionnement, de continuer à fournir les huiles à l'entrepreneur. Il ne semble pas qu'elle songea à recourir à une adjudication publique. Les propositions de Sangrain lui parurent acceptables et l'habile négociant s'empressa de lui adresser le 25 thermidor an III (12 août 1795) un projet de soumission.

Aux termes de cette soumission, Sangrain, qui s'intitule « associé du citoyen Lenfumé, entrepreneur actuel de l'illumination de la Commune de Paris, et principal intéressé dans cette entreprise », s'engage à exécuter le service depuis le 1^{er} fructidor an III, jusqu'au 1^{er} vendémiaire an V. Les huiles lui seront délivrées par la Commission des travaux publics. Il les épurera, préparera et mixtionnera de manière qu'il n'y ait que cinq livres de déchet par quintal, ces cinq livres de résidus restant sa propriété, pour lui tenir compte des frais de préparation. Il paiera les divers frais de l'exploitation : salaires des allumeurs, entretien des 4.044 lanternes alors existantes et de celles qui pourraient être établies, ainsi que les poteaux, cordes et poulies, fera les renouvellements exigés. La Commission lui allouera six deniers un tiers par heure et par bec de lumière ; le paiement du service de chaque mois aura lieu dans les dix premiers jours du mois suivant (2).

A cette soumission, Sangrain joignait un « devis estimatif de la dépense annuelle de l'illumination de Paris, d'après le prix courant à l'époque du 25 thermidor an III, non compris la valeur des huiles », s'élevant à la somme de 1.198.094 livres. Dans ce devis, le salaire des allumeurs calculé à raison de dix sols par jour s'élève à 661.852 livres, les appointements des deux inspecteurs Damour et Julien à 16.000 livres, ceux des quinze commis des entrepôts à 54.000 livres, le salaire des tendeurs, à raison de 3 livres par lanterne, à 12.132 livres. Le remplacement des cordages

(1) Lettre de Sangrain à la Commission des travaux publics, prairial an III. A. N., F¹³ 354.

(2) Soumission de Sangrain, 25 thermidor an III. A. N., F¹³ 964.

exigeait annuellement 15.000 livres pesant de cordes à 10 livres la livre ; la fabrication des mèches absorbait 800 livres de coton « longue soie à 110 livres la livre ». Pour chauffer les cinq entrepôts et les bureaux, on brûlait annuellement 60 voies de bois à 400 livres la voie et les loyers des entrepôts et du magasin général s'élevaient à 8.970 livres par an (1).

Dans un rapport adressé le 12 fructidor au Comité de Salut public, la Commission des travaux publics lui demanda l'autorisation d'accepter la soumission de Sangrain. Par arrêté en date du 18 fructidor an III (4 septembre 1793), le Comité de Salut public l'autorisa à accepter la soumission « faite le 25 thermidor dernier par le citoyen Sangrin (*sic*), associé du citoyen Lenfumé, principal entrepreneur de l'illumination de Paris... au prix de 1.198.094 livres (2) ».

Ce contrat, la Commission des travaux publics n'eut pas longtemps à en surveiller l'application. La Convention disparut en effet le 4 brumaire an IV (26 octobre 1795) et fut remplacée par le Directoire exécutif. La Commission des travaux publics de la Convention cessa de fonctionner à cette même date et la direction de l'administration de Paris passa entre les mains du ministre de l'Intérieur qui était alors Benezech. La troisième division de ce ministère, qui avait pour chef le citoyen Cadet de Chambine, fut spécialement chargée de l'éclairage de la capitale (3).

(1) Devis estimatif de la dépense annuelle de l'illumination de Paris, 25 thermidor an III. A. N., F¹³ 964.

(2) Arrêté du Comité de Salut public, 18 fructidor an III. A. N., A. F. II 69, n° 514.

(3) Aux termes des art. 183 et 184 de la Constitution de l'an III, il devait y avoir au moins trois municipalités élues dans les communes possédant plus de 100.000 habitants ; dans ces mêmes communes, il serait créé un bureau central pour les objets jugés indivisibles par le Corps législatif. Le bureau central du canton de Paris fut créé en frimaire an IV et remplaça la Commission administrative de police. Chargé de la police et des subsistances, il était composé de trois membres et d'un Commissaire du Directoire chargé de requérir et de surveiller l'exécution des lois.

La loi du 19 vendémiaire an IV (11 octobre 1795) supprima les sections de Paris ; elle les réunit par groupes de 4 en 12 arrondissements possédant chacun une administration municipale élue, formée d'un président et de 6 membres, auprès desquels était un Commissaire du Directoire. Les membres du bureau central et les présidents des 12 municipalités d'arrondissement se réunissaient au moins trois fois par mois. Les municipalités parisiennes furent suspendues du 18 au 21 brumaire an VIII (9 au 12 novembre 1799) par une décision du ministre de la police ; elles furent supprimées, en vertu

Comme pendant la période où Lenfumé assura l'éclairage de Paris, la Commission des travaux publics et ensuite le ministre de l'Intérieur eurent à s'occuper de l'approvisionnement en huiles de l'entrepreneur.

Dès le 9 thermidor an III (27 juillet 1795), la Commission des travaux publics avait informé l'agence des approvisionnements de Paris, qu'il ne resterait, à la fin de thermidor, dans les magasins de l'entrepreneur que 150.000 livres d'huiles « qui, par leur nature et leur qualité, doivent être mises en réserve pour le service difficile de l'hiver ». La consommation annuelle en huiles, dont deux tiers en huile de baleine et un tiers en huile végétale, s'élevait à 654.000 livres pour l'éclairage des rues et à 346.000 livres pour l'éclairage des divers établissements et administrations publics, soit un million de livres d'huile. La Commission des travaux publics demanda à l'agence des approvisionnements de faire tout ce qui dépendait d'elle pour assurer ses besoins. L'agence des approvisionnements de Paris ne put s'engager à fournir de telles quantités d'huiles à la Commission des travaux publics et lui conseilla de s'adresser à la Commission des approvisionnements de la Convention (1).

Lorsque Sangrain prit la succession de Lenfumé le 1^{er} fructidor an III (18 août 1795), il ne restait en magasin que 62.903 livres d'huile (2). Deux jours plus tard, le 3 fructidor, l'agence des approvisionnements de Paris faisait connaître à la Commission des travaux publics qu'en exécution d'un arrêté du Comité de Salut public du 27 thermidor (14 août 1795), relatif aux distributions de denrées qu'elle était chargée de faire aux sections, elle ne pouvait lui fixer les quantités d'huiles qu'elle pourrait mettre à sa disposition (3).

La Commission des travaux publics avait heureusement pris les dispositions nécessaires pour ne pas manquer

d'un arrêté préfectoral, le 18 germinal an VIII (8 avril 1800) et remplacées par les maires et adjoints d'arrondissement. Le bureau central du canton de Paris fut supprimé lors de la création du préfet de la Seine le 11 ventôse an VIII (2 mars 1800).

(1) Lettre de la Commission des travaux publics à l'agence des approvisionnements de Paris, 7 thermidor an III, et réponse de la dite agence, 13 thermidor an III. A. N., F¹³ 571.

(2) A. N., F¹³ 964.

(3) Lettre de l'agence des approvisionnements à la Commission des travaux publics, 3 fructidor an III. A. N., F¹³ 571.

d'huile. Elle avait provoqué le 7 fructidor (24 août 1795), l'autorisation du Comité de Salut public d'accepter une soumission faite par Huvé, négociant en huiles, de lui livrer 100 milliers pesant d'huile à 26 livres 10 sols la livre, à condition que les paiements auraient lieu lors des livraisons et dès le 15 fructidor (1^{er} septembre 1795), Huvé avait livré 28.398 livres d'huile (1).

On a vu dans le chapitre précédent qu'en ventôse an III, Sangrain avait proposé à la Commission des travaux publics de passer un marché avec Lepescheux pour un million de livres d'huile ; ce ne fut qu'après en avoir obtenu l'autorisation des Comités de Salut public et des finances le 6 fructidor an III (23 août 1795), que la Commission accepta la soumission de Lepescheux, Guenifey et compagnie de lui livrer en l'espace de deux mois 600 milliers d'huile, tare nette, rendus dans les magasins de l'entrepreneur au prix de 26 livres 10 sols la livre, paiements lors des livraisons (2).

Les livraisons de Lepescheux se succédèrent si rapidement que le 6 vendémiaire l'inspecteur Damour, chargé de constater les quantités d'huiles livrées, rendait compte que les barils livrés n'avaient pu être transportés de suite au magasin général de Belleville « à cause que ce magasin est obstrué par les arrivages journaliers et les divers entrepôts garnis et suffisamment pourvus en ce moment ». Les huiles avaient été provisoirement laissées dans les caves de Lepescheux, après avoir été reconnues par Damour et Sangrain (3). Mais cette abondance ne devait être que temporaire ; le 20 frimaire an IV (11 décembre 1795), Sangrain rendait compte au ministre de l'Intérieur que le 1^{er} frimaire il n'avait en magasin que 268.027 livres d'huile et que la consommation de frimaire et de nivôse exigerait 120.000 livres par mois par suite de la longueur des nuits. « Les magasins seraient alors épuisés et le service compromis ». Cette diminution des approvisionnements provenait de l'ordre que le ministre avait donné à Sangrain de livrer

(1) Rapport au ministre de l'Intérieur, 15 fructidor an III. A. N., F ¹³ 962.

(2) Rapports au ministre de l'Intérieur, 1^{er} vendémiaire an III et autres rapports au même aux différentes dates de livraison. A. N., F ¹³ 963 et 964.

(3) Rapport de l'inspecteur Damour et déclaration de Sangrain joints à un procès-verbal de réception d'huiles, 6 vendémiaire an IV. A. N., F ¹³ 964.

250.000 livres d'huile à l'agence des approvisionnements de Paris pour être distribuées dans les sections par suite de la pénurie de chandelles (1).

Sangrain avait proposé au ministre l'achat de diverses quantités d'huiles pour remplacer celles prélevées dans ses magasins ; mais le ministre avait estimé les prix trop élevés, car Sangrain devait se réserver une large part dans les profits de l'opération. Le ministre de l'Intérieur décida le 24 frimaire (15 décembre 1795), de prendre les mesures nécessaires pour parer au déficit indiqué par Sangrain, mais désirant « éviter l'intermédiaire des gros fournisseurs dont les bénéfices énormes grèvent la République » et se « borner à des acquisitions partielles qui ne feront point assez de sensation pour faire augmenter le prix des huiles en éveillant la cupidité », il confia à Sangrain le soin d'acheter lui-même les huiles qui lui seraient nécessaires. « Je vous recommande, ajoutait le ministre, d'y mettre toute la prudence et l'économie qu'elles exigent (2) ».

Sangrain se mit immédiatement en campagne et, dès le 28 frimaire (19 décembre 1795), il rendait compte au ministre qu'il avait pu acheter au citoyen Huvé, que l'on retrouvera dans la suite (3), 18 milliers d'huile de baleine à 120 livres la livre, alors que le cours était au moins de 130 livres ; mais il s'était engagé à payer comptant et il réclamait d'urgence 2.160.000 livres pour régler cet achat. « Je vais continuer mes recherches, ajoutait-il, et faire en sorte de me mettre toujours au-dessous des cours s'il est possible, afin de répondre à votre confiance en ménageant les intérêts de la République ». Le lendemain 29 frimaire, il achète 25.000 livres d'huile, moitié huile de colza, moitié huile de baleine bonne qualité, à 135 livres la livre, « ce qui est un marché avantageux par la raison que les huiles de graines qui ne s'achètent qu'en numéraire, reviennent à ce moment à plus de 150 livres la livre (4) ».

Mais ces premiers succès ne devaient pas se renouveler.

(1) Lettre de Sangrain au ministre de l'Intérieur, 20 frimaire an IV. A. N., F¹³ 524.

(2) Lettre du ministre de l'Intérieur à Sangrain, 24 frimaire an IV. A. N., F¹³ 524.

(3) Cf. chap. VI.

(4) Lettres de Sangrain au ministre de l'Intérieur, 28 et 29 frimaire an IV. A. N., F¹³ 524.

Le 2 nivôse an IV (23 décembre 1795), Sangrain avertissait le ministre que son « zèle était contrarié par les circonstances du jour ». Les négociants ne voulaient vendre leurs huiles que contre du numéraire « ou à des prix révoltants en assignats », à cause des variations du change » qui n'est souvent plus le même du matin au soir ». Ainsi, Huvé qui lui avait vendu le 28 frimaire 18.000 livres d'huile pour le paiement desquelles le ministre n'avait pu lui faire donner que 1.600.000 livres au lieu de 2.600.000, a refusé formellement cet acompte et réclame ses huiles « ou la différence du change qui, entre le 29 frimaire (20 décembre) et le 2 nivôse (23 décembre), est de plus de mille livres (en assignats) par louis ». Sangrain est décidé à refuser de rendre les huiles ; mais il demande une avance de deux à trois millions en assignats pour lui permettre de profiter des occasions qu'il rencontre. Ainsi, il a trouvé une maison « de toute solidité » qui ferait une soumission de livrer les huiles de baleine à 13 sols et les huiles de graines à 16 sols la livre, soit en numéraire, soit en assignats au cours du jour (1).

Sangrain réussit encore à se procurer 14.400 livres d'huile de colza à 136 livres la livre en assignats, paiement dans les cinq jours ; mais, faute de fonds, il ne put faire l'achat de 60 milliers d'huile de baleine à 115 livres. Il réitéra sa demande d'avance. « Cette facilité me mettra à portée de saisir les fréquentes occasions qui se présentent pour ces sortes de marchés sur lesquels je puis d'un instant à l'autre procurer au gouvernement jusqu'à 10 et 15 pour cent de bénéfice sur les prix courants ». Mais le ministre ne consent pas à avancer à Sangrain les deux ou trois millions de livres en assignats qu'il réclamait et l'entrepreneur fut obligé de demander pour chaque acquisition d'huile les fonds nécessaires au paiement (2).

Sangrain avait d'ailleurs proposé au ministre de traiter avec la maison Lepescheux, Guenifey et compagnie (3)

(1) Lettre de Sangrain au ministre de l'Intérieur, 2 nivôse an IV. A. N. F¹³ 571.

(2) Lettres de Sangrain au ministre de l'Intérieur et rapports présentés au ministre par la troisième division de ses bureaux, concluant au paiement, mois de nivôse an III. A. N., F¹³ 524.

(3) On ignore à quelle époque Lepescheux et Guenifey s'associèrent. On se souvient (Cf. chap. III) que Guenifey avait été désigné par la municipalité comme directeur de l'usine de Lepescheux lorsque sa mise en régie fut établie.

pour la livraison de deux cent milliers d'huile, moitié en huile de baleine, moitié en huile de graines, à raison de 14 sols la livre en numéraire ou en assignats au cours du jour du paiement ; les livraisons auraient été échelonnées « afin de ne pas gêner le service de la trésorerie nationale (1) ». Le ministre autorisa Sangrain à conclure ce marché avec la maison Lepescheux, Guenifey et compagnie, y voyant le double avantage d'assurer le remplacement des 250 milliers d'huile cédés aux sections et de ne pas faire à Sangrain l'avance des deux ou trois millions d'assignats qu'il réclamait (2).

L'approvisionnement en huiles ainsi assuré, le service fonctionna normalement jusqu'au 13 germinal an IV (2 avril 1796). Ce jour-là, Sangrain avertit le ministre que les magasins de l'éclairage étaient épuisés et qu'il n'avait plus assez d'huile pour assurer le service jusqu'à la fin du mois. Cette disette provenait du refus de Lepescheux et de ses associés de livrer 153 milliers d'huile, reliquat de leur marché, parce que devant être payés en numéraire, ils ont refusé les rescriptions, qui avaient remplacé les assignats, qui leur ont été offertes. Ils lui ont fait signifier la résiliation du marché. Sangrain trouva heureusement trois autres fournisseurs qui s'engagèrent à lui livrer 200 milliers d'huile au prix moyen de 58 sols la livre en mandats, « ce qui est à peu près le prix de 14 sols en numéraire ». Il demanda au ministre de lui faire parvenir d'urgence la somme de 600.000 livres pour effectuer partie de ce paiement (3). Le ministre de l'Intérieur intervint immédiatement auprès de son collègue des Finances qui promit que les 600.000 livres seraient versées à Sangrain le 22 germinal (4).

Cette acquisition de 200 milliers d'huile permettait à Sangrain d'assurer le service de l'éclairage jusqu'à la fin du mois de prairial (18 juin 1796). Les mois suivants, Sangrain

(1) Rapport présenté au ministre de l'Intérieur, 6 nivôse an IV. A. N., F¹³ 571.

(2) Lettre du ministre de l'Intérieur à Sangrain, 8 nivôse an IV. A. N., F¹³ 571.

(3) Lettre de Sangrain au ministre de l'Intérieur, 13 germinal an IV et rapports présentés au ministre, 14 et 16 germinal an IV. A. N., F¹³ 569 et 964.

(4) Lettre du ministre de l'Intérieur au ministre des Finances, 16 germinal an IV. A. N., F¹³ 964.

dut réussir à assurer dans d'assez bonnes conditions l'approvisionnement en huiles de ses magasins, car ayant proposé au début de thermidor l'acquisition de cent milliers d'huile, le ministre ajourna cette acquisition par suite du discrédit des mandats. Le 3 fructidor an IV (20 août 1796), Sangrain signala au ministre qu'il n'avait de l'huile que jusqu'à la fin du mois. Les mandats retrouvant, momentanément, quelque faveur, il proposa au ministre d'autoriser l'achat ajourné en thermidor et obtint 60.000 francs en numéraire (1).

Pendant l'an V, les approvisionnements durent être plus aisés, car on ne trouve pas trace de difficultés semblables à celles que l'on vient de relater.

Au cours de cette période, Sangrain reçut plusieurs fois des ordres pour allumer en permanence la totalité des lanternes. Ainsi lors des journées des 12 et 13 vendémiaire an IV (3 et 4 octobre 1795), la Commission administrative de police lui prescrivit d'assurer cet allumage permanent jusqu'à nouvel ordre ; Sangrain continua jusqu'au 1^{er} brumaire et ce ne fut qu'à cette date qu'il demanda de nouveaux ordres à la Commission des travaux publics ; celle-ci décida de faire continuer l'allumage permanent de toutes les lanternes jusqu'à ce que la tranquillité publique fût parfaitement rétablie (2).

Après l'échauffourée du camp de Grenelle (23 fructidor an IV-9 septembre 1796), le Bureau central du canton de Paris observant que d'après le tableau imprimé, le demi-allumage devait commencer le 28 fructidor (14 septembre 1796), demanda et obtint du ministre de l'Intérieur que l'allumage total fût continué jusqu'à nouvel ordre (3).

Les difficultés que rencontra le Directoire pour administrer la République, difficultés financières, manque de matières premières, n'empêchèrent pas l'amélioration de l'éclairage de Paris pendant cette période. Il était fort difficile

(1) Lettre de Sangrain au ministre de l'Intérieur, 3 fructidor an IV et rapport présenté au ministre, 4 fructidor an IV. A. N., F ¹³ 572.

(2) Lettre de Sangrain à la Commission des travaux publics, 27 vendémiaire an IV. Rapport présenté à la Commission et lettre de la Commission à Sangrain, 4 brumaire an IV. A. N., F ¹³ 356.

(3) Lettre du bureau central du canton de Paris au ministre de l'Intérieur, 26 fructidor an IV. Lettre du ministre à Sangrain, 27 fructidor an IV. A. N., F ¹³ 356.

pourtant de se procurer les matières nécessaires à la confection des lanternes, car elles étaient en réquisition pour les besoins des armées.

La Commission des travaux publics s'était préoccupée de la question depuis l'été de l'an III et elle avait songé à supprimer des lanternes en divers points peu fréquentés de la ville pour les mettre à d'autres emplacements. En thermidor an III, elle avait consulté l'inspecteur Damour sur la suppression de la moitié des lanternes qui éclairaient le Cours-la-Reine. Damour estimait ces lanternes très utiles tant pour éclairer la route que la contre-allée qui la longeait. Un bon éclairage du Cours-la-Reine était fort nécessaire « surtout jusque vers les minuit pour l'arrivage et la sortie de Paris, à cause du danger du trop proche (*sic*) de la rivière et du port aux pierres ». Il proposait que pour accélérer la réparation des lanternes hors de service, « on prit des ouvriers en plus, qu'on les payât le prix qu'il convient, vu les circonstances du temps, et l'on n'aurait point besoin pour longtemps de ces petites ressources et le tout irait bien (1) ».

Il faut croire que le moyen proposé par Damour était plus facile à exprimer qu'à réaliser, car la recherche de lanternes nécessaires pour éclairer l'Ecole militaire, causa quelques mois plus tard un conflit entre le ministre de l'Intérieur et la municipalité de Versailles.

Depuis longtemps, le garde-magasin des magasins établis à l'Ecole militaire, réclamait la mise en place d'une trentaine de réverbères. Lenfumé avait été en reconnaître les emplacements, mais toujours par défaut de matières premières, il avait, le 26 nivôse an III (15 janvier 1795), demandé un délai de trois mois pour construire les lanternes. Le 3 fructidor an III (20 août 1795), l'architecte municipal Poyet rendait compte qu'aucune lanterne n'était encore mise en place. La Commission des travaux publics donna l'ordre à Sangrain le 4^e jour complémentaire (20 septembre 1795) de prendre les mesures propres « à accélérer un établissement d'une nécessité absolue (2) », et en même

(1) Lettre de l'inspecteur Damour à la Commission des travaux publics, 9 thermidor an III. A. N., F ¹³ 987.

(2) Lettres de Lenfumé à la Commission des travaux publics, 26 nivôse

temps, elle sollicita des officiers municipaux de Versailles, la cession de 120 lanternes sur les 220 qu'ils avaient en magasin sans les utiliser. La municipalité de Versailles ne répondit pas et aucune lanterne ne fut placée à l'Ecole militaire (1).

Quelques mois plus tard, Bonaparte, alors général en chef de l'armée de l'intérieur, demanda au ministre de l'Intérieur que les cours et avenues de l'Ecole militaire qui, entre temps, avait été rendue à sa destination primitive de caserne, fussent éclairées, car il importait « pour la police militaire et pour la promptitude des mouvements pendant la nuit que cette caserne soit bien éclairée ». Bonaparte réclamait soixante lanternes dont il se réservait de fixer les emplacements (2). La 3^e division du ministère de l'Intérieur, chargée de l'éclairage de Paris, prit l'avis de Sangrain qui répondit qu'il manquait des matières premières nécessaires pour fabriquer les lanternes. La 3^e division, alors dirigée par le chef de bureau Cadet de Chambine, paraît avoir eu des doutes sur la compétence du général Bonaparte en matière d'éclairage. Elle demanda à Sangrain de lui faire connaître la dépense qu'entraînerait la confection et la mise en place de lanternes, ainsi que son avis sur l'utilité de cette mesure (3). Sangrain répondit deux jours plus tard, le 9 frimaire an IV (30 novembre 1795), qu'il manquait de fer, de cuivre et de verre « dont il faut (*sic*) un ordre supérieur pour en obtenir à la manufacture de Saint-Quirin en Alsace ». Si les matières premières sont mises à sa disposition, les soixante lanternes seront prêtes en un mois et coûteront 7.000 livres pièce. Il reprend l'idée de la Commission des travaux publics de demander les lanternes de Versailles où elles se gâtent en magasin. « Quant à la nécessité de l'établissement de soixante lanternes, ajoute cet adroit diplomate, ce n'est point à moi à la juger, sans doute

an III, de l'architecte Poyet à la même Commission, 3 fructidor an III ; de la Commission à Sangrain, 4^e jour complémentaire an III. A. N., F¹³ 353.

(1) Lettre de la Commission des travaux publics aux officiers municipaux de Versailles — quatrième jour complémentaire an III — mentionnée dans la lettre du ministre de l'Intérieur aux mêmes officiers du 9 frimaire an IV. A. N., F¹³ 987.

(2) Lettre de Bonaparte, général en chef de l'armée de l'intérieur, au ministre de l'Intérieur, 28 brumaire an IV. A. N., F¹³ 987.

(3) Lettre du ministre de l'Intérieur à Sangrain, 7 frimaire an IV. A. N., F¹³ 987.

que l'état-major les croit utiles à la sûreté de cette caserne (1) ». Le général Bonaparte était au courant de la pénurie de lanternes et, dès le 2 frimaire an IV (23 novembre 1795), il avait, lui aussi, signalé l'existence de lanternes inutilisées dans les magasins de Versailles (2).

Le ministre de l'Intérieur rappela aux officiers municipaux de Versailles que quelques semaines auparavant, la Commission des travaux publics leur avait demandé de céder 120 lanternes à Sangrain et qu'ils n'avaient pas répondu ; « aujourd'hui, les besoins du service militaire se réunissent à ceux de l'illumination » et il leur réclamait à nouveau les 120 lanternes, promettant de les leur rendre dès que Sangrain aura pu en fabriquer.

L'administration municipale de Versailles répondit le 22 frimaire an IV (13 décembre 1795), que les lanternes en magasin avaient servi à remplacer celles qui avaient besoin d'être réparées ; elle offrait cependant les quelques lanternes qui éclairaient autrefois la route de la cour du Dragon à Trianon et qui étaient en magasin. Le ministre transmit cette réponse à Sangrain en lui demandant le nombre de lanternes qui éclairaient autrefois la route de la cour du Dragon (3).

Sangrain ne répondit que le 30 nivôse (20 janvier 1795), n'ayant reçu que la veille les renseignements nécessaires. Il prétendait « que quand la Commune de Versailles dit ne pouvoir se dessaisir de 120 lanternes, ce n'est qu'une défaite honnête, n'ayant aucunement besoin de ces lanternes et en ayant en magasin plus de 200 de relais qui périssent par la rouille et le vert-de-gris ». Quant aux lanternes de la route de Trianon, il n'y en a que vingt en très mauvais état. Sangrain, reprenant une idée émise précédemment par la Commission de police (4), proposait de supprimer la moitié des lanternes qui éclairaient le Palais-Royal, en les plaçant

(1) Lettre de Sangrain à Cadet de Chambine, 9 frimaire an IV. A. N., F¹³ 987.

(2) Lettre du général Bonaparte au ministre de l'Intérieur, 2 frimaire an IV. A. N., F¹³ 987.

(3) Lettre du ministre de l'Intérieur aux officiers municipaux de Versailles, 9 frimaire an IV.

Réponse des dits officiers, 22 frimaire an IV. Lettre du ministre de l'Intérieur à Sangrain, 6 nivôse an IV. A. N., F¹³ 987.

(4) Cf. sup. chap. IV.

d'une autre manière sous les galeries qui en seront mieux éclairées (1). La 3^e division du ministère de l'Intérieur ne paraît pas avoir accepté cette proposition (2). Dans un rapport soumis au ministre de l'Intérieur en pluviôse an IV (21 janvier-19 février 1796), la 3^e division exposait que d'après la déclaration verbale de Sangrain, Louis XVI et ses frères avaient payé les deux tiers du premier établissement et de l'entretien des lanternes qui éclairaient Versailles au moment de la Révolution. La municipalité ne pouvait donc prétendre qu'à la propriété de 144 lanternes sur les 430 qui éclairaient Versailles à cette époque « et le surplus peut être réclamé par la République ».

La situation à Paris était absolument différente parce que les habitants avaient payé le rachat des boues et lanternes et ne pouvaient plus être tenus d'acquitter que les frais de premier établissement quand on mettait en service de nouvelles lanternes (3). La municipalité de Versailles dut s'incliner devant la force de ces arguments car on ne trouve pas de nouvelles réclamations de l'autorité militaire.

Les établissements publics éclairés par les soins de l'entrepreneur sous la surveillance du ministre de l'Intérieur étaient fort nombreux. En voici la liste avec le coût annuel de leur éclairage :

Ecole Polytechnique.....	1.093	livres	10	sols.
Palais du Muséum.....	4.972	»	10	»
Mont-de-Piété.....	891	»		
Maison des Gobelins.....	1.138	»	10	»
Muséum d'histoire naturelle.....	990	»		
Dépôt national des antiquités (rue de Beaune).....	198	»		
Musée des monuments français....	97	»	4	»
Bibliothèque nationale.....	693	»		
Conservatoire de musique.....	247	»	4	»

(1) Lettre de Sangrain au ministre de l'Intérieur, 30 nivôse an IV. A. N., F¹³ 987.

(2) On verra plus loin que Sangrain renouvela cette proposition au cours du mois pluviôse pour remplacer les nombreuses lanternes que l'on volait alors dans les rues.

(3) Rapport présenté au ministre de l'Intérieur, pluviôse an IV. A. N., F¹³ 987.

Ecole nationale de peinture au Louvre.....	1.477 livres	2 sols.
Maison de la filature (rue du Foin).	288	»
Bureau de la Commission de commerce.....	297	»
Approvisionnement de Paris.....	1.604	»
Navigation intérieure.....	1.485	» (1)

Pendant la période qui s'étend du 1^{er} fructidor an III (18 août 1795) au 1^{er} vendémiaire an V (22 septembre 1796), durée du premier bail consenti directement à Sangrain, de nombreuses rues de Paris, non encore éclairées, furent dotées de lanternes. Le 23 prairial an IV (11 juin 1795), la Commission des travaux publics avait décidé de passer outre à l'arrêté de l'ancien Corps municipal qui prescrivait « qu'aucune rue encore portée sur l'état de l'illumination ne serait éclairée qu'autant que les propriétaires feraient la dépense de l'établissement ».

En vertu de cette disposition nouvelle, la Commission décida le 12 brumaire an IV (3 novembre 1795) que les rues de la Tour-d'Auvergne, Blanche, de Clichy et de la République seraient éclairées aux frais du gouvernement ; le même jour 12 brumaire an IV, elle autorisait l'établissement des réverbères « dans les rues Papillon, Malborough (*sic*), Montholon, et autres dans l'arrondissement du faubourg Montmartre (2) ».

Au cours de l'an IV, les vols de lanternes se multiplièrent dans les rues de Paris. Les hauts prix auxquels étaient montées les matières premières par suite de leur rareté, incitaient les malandrins à dérober les lanternes pour les briser et revendre les débris de cuivre à des brocanteurs.

Le 12 frimaire an IV (3 décembre 1795), Sangrain avertissait le ministre de l'Intérieur « qu'il y a présentement dans cette Commune des hommes qui se permettent de voler les lanternes publiques des rues de Paris ». On avait constaté les vols suivants : une lanterne rue d'Enfer le 19 brumaire (10 novembre 1795) ; deux passage Saint-

(1) Etat des dépenses annuelles pour l'illumination des établissements publics étant sous la dépendance du ministre de l'Intérieur. A N., F ¹⁰ 990.

(2) Rapports du ministre de l'Intérieur. A N., F ¹³ 571 et 20 pluviôse an IV. A. N., F ¹³ 523.

Jacques le 1^{er} frimaire (22 novembre) ; une lanterne et sa boîte rue d'Enfer le 5 frimaire, une lanterne boulevard de la barrière d'Enfer le 6 frimaire et deux autres lanternes sur le même boulevard le 8 frimaire : enfin, une lanterne rue de Sèvres le 10 frimaire (1^{er} décembre 1795). Sangrain estimait que chaque lanterne revenait à cette époque à 7.500 livres ; on voit combien ces vols étaient onéreux. Le ministre fit observer à Sangrain qu'il avait beaucoup tardé pour rendre compte de ces vols, ce qui rendait les recherches fort difficiles et il l'invita « toutes les fois que quelque accident entravera le service à l'en avertir le jour (1) ».

Les vols de lanternes se multiplièrent dans les derniers jours de frimaire an IV ; on en constate en effet les 23, 24, 25 et 26 frimaire (14, 15, 16 et 17 décembre 1795). Les commissaires du bureau central avertis par Sangrain demandèrent au ministre de l'Intérieur de faire multiplier les patrouilles pendant la nuit et ordonnèrent une surveillance très active « à l'égard de ceux qui seraient rencontrés portant, vendant, ou achetant des débris de carcasses de lanternes ou lampes de réverbères ». Le ministre de l'Intérieur ordonna de faire de fréquentes patrouilles « afin d'arrêter s'il est possible quelques-uns des coupables (2) ».

Les vols continuèrent ; dans la nuit du 20 au 21 nivôse (10 au 11 janvier 1796), on déroba une lanterne rue de Vendôme, une rue de Valois « au pourtour du Palais-Egalité » et la lunette et les réverbères argentés d'une lanterne proche de la barrière d'Enfer. Sangrain cette fois en rendit compte directement au ministre et lui signala le jugement rendu récemment par le tribunal de police correctionnelle, jugement qui ne pouvait qu'encourager les auteurs des vols de lanternes à continuer. Six mois auparavant, on avait arrêté un individu chargé d'une hotte « remplie de mitraille de cuivre qui a été reconnue par un commissaire de police pour être des débris de lanternes

(1) Lettre de Sangrain au ministre de l'Intérieur, 12 frimaire an IV. A. N., A. F. ¹⁸ 356.

Lettre du ministre de l'Intérieur à Sangrain, 16 frimaire an IV. A. N., F. ¹⁸ 356.

(2) Lettre du bureau central du canton de Paris au ministre de l'Intérieur, 15 nivôse an IV.

Lettre du ministre de l'Intérieur au commandant temporaire de la place de Paris, 18 nivôse an IV. A. N., F. ¹⁸ 356.

coupés en petits morceaux ». Par jugement du 14 nivôse an IV (4 janvier 1796), le tribunal acquitta le prévenu et condamna Sangrain à lui restituer les débris de cuivre, sous prétexte qu'on n'y avait pas retrouvé son poinçon « comme si ce n'était pas une chose des plus faciles que d'enlever cette marque et que cette suppression ne fût pas une des premières précautions des malfaiteurs ». Sangrain était décidé à faire opposition à ce jugement inique (1).

Le ministre de l'Intérieur transmit la lettre de Sangrain au ministre de la police générale en le priant d'examiner ce jugement du tribunal correctionnel.

Les malfaiteurs profitaient de l'obscurité créée par le vol des lanternes pour piller les boutiques, le fait se produisit dans la nuit du 9 au 10 pluviôse (29 au 30 janvier 1796), près du cloître Saint-Honoré (2). Cette même nuit, on enleva deux lanternes à deux becs, rue des Mathurins et la nuit suivante, une lanterne à deux becs, barrière d'Enfer (3).

Le ministre de l'Intérieur reprocha à Sangrain de se contenter de lui rendre compte de ces vols ; il le pria à l'avenir d'avertir également le bureau central du canton de Paris, qui avait remplacé la Commission administrative de police. Il lui recommandait de faire exercer une surveillance active par les commis des entrepôts et « ceux des allumeurs qui méritent le plus de confiance ». Enfin, il lui suggérerait l'idée de faire placer les boîtes des lanternes à une hauteur telle qu'on ne pût les atteindre qu'au moyen d'une échelle et il lui demandait s'il ne soupçonnait pas quelques allumeurs de se trouver « parmi les coupables d'une partie de ces vols (4) ». Cette lettre du ministre à Sangrain se croisa avec une autre lettre que l'entrepreneur lui adressait le même jour 18 pluviôse an IV (7 février 1796), pour lui rendre compte du vol de quatre lanternes pendant la nuit du 16 au 17 pluviôse, dont une, rue de Varennes, bien que dans cette rue, où se trouvait la résidence du ministre de la

(1) Lettre de Sangrain au ministre de l'Intérieur, 22 nivôse an IV. A. N., F¹³ 356.

(2) Lettres du ministre de l'Intérieur au ministre de la Police générale 22 nivôse an IV et 10 pluviôse an IV. A. N., F¹³ 356.

(3) Lettre de l'inspecteur Damour à Sangrain, 13 pluviôse an IV. A. N., F¹³ 356.

(4) Lettre du ministre de l'Intérieur à Sangrain, 18 pluviôse an IV. A. N., F¹³ 356.

Guerre, il existât un corps de garde et une sentinelle en permanence pendant toute la nuit. Sangrain ne pouvant plus parvenir à remplacer les lanternes volées, proposait d'en prélever cent sur celles non employées à Versailles. Il signalait aussi l'existence de 130 lanternes à Compiègne dont cette commune n'avait nul besoin et il proposait à nouveau de supprimer 120 lanternes des galeries du Palais-Égalité « en donnant une nouvelle forme à cet éclairage, qui, en produisant un meilleur effet pour l'intérieur des galeries, donnera une économie annuelle de plus de 200.000 livres (1) ».

On vient de voir qu'il avait déjà fait sans succès des propositions identiques lorsqu'il s'était agi, pendant le mois de nivôse, de trouver des lanternes pour éclairer l'Ecole militaire. Il ne semble pas qu'il obtint plus de succès la seconde fois.

Pourtant, bien que Merlin, alors ministre de la Police générale, eût insisté auprès de Bonaparte, général de l'armée de l'intérieur, pour faire exécuter de nombreuses patrouilles (2), les vols de lanternes continuaient. Quatre lanternes étaient dérobées dans la nuit du 2 au 3 ventôse (21 au 22 février 1796), deux dans la nuit du 15 au 16 (5 au 6 mars 1796), une dans la nuit du 16 au 17 ventôse. En rendant compte de ce dernier vol au ministre de l'Intérieur, Sangrain lui représentait que la sûreté publique allait être compromise car il ne pouvait plus remplacer les lanternes volées, manquant de matières premières et d'ouvriers. Il insistait à nouveau sur la nécessité de lui délivrer les lanternes inutilisées à Versailles et à Compiègne (3).

Le ministre invita Sangrain à redoubler de surveillance (4), ce qui n'était peut-être pas un palliatif suffisant ; mais en même temps, il pressait le ministre de la Police générale « d'user de tous les moyens en son pouvoir pour que la sûreté publique ne soit pas compromise par suite de ces

(1) Lettre de Sangrain au ministre de l'Intérieur, 18 pluviôse an IV. A. N., F ¹³ 356.

(2) Lettre du ministre de la police générale au ministre de l'Intérieur, 18 pluviôse an IV. A. N., F ¹³ 356.

(3) Lettres de Sangrain au ministre de l'Intérieur, 4 ventôse an IV, 17 ventôse an IV. A. N., F ¹³ 356.

(4) Lettre du ministre de l'Intérieur à Sangrain, 18 ventôse an IV. A. N., F ¹³ 356.

vols ». Les voleurs devaient faire usage de pierres pour forcer les boîtes ou couper les cordages de suspension soit à l'aide d'une échelle, soit à l'aide « d'un fer tranchant longuement emmanché (1) ».

Quel que fût le procédé employé, les voleurs de lanternes continuaient leurs exploits et ils opéraient dans les rues les plus fréquentées. Pendant la nuit du 19 au 20 ventôse an IV (9 au 10 mars 1796), quatre lanternes disparurent : rue des Ménageries, avenue des Champs-Élysées, rue d'Hauteville et rue d'Angoulême près du Palais-Égalité. A cette date, on estimait la somme nécessaire pour remplacer une lanterne à 15.000 livres !!! Aussi, le ministre de l'Intérieur, à l'instigation de Sangrain, proposa au ministre de la Police générale « de faire publier un règlement qui ferait défense aux marchands ferrailleurs et autres d'acheter aucun débris de lanternes », et d'attirer l'attention des commissaires de police sur ces vols « qu'il est si important de réprimer (2) ».

En attendant l'effet de ces mesures, les vols continuaient : pendant les nuits du 24 au 25 et du 25 au 26 ventôse (14 au 15 et 15 au 16 mars 1796) huit lanternes furent dérobées. Sangrain ne pouvait faire plus que d'engager les allumeurs à se surveiller les uns les autres et de faire la déclaration des vols chez les commissaires de police (3).

Le ministre de la Police générale qui avait demandé le 26 ventôse an IV (16 mars 1796) au bureau central du canton de Paris de « stimuler fortement le zèle de ses inspecteurs et agents », apprit avec indignation que « les brigands poussent l'effronterie jusqu'à exercer leur brigandage dans le centre de Paris ». Il prescrivit, en conséquence, au général de l'armée de l'intérieur, de redoubler de surveillance et il attira l'attention du bureau central « sur les lieux qui peuvent recéler les débris des vols » et il lui ordonna de mettre en vigueur un règlement projeté sur la police des revendeurs et brocanteurs. Mais il ne croyait pas nécessaire

(1) Lettre du ministre de l'Intérieur au ministre de la police générale, 20 ventôse an IV. A. N., F¹³ 356.

(2) Lettres de Sangrain au ministre de l'Intérieur, 22 ventôse an IV, du ministre de l'Intérieur au ministre de la Police générale, 24 ventôse an IV. A. N., F¹³ 356.

(3) Lettre de Sangrain au ministre de l'Intérieur, 28 ventôse an IV. A. N., F¹³ 356.

de donner avis de ces vols à tous les bons citoyens, regardant ce procédé « comme une confession inutile du défaut de police (1) ».

A cette époque les voleurs craignant d'être rencontrés porteurs d'une lanterne, ne déroberent plus que les parties des lanternes en cuivre, plus aisées à dissimuler et seules faciles à revendre. Ainsi dans la nuit du 29 au 30 ventôse (19 au 20 mars 1796), rue Blanche, on déroba le chapiteau de cuivre et les deux réverbères d'une lanterne, rue des Mathurins, la lampe et les réverbères, rue du Chemin-Vert, la pompe, rue de Courcelles et rue de Monceau, le chapiteau, la lunette et les réverbères de deux lanternes. Sangrain était désespéré. « Je n'ose plus me permettre aucune observation sur ces incidents puisqu'ils paraissent sans remède, écrivait-il, au ministre de l'Intérieur : je gémis seulement de l'embarras où nous sommes pour le remplacement (2) ». Le ministre de l'Intérieur persistait à croire que certains allumeurs étaient les auteurs ou les complices de ces vols (3), mais comme on ne parvenait pas à arrêter les voleurs, ils continuaient leurs exploits. Quatre lanternes disparaissent dans la nuit du 3 au 4 germinal an IV (23 au 24 mars 1796) et deux lanternes dans celle du 28 au 29 germinal (17 au 18 avril 1796). A ce moment, les ressources de Sangrain sont épuisées et il ne peut plus opérer de remplacement (4).

Le bureau central se décida à faire apposer dans les rues de Paris une affiche le 19 floréal an IV (8 mai 1796), pour donner connaissance des mesures prises par lui pour remédier à ces vols. Toute personne porteur d'une lanterne, d'un réverbère ou de débris en provenant « qui ne sera pas munie en même temps d'un bulletin dont les allumeurs seuls seront porteurs, sera arrêtée et traduite devant un officier de police judiciaire ». Les commissaires de police, les préposés à l'administration de la police, « tous les dépositaires de la

(1) Lettre du ministre de la Police générale au ministre de l'Intérieur 29 ventôse an IV. A. N., F¹³ 356.

(2) Lettre de Sangrain au ministre de l'Intérieur, 3 germinal an IV. A. N., F¹³ 356.

(3) Lettre du ministre de l'Intérieur au ministre de la Police générale, 6 germinal an IV. A. N., F¹³ 356.

(4) Lettre de Sangrain au ministre de l'Intérieur, 6 et 30 germinal an IV. A. N., F¹³ 356.

force armée, tout citoyen de service militaire (*sic*) » pouvaient procéder à ces arrestations (1).

Le résultat paraît avoir été des meilleurs, car Sangrain ne signala plus que le vol du chapiteau, de la lunette et des réverbères d'une lanterne pendant la nuit du 8 au 9 messidor an IV (26 au 27 juin 1796) (2).

A ces vols de lanternes qui épuisaient les ressources des magasins de Sangrain, venait encore s'ajouter les lanternes brisées par leur chute sur le pavé des rues, chute due généralement à la vétusté des cordages, mais parfois à la malveillance stupide de malandrins qui les coupaient. La durée des cordes qui traversaient les rues était de deux années ; celle des cordes de descente d'un an seulement. On a vu précédemment que la Commune révolutionnaire, puis la Commission des travaux publics, firent d'actives démarches pour obtenir le chanvre nécessaire à la confection de cordages neufs, qui était alors réquisitionné pour les besoins de l'armée et de la marine.

Ce ne fut qu'en floréal an III (20 avril, 19 mai 1795) qu'on put obtenir du chanvre alors que le remplacement normal des cordages aurait dû être effectué depuis thermidor an II (19 juillet-17 août 1794), c'est-à-dire dix-huit mois plus tôt. Les chutes de lanternes furent fréquentes : du 14 thermidor an II (1^{er} août 1794) au sixième jour complémentaire an III (22 septembre 1795), 501 lanternes vinrent s'écraser sur le pavé des rues, occasionnant à Sangrain une dépense supplémentaire de 78.413 livres. Il en réclama le remboursement qui lui fut accordé le 8 pluviôse an IV (28 janvier 1796) (3).

(1) Affiche intitulée : Bureau central du canton de Paris. Vols de réverbères, 19 floréal an IV. A. N., F 7 3688 ¹⁷.

(2) Lettre de Sangrain au ministre de l'Intérieur, 12 messidor an IV. A. N., F 13 356.

(3) Etat des lanternes tombées certifié par l'inspecteur Damour ; pluviôse an IV et rapport présenté au ministre de l'Intérieur, 9 pluviôse an IV. A. N., F 13 356.

CHAPITRE VI

L'ÉCLAIRAGE DE PARIS DU 1^{er} VENDÉMAIRE AN V (22 septembre 1796) AU 1^{er} VENDÉMAIRE AN XI (23 septembre 1802)

LES MARCHÉS DE L'ÉCLAIRAGE DU 1^{er} VENDÉMAIRE AN V
AU 1^{er} VENDÉMAIRE AN XI. — LES CONCURRENTS DE
SANGRAIN. — RETARDS DANS LE PAIEMENT DES FRAIS
D'ÉCLAIRAGE. — SANGRAIN CÈDE SON ENTREPRISE A
HUVÉ. — RETRAITE DE L'INSPECTEUR DAMOUR. —
L'ÉCLAIRAGE DE PARIS EN L'AN X.

Sangrain parvint encore à la fin de l'an IV, à faire renouveler, à son profit, le bail de l'éclairage sans subir la formalité de l'adjudication. Dans le courant de fructidor, adressant une demande au ministre pour réclamer un acompte de 8.000 livres indispensable pour assurer la paie des allumeurs, il insistait sur les sommes considérables qui lui étaient dues pour « les éclairages particuliers des maisons, agences, hôpitaux, casernes, etc. (1) ». Il connaissait l'impossibilité où se trouvait alors le Directoire de payer les fournisseurs et il espérait ainsi ne pas éprouver de difficulté pour le renouvellement de son traité.

Il adressa le deuxième jour complémentaire an IV (18 septembre 1796) une soumission au ministre de l'Intérieur, dans laquelle il proposait de continuer le service de l'éclairage « auquel il s'est livré sans interruption depuis vingt-neuf ans », en se chargeant à ses risques et périls de la fourniture des huiles et de tous les détails du service, moyennant le prix de 6 deniers par heure et par bec de lumière.

(1) Lettre de Sangrain au ministre de l'Intérieur, 13 fructidor an IV. A. N., F ¹³ 572.

Le ministre renvoya le projet de soumission à l'examen du Bureau central du canton de Paris qui, dans la nouvelle organisation administrative qui allait être soumise au Corps législatif, était chargé de s'occuper de l'éclairage de Paris (1).

La soumission de Sangrain ne s'appliquant qu'à l'éclairage des rues, le Bureau central avant de l'accepter demanda au ministre s'il ne convenait pas de faire figurer sur le même marché les hôpitaux, corps de garde, prisons et autres établissements administratifs dont l'éclairage était assuré par Sangrain. Le ministre fut de cet avis et le 6 vendémiaire an V (25 septembre 1796), les trois administrateurs du Bureau central et le commissaire du Directoire, ayant accepté la soumission faite par Sangrain d'éclairer les rues et les diverses administrations publiques pendant deux nouvelles années, adressèrent ce marché à l'approbation du ministre de l'Intérieur (2). Le 10 vendémiaire (1^{er} octobre 1796), le ministre approuva le marché (3).

Mais un concurrent qu'on est surpris de trouver en compétition avec lui, son ancien associé Lepescheux, essaya de faire résilier ce marché. On se souvient qu'au cours du mois de germinal an IV, Lepescheux et ses associés avaient signifié à Sangrain l'annulation d'un marché d'huile parce qu'ils n'étaient pas payés en numéraire, mais en rescptions (4). Il est vraisemblable que ce procédé dut provoquer une certaine tension dans les rapports des deux compères qui s'entendaient si bien autrefois.

Le 22 fructidor an IV (8 septembre 1796), Lepescheux et Guenfey, s'intitulant « manufacturiers d'huile et anciens entrepreneurs de l'illumination de Paris », adressèrent une lettre au ministre de l'Intérieur pour prendre part à l'adjudication du service de l'éclairage. « Comme ce service sera sûrement mis à l'adjudication au rabais et que nous n'avons encore vu aucune affiche qui indique le lieu où l'on puisse

(1) Lettre du ministre de l'Intérieur au Bureau central du canton de Paris 2^e jour complémentaire an IV. A. N., F 13 990

(2) Lettres du Bureau central au ministre de l'Intérieur, 4^e jour complémentaire an IV du ministre au Bureau central; 5^e jour complémentaire an IV, du Bureau central au ministre, 6 vendémiaire an V. A. N., F 13 990.

(3) Rapport présenté au ministre de l'Intérieur, 10 vendémiaire an V. A. N., F 13 990.

(4) Cf. sup. chap. V.

prendre connaissance du cahier des charges, ajoutaient-ils nous vous prions de nous l'indiquer ».

La troisième division du ministère de l'Intérieur leur répondit d'adresser leur soumission et les prévint que le Bureau central serait chargé de passer le nouveau marché (1). Lepescheux ne paraît pas avoir envoyé la soumission réclamée. Ce n'est que vers la fin de pluviôse an V, qu'il adressa une réclamation à l'administration centrale du département de la Seine pour protester contre le marché passé avec Sangrain le 6 vendémiaire an V (25 septembre 1796). A cette réclamation, Lepescheux et Guenifey joignaient une soumission d'exécuter le marché à raison de 5 deniers et demi par bec de lumière, ce qui, d'après leur propre estimation, procurerait une économie annuelle de 60.000 livres sur le marché de Sangrain. L'administration centrale du département de la Seine demanda l'avis du ministre de l'Intérieur et, n'ayant pas reçu de réponse immédiate, réitéra sa demande quelques jours plus tard, Lepescheux et Guenifey la pressant de statuer sur leur réclamation (2). Le ministre répondit qu'il était exact que Lepescheux et Guenifey s'étaient proposés pour être mis en concurrence pour le marché de l'éclairage, mais ils n'avaient pas envoyé de soumission. « Il paraît au surplus, ajoutait le chef de la troisième division Cadet de Chambrine qui rédigea cette lettre, que ce marché ne présentait pas alors aux citoyens Lepescheux et Guenifey les avantages qu'ils croient y trouver actuellement, puisqu'ils ont attendu jusqu'à ce jour à réclamer et à faire des offres de rabais, qu'il était plus naturel de présenter dans les premiers jours de l'exécution du traité, moment, où la chance qui paraît se fixer en faveur de l'entrepreneur et qui détermine sans doute les offres de Lepescheux, laissait encore toute incertitude (3) ». La communication de cette réponse qui perçait à jour la manœuvre de Lepescheux, arrêta toute velléité de sa part de pousser l'affaire plus loin.

Pendant le cours de son marché, Sangrain eut à assurer

(1) Lettre de Lepescheux et Guenifey au ministre de l'Intérieur, 22 fructidor an IV et réponse du ministre, s. d. A. N., F ¹³ 990.

(2-3) Lettres de l'administration centrale du département de la Seine au ministre de l'Intérieur, 27 pluviôse et 19 ventôse an V. A. N., F ¹³ 990.

l'éclairage d'un nombre toujours croissant de locaux des diverses administrations publiques : corps de garde et casernes, prisons, hospices, locaux du Bureau central du canton de Paris et des diverses municipalités qui ont remplacé les sections, les ministères, les bureaux de liquidation des anciennes commissions de la Convention, tels que la Commission de commerce, l'Opéra même (1) furent éclairés par ses soins. L'entreprise de l'éclairage des rues se doublait peu à peu d'une seconde entreprise pour l'éclairage de tous les édifices publics, qui devenait aussi importante que la première. Dans une lettre adressée par Sangrain au ministre de l'Intérieur le 7 frimaire an V (27 novembre 1796), il écrit, en effet, que le service des établissements publics absorbe presque la moitié de ses besoins en huiles. Il éclairait alors plus de deux cents édifices et les démarches à faire pour obtenir des concierges de ces établissements les certificats mentionnant l'exécution du service étaient si multiples, qu'il n'avait à cette époque encore pu recevoir aucun acompte (2). Les achats d'huiles étaient alors un pesant fardeau pour Sangrain : on ne lui consentait qu'un crédit d'un mois pour les huiles de baleine et il devait payer comptant les huiles de graines (3).

Les difficultés éprouvées par Sangrain, n'empêchaient pas le Bureau central du canton de Paris de lui adresser des reproches sur son service ; dans le courant de brumaire an V, le Bureau central lui fit savoir que les Parisiens se plaignaient du faible éclat de la lumière des réverbères. Sangrain, que nous n'avons jamais trouvé à court d'arguments, mit ce défaut d'éclairage sur le compte de Lepescheux qui, « pendant vingt mois que l'entreprise lui a été confiée », a négligé de faire réargenter les miroirs des réverbères. Il oubliait qu'il avait été alors l'associé de Lepescheux. Sangrain prétendait avoir destiné une somme de 200.000 livres pour cette réargenture, mais il ne peut la faire qu'au-

(1) Sangrain fut chargé le 25 nivôse an V (14 janvier 1797) de fournir au théâtre des Arts les huiles d'éclairage et autorisé à mettre cette dépense à la charge du ministère de l'Intérieur. A. D., F¹³ 990.

(2) Lettre de Sangrain au ministre de l'Intérieur, 7 frimaire an V. A. Ns F¹³ 573. Voir dans ce carton l'état des « Maisons administratives éclairées par Sangrain en vendémiaire an V ».

(3) Rapport présenté au ministre de l'Intérieur, 8 vendémiaire an V. A. N., F¹³ 573.

tant qu'on lui paiera les 148.412 livres qu'on lui doit pour l'exécution de son marché (1).

Le ministre de l'Intérieur lui-même ne négligeait pas de contrôler les réclamations des Parisiens au sujet de l'éclairage. C'est ainsi que le 12 frimaire an V (2 décembre 1796), il écrivait au Bureau central qu'il avait trouvé la place de la Concorde plongée dans la plus profonde obscurité et lui enjoignait de prescrire à l'entrepreneur « de donner tous ses soins pour que son service ne donne lieu à aucune plainte (2) ».

Mais cette sévérité à l'égard de Sangrain ne pouvait avoir de suites bien redoutables, car l'administration directoriale était dans l'impossibilité absolue de lui payer ce qu'elle lui devait. Innombrables sont les réclamations de Sangrain pour obtenir non le solde de son compte, mais simplement les avances indispensables à la marche de son service. Dès le 26 thermidor an V (13 septembre 1797), il informe le ministre de l'Intérieur qu'il est au bout de son crédit personnel : « J'y ai mis toute ma fortune, le fruit de vingt-huit années de travail, j'ai épuisé la bourse de mes amis et fait des emprunts onéreux (3) ».

Le 4 brumaire an VI (25 octobre 1797), il s'adresse aux Directeurs eux-mêmes : il n'a pas reçu un sol depuis trois mois pour l'éclairage des rues ; pour les établissements publics, on lui doit les dépenses de l'an III, de l'an IV et de l'an V. « Je suis écrasé, écrit-il, je ne sais à chaque minute où trouver un écu... » et il demande que sur les 600.000 livres qui lui sont dues, on lui fasse une avance de 120.000 livres. Le 13 brumaire (3 novembre 1797) nouvelle supplique au Directoire : il est accablé de protêts et d'assignations au tribunal de commerce et va être saisi. « Il n'est pas assez que j'ai sacrifié jusqu'à mon dernier sol pour soutenir mon service, j'ai la douleur de me voir arracher honneur et crédit ». Il dut recevoir un acompte sur sa dette, car le 3 frimaire an VI (23 novembre 1797), il ne réclame plus que

(1) Lettre de Sangrain au Bureau central du canton de Paris, 11 brumaire, an V. A. N., F¹³ 990.

(2) Lettre du ministre de l'Intérieur au Bureau central du canton de Paris, 12 frimaire an V. A. N., F¹³ 990.

(3) Lettre de Sangrain au ministre de l'Intérieur, 26 thermidor an V. A. N., F¹³ 990.

193.868 francs 29 centimes, pour l'éclairage de divers établissements publics au cours des années III^e, IV^e et V^e (1).

En pluviôse an VI (20 janvier-18 février 1798), les suppliques de Sangrain aux Directeurs se font encore plus pressantes le 6 et le 9 pluviôse ; il réclame des acomptes (2). Le Président du Directoire se bornant à transmettre ces suppliques, sans émettre d'avis, au ministre de l'Intérieur, c'est à lui que Sangrain va s'adresser. Le 12 pluviôse (31 janvier 1798), il lui rend compte que les fournisseurs lui refusent huiles, cordages, cuivre, verre, que les allumeurs n'étant pas payés depuis le 8 du mois, se révoltent. « Je ne trouve pas un sol à emprunter, je ne sais que devenir. N'est-il pas pénible après trente ans de services de me trouver dans une aussi cruelle position ». On lui doit alors plus de 700.000 francs. Il revient à la charge le lendemain 13 pluviôse ; il est poursuivi par ses créanciers, ses biens meubles et immeubles saisis, les fournisseurs lui refusent des huiles, les magasins sont épuisés, « tout est en souffrance, ce qui met la sûreté publique en danger (3) ». Le ministre se décide alors à attirer l'attention du Directoire sur la situation du service de l'éclairage. Le ministre de la police générale et le Bureau central du canton de Paris craignent que le service ne soit abandonné et que la sûreté publique ne soit troublée. Il demande de faire allouer un fort acompte à Sangrain (4).

La situation financière de Sangrain était certainement des plus précaires, mais l'acharnement qu'il mettait à adresser supplique sur requête aux Directeurs et au ministre, n'avait pas pour seul objet l'intérêt qu'il portait à la bonne exécution de son service. Sangrain avait acquis dans

(1) Lettres de Sangrain aux citoyens Directeurs du pouvoir exécutif, 4 brumaire an VI. A. N., F¹³ 555, 13 brumaire an VI et 3 frimaire an VI. A. N., F¹³ 990.

(2) Lettres de Sangrain aux citoyens Directeurs, 6 et 9 pluviôse an VI. A. N., F¹³ 990.

(3) Lettres de Sangrain au ministre de l'Intérieur, 12 et 13 pluviôse an VI. A. N., F¹³ 990.

(4) Rapport du ministre de l'Intérieur au Directoire, pluviôse an VI, A. N., F¹³ 990. Le retard apporté dans le paiement des sommes dues à Sangrain avait pour cause non seulement le très mauvais état des finances du Directoire, mais encore l'absence du budget régulier de l'administration centrale du département de la Seine à laquelle incombait le paiement des frais d'éclairage de certains édifices.

le département de Seine-et-Marne des biens nationaux considérables, la terre de Saint-Faron près de Meaux, pour l'achat de laquelle il devait verser 25.886 livres, 18 sols, 3 deniers en numéraire ou en récépissés de la Trésorerie nationale, ainsi que d'autres biens nationaux dans le département de l'Oise. Il obtint le 3 ventôse an VI (21 février 1798) un arrêté du Directoire autorisant le ministre de l'Intérieur à ordonnancer à son profit une somme de 117.431 francs 91 « partiellement acquittée en récépissés de la Trésorerie nationale admissibles en paiement de la portion payable en numéraire et obligations du prix des domaines nationaux acquis par le citoyen Sangrain dans les départements de la Seine-et-Marne et de l'Oise (1) ». On verra plus loin que Sangrain songeait, dès cette époque, à prendre un repos bien mérité.

Une des causes des avances considérables qu'il était obligé de faire, était le mauvais état des finances de l'administration centrale du département de la Seine à qui incombaient le paiement de l'éclairage des rues de Paris. Dans une pétition que Sangrain et Trouillet, entrepreneur du nettoyage des rues de Paris, adressèrent le 15 ventôse an VI (5 mars 1798) conjointement aux directeurs, ils estimaient les dépenses annuelles du département à 5 millions de livres alors qu'en 15 à 18 mois, les recettes constituées « par le dixième des patentes et les sols additionnels des contributions foncières et personnelles » ne s'élevaient qu'à 2 millions de livres. Le Directoire ayant alloué au département un secours de 200.000 livres, Sangrain demandait à recevoir pour sa part 70.000 livres et Trouillet 50.000 (2). N'ayant rien reçu, les deux entrepreneurs demandèrent le 22 germinal an VI (11 avril 1798) une audience au ministre de l'Intérieur, « la sûreté de la ville de Paris l'exige » écrivaient-ils.

A la suite de cette entrevue dans laquelle ils durent expo-

(1) Arrêté du Directoire du 3 ventôse an VI. Art. 2. A. N., F ¹³ 555 et 990.

(2) Pétition des entrepreneurs de l'illumination et du nettoyage aux Directeurs, 15 ventôse an V. A. N., F ¹³ 990. La loi du 4 prairial an VI accorda au département de la Seine, pendant 5 décades, le cinquième des contributions de la commune de Paris ; mais cette recette supplémentaire ne produisit que 295.000 francs. Pétition de Sangrain aux Directeurs, 2 thermidor an VI. A. N., F ¹³ 990.

ser leurs doléances, Trouillet et Sangrain adressèrent une nouvelle requête le 24 germinal an VI (13 avril 1798) au Directoire. Ils exposaient que l'administration du département de la Seine avait déclaré ne pouvoir les payer et ils demandaient aux Directeurs quel parti ils devaient prendre, les ministres de l'Intérieur et des Finances ne voulant accorder aucun secours au département (1).

Le Directoire transmit cette requête au ministre de l'Intérieur en l'invitant à demander l'avis de l'administration du département de la Seine qui proposa de réclamer au Corps législatif un nouvel impôt sur les maisons de Paris pouvant produire 1.100.000 livres. Le département ne considérait cet impôt que comme un palliatif, et préférait la création de nouvelles contributions indirectes, « toujours moins sensibles que l'augmentation des contributions directes ». Les entrepreneurs de l'éclairage et du nettoyage avaient rappelé à l'administration du département que le rachat des boues et lanternes ordonné par lettres patentes du roi du 8 avril 1781, n'avait été fait que partiellement et qu'il restait environ 1.200.000 livres à recouvrer. Mais où étaient les rôles et les registres de ce rachat (2) ? Le département concluait à une augmentation des contributions indirectes et, en attendant, demandait une avance de un million (3).

Cet état de créancier perpétuel de l'administration, s'il créait à Sangrain de graves difficultés, avait néanmoins l'avantage de le placer dans une situation privilégiée vis-à-vis de ses concurrents, lors des renouvellements du bail de l'éclairage.

En vue du nouveau bail qui devait entrer en vigueur le 1^{er} vendémiaire an VII (22 septembre 1798), Lepescheux et Guenifey posèrent leur candidature dès le 27 nivôse

(1) Lettre des entrepreneurs de l'illumination et des boues au Directoire, 24 germinal an VI. A. N., F¹³ 990.

(2) Cf. HERLAUT. *L'éclairage des rues à Paris à la fin du XVII^e et au XVIII^e siècle*. Op. cit.

(3) Lettre de l'administration centrale du département de la Seine au ministre de l'Intérieur, 16 prairial an VI. A. N. F¹³ 990. Au cours de cette période des lanternes furent placées rue de Miromesnil et rue Ambroise, arrondissement de Popincourt, sur la demande des habitants. Lettre du ministre de l'Intérieur à l'administration du département de la Seine, 12 nivôse an V. A. N., F¹³ 990.

an VI (16 janvier 1798), demandant directement au Directoire où serait déposé le cahier des charges de la prochaine adjudication afin de le consulter (1). L'administration du département de la Seine, à qui cette demande fut transmise, leur répondit qu'elle avait l'intention de donner à l'adjudication de l'éclairage « une publicité telle que tous ceux qui voudraient y concourir puissent en être instruits et prendre connaissance du cahier des charges (2) ». L'adjudication du bail de l'éclairage eut en effet lieu le 26 thermidor an VI (13 août 1798). Différents concurrents s'étaient présentés : Mesmaker et compagnie, négociants en huiles, à Lille, offraient une réduction de un pour cent sur le prix du précédent bail ; Lepescheux et Guenifey proposaient le prix de 5 deniers et demi (0 fr. 0229) par heure et par bec de lumière ; Sangrain offrait de continuer l'entreprise pour 5 deniers un tiers (0 fr. 0222), ce qui procurait une économie annuelle de 80.000 fr. sur le bail précédent. L'administration du département, considérant que la soumission de Sangrain était la plus avantageuse, que de plus « il est habitué à ce service important et que trente années d'épreuves qui ont été constamment à son avantage, inspirent toute confiance sous le rapport de la sûreté publique qui pourrait être compromise par la moindre interruption dans ce service s'il était confié à un entrepreneur inexpérimenté sans moyens, ou immoral », décida de le déclarer adjudicataire pour deux nouvelles années (3).

Le nouveau marché fut soumis au ministre de l'Intérieur pour obtenir son approbation. Cette ratification indispensable ne fut pas obtenue aisément. Bien que l'administration ne pût payer avec régularité l'entrepreneur, les profits que procurait l'entreprise ne devaient pas être négligeables car les compétiteurs de Sangrain tentèrent de faire annuler à leur profit l'adjudication du 26 thermidor. S'il faut en croire une lettre écrite par Sangrain au ministre de l'Inté-

(1) Lettre de Lepescheux et Guenifey, manufacturiers d'huiles, rue de l'Echiquier, n° 37, au Président et membres composant le Directoire exécutif de la République française, 27 nivôse an VI. A. N., F¹³ 990.

(2) Lettre de l'administration centrale du département de la Seine au ministre de l'Intérieur, 29 pluviôse an VI. A. N., F¹³ 990.

(3) Extrait du registre des délibérations du département de la Seine, 26 thermidor an VI. A. N., F¹³ 356.

rieur, Mesmaker lui avait proposé avant l'adjudication de retirer sa soumission moyennant un pot de vin de 50.000 fr. ou sinon il proposerait un rabais de un demi pour cent sur toutes les autres soumissions (1). Mesmaker mit sa menace à exécution et, le 29 thermidor, il adressa au ministre une soumission dans laquelle il s'engageait « pendant neuf ans à faire le service de l'illumination de Paris à un demi pour cent au-dessous de toutes les soumissions faites et à faire ». L'administration du département de la Seine à laquelle la proposition fut transmise, la rejeta considérant « qu'on a peine à croire que le faible avantage d'un demi pour cent (2) puisse balancer celui que trente années d'expériences offre en faveur du citoyen Sangrain ». Le ministre fut du même avis (3) malgré l'appui donné à Mesmaker par le député du Nord Devinett-Thierry, qui se porta garant de sa solvabilité et de sa moralité (4).

Un autre concurrent, le citoyen Huvé, « marchand huilier, rue de la Loi, n° 154 », adressa le 9 fructidor an VI (26 août 1798) une soumission à l'administration du département de la Seine, offrant de se charger de l'illumination à raison de 5 deniers par bec ; l'administration du département transmit cette demande au ministre en le priant de décider, sans s'arrêter à l'adjudication faite le 26 thermidor. Mais le lendemain, 13 fructidor (30 août 1798), le citoyen Huvé écrivait à l'administration du département qu'il se désistait (5).

Un inventeur dont on retrouvera le nom dans la suite, le citoyen Commart de Strasbourg, proposa au ministre non seulement de mettre l'éclairage de Paris et des adminis-

(1) Lettre de Sangrain au ministre de l'Intérieur, 2 fructidor an VI. A. N., F¹³ 990.

(2) Le rabais proposé par Mesmacker procurait une économie annuelle de 32.700 francs.

(3) Rapport présenté au ministre de l'Intérieur, 8 fructidor an VI. A. N., F¹³ 990.

(4) Lettre de Devinett-Thierry, député du Nord au ministre de l'Intérieur, 12 fructidor an VI. A. N., F¹³ 990.

(5) Soumission de Huvé, 9 fructidor an VI. Lettres de l'administration du département de la Seine au ministre de l'Intérieur, 12, 13 et 14 fructidor an VI. A. N., F¹³ 990. Huvé semble avoir été associé de Sangrain ou tout au moins son fondé de pouvoir pendant la période qui se termine au 1^{er} vendémiaire an VIII. Cette soumission d'Huvé ne fut vraisemblablement présentée qu'en complet accord avec Sangrain qui redoutait Mesmacker et qui voulait, une fois de plus, mettre à sa place un prête-nom.

trations publiques en régie, mais encore de modifier la forme et le nombre des réverbères en service. Sa proposition ne fut pas prise en considération (1).

La dernière difficulté que Sangrain rencontra pour la ratification de son marché vint du ministre de l'Intérieur François de Neufchâteau, qui exigea qu'on y introduisît une clause aux termes de laquelle « l'entrepreneur serait contraignable par corps à l'exécution de son marché (2) ». Cette clause introduite, le marché fut enfin approuvé par le ministre de l'Intérieur le 15 fructidor an VI (1^{er} septembre 1798) (3).

L'éclairage de Paris était une entreprise considérable et exigeait des capitaux importants, pour assurer un service régulier. D'un « état de la dépense générale de l'illumination de Paris établie pour une année », il ressort que l'éclairage de Paris occasionnait annuellement une dépense de 618.618 francs 90 centimes, à laquelle il fallait ajouter le bénéfice de l'entrepreneur égal au dixième de cette somme, soit 61.861 fr. 89 ce qui faisait une dépense totale de 680.480 francs 79, somme très importante pour l'époque (4).

Le nouveau bail était à peine entré en vigueur que la Commission des inspecteurs du palais des Cinq-Cents, demanda le 6 vendémiaire an VII (27 septembre 1798) que le quai d'Orsay et le quai de la Grenouillère qui y faisait suite, fussent pavés et éclairés depuis la rue de Poitiers jusqu'à l'Esplanade des Invalides. Le ministre de l'Intérieur transmit leur demande à l'administration centrale du département de la Seine le 23 vendémiaire (14 octobre 1798), qui répondit au début de brumaire qu'il lui paraissait plus convenable de suspendre les lanternes à des tiges en fer et à crosse, « comme sur la place de la Concorde », ce qui occasionnerait une dépense de 7.220 fr., alors qu'en les suspendant à des poteaux de bois, la dépense ne serait que

(1) Lettre de l'administration du département de la Seine au ministre de l'Intérieur, 14 fructidor an VI. A. N., F ¹⁸ 736.

(2) Lettre du ministre de l'Intérieur à l'administration du département de la Seine et réponse de cette administration, 8 fructidor an VI. A. N., F ¹⁸ 990.

(3) Lettre de l'administration du département de la Seine au ministre de l'Intérieur, 24 fructidor an VI. A. N., F ¹⁸ 990.

(4) Etat de la dépense générale de l'illumination de Paris pour une année, 14 fructidor an VI. A. N., F ¹⁸ 736.

4.180 fr. Le ministre approuva cette proposition. Par la suite, on décida d'augmenter le nombre des lanternes le long de ces quais et en nivôse an VII (décembre 1798-janvier 1799), Sangrain fit établir 19 lanternes, sur le quai d'Orsay, de la rue de Bellechasse au pont de la Révolution et sur le quai de la Grenouillère, entre ce pont et l'esplanade des Invalides (1).

Pendant le cours de son nouveau bail, Sangrain éprouva les mêmes difficultés que précédemment pour être payé. Dès le début de vendémiaire, il réclamait au ministre de l'Intérieur quelque argent sur les avances qu'il avait consenties. On lui devait alors 426.000 francs pour l'éclairage des rues, 80.000 francs pour les hospices et plus de 100.000 francs pour les diverses administrations, soit au total plus de 600.000 francs (2).

Il faut croire que la confiance dans le crédit de l'Etat était néanmoins solide, car c'est au cours de ce bail que l'on trouve pour la première fois le nom de Huvé comme associé officiel de Sangrain ; une lettre adressée le 24 prairial an VIII (13 juin 1800) par l'entrepreneur général de l'illumination de Paris aux Consuls pour réclamer le paiement d'une partie de l'arriéré débute ainsi : « Chargé de concert avec le citoyen Sangrain du service pénible de l'illumination des rues et de presque tous les établissements publics, je ne sais par quelle fatalité, depuis la création des préfectures, je n'ai reçu que onze jours de celui qui les regarde (*sic*)... » ; cette lettre est signée Huvé et compagnie (3). On verra que quelques mois plus tard Huvé devint le seul entrepreneur de l'éclairage.

Au début de l'an VIII, le prix des huiles qui était descendu à 9 et 10 sols la livre, remonta à 14 et 15 sols la livre, Sangrain demanda au ministre de l'Intérieur une indemnité pour compenser la perte qu'il éprouvait. Lucien Bonaparte lui accorda 6 deniers par bec de lumière au lieu de 5 deniers un tiers. Lepescheux qui ne désespérait toujours pas d'enle-

(1) Lettres de la Commission des inspecteurs du palais des Cinq-Cents au ministre de l'Intérieur, 6 vendémiaire et 29 frimaire an VII. Rapport présenté au ministre, 3 brumaire an VII. Lettre de l'administration du département de la Seine au ministre, 6 nivôse an VII. A. N., F ¹³ 989.

(2) Lettre de Sangrain au ministre de l'Intérieur, 7 vendémiaire an VII. A. N., F ¹³ 990.

(3) Lettre de Huvé, aux Consuls, 24 prairial an VIII. A. N., F ¹³ 990.

ver l'entreprise de l'éclairage à Sangrain, proposa immédiatement à l'administration du département de la Seine « de prendre dès à présent son lieu et place et de remplir les charges, clauses et conditions portées dans son bail, c'est-à-dire au prix de 5 deniers un tiers par bec, sans aucune indemnité non seulement pour le temps qu'il a à courir, mais encore en passant un nouveau bail dès à présent pour trois ou six années... » Lepescheux adressa la même lettre au ministre de l'Intérieur (1), qui avertit Sangrain de cette offre et lui demanda de renoncer à l'indemnité qui venait de lui être accordée et qui, « d'après cette proposition paraîtrait être une surcharge pour le gouvernement (2) ». Sangrain répondit au ministre dès le lendemain (18 pluviôse (7 février 1800)). A son avis, Lepescheux n'a fait ses offres que parce qu'il sait que la récolte de colza et de rabette sera bonne, d'autre part, l'indemnité qui lui a été accordée expire le 1^{er} ventôse (20 février 1800) et à cette date lui aussi exécutera le service à 5 deniers un tiers. Lorsqu'il s'agira de renouveler son traité si des circonstances heureuses provoquent une baisse des huiles, il sera le premier à faire profiter l'administration de la plus forte réduction possible. « Tels ont toujours été mes principes, ils ne varieront jamais ». Le ministre approuva les termes de cette lettre et maintint l'indemnité jusqu'au 1^{er} ventôse (3).

N'ayant pas encore réussi cette fois à enlever à Sangrain l'entreprise de l'éclairage, Lepescheux dès le 4 germinal an VIII (5 mars 1800) crut devoir attirer l'attention du préfet de la Seine, qui était alors Frochot, sur les manœuvres illicites qui, depuis sept ans avaient accompagné trois fois l'adjudication du bail de l'éclairage : on avait éludé les formes de la loi et l'adjudication « avait été le prix de la faveur et de l'intrigue ». Le résultat avait été déplorable. « Chaque lanterne ne fait voir aux passants qu'un charbon au lieu d'une lumière et le plus souvent les lanternes sont

(1) Lettre de Lepescheux au ministre de l'Intérieur et à l'administration du département de la Seine, 11 pluviôse an VIII. A. N., F¹³ 990.

(2) Lettre du ministre de l'Intérieur à Sangrain, 17 pluviôse an VIII. A. N., F¹³ 990.

(3) Lettre de Sangrain au ministre de l'Intérieur, 18 pluviôse an VIII et Rapport présenté au ministre, 27 ventôse an VIII. A. N., F¹³ 990.

éteintes au milieu de la nuit ». S'il a cru devoir signaler ces faits au préfet, c'est pour lui permettre de s'opposer à ces manœuvres, afin qu'elles ne rendent pas illusoire l'adjudication future. N'ayant reçu aucune réponse, il écrivit à nouveau au préfet une lettre à peu près analogue le 19 germinal (9 avril 1800) (1).

Sangrain devant cette attaque, ne resta pas inactif : dans le courant de ce même mois de germinal an VIII, il demande au ministre de l'Intérieur la prorogation de son bail pour six ans à partir du 1^{er} vendémiaire an IX, au prix de 5 deniers un tiers (2). Le ministre renvoya sa demande à l'examen du préfet de la Seine. Celui-ci lui fit remarquer que l'entreprise était ordinairement donnée à l'adjudication et qu'on était obligé de se conformer à cet usage, un négociant en huiles, Lepescheux s'étant déjà mis en concurrence avec Sangrain. Mais « des raisons d'intérêt public, semblent justifier et même nécessiter l'usage d'une autre voie ». Sangrain assure ce service depuis trente ans, il consent à accepter le prix de la plus basse soumission « sans même ajouter à ce titre, celui de créancier pour plus de 700.000 livres ». Il est d'avis d'accorder à Sangrain la prorogation de six ans qu'il demande (3).

Lepescheux ayant vraisemblablement appris le sens de la réponse du préfet, lui écrivit par deux fois pour le mettre en demeure de faire rédiger incessamment le cahier des charges et de procéder à une adjudication. De plus, son associé Guenifey adressa le 25 germinal (15 avril 1800) une pétition au Premier Consul dans laquelle il offrait un rabais de 208 dix millièmes de francs par heure de lumière, ce qui procurerait une économie annuelle de 70.000 francs : le Premier Consul renvoya la pétition au ministre de l'Intérieur qui, le 1^{er} floréal an VIII (21 avril 1800), y fit une réponse qui devait décourager tous les concurrents de Sangrain : « Je n'accepte d'offres que celles qui sont faites directement au ministre ; on n'analysera plus de sem-

(1) Lettre de Lepescheux au préfet de la Seine, 4 et 19 germinal an VIII. A. N., F¹³ 990.

(2) Pétition de Sangrain au ministre de l'Intérieur, germinal an VIII. A. N., F¹³ 990.

(3) Lettre du préfet du département de la Seine au ministre de l'Intérieur, 22 germinal an VIII. A. N., F¹³ 990.

blables pièces et on n'en accusera pas réception (1) ».

Le ministre réclama un rapport sur la question qui lui fut fourni le 8 prairial an VIII (28 mai 1800). Sangrain devait s'être assuré de sérieux appuis à la troisième division du ministère de l'Intérieur, car ce long rapport n'est qu'un éloge de son entreprise. « Depuis plus de trente ans, il est chargé de l'illumination de Paris dont il est le créateur ; il s'en est acquitté sans avoir mérité un seul reproche. La pénurie du trésor public ne l'a pas détourné un seul moment. A présent le service a anéanti sa fortune, épuisé ses ressources et il lui est dû 730.000 francs ». Puis, rappelant les baux passés par Sangrain sous l'ancien régime, l'auteur du rapport faisait observer que le second bail accordé à Sangrain pour vingt ans, avait commencé en 1789 et qu'il ne faisait que se continuer ; aussi concluait-il à lui accorder la prorogation de six années qu'il réclamait. Le ministre n'accorda cette prorogation que pour deux ans (2). Cette décision fut ratifiée par un arrêté des Consuls du 12 messidor an VIII (1^{er} juillet 1800) (3).

Entre temps, le préfet de police avait été chargé par l'article 44, section V, de l'arrêté des Consuls du 12 messidor de passer à l'avenir les marchés de l'éclairage de Paris. Il se préparait à passer ce marché pour lequel il avait rédigé un cahier des charges quand il fut avisé directement par Sangrain de la prorogation de deux ans qu'il venait d'obtenir (4).

Sangrain avait hâte de régulariser ce marché, car il songeait à prendre un repos bien gagné. Le deuxième jour complémentaire an VIII (19 septembre 1800), le préfet de police approuva un acte de cession passé par-devant maître Hua, notaire à Paris, le 3 messidor (22 juin 1800), par lequel Sangrain cédait à Louis Huvé, demeurant, 40, faubourg Montmartre, son traité pour l'éclairage de Paris (5).

(1) Pétition de Guenifey-Savonnières, manufacturier d'huile, rue Neuve des Petits-Champs, au Premier Consul, 25 germinal an VIII et Décision du ministre de l'Intérieur, 1^{er} floréal an VIII. A. N., F ¹³ 736.

(2) Rapport demandé par le ministre, 8 prairial an VIII. A. N., F ¹³ 990.

(3) Arrêté des Consuls, 12 messidor an VIII. A. N., F ¹³ 356.

(4) Lettre du Préfet de police au ministre de l'Intérieur, 1^{er} thermidor an VIII. A. N., F ¹³ 990.

(5) Arrêté du préfet de police de Paris, 2^e jour complémentaire an VIII. A. N., F ¹³ 356.

S'il faut en croire un contemporain, l'éclairage de Paris était alors satisfaisant. « Si la lune a quelquefois compté sur les réverbères, les réverbères, à leur tour, ont souvent compté sur la lune... Cependant, il faut l'avouer, cette partie est bien tenue, quoique avec économie. Leur lumière n'est pas scintillante comme celle des étoiles, mais elle est douce et tranquille... (1) ». C'est là un juste hommage rendu au vieil entrepreneur de l'éclairage.

Huvé n'eut qu'à suivre les traditions de son ex-associé pour assurer convenablement l'éclairage des rues et des diverses administrations publiques. Il conserva auprès de lui pendant quelque temps l'homme qui, au milieu des événements de cette période agitée, avait rempli les modestes fonctions d'inspecteur de l'illumination avec une régularité admirable : l'inspecteur Damour. D'abord, simple inspecteur du nettoyage, Damour avait été nommé en 1784, inspecteur principal de l'illumination, charge qu'il partageait avec son collègue Julien. Le 15 ventôse an X (6 mars 1802), le préfet de police lui communiqua un arrêté qui supprimait ses fonctions et il demanda et obtint du ministre de l'Intérieur une pension de retraite pour ce vieux serviteur, alors âgé de 70 ans, et qui avait deux fils « au service de la Patrie, en qualité de simples volontaires (2) ».

Au 1^{er} vendémiaire an X, Paris était éclairé par 4.223 lanternes renfermant 9.750 becs de lumière. Le service se divisait en grand allumage, qui comprenait l'allumage de tous les réverbères et demi-allumage où un réverbère sur deux était allumé, sauf sur les ponts, quais, boulevards et places où aucun réverbère n'était allumé.

Pendant l'hiver de l'an IX, Huvé avait signalé au préfet de police les inconvénients qui résultaient de ce demi-allumage : plaintes des habitants qui ne savaient pas distinguer le demi-allumage du grand allumage, obscurité absolue quand les nuages cachaient la lune et attentats commis dans les rues insuffisamment éclairées. C'est dans une période de demi-allumage que fut commis le 3 nivôse (24 décem-

(1) HENRION. *Encore un tableau de Paris*. Paris an VIII, in-16°, pages 65 et 66, cité par d'Allemagne. *Histoire du Luminaire*, page 254.

(2) Arrêté du préfet de police du 15 ventôse an X. Pétition de Jean Michel Damour, doyen des inspecteurs du nettoyage et de l'illumination. A. N., F¹³ 736.

bre 1800) l'attentat de la rue Saint-Nicaise contre le Premier Consul. Huvé proposa, après un entretien avec le ministre de l'Intérieur, d'allumer tous les réverbères pendant les six mois d'hiver, ce qui occasionnerait un surcroît de dépense de 99.553 livres 8 sols. Le préfet de police, à qui cette proposition fut soumise, la rejeta par mesure d'économie ; il n'avait jamais remarqué une recrudescence de crimes pendant les périodes de demi-allumage et le jour de l'attentat de la rue Saint-Nicaise, la lune « répandait une grande clarté ». Le préfet se contenta de prescrire à Huvé de faire réargenter le plus rapidement possible les réflecteurs et les chapiteaux « qui tous en ont un si grand besoin qu'ils ne jettent plus de reflets (1) ».

Pour le service de l'éclairage, Paris était divisé en cinq arrondissements dans chacun desquels était un entrepôt avec trois commis, dont un de garde en permanence.

Les entrepôts étaient situés :

1^o L'entrepôt général — rue de Thorigny, n^o 540, avec 28 allumeurs pour les quartiers du Marais, Paul, de la rue Antoine ;

2^o L'entrepôt de la rue Nicolas-du-Chardonnet, avec 29 allumeurs pour les quartiers de la rue André-des-Arts, Benoit, de l'île de la Fraternité, de la place Maubert ;

3^o L'entrepôt de la rue Guérin-Boisseau, avec 29 allumeurs pour les quartiers : Martin, Denis, Montmartre, Jacques-de-la-Boucherie, les Halles, Opportune ;

4^o L'entrepôt de la rue Neuve-des-Capucines, avec 28 allumeurs pour les quartiers : Palais-Égalité, Eustache, Louvre, Faubourg Honoré, Chaussée d'Antin.

5^o L'entrepôt de la rue de Bourgogne, avec 28 allumeurs pour les quartiers : du Luxembourg, Germain-des-Prés, Gros-Caillou. Nos anciennes connaissances, Fricault et Lenfumé, exerçaient respectivement les fonctions d'inspecteur principal et d'inspecteur de l'éclairage (2).

(1) Lettre du Préfet de police au ministre de l'Intérieur, 22 nivôse an IX. A. N., F¹³ 736.

(2) « Préfecture de police. Tableau de l'illumination des rues, places et carrefours de Paris pour l'an X... ». A. N., A. D. XVI. 71, cité par TOURNEUX, *Bibliographie*, t. III, p. 294, n^o 14. 671.

Il y a lieu de remarquer que dans ce tableau, on trouve encore les dénominations des anciens quartiers, sous leur forme révolutionnaire, au lieu des arrondissements.

Huvé ne paraît pas avoir déployé le même zèle que Sangrain pour conserver pendant de longues années l'entreprise de l'éclairage de Paris. En l'an X, la paix, enfin signée, détermina le préfet de police à mettre le service de l'éclairage en adjudication pour neuf ans. Un certain Feuillant ayant proposé le prix de 4 deniers un quart, Huvé obtint la préférence au même prix, et repassa, sous son cautionnement, ce bail au citoyen Vincent qui devint entrepreneur de l'éclairage (1).

En l'an XII, on trouve encore une demande de Sangrain au ministre de l'Intérieur pour se faire fournir le duplicata d'ordres des ans III et IV lui prescrivant de fournir des lanternes. Il prétend alors que sur 118.000 livres en numéraire, déboursées par lui et dont il n'a pas été remboursé, on le réduit à 18.000 livres, ce qui lui fait une perte de 100.000 livres, « fruit d'un travail pénible de trente-quatre ans de service, ce qui le réduit dans la plus grande détresse (2) ».

Pourtant, le propriétaire des biens nationaux de l'Oise et de la Seine-et-Marne, l'habile négociant qu'était Sangrain n'avait pas dû céder son entreprise à Huvé sans recevoir une somme élevée et il est permis de penser que dans son état de « grande détresse », il était à l'abri de la misère.

(1) Rapport présenté au ministre de l'Intérieur, 7 fructidor an X. Lettre des entrepreneurs de l'illumination à M. Barbier de Neuville, chef de la 3^e division au ministère de l'Intérieur, 13 pluviôse an XIII. A. N., F¹³ 736. Cahier des charges de l'entreprise de l'illumination de la Ville de Paris, adjugée par le préfet de police au citoyen Vincent, sous le cautionnement du citoyen Huvé, le 1^{er} germinal an X pour neuf années consécutives. A. N., F¹³ 356.

(2) Lettre de Sangrain au ministre de l'Intérieur, 22 germinal an XII. A. N., F¹³ 736.

CHAPITRE VII

L'ÉCLAIRAGE DES CASERNES ET DES CORPS DE GARDE DE LA GARDE NATIONALE PARISIENNE (14 juillet 1789 - an III)

Après la journée du 14 juillet 1789, le guet et les gardes françaises qui occupaient dans la capitale de nombreux corps de garde cédèrent la place aux gardes nationaux et l'administration de la police jusqu'alors chargée de fournir à ces corps de garde lumière et chauffage cessa brusquement de fonctionner. Pendant les premières semaines, chaque district fournit lui-même la chandelle nécessaire à l'éclairage des corps de garde installés sur son territoire (1).

Dans sa séance du 20 août 1789, la municipalité parisienne décida que l'entretien du casernement de la garde nationale parisienne lui incomberait et en particulier le chauffage et l'éclairage des casernes et corps de garde (2). Lorsque la Commune provisoire s'installa en octobre 1789, le département de la Garde nationale fut chargé de la fourniture des chandelles nécessaires aux corps de garde et vraisemblablement, les administrateurs de ce département se bornèrent tout d'abord à rembourser aux districts les chandelles qu'ils continuèrent de fournir (3).

Ce ne fut que le 3 novembre que le Conseil de ville se préoccupa de centraliser la fourniture du chauffage et de l'éclairage. Le contrôleur général Lambert pria, à cet effet, le 6 novembre, le lieutenant de maire chargé du départe-

(1) Réclamation des districts du Val-de-Grâce et de St-Jacques du Haut-Pas demandant à être remboursés de la chandelle fournie pendant les mois de juillet et d'août 1789 aux corps de garde, avril 1790. A. N., F¹³ 779.

(2) S. LACROIX, *Actes de la Commune de Paris*, 1^{re} série, t. I, p. 284.

(3) Lettre de St-Martin aux districts du Val-de-Grâce et de St-Jacques du Haut-Pas en réponse à la réclamation ci-dessus, 5 avril 1790. A. N., F¹³ 779.

ment de la Garde nationale, M. de Saint-Martin, de venir chez lui « se concerter avec la Ferme générale » au sujet des approvisionnements à constituer pour assurer chauffage et éclairage pendant l'hiver (1).

Cet entretien ne dut aboutir à aucun résultat pratique, car, le 12 novembre, le département de la Garde nationale, estimant que la fourniture de lumière faite jusqu'alors à chaque corps de garde avait eu lieu d'une manière peu satisfaisante, décidait de remettre chaque mois aux majors des divisions de la Garde nationale (2), les fonds pour acheter les chandelles nécessaires aux corps de garde de leurs divisions. Les majors, soit par eux-mêmes, soit par les soins des commandants des bataillons, devaient « prendre les arrangements convenables avec un marchand qui s'obligera de fournir tous les jours à chaque corps de garde la quantité de chandelle qui lui appartiendra ». On devait donner chaque jour quatre chandelles de huit à la livre pour l'officier et quatre pour le corps de garde de la troupe (3).

Cette réglementation de la fourniture de l'éclairage était fort urgente, car, le 17 novembre, le maire de Paris, Bailly, signalait à de Saint-Martin que dans les rapports de la sixième division de la Garde nationale, on relevait des plaintes au sujet du manque de lumière et de capotes de nuit pour les sentinelles. Bailly ajoutait : « La subordination n'est pas encore assez établie pour qu'il ne soit pas nécessaire de prévenir jusqu'au moindre prétexte que la garde pourrait avoir de ne pas faire son service avec exactitude (4) ».

Lors de l'effervescence qui se produisit dans les premières journées de la Révolution, plusieurs particuliers demandèrent et obtinrent l'autorisation d'installer des gardes nationaux dans leurs propres maisons, à condition de leur

(1) Lettre de M. Lambert, contrôleur général, à M. de Saint-Martin, lieutenant de maire, 5 novembre 1789. A. N., F¹³ 779.

(2) Les 60 districts de Paris étaient groupés en 6 divisions comprenant chacune 10 bataillons de la garde nationale ; lorsque la loi du 21 mai-27 juin 1790 eut substitué 48 sections aux 60 districts, les sections furent groupées par 8 entre les 6 légions de la force armée de Paris qui succéda à la garde nationale.

(3) Délibération du département de la garde nationale, 12 novembre 1789. A. N., F¹³ 779.

(4) Lettre de Bailly à de Saint-Martin, 17 novembre 1789. A. N., F¹³ 779.

fournir le bois et la chandelle. Un de ces corps de garde fut installé dans l'hôtel de la marquise de l'Hôpital, dans le district de Popincourt. Mais la marquise refusa fin novembre de continuer à donner chandelles et bois ; le commandant du bataillon de Popincourt, M. de Gancey adresse une réclamation à la municipalité, qui ne put que rappeler son engagement à la marquise (1).

L'achat du luminaire et du chauffage par les soins des officiers de la Garde nationale ne semble pas avoir donné un bon résultat, car la municipalité arrêta le 28 novembre qu'il était « très instant de faire le marché pour la fourniture des chandelles des corps de garde ». Dans une conférence entre de Saint-Martin, « MM. de l'état-major, les majors des divisions » et les administrateurs du département de la Garde nationale, il fut décidé qu'il ne serait fourni chaque jour que trois chandelles de huit à la livre pour l'officier et trois pour le corps de garde. Ce régime devait entrer en vigueur dès le 1^{er} décembre (2), mais aucun marché ne semble avoir été passé.

Pourtant, en prévision de ce marché, les recommandations en faveur de chandeliers désireux d'obtenir la fourniture de l'éclairage des corps de garde, affluèrent auprès du Lieutenant de maire de Saint-Martin. C'est M. de Chateauthierri qui recommande « un galant homme » Ganneron, chandelier des Menus plaisirs du roi, établi rue Montmartre, n° 118, déjà « chargé de plusieurs entreprises tant chez le roi qu'à Paris, et qui dans ce moment fournit l'Assemblée nationale ». M. Dumas, major d'une des divisions, recommande le chandelier Caron en faisant remarquer que les gardes nationaux réclament par jour cinq chandelles de huit à la livre au lieu de trois (3).

La fourniture de la chandelle aux corps de garde fut arrêtée le 14 décembre par la municipalité de Paris, on ignore dans quelles conditions (4). Mais il semble qu'il n'y

(1) Lettre de M. de Gancey, commandant le bataillon du district de Popincourt à M. de Saint-Martin, 27 novembre 1789. A. N., F ¹³ 779.

(2) Arrêté de la municipalité parisienne, 28 novembre 1789. A. N., F ¹³ 779.

(3) Lettres de M. de Chateauthierri, de M. Dumas, à de Saint-Martin, 9 décembre 1789. A. N., F ¹³ 779.

(4) On trouve aux A. N. dans le carton F ¹³ 779, une chemise vide portant l'indication « Arrêté concernant les chandelles à fournir aux corps de garde

eut pas un marché passé pour cette fourniture, car à une réclamation adressée le 9 février 1790 par Hulin « capitaine commandant les volontaires de la Bastille », au sujet des dépenses de bois et chandelles qu'il a engagées pour sa troupe installée au Champ-de-Mars, de Saint-Martin répond le jour même : « Quant à la chandelle, vous savez qu'il a été dit à l'ordre que chaque capitaine fournirait l'état de sa chandelle au bureau du casernement afin d'en dresser l'état général (1) ». Il semble donc qu'au mois de février 1790, on continuait à faire fournir directement la chandelle par les officiers de la Garde nationale qui en poursuivaient ensuite le remboursement auprès du bureau du casernement de la Garde nationale (2).

On peut s'étonner que les chandelles fussent employées pour éclairer les corps de garde au lieu des réverbères à l'huile qui depuis longtemps avaient remplacé dans les rues les lanternes à chandelles. C'était le marquis de La Fayette, alors commandant général de la Garde nationale, qui s'opposait à leur emploi. Le district de Saint-Louis-en-l'Isle, ayant passé directement un marché avec Sangrain pour l'entretien d'un réverbère destiné à éclairer la cour d'un immeuble où une compagnie de la Garde nationale du district était casernée, envoya ce marché au département de la Garde nationale pour qu'il fit effectuer le paie-

14 décembre 1789 ». Les postes occupés par la cavalerie étaient éclairés par des lanternes à huile, sans doute pour éviter les dangers d'incendie ; ainsi la dépense occasionnée par le service des cinq lanternes employées au poste du Carrousel s'élevait du 20 octobre 1789 au 20 octobre 1790 à 486 livres, 17 sols, 6 deniers, ainsi répartis :

549 livres, 13 onces d'huile et 26 douzaines de mèches fournies par Maire, marchand épicier, rue St-Honoré : 400 livres, 9 sols, 6 deniers.

Gages de la personne chargée d'accommoder les lampes à raison de 7 livres 4 deniers

par mois, 86 livres, 8 sols,

Total 486 livres, 17 sols, 6 deniers.

A. N., F¹³ 779.

(1) Lettre de Hulin à de Saint-Martin et réponse de de Saint-Martin, 5 février 1790. A. N., F¹³ 779. La compagnie des volontaires nationaux de la Bastille avait été envoyée dès le 24 novembre 1789 à l'Ecole militaire pour assurer la garde des grains et farines qui y étaient entreposés. Le Conseil de ville vota l'incorporation de la compagnie de Hulin dans la Garde nationale dans sa séance du 23 août 1790. Cf. ROBIQUET, *Le personnel municipal de Paris pendant la Révolution*, p. 348 et suiv.

(2) Par arrêté du département de la Garde nationale du 29 avril 1790, Osselin, administrateur de ce département, fut chargé du casernement, en remplacement de Bonvalet, administrateur démissionnaire. A. N., F¹³ 779.

ment de l'entretien de ce réverbère. Le département de la Garde nationale décida de rendre un arrêté pour « ne pas accorder de réverbères aux casernes » et de s'appuyer pour établir cet arrêté sur « l'ordre de M. le marquis de La Fayette qui le défend (1) ».

Cette décision du marquis de La Fayette dut être ensuite rapportée, car, lorsque le 17 juillet 1790, le capitaine Guillotte, commandant le 2^e bataillon de la 1^{re} division, réclamait trois réverbères pour éclairer la caserne de son bataillon sise rue du Jardin-du-Roi, il écrivait : « Cette caserne est peut-être la seule qui n'ait pas obtenu les réverbères qu'elle sollicite depuis longtemps ». Et sa demande est apostillée par l'état-major du commandant général dans les termes suivants : « Vu à l'état-major général qui juge la chose très convenable et nécessaire (2) ».

En 1790, les nuits plus froides et plus longues de l'automne furent cause de nouvelles réclamations des gardes nationaux au sujet du chauffage et de l'éclairage de leurs corps de garde. Comme en 1789, il semble bien qu'un marché fut passé pour la fourniture du bois de chauffage (3); quant à l'éclairage il n'y eut rien de changé. Si peu à peu les cours des casernes furent éclairées par des réverbères (4), les corps de garde continuèrent à être éclairés à l'aide de chandelles fournies par les adjudants-majors des bataillons qui étaient ensuite remboursés de leurs avances. Pendant les mois de janvier, février et mars 1791, il fut consommé 72.276 chandelles de huit à la livre pour éclairer les 205 corps de garde de la Garde nationale ; à raison de 15 sols la livre de chandelle, la dépense s'éleva à 6.907 livres, 5 sols,

(1) Délérations du district de Saint-Louis-en-l'Isle des 1^{er}, 2 et 14 avril 1790. Décision du département de la garde nationale, 14 avril 1790. A. N., F¹³ 779.

(2) Demande du capitaine Guillotte (Alexandre), 17 juillet 1790. A. N., F¹³ 779.

(3) La lettre de de Lajard, aide-major à l'état-major général de la garde nationale parisienne à de Saint-Martin, 30 septembre 1790. Réponse de de Saint-Martin, 1^{er} octobre 1790. A. N., F¹³ 779.

(4) Demande de réverbères pour diverses casernes, octobre 1790. A. N., F¹³ 779. Etat des sommes dues aux entrepreneurs de l'illumination de Paris tant pour les services qu'ils ont fait faire dans les différentes sections et casernes de Paris que pour la fourniture des lanternes depuis le mois de juillet 1789 jusqu'au 31 mars 1791. A. N., F⁷ 3.688²³. Autorisation de placer un réverbère à deux becs dans la cour de la caserne de la compagnie du centre du bataillon de la Sorbonne, 27 juin 1791. Bib. Nat., Mss. fr. 11.706, f^o 34,

6 deniers (1). Les bureaux de l'état-major de la Garde nationale, étaient également éclairés à l'aide de chandelles, ainsi que les divers postes de la Maison commune et le magasin d'habillement (2).

Lorsque la Convention décida de prendre des mesures rigoureuses pour empêcher les suspects d'entrer dans Paris ou d'en sortir pour communiquer avec les adversaires de la Révolution, elle décréta le 28 mars et le 1^{er} avril 1793 que la municipalité de Paris serait chargée de la surveillance des barrières. La municipalité décida, entre autres mesures, de faire établir aux barrières des postes qui seraient fournis par les gardes nationaux des sections occupant la périphérie de la capitale. L'éclairage des corps de garde des barrières fut assuré dans les mêmes conditions que celui des corps de garde établis dans la ville. Il y avait 53 corps de garde aux barrières auxquels on allouait quatre chandelles de huit à la livre par jour. On calculait que la consommation annuelle s'élevait, par poste, à 1.460 chandelles, qui, à raison de 44 sols la livre (on voit avec quelle rapidité le prix de la chandelle avait augmenté) représentaient une dépense de 401 livres, 10 sols (3).

Il ne suffisait pas d'éclairer l'intérieur des postes des barrières, il fallait également éclairer l'extérieur pour permettre aux fonctionnaires de vérifier les cartes de civisme et les passeports présentés par les citoyens et d'examiner les voitures. Certaines sections firent placer auprès du fonctionnaire des terrines remplies de suif analogues à celles que l'on disposait aux points où des travaux de voirie obstruaient les rues (4). Peu à peu ces terrines furent rem-

(1) Etats de consommation de chandelles pour l'éclairage des corps de garde en 1790 et 1791. A. N., F¹³ 781 et 788.

(2) Mémoires de Devey, marchand chandelier, rue du Cloître St-Honoré, 1792. A. N., F¹³ 788.

(3) Rapport à la Commission des travaux publics, 9 fructidor an II. A. N., F¹³ 781. L'allocation quotidienne de chandelles fut ramenée à trois chandelles par jour pendant les cinq mois d'hiver et à deux chandelles par jour pendant les sept autres mois dans tous les postes par ordre du Comité militaire de la Convention. A. N., F¹³ 8991.

(4) Réclamation de la section du Finistère pour le remboursement de 390 livres, 6 sols, payés à Constant, marchand chandelier, qui a fourni des terrines au poste de la barrière de Fontainebleau depuis le 16 septembre 1793 jusqu'au 1^{er} germinal an II (4 mars 1794). A. N., F¹³ 781.

Par arrêté du 24 mai 1792, l'ancien Corps municipal avait décidé « que les frais d'illumination des excavations sur la voie publique, ainsi que des ateliers

placées par des lanternes à l'huile entretenues par les soins de l'entrepreneur de l'éclairage de Paris. Les sections paraissent avoir pris les premières l'initiative de la mise en place des réverbères pour éclairer les abords des corps de garde des barrières, conséquence logique de la mission d'installer et de fournir la troupe de ces corps de garde, qui leur incombait. Elles s'adressèrent d'ailleurs aux administrateurs de la municipalité, puis ensuite à la Commission des travaux publics, pour obtenir le paiement de l'entretien de ces réverbères (1).

Les remboursements des avances faites par les adjudants-majors des bataillons pour la fourniture de la chandelle des corps de garde s'effectuaient fort irrégulièrement et les réclamations étaient nombreuses. Les états à l'aide desquels les adjudants-majors des bataillons justifiaient leurs demandes de remboursement étaient établis généralement par période de deux mois. Variables avec les sections, les avances faites par les adjudants-majors s'élevaient de 50 à 75 livres pour chacune de ces périodes (2).

Le Comité militaire de la Convention, après le 9 thermidor an II, avait chargé l'agent national du département de Paris de s'occuper du chauffage et de l'éclairage des divers corps de garde de Paris. Le 2 vendémiaire an III (23 septembre 1794), il demanda à l'administration de la police régénérée tous renseignements utiles « pour opérer avec plus de régularité dans la distribution du bois et de la chandelle des corps de garde nationaux (*sic*) ». Mais il refusa de s'occuper du remboursement des avances faites par les adjudants-majors pour la période antérieure à la date de l'arrêté du Comité militaire (3). La Commission des travaux

de relevée à bout (nom donné aux ateliers de réfection du pavage) seraient avancés par les entrepreneurs du pavé de Paris, auxquels il en serait tenu compte dans l'état de leurs travaux ». Réclamation du citoyen Dujardin, chandelier pour fournitures de terrines en prairial, messidor et thermidor an III pour éclairer diverses tranchées ouvertes pour réparations des conduites d'eau dans la section de Montreuil, 14 vendémiaire an IV. A. N., F¹³ 964.

(1) La section du Panthéon demande que l'entretien des réverbères qu'elle a fait placer aux postes des barrières de l'Oursine (*sic*) et du Clos payeur ne soit pas à sa charge, 8 fructidor an II. A. N., F¹³ 781.

(2) Un grand nombre de ces états et des états récapitulatifs existent dans le carton. A. N., F¹³ 991. Les divers postes fournis par la garde nationale, avec leurs emplacements et parfois leurs effectifs, y sont mentionnés.

(3) Lettre de l'agent national près le département de Paris à la Commission des travaux publics, 29 vendémiaire an III. A. N., F¹³ 991.

publics, qui assurait les services confiés avant le 9 thermidor an II à l'administration des travaux publics de la Commune de Paris, dut se charger du paiement de ces avances. Elle reçut d'ailleurs une réclamation énergique du citoyen Corbaux, adjudant-major de la section Chalier, qui exposait que depuis quatre mois lui et ses collègues n'avaient pas été remboursés de leurs avances. « Ce n'est pas avec 1.500 livres d'appointements, écrivait le citoyen Corbaux, que l'on peut faire des avances. Nous commençons tous à trouver le temps long. Faites-nous le savoir par la voie de l'ordre, si vous m'honorez (*sic*) d'une réponse j'en ferai part à mes camarades (1) ». Vraisemblablement à la suite de cette véhémence épître, Rondelet, membre de la Commission des travaux publics, transmit à l'état-major de la force armée de Paris, deux états « l'un montant à la somme de 3.022 livres, 16 sols pour consommation de chandelles dans les corps de garde de l'intérieur des sections de Paris, l'autre montant à 993 livres, 55 sols pour fournitures de chandelles aux corps de garde des barrières, pendant les mois thermidor et fructidor derniers ». Ces états, après émargement des adjudants-majors, devaient être retournés à la Commission avec l'autorisation nécessaire pour que l'un des adjudants-majors put en percevoir le montant (2). Signés par les adjudants-majors, ces états furent envoyés par la Commission des travaux publics le 5 frimaire an III (25 novembre 1794) à la Commission des revenus nationaux, en la priant d'en payer le montant à l'adjudant-major Séguin désigné par l'état-major de la Garde nationale (3).

L'agent national ne paraît pas avoir continué le système d'avances effectuées par les adjudants-majors ; mais ce ne fut qu'à partir du 6 brumaire an III (27 octobre 1794) qu'il fit fournir directement la chandelle nécessaire aux divers corps de garde. Ce fut la Commission des travaux publics qui s'employa auprès de la Commission de commerce et d'approvisionnements pour obtenir, jusqu'à cette date du

(1) Lettre de l'adjudant-major Corbaux au citoyen Rondelet, administrateur (*sic*) des travaux publics. A. N., F¹³ 991.

(2) Lettre de la Commission des travaux publics à l'état-major de la force armée de Paris, 21 brumaire an III. A. N., F¹³ 991.

(3) Lettre de la Commission des travaux publics à la Commission de commerce et d'approvisionnements de la République. A. N., F¹³ 991.

6 brumaire, le remboursement des avances consenties par les adjudants-majors.

La Commission des travaux publics était d'ailleurs toujours chargée d'assurer l'éclairage des abords des postes établis aux barrières et dans l'intérieur de Paris. On vient de voir que la Commission avait coutume de faire établir un réverbère auprès des postes de barrières. Ainsi elle avertissait, le 13 vendémiaire an III (4 octobre 1794), Fricault de faire placer une applique sur le corps de garde en planches que l'on établissait auprès d'une brèche ouverte dans le mur d'enceinte entre les barrières de Bercy et de Charenton (1).

Mais la mise en place des lanternes fut longue ; on sait quelles difficultés l'entrepreneur rencontrait alors pour obtenir les matières premières nécessaires à la fabrication des lanternes. Aussi, les rapports de la surveillance de Paris, en particulier celui du 6 frimaire an III (26 novembre 1794), contiennent-ils des réclamations des gardes nationaux qui se plaignent de ce qu'il n'y a pas de réverbères près de leurs postes et qui menacent « de se dégoûter de faire le service (2) ». A la suite de ces réclamations, la Commission des travaux publics chargea l'inspecteur Damour de lui faire un rapport sur les besoins des différents postes de l'intérieur de Paris et des barrières en lanternes et en appliques. Ce rapport fut fourni par Damour le 9 frimaire an III (29 novembre 1794) et la Commission ordonna à l'entrepreneur Lenfumé de fournir à tous les postes les réverbères et appliques que l'inspecteur Damour avait estimé nécessaires (3).

Le service de l'éclairage des postes des barrières ne paraît pas avoir été beaucoup amélioré par cette intervention de la Commission des travaux publics et les réclamations continuèrent. Cette commission chargea alors les deux inspecteurs Damour et Julien de se concerter entre eux

(1) Lettre de la Commission des travaux publics à Fricault, 13 vendémiaire an III. A. N., F¹² 353.

(2) Rapport du citoyen Lasne, adjudant général de la ci-devant 1^{re} légion, 17 brumaire an III. Lettre de la Commission des administrations civiles, police et tribunaux à la Commission des travaux publics, 7 frimaire an III. A. N., F¹² 781.

(3) Rapport de Damour, 9 frimaire an III. Lettre de la Commission des travaux publics à Lenfumé, 16 frimaire an III. A. N., F¹² 781.

pour inspecter chacun une partie des postes de barrières. Ils devaient examiner fréquemment les divers postes, vérifier si la lumière y était exactement entretenue et rendre compte à la Commission des inexactitudes de l'entrepreneur et des réclamations des commandants des postes. Le primidi de chaque décade chaque inspecteur devait fournir un état des réverbères de tous les postes (1).

Les deux inspecteurs adoptèrent comme ligne de démarcation celle tracée par « les rues Denis, de la Harpe et d'Enfer ». Damour inspecta la zone à l'ouest de cette ligne et Julien la zone à l'est. Les gardes nationaux ne prenaient guère soin des lanternes que l'on plaçait près de leurs postes. Julien rendit compte qu'au corps de garde de la barrière du chemin de Ménilmontant, il avait constaté que la lanterne avait la moitié des vitres brisées, les gardes nationaux la décrochant fréquemment pour la mettre à l'intérieur du poste (2).

L'entrepreneur Lenfumé devait faire des constatations encore plus pénibles. Passant le 2 germinal an III (22 mars 1795) devant la barrière Ramponneau, attenante à la barrière de Belleville, il aperçut le factionnaire qui « regardait tranquillement un citoyen revêtu de l'uniforme de gendarme qui graissait ses souliers avec l'huile de la lampe » qu'il avait retirée de la lanterne. Il fit des reproches aux deux militaires. Le factionnaire ne daigna pas répondre, mais le gendarme répliqua que l'huile n'appartenait à personne et qu'il s'en servait. Un carreau de la lanterne avait été brisé par un factionnaire « avec sa pique en se retournant ». Lenfumé constatait que ces bris de vitres de lanternes étaient fréquents et qu'il ne pouvait réparer ces dégâts « par la difficulté de nous procurer du verre ». Il demandait à la Commission des travaux publics de rendre les chefs de poste responsables des dégradations aux lanternes.

La Commission transmit ses plaintes à la Commission administrative de police de Paris et demanda au Comité

(1) Lettre de la Commission des travaux publics aux inspecteurs Damour et Julien, 2 ventôse an III. A. N., F¹³ 353. Ce carton contient les états fournis par les inspecteurs les 2 et 12 germinal an III avec l'énumération de tous les postes.

(2) Lettre de Julien à la Commission des travaux publics, 6 ventôse an III. A. N., F¹³ 353.

militaire de la Convention de « faire afficher un ordre dans tous les corps de garde qui enjoigne aux chefs de postes de veiller strictement à la conservation des lanternes qui y sont posées (1) ».

On ne trouve plus dans les années qui suivirent de réclamations des gardes nationaux relatives à l'éclairage de leurs corps de garde, eux si prompts pourtant à se plaindre des irrégularités qu'ils constataient dans les services qui devaient faciliter leur tâche.

Dans cette partie de l'éclairage, une organisation régulière assurant un bon fonctionnement du service s'était peu à peu établie, comme dans les autres branches de l'administration.

(1) Lettre de Lenfumé à la Commission des travaux publics, Lettre de ladite Commission à la Commission administrative de police de Paris, 2 germinal an III. A. N., F ¹³ 353.

CHAPITRE VIII

PERFECTIONNEMENTS PROPOSÉS POUR AMÉLIORER L'ÉCLAIRAGE PUBLIC

EXPÉRIENCES DE CHARANCOUR. — PROCÉDÉ DU CITOYEN
COMMART, DE STRASBOURG. — FANAL DU CITOYEN
EBERTS, DE STRASBOURG. — RÉVERBÈRES DE PAUL. —
BEHR ET LES LANTERNES A LA MAESTRICHT.

Pendant la période révolutionnaire, plusieurs inventeurs proposèrent des modifications au système d'éclairage des rues.

Le plus actif et le plus persévérant fut François Grégoire de Bourbon de Charancour (1) qui se donnait le titre d'ingénieur et demeurait en 1789, rue de Bourbon, au faubourg Saint-Germain.

En 1770, il avait obtenu des capitouls de Toulouse, l'autorisation de construire « une machine hydraulique et une fontaine épuratoire des eaux de la Garonne ». A l'en croire, les résultats furent merveilleux ; un arrêt du Conseil d'Etat du roi du 18 mai 1782 lui permit d'installer à Paris trois bateaux-pompes amenant l'eau de la Seine à six fontaines filtrantes établies sur les ports et quais et dans les rues avoisinantes. La Faculté de médecine, bien que les fontaines de Charancour fussent doublées en plomb ce qui pouvait alarmer le public, décida « que l'eau clarifiée à la manière de M. de Charancour ne subit aucune altération et que par conséquent elle est très salubre (2) ».

En même temps qu'il poursuivait l'installation de ses fontaines, Charancour proposait au lieutenant général de

(1) Dans les documents où il est mentionné et même dans des lettres signées par lui, on trouve indifféremment son nom écrit : Charancour, Charancourt ou Charencourt. On a adopté dans ce récit : Charancour, orthographe donnée par l'arrêt imprimé du Conseil du roi du 18 mai 1782.

(2) « Complément de pièces qui constatent les avantages résultant de l'usage des fontaines épuratoires inventées par M. de Charancour, ingénieur ». Imprimé, 8 p. Paris, s. d. in-4°. A. N., F¹³ 353.

police Lenoir une nouvelle lanterne pour l'éclairage des rues. Il fut autorisé à faire deux expériences dans les jardins de l'hôtel du Lieutenant de police et à la suite de ces expériences, Lenoir décida de faire un essai public, qui eut lieu dans les rues non encore éclairées près de la nouvelle comédie italienne. Charancour prétendit, comme on le verra dans la suite, que l'entrepreneur de l'éclairage redoutant en lui un concurrent, parvint à l'évincer (1).

Au mois de janvier 1790, Duport-Dutertre, alors lieutenant de maire au département de la police, remit à Charancour une lettre de recommandation pour Cellerier dans laquelle il lui vantait les mérites de l'inventeur à qui on devait les fontaines épuratoires « qui nous donnent une eau plus belle et plus salubre » et le pria d'examiner le nouveau procédé d'éclairage des rues qu'il lui soumettrait (2). Le système de Charancour, à peu près analogue à celui proposé par Perben, consistait à accrocher les lanternes à des potences de fer scellées dans les murs des maisons. Placées en échiquier, ces lanternes, dans lesquelles brûlait une lampe à mèche unique dont la lumière était renvoyée par trois réflecteurs, devaient éclairer également les deux côtés des rues (3).

A la suite de cette entrevue, Cellerier accepta d'expérimenter le système de Charancour et il fit établir par Sangrain le devis de la dépense à engager pour cet essai. Sangrain estima la somme nécessaire à 400 livres, mais il profita de cette occasion pour adresser à Cellerier l'état de la dépense qu'il faudrait engager si on adoptait le système de Charancour. Les frais de premier établissement se monteraient à 435.814 livres, et il estimait l'augmentation de dépense annuelle à 87.860 livres, 16 sols. Manifestant déjà son opposition à l'adoption de ce système d'éclairage, il ajoutait : « Comme cette dépense première et notamment

(1) « Mémoire sur un nouveau procédé d'illumination des rues de Paris, présenté à la municipalité de Paris par le citoyen Charancour, ingénieur ». Floréal an II. A. N., F¹³ 353.

(2) Lettre de Duport-Dutertre à Cellerier, 14 janvier 1790. A. N., F¹³ 351.

(3) Le véritable inventeur du système d'éclairage consistant à supprimer les lanternes suspendues au milieu des rues et à les remplacer par des lanternes accrochées à des potences fixées aux murs des maisons, est Patte, architecte du prince Palatin, duc de Deux-Ponts. Il a écrit à ce sujet un opuscule intitulé « *De la manière la plus avantageuse d'éclairer les rues d'une ville pendant la nuit en combinant ensemble la clarté, l'économie et la facilité du service* ». Amsterdam. 1766, 68 p. et 1 pl. in-8°.

celle annuelle sont d'une certaine conséquence n'y aurait-il point d'inconvénient de tenter le public et de contracter avec lui des obligations qui deviendraient difficiles à remplir (1) » ? Cellierier ne tint pas compte de ces suggestions et le Corps municipal décida, vraisemblablement en février 1790 (2), de tenter une expérience. Le 5 avril, Charancour avertissait Cellierier que l'expérience serait prête à être tentée le 6 avril ; elle devait avoir lieu sur le territoire du district de Saint-Roch, dans la partie de la rue Neuve-des-Petits-Champs, comprise entre la rue Gaillon et la rue des Bons-Enfants. Charancour avait demandé au président du district de faire nommer des commissaires par l'assemblée du district pour assister à son expérience (3). Cellierier décida qu'elle aurait lieu le 7 avril à huit heures du soir.

Renouvelée deux fois, cette expérience n'eut pas de succès (4). « La lumière renfermée dans sa lampe était sombre et n'éclairait point, ce qui faisait murmurer le public et tenir des mauvais propos dont le citoyen Charancour a été lui-même témoin ». Des plaintes durent être faites au département des travaux publics, car, vers les dix heures, l'inspecteur Damour reçut l'ordre de faire allumer les lanternes ordinaires (5).

Charancour dut demander à continuer ses expériences ; en effet, Sangrain, dont il avait utilisé les ateliers et employé les ouvriers pour apporter aux lanternes les modifications de son invention, protesta contre une nouvelle demande de sa part » pour faire de nouveaux changements et une nouvelle tentative (6) ». Cellierier dut se refuser à ce nouvel essai et pendant trois ans on n'entendit plus parler de Charancour.

(1) Lettre de Sangrain à Cellierier, 30 janvier 1790. Avec le système de Charancour les 3.669 lanternes renfermant 8.303 becs de lumière qui éclairaient alors Paris auraient été remplacées par 8.000 lanternes ; c'était donc une augmentation de 4.331 lanternes qu'il aurait fallu réaliser, ce qui explique la somme importante à laquelle s'élevaient les frais de premier établissement (Mémoire d'observations sur la nouvelle façon d'illuminer proposée par M. de Charancour établi par Sangrain et joint à sa lettre du 30 janvier 1790). A. N., F ¹³ 351.

(2) Sur la lettre de Duport-Dutertre à Cellierier, citée plus haut, on lit en effet : « écrire à M. de Charancour pour lui demander où il en est de cet essai et quand il pourra le faire (8 février 1790) ».

(3) Bib. Nat., Mss. fr. n. a., 2.665, f^o 216.

(4) Rapport de Cellierier au Corps municipal, s. d. A. N., F ¹³ 351.

(5) Lettre de l'inspecteur Damour à l'administration des travaux publics, 20 nivôse an II. A. N., F ¹³ 353.

(6) Lettre de Sangrain à Cellierier, 11 avril 1790. A. N., F ¹³ 351.

Le 7 vendémiaire an II (28 septembre 1793), il adressa une pétition au Comité de Salut public. A l'en croire, Paris n'est pas aussi bien éclairé qu'il pourrait l'être. « Les foyers ardents des réverbères offusquent la vue ; leur réverbération tombant sur la ligne prolongée de l'eau éblouit, les enfoncements des portes et autres restent dans l'obscurité et offrent des retraites aux malveillants ; les patrouilles arrivent les unes sur les autres sans s'être aperçues, ce qui peut compromettre la sûreté publique ».

Il prétend que son système n'a pas été adopté parce que « les entrepreneurs de luminaire de Paris ont toujours eu le crédit de faire écarter l'expérience positive », encore qu'il ne soit pas « un entrepreneur spéculatif, mais simplement un artiste qui présente à ses concitoyens le résultat de ses travaux ». Après avoir exposé l'économie de son procédé, qui est le même que celui expérimenté en 1790, il demandait à faire une expérience dans la rue des Moulins, butte de la Montagne (1).

Le Comité de Salut public ne paraît pas avoir attaché grande importance à la pétition de Charancour, car ce n'est que plus d'un an après l'avoir reçue, le 1^{er} brumaire an III (22 octobre 1794) qu'il la transmet à la Commission d'agriculture et des Arts de la Convention comme on le verra plus loin.

Charancour ne se décourage pas ; en frimaire an II (21 novembre-20 décembre 1793), il fit remettre par Fabre, secrétaire de la société des Jacobins, un mémoire à Chaumette, procureur-syndic de la Commune. Dans ce mémoire, il rappelait qu'il était l'inventeur des fontaines épuratoires établies à Toulouse et à Paris, que depuis 1782, il avait imaginé un nouveau procédé d'éclairage des rues et qu'il l'avait expérimenté devant le Lieutenant de police Lenoir, et en 1790, rue Neuve-des-Petits-Champs. Après avoir exposé en quoi consistait son système, il demandait à recommencer ses expériences, prétendant avoir apporté des perfectionnements à ses lanternes (2).

Chaumette transmet ce mémoire au département des

(1) Pétition de Charancour au Comité de Salut public, 7 vendémiaire an II. A. N., F ¹³ 353.

(2) Mémoire adressé par Charancour au procureur-syndic de la Commune de Paris, s. d. A. N., F ¹³ 353.

travaux publics le 1^{er} nivôse an II (21 décembre 1793) avec prière de l'examiner (1). Avril, qui s'occupait alors de l'éclairage, décida de se renseigner auprès de l'inspecteur Damour avant de prendre une décision.

Damour lui adressa le 20 nivôse (9 janvier 1794) un rapport dans lequel, après avoir relaté le médiocre succès des expériences tentées par Charancour en avril 1790, il exposait que l'éclairage de Paris utilisait alors 3.869 lanternes renfermant deux, trois et quatre becs de lumière. Le système de Charancour nécessiterait l'emploi de 9.000 lanternes « ce qui triplerait au moins la paie des commis allumeurs et Paris ne serait point éclairé aussi régulièrement qu'il est (2) ».

Aucune réponse ne dut être faite à Charancour par l'administration des travaux publics, car en floréal an II (20 avril-19 mai 1794) il adressa un nouveau mémoire à Payan, agent national près la Commune de Paris. Dans ce mémoire à peu près analogue au précédent, il prétendait que dès 1782, les entrepreneurs de l'éclairage, bien qu'ils eussent donné des éloges à son procédé, constatant qu'« il présentait des économies qui diminuaient leurs profits annuels », parvinrent à l'aide de leurs amis et « d'inventions insidieuses », à jeter le doute dans l'esprit de Lenoir. Il rappelait également le Mémoire adressé en 1789, par Perben, aux Etats-Généraux (3) et il ajoutait : « Il est à présumer que le citoyen Perbin (*sic*) et autres se chargeraient volontiers de l'augmentation des frais d'allumage et des frais à faire pour l'établissement général du procédé proposé », laissant ainsi supposer qu'une entente pouvait exister entre lui et Perben (4).

L'agent national transmet ce mémoire aux administrateurs des travaux publics en les priant de faire un rapport au corps municipal (5). Le corps municipal dut décider

(1) Lettre de Chaumette au département des travaux publics, 1^{er} nivôse an II. A. N., F¹³ 353.

(2) Rapport de Damour à l'administration des travaux publics 20 nivôse an II. A. N., F¹³ 353.

(3) Cf. sup. chap. II.

(4) « Mémoire sur un nouveau procédé d'illumination des rues de Paris présenté à la Municipalité de Paris par le citoyen Charancour, ingénieur », s. d. A. N., F¹³ 353.

(5) Lettre de l'agent national à l'administration des travaux publics de la Commune, 16 floréal an II. A. N., F¹³ 353.

qu'un essai serait tenté, car les administrateurs des travaux publics demandèrent à Charancour s'il paierait les frais de l'expérience et dans le cas contraire de leur adresser le devis de la dépense. Ils l'engageaient de plus « à leur faire connaître, en franc républicain, le résultat de l'expérience qu'il avait faite en 1790 dans la rue Neuve-des-Petits-Champs ». Charancour reconnut que cette expérience n'avait pas produit les résultats qu'il en espérait, mais elle l'avait mise à portée de réaliser des perfectionnements qui lui donnaient l'assurance de réussir (1). Il se préoccupa de retrouver les lanternes qui avaient servi à ses expériences en 1790 et qu'il avait alors déposées dans les magasins de Sangrain, mais l'entrepreneur qui était alors Fricault, répondit le 5 thermidor an II (23 juillet 1794) qu'il n'avait rien retrouvé (2).

Les événements du 9 thermidor qui apportèrent des modifications importantes dans l'administration de la municipalité parisienne, ne permirent pas à Charancour de procéder à un nouvel essai de ses lanternes.

Il parvint à faire exhumer des cantons du Comité de Salut public le mémoire qu'il lui avait adressé le 7 vendémiaire an II (28 septembre 1793) et à le faire envoyer en brumaire an III à la Commission d'agriculture et des arts de la Convention, qui le transmit à la Commission des travaux publics. Celle-ci décida, comme l'avait fait l'administration des travaux publics de la Commune de Paris, de demander à Charancour un devis des frais nécessaires à son expérience (3). Le 15 frimaire an III (5 décembre 1794) elle l'autorisa à engager une dépense de 256 livres, 10 sols et s'engagea à lui fournir une planche de cuivre laminé et trois feuilles de tôle blanchie ainsi que les divers ustensiles, l'huile et les mèches ; l'expérience devait avoir lieu rue de la Butte-des-Moulins. Mais Charancour était alors dans une situation si précaire, qu'il avisa la Commission des travaux publics qu'une avance de fonds était indis-

(1) Rapport à la Commission des travaux publics, 11 frimaire an III. A. N., F ¹³ 353.

(2) Lettre de Charancour à Basselin, chef de bureau de l'administration des travaux publics, 1^{er} thermidor an II et réponse de Basselin, 5 thermidor an II. A. N., F ¹³ 353.

(3) Rapport à la Commission des travaux publics, 11 frimaire an III. A. N., F ¹³ 353.

pensable pour qu'il pût procéder à son expérience (1).

La Commission des travaux publics intervint auprès du bureau de consultation des arts et métiers pour qu'une avance fût consentie à Charancour (2) et le 24 frimaire an III (14 décembre 1794), le bureau de consultation lui accorda un secours provisoire de 300 livres, en vertu de la loi du 12 septembre 1791 (3). Ce secours fut insuffisant pour assurer la préparation de son expérience, car le 14 floréal an III (3 mai 1795), le bureau de consultation considérant « que les prix ont si excessivement augmenté que cet artiste ne pourra faire son expérience avec la somme qui lui a été donnée d'abord », lui accorda un secours supplémentaire de 600 livres (4).

Les lanternes destinées à l'expérience furent enfin prêtes et mises en place le 22 prairial (10 juin 1795). En informant la Commission des travaux publics, Charancour lui demanda que l'essai n'eût lieu qu'à dix heures du soir « pour en écarter les inutiles dont l'affluence nuirait aux observations (5) ». La Commission décida que l'expérience aurait lieu le 2 messidor (20 juin 1795) à dix heures du soir et elle en informa la Commission temporaire des arts, la Commission administrative de police, la Commission d'agriculture et des arts, et les membres du Département de Paris, qui devaient y envoyer des délégués. Elle en avertit également l'inspecteur Damour et ordonna à l'entre-

(1) Lettre de la Commission des travaux publics à Charancour, 15 frimaire an III et réponse de Charancour, 16 frimaire an III. A. N., F¹³ 353.

(2) Rapport de la Commission des travaux publics au Bureau de consultation des arts et métiers, 23 frimaire an III. A. N., F¹³ 353.

(3) Extrait du registre des procès-verbaux du Bureau de consultation des arts et métiers, 24 frimaire an III. A. N., F¹³ 353. Charancour avait déjà reçu de ce bureau le 22 mai 1793 une allocation de 400 livres pour ses fontaines filtrantes « qui ont rempli dans les villes de Paris et de Toulouse un grand objet d'utilité publique ». Ch. Ballot. Procès-verbaux du bureau de consultation des arts et métiers publiés dans le bulletin d'Histoire économique de la Révolution. Année 1913, p. 93.

Un décret sur les pensions, gratifications et autres récompenses nationales avait été voté le 3 août 1790 par l'Assemblée nationale et sanctionnelle 22 août 1790. Il ne fut appliqué qu'après le rapport du chevalier de Boufflers du 9 septembre 1791 qui provoqua le vote de la loi du 12 septembre 1791. Elle prévoyait que des gratifications en argent pouvaient être accordées « aux artistes » qui proposeraient des inventions utiles à leurs concitoyens.

(4) Extrait du registre des procès-verbaux du bureau de consultation des Arts et Métiers, 14 floréal an III. A. N., F¹³ 353.

(5) Lettre de Charancour à la Commission des travaux publics, 22 prairial an III. A. N., F¹³ 353.

preneur Lenfumé de délivrer à Charancour l'huile et les mèches identiques à celles employées dans les lanternes ordinaires, qu'il avait jusqu'alors refusé de lui remettre (1).

Malheureusement, une violente averse étant tombée dans la soirée, Charancour ne crut pas possible de tenter son expérience et les membres des Commissions qui s'étaient rendus rue des Moulins se retirèrent sans avoir vu le fonctionnement des nouvelles lanternes. Charancour se rendit auprès d'eux dès le lendemain pour leur exprimer son regret « de s'être permis de supposer que la pluie serait un obstacle à ce qu'ils se rendissent au lieu de l'expérience », et ils acceptèrent de fixer l'essai des lanternes au 5 messidor à dix heures du soir (2).

L'expérience ne parut pas très concluante. Néanmoins, les Commissaires décidèrent que « le procédé de Charancour serait établi en permanence provisoire rue des Moulins ». De plus, le bureau de consultation des arts et métiers « considérant combien il est important de ne rien laisser à désirer sur l'illumination de Paris, tant pour la manière de bien éclairer les rues que pour obtenir la plus grande économie dans toutes les parties d'une semblable entreprise », arrêta d'allouer à Charancour une nouvelle somme de 900 livres pour de nouvelles expériences à faire rue du Roule (3). Charancour avait d'ailleurs déjà sollicité et obtenu de la Commission des travaux publics une augmentation de 482 livres, 10 sols sur les sommes reçues précédemment par suite « de la progression du surhaussement dans le prix des matières premières et de la main-d'œuvre (4) ».

Charancour était dénué de toute ressource et ce n'était pas ces sommes si minimes à une époque où les matières premières et la main-d'œuvre atteignaient des prix inconnus jusqu'alors, qui lui permettraient de mener à bien ses expériences. Aussi en thermidor an III, il adressa une

(1) Lettres de la Commission des travaux publics, 26 prairial et 2 messidor an III. A. N., F¹³ 353.

(2) Lettre de Charancour à la Commission des travaux publics, 3 messidor an III. A. N., F¹³ 353.

(3) Extrait du registre des procès-verbaux du bureau de consultation des arts et métiers, 19 thermidor an III. A. N., F¹³ 353.

(4) Mémoire de Charancour et rapport à la Commission des travaux publics, 24 messidor an III. A. N., F¹³ 968.

requête au Comité de Salut public pour obtenir non plus des secours mais des honoraires ; sous prétexte que tout son temps était absorbé par la préparation de ses expériences, il devait être considéré comme un fonctionnaire au service du gouvernement. Le Comité de salut public renvoya sa requête à la Commission des travaux publics qui fut d'avis qu'il n'y avait pas lieu de considérer Charancour comme un fonctionnaire susceptible de toucher des appointements réguliers et qu'on ne pouvait que le recommander à la Commission des secours (1).

Non content d'assaillir la Commission des travaux publics de demandes d'argent continuelles, Charancour allait lui causer de plus graves soucis par la préparation de son expérience de la rue du Roule.

A cette époque la Constitution de l'an III était soumise au plébiscite et le parti royaliste profitait de l'agitation politique provoquée par ce vote, pour entretenir à Paris une vive effervescence qui devait aboutir à la journée du 13 vendémiaire an IV.

On se souvient que, dans le procédé de Charancour, les lanternes étaient accrochées à des supports fixés aux murs des maisons. La mise en place de supports en bois pour l'expérience de la rue du Roule occasionna de grandes inquiétudes dans la population parisienne. Le 23 fructidor an III (19 septembre 1795), le Comité de sûreté générale prévenait la Commission des travaux publics que la pose des supports « a donné de l'inquiétude et occasionné des rassemblements considérables. La malveillance y a trouvé prétexte de former les plus mauvaises conjectures ». Le Comité de sûreté générale était d'avis de faire accrocher immédiatement les lanternes aux supports et « s'il y avait impossibilité de les établir demain de bonne heure, il vaudrait mieux détruire ces supports (2) ».

L'effervescence était en effet des plus vives. Le 23 fructidor, à l'assemblée de la section des Thermes, un citoyen

(1) Pétition de Charancour au Comité de Salut public, thermidor an III. Rapport de la Commission des travaux publics au Comité de salut public, 9 fructidor an III. Décision du Comité de Salut public, 26 fructidor an III. A. N., F¹³ 353.

(2) Lettre du Comité de Sûreté générale (section de la police de Paris) à la Commission des travaux publics, 23 fructidor an III. A. N., F¹³ 353.

arrivant brusquement entre sept et huit heures du soir, interrompit les discussions en cours pour annoncer qu'il avait vu rue du Roule « un grand nombre de poteaux et de potences, placés de distance en distance devant les boutiques des marchands. Un concours prodigieux de citoyens remplit cette rue et ne sait à quoi attribuer cet événement extraordinaire ». Les citoyens de la section des Thermes se troublent et s'agitent à cette annonce et plusieurs rentrent chez eux. Le citoyen Calonne, employé à la Commission des travaux publics, réussit heureusement à calmer ses concitoyens en leur expliquant qu'il ne s'agissait là que d'une expérience d'éclairage (1), et non de la mise en place de potences destinées à ceux qui n'obéiraient pas aux décrets de la Convention, comme on le prétendait dans le public (2). La Commission des travaux publics proposa alors à la Commission de police administrative de Paris de renoncer à l'expérience de Charancour et de faire desceller les supports. Elle lui transmettait en même temps une lettre destinée à Charancour, dans laquelle elle invitait l'inventeur à faire déposer les supports et à remettre ses expériences à un autre temps, la laissant libre d'envoyer ou non cette lettre à Charancour (3).

Un membre de la Commission de police administrative qui passait rue du Roule et le commissaire de police de la section qui s'y était rendu, avaient réussi à calmer en partie les alarmes des citoyens. Aussi la Commission de police fut d'avis de laisser en place les supports et elle demanda simplement à la Commission des travaux publics de faire afficher, rue du Roule et aux portes des salles des assemblées de sections, un placard annonçant l'expérience d'éclairage qui allait être tentée rue du Roule et invitant les citoyens à y assister et à faire connaître leur avis (4).

La Commission des travaux publics accepta cette propo-

(1) Rapport fait par le citoyen Calonne, employé à la Commission des travaux publics, à ladite Commission, 24 fructidor an III. A. N., F¹³ 353.

(2) Rapport de surveillance du 24 fructidor an III. A. AULARD, *Paris sous la réaction thermidorienne*, t. II, p. 230.

(3) Lettre de la Commission des travaux publics à la Commission de police administrative de Paris et lettre de la Commission des travaux publics à Charencourt (sic), ingénieur, rue des Moineaux, n° 423, 24 fructidor an III. A. N., F¹³ 353.

(4) Lettre de la Commission de police administrative de Paris à la Commission des travaux publics, 24 fructidor an III. A. N., F¹³ 353.

sition. Sur une demande de Charancour qui réclamait une lanterne supplémentaire pour compléter à sept celles qu'il voulait placer rue du Roule, elle invita Sangrain à lui délivrer de suite sept lanternes ainsi que quatorze poulies et sept cordages, étant « important que l'expérience ait lieu promptement pour détruire le bruit ridicule qu'on a fait courir sur la destination des supports (1) ».

En même temps, Charancour fit toute diligence pour faire transporter de la rue des Moulins et mettre en place les six autres lanternes, afin de « détruire par le fait les inquiétudes que les malveillants avaient données au public sur la destination des supports ». Il fut même obligé de donner à déjeuner « aux ouvriers pour les engager à continuer leur ouvrage que le public voulait leur faire abandonner ». Ce repas lui coûta 50 livres dont il réclama plus tard le paiement (2).

La Commission des travaux publics fit ensuite afficher un placard ainsi libellé :

« La Commission des travaux publics à leurs concitoyens (*sic*).

« Le citoyen Charencourt (*sic*) avait fait un premier essai rue des Moulins d'un nouveau mode d'éclairer les rues de Paris en appliquant les lanternes sur les murs de face des habitants au lieu de les suspendre au milieu des rues.

Nous avons, de concert avec la Commission d'agriculture et des arts, le Département de Paris et la Commission administrative de police, autorisé le citoyen Charencourt (*sic*) à renouveler cette expérience dans la rue du Roule, afin que le public fut plus à portée d'en juger, et c'est en vertu de cette autorisation que des supports en bois ont été établis dans cette rue. Cette expérience commencera le 1^{er} jour complémentaire et sera renouvelée tous les jours pendant un mois.

« Nous invitons nos concitoyens à comparer ce mode d'éclairage avec celui dont on a fait usage jusqu'à ce jour et à nous adresser leurs observations (3) ».

(1) Lettre de la Commission des travaux publics à Sangrain, 25 fructidor an III. A. N., F ¹³ 353.

(2) Mémoire présenté par Charancour au ministre des Travaux publics, 18 nivôse an IV. A. N., F ¹³ 524.

(3) Projet manuscrit de placard. A. N., F ¹³ 353. Le placard imprimé n'a pas été retrouvé.

La Commission des travaux publics rendait compte au Comité de sûreté générale des mesures prises par elle et de la date du début de l'expérience fixée au 1^{er} jour complémentaire (17 septembre 1795) (1). Ces mesures mirent fin à l'effervescence populaire qui aurait pu donner lieu à de fâcheux incidents (2).

Sangrain semble s'être inquiété de la persistance avec laquelle Charancour continuait ses expériences. Bien qu'il n'eût pas alors devant lui un adversaire aussi redoutable que Perben, il craignait peut-être de rencontrer en Charancour un nouveau concurrent qui viendrait lui disputer le monopole qu'il avait su conserver même pendant la période la plus troublée de la Révolution. L'éclairage de la rue du Roule par le procédé de Charancour étant venu à manquer le 4 vendémiaire an IV (26 septembre 1795), Sangrain reçut l'ordre de la Commission des travaux publics de faire allumer immédiatement les quatre lanternes qui éclairaient d'ordinaire cette rue. Il profita de ce qu'il rendait compte à la Commission de l'exécution de son ordre pour lui faire remarquer que « le procédé expérimenté ne répond guère aux promesses de l'auteur ; on se plaint même qu'indépendamment de ce que les lanternes n'éclairent pas, que la plus grande partie sont éteintes dès une heure du matin ». Il demandait à la Commission de faire vérifier le fait (3).

A la suite de plaintes de la Commission administrative de police au sujet du médiocre éclairage de la rue du Roule par les lanternes de Charancour, la Commission des travaux publics l'avait invité dès le 4 vendémiaire an IV (26 septembre 1795) à prendre les mesures nécessaires pour faire cesser ces plaintes « dans un moment où il importe plus que jamais de bien éclairer Paris », faute de quoi la Commission ferait remettre en place les anciens réverbères (4).

(1) Lettre de la Commission des travaux publics au Comité de Sûreté générale, 27 fructidor an III. A. N., F¹³ 353.

(2) L'incident avait eu son écho à la tribune de la Convention ; dans la séance du soir le 23 fructidor, le représentant Boudin informa ses collègues que l'essai d'éclairage de la rue du Roule « a été interprété d'une manière alarmante pour la liberté des suffrages. On a dit que ces potences avaient été dressées pour faire pendre ceux qui n'accepteraient pas la Constitution ». MONITEUR, t. XXV, p. 711.

(3) Lettre de Sangrain à la Commission des travaux publics, 5 vendémiaire an IV. A. N., F¹³ 353.

(4) Lettre de la Commission des travaux publics à Charancour, 4 vendémiaire an IV, A. N., F¹³ 363.

La Commission demanda en même temps aux architectes Callet et Garret, inspecteurs généraux de la voirie, de vérifier avec l'inspecteur Damour si les mèches des lanternes de Charancour étaient bien semblables à celles des réverbères ordinaires, c'est-à-dire des mèches de sept lignes de large et formées de 168 liens de « coton Guadeloupe » et si l'huile était bien analogue à celle des lanternes ordinaires. Elle demandait également aux trois inspecteurs de lui faire connaître leur avis sur les avantages et inconvénients du procédé de Charancour (1).

Damour adressa le premier son rapport le 9 vendémiaire an IV (1^{er} octobre 1795). Il ne croit pas « que cet essai puisse être avantageux pour le bien public ne remplissant en aucune manière l'intention que l'auteur s'en était faite (*sic*), ne fournissant pas l'utile, l'agréable et l'économie demandés ». La lumière paraît « languissante et mourante. Le public s'en plaint et tient des propos désavantageux contre cette manière d'éclairer ». Enfin, avec ce procédé il faut installer dans Paris 9.190 lanternes au lieu des 4.000 qui existent ; les frais de premier établissement et l'augmentation de salaire des allumeurs qui en résulterait, provoqueraient une dépense qui n'est pas en proportion de l'utilité qu'on peut retirer du procédé (2).

Les inspecteurs Callet et Garret avaient comparé le procédé employé rue du Roule à l'ancien système établi rue de la Monnaie qui en est voisine et à peu près de la même longueur. Le procédé de Charancour supprime la lumière de face « très fatigante aux piétons et à ceux qui conduisent les voitures », mais la lumière est moins intense et par suite la rue est plus sombre. On ne pourra que difficilement adapter ce procédé aux rues étroites, car il y aura de grandes zones obscures d'une lanterne à l'autre (3).

Sangrain de son côté s'employait à gêner les expériences de Charancour. Ainsi le 27 vendémiaire le commis de l'inventeur, le citoyen Flament, ancien allumeur de lanternes,

(1) Lettres de la Commission des travaux publics aux inspecteurs Callet, Garret et Damour. 4 vendémiaire an IV, A. N., F¹³ 353.

(2) Rapport de l'inspecteur Damour à la Commission des travaux publics, 9 vendémiaire an IV, A. N., F¹³ 353.

(3) Rapport des inspecteurs Callet et Garret à la Commission des travaux publics. s. d. A. N., F¹³ 353.

s'étant présenté pour avoir de l'huile à l'entrepôt de la rue Saint-Honoré, le trouva fermé et à l'entrepôt de la rue du Four les commis refusèrent de lui en délivrer. Charancour fut obligé de faire allumer les lanternes ordinaires pour que la rue du Roule pût être éclairée ; il se borna à en avertir la Commission des travaux publics, mais sans se plaindre, ajoutant qu'il ferait encore allumer les lanternes ordinaires « si l'on persiste dans ce refus d'huile, ce que je ne crois pas (1) ».

Il prolongea son expérience bien au delà du délai antérieurement fixé à un mois. Le 12 brumaire an IV (3 novembre 1795), Sangrain attira l'attention de la Commission des travaux publics sur cette situation. Il prétendait recevoir des plaintes continuelles sur le mauvais éclairage de la rue du Roule que le public lui imputait ; jusqu'alors, il n'en avait rien dit « de crainte que l'on me soupçonnât de partialité » et parce que l'expérience ne devait durer primitivement qu'un mois. Mais Charancour se disposant à continuer, Sangrain demandait « si ce n'est réellement qu'une expérience ou si c'est un essai en concurrence », et, dans ce dernier cas, il priait la Commission de nommer des commissaires qui feraient un rapport pour comparer le nouveau système à l'ancien. Il n'estimait pas à moins de 15 millions les frais de premier établissement et à 2 millions l'augmentation annuelle de salaires des allumeurs si on adoptait le système de Charancour (2).

La Commission des travaux publics ne voulut pas trancher la question ; le 13 brumaire (4 novembre 1795) elle demanda l'avis de la Commission administrative de police de Paris qui lui répondit le 19 (10 novembre 1795) que le procédé de Charancour lui paraissait « bien au-dessous de celui employé jusqu'ici par le citoyen Sangrain », et que les frais de premier établissement absorberaient pour plusieurs années l'économie d'huile qui pouvait résulter du nouveau système. Elle concluait « qu'il convient de s'en

(1) Lettre de Charancour à la Commission des travaux publics, 18 vendémiaire an IV. A. N., F¹³ 353.

(2) Lettre de Sangrain à la Commission des travaux publics, 12 brumaire an IV. A. N., F¹³ 353.

tenir au genre d'illumination mis jusqu'ici en pratique par le citoyen Sangrain (1) ».

La Commission des travaux publics décida alors que les expériences de Charancour se termineraient à la fin du mois brumaire (21 novembre 1795). S'il faut en croire Damour, le résultat avait été médiocre. Commencées le troisième jour complémentaire an III (19 septembre 1795), les expériences avaient duré 63 jours, pendant lesquels les lanternes de Charancour n'avaient pas été allumées pendant quatre jours ; les lampes, qui devaient brûler jusqu'à 6 ou 7 heures du matin, étaient fréquemment éteintes à 3 heures. La consommation d'huile, qui s'était élevée à 127 livres 8 onces, était égale à celle de l'éclairage normal de la rue du Roule et Charancour avait employé 78 mèches alors que Sangrain n'en aurait employé que 18 (2).

Il semblait bien qu'après cette expérience Charancour ne pouvait plus avoir aucun espoir de triompher. Il adressa néanmoins le 4 nivôse an IV (25 décembre 1795) une longue lettre à de Chambine, chef de la 3^e division du ministre de l'Intérieur, pour lui exposer les avantages de son procédé et il accompagna cette lettre d'un curieux mémoire imprimé à l'aide duquel il espérait confondre ses détracteurs (3).

En même temps, il envoyait une demande au ministre de l'Intérieur Benezech, pour obtenir le paiement d'une somme de 22.879 livres qui se décomposait en 21.300 livres d'honoraires et en 1579 livres de frais divers occasionnés par ses expériences. Reprenant sa thèse ancienne, Charancour prétendait qu'il avait été employé par le gouvernement depuis le 5 messidor an III jusqu'au 10 frimaire an IV et il évaluait ainsi ses honoraires :

du 5 messidor an III au 1 ^{er} vendémiaire	
an IV, 100 livres par jour.	9.100 livres.
pendant vendémiaire an IV, 140 livres	
par jour	4.200 livres.
pendant brumaire et les dix premiers	
jours de frimaire, 200 livres par jour.	8.000 livres.
Total.	21.300 livres.

(1) Lettre de la Commission administrative de police de Paris à la Commission des travaux publics, 13 brumaire an IV. A. N., F¹³ 353.

(2) Rapport de Damour au ministre de l'Intérieur. Département des travaux publics, 3^e division, 3 nivôse an IV. A. N., F¹³ 353.

(3) Lettre de Charancour à de Chambine, 4 nivôse an IV et « Mémoire pour

Le Ministre se conforma à la décision prise le 26 fructidor an III (12 septembre 1795) par le Comité de salut public et refusant d'accorder des appointements à Charancour, il se borna à lui allouer la somme de 1.579 livres représentant ses frais divers (1).

Charancour ne se découragea pas. Il insista auprès de Benezech pour qu'il réclamât au bureau de consultation des Arts et Métiers, le rapport qui avait dû être établi à la suite des essais de la rue du Roule. Le bureau de consultation avait désigné comme commissaires pour suivre l'expérience de Charancour, Le Roy, membre de l'Institut, et Fumelin. Le Roy écrivit au ministre de l'Intérieur que ni lui, ni son collègue Fumelin, ne pouvait se prononcer, les essais n'ayant pas été prolongés assez longtemps ! Il estimait que la manière dont Paris était éclairé, offrait des inconvénients sérieux : « les yeux en sont éblouis et fatigués, et par là les gens de pied courent souvent de grands risques ». Il demandait que les essais fussent continués rue du Roule où les réverbères de Charancour pendaient encore aux supports. Il attirait en même temps l'attention du ministre sur la situation misérable de Charancour et le pria de lui accorder quelques secours, « le Bureau de consultation ne pouvant aller au delà de ce qui lui a été déjà accordé en différentes gratifications (2) ».

La situation de Charancour paraît en effet avoir été digne de pitié à cette époque. Il exposait au ministre de l'Intérieur dans une supplique qu'il lui adressait le 6 ventôse an IV (25 février 1796) qu'il était réduit à la plus affreuse misère « manquant de souliers et ne pouvant me procurer que le pain de la section ». Il avait été forcé de vendre tous ses effets et ceux de sa femme et il ajoutait : « il ne me reste de ressources pour me soustraire aux horreurs de la faim et de la honte que votre justice ou le pont de l'Égalité ». Il demandait qu'un rapport fût établi sur son

démontrer les avantages qui résulteraient de l'exécution du procédé d'illumination des rues de Paris par le citoyen Charancour (sic), ingénieur, établi en permanence provisoire, rue du Roule, Pont-Neuf ». Imprimé de 8 pages, s. d., in-8°. A. N., F ¹³ 353.

(1) Rapport au ministre de l'Intérieur, 6 nivôse an IV. A. N., F ¹³ 353.

(2) Lettre de Le Roy, membre de l'Institut national et du Bureau de consultation des Arts et Métiers au ministre de l'Intérieur, 30 pluviôse an IV. A. N., F ¹³ 569.

système « par une personne de confiance qui soit éclairée et qui n'ait rien de commun avec les travaux publics (1) ».

Le ministre de l'Intérieur l'autorisa à continuer ses essais et lui alloua 5.000 francs pour l'indemniser pendant la durée de ses expériences (2).

Charancour ne fut en état de reprendre ses expériences que le 20 ventôse an IV (9 mars 1796), il demandait même au ministre de ne les commencer que le 10 germinal (30 mars 1796), « époque où le déclin de la lune donnera un plus long moyen de suivre les opérations », et il ajoutait : « je suis toujours sans souliers et mon estomac débile par jeûne, ne laisse pas à mon corps la faculté d'agir avec la célérité que demanderait ce grand rapprochement (3) ».

Reportée à des dates successives pour des causes diverses, parmi lesquelles il faut citer la sourde hostilité de Sangrain et de ses employés (4), la nouvelle expérience n'eut lieu que le 8 floréal an IV (27 avril 1796) en présence de membres du bureau de consultation des Arts et Métiers et de Chalgrin et Mouchelet, membres du Conseil d'examen des bâtiments civils. Le rapport établi par Mouchelet le 25 floréal (12 mai 1796) constatait que Charancour n'avait fait allumer que deux de ses lanternes et que « leur lumière était pour ainsi dire absorbée par celle des anciens réverbères qui a beaucoup plus d'éclat ». Il demandait que l'expérience fût répétée dans une rue où il n'y aurait que les lanternes de Charancour et « pendant un laps de temps assez long pour que les citoyens puissent la juger ». Le conseil des bâtiments civils fut d'un avis différent et décida d'ajourner indéfiniment les expériences de Charancour (5). C'était la ruine de tous les espoirs du malheureux inventeur. Il en reçut l'avis officiel par une lettre du ministre de l'Intérieur du 4 prairial an IV (23 mai 1796) qui l'invi-

(1) Lettre de Charancour au ministre de l'Intérieur, 6 ventôse an IV A. N., F¹³ 569.

(2) Rapport présenté au ministre de l'Intérieur et approuvé par lui, 18 ventôse an IV. A. N., F¹³ 569.

(3) Lettre de Charancour au ministre de l'Intérieur, 19 ventôse an IV. A. N., F¹³ 353.

(4) Lettre de Fricault indiquant les motifs qui l'ont conduit à refuser de l'huile à Charancour pour son expérience, 25 ventôse an IV (15 mars 1796). A. N., F¹³ 353.

(5) Extrait du registre des séances du Conseil d'examen des bâtiments civils, 23 floréal an IV. A. N., F¹³ 353.

tait à faire enlever d'urgence dans la rue du Roule et à restituer à l'entrepreneur les lanternes, cordages et poulies qui avaient servi aux essais (1).

Charancour conservait-il l'espoir de voir enfin son procédé triompher où ne cherchait-il à reprendre ses expériences que dans l'espoir d'obtenir une nouvelle gratification qui lui aurait permis de subsister pendant quelques semaines ? on l'ignore, mais il ne se pressait guère de faire déposer les lanternes de la rue du Roule. Le 14 thermidor an IV (1^{er} août 1796), le ministre de l'Intérieur le mit en demeure de faire enlever les lanternes qui sont exposées à être volées ou à tomber par suite du mauvais état des cordages et il autorisait Sangrain à les faire enlever et à restituer à Charancour les objets qui pouvaient lui appartenir (2).

Charancour implora encore le ministre pour reprendre ses essais ou tout au moins pour recevoir les secours prévus par la loi du 12 avril 1791 « pour les artistes qui ont fait des découvertes utiles ». Il renouvelait ses doléances et accusait la Commission des travaux publics de lui avoir fait perdre vingt mois en méditations et en expériences coûteuses. Il avait pourtant alors trouvé un emploi : il était piqueur aux travaux des carrières et demeurait au Jardin des Plantes, rue des Noyers, n° 20 (3). Le ministre lui répondit qu'il était impossible de laisser les lanternes plus longtemps rue du Roule ; le mauvais état des cordages les exposait à tomber et à se briser. Pour ne pas décourager complètement le persévérant inventeur, il lui promettait « que si l'on décidait de procéder à de nouvelles expériences, l'entrepreneur lui prêterait de nouveau ses lanternes (4) ».

Le dernier espoir que Charancour pouvait conserver disparaissait, il ne dut pas renouveler ses expériences, car on

(1) Lettre du ministre de l'Intérieur au citoyen Charancour, ingénieur rue des Moineaux, butte des Moulins, n° 423, 4 prairial an IV. A. N., F¹³ 353.

(2) Lettres du ministre de l'Intérieur à Charancour, à Sangrain et à Damour qui doit veiller à une prompte exécution de l'ordre, 14 thermidor an IV. A. N., F¹³ 353.

(3) Lettre de Charancour au ministre de l'Intérieur, 16 thermidor an IV. A. N., F¹³ 353.

(4) Lettre du ministre de l'Intérieur à Charancour, 8 fructidor an IV. A. N., F¹³ 353.

ne trouve plus de document qui en fasse mention. Cette fois encore Sangrain triomphait, mais sa victoire avait été facile : il n'avait pas trouvé en Charancour un adversaire aussi habile et ayant des appuis aussi puissants que Perben. Le pauvre Charancour, réduit à la plus extrême misère, n'était guère à craindre pour l'habile homme qui avait su, et s'assurer pendant tant d'années l'entreprise de l'éclairage de Paris, et évincer des concurrents aussi redoutables que Perben et Lepescheux.

Au cours de l'an VI, le citoyen Commart, demeurant à Strasbourg, rue des Veaux, n° 20, adressa au Bureau central du canton de Paris, des propositions pour modifier l'éclairage de Paris d'après un nouveau procédé.

Dans son système un seul réverbère « produit avec une seule mèche huit grands rayons lumineux dont la projection s'étend à 50 ou 60 pieds et plus dans telle direction qu'on le désire par l'effet commode de la réfraction ».

Le Bureau central lui répondit que, le bail en cours expirant à la fin de l'année, c'est à cette époque « que l'administration balancerait les mérites des divers plans, pour confier cette entreprise à celui qui aurait présenté le plus avantageux ».

Commart ne fut pas averti de la date à laquelle il devait faire sa soumission et il ne put découvrir d'affiche portant cette date, mais dans un mémoire adressé le 10 fructidor an VI (27 août 1798) au bureau central, il prétendait avoir appris que le bail avait été renouvelé à Sangrain et au même prix. D'après ses calculs, Sangrain réalisait un bénéfice annuel de 284.744 livres, alors qu'avec son système et en mettant l'éclairage en régie, la ville de Paris économiserait chaque année 240.372 livres (1).

Le Bureau central fit part au ministre de l'Intérieur des propositions de Commart le quatrième jour complémentaire an VI (20 septembre 1798), en attirant son attention sur l'importante économie que Commart prétendait pouvoir réaliser : les administrateurs du Bureau central ajoutaient qu'ils n'avaient aucune connaissance officielle que le bail de Sangrain qui expirait le 1^{er} vendémiaire

(1) Mémoire adressé par le citoyen Commart aux administrateurs du Bureau central du canton de Paris, 10 fructidor an VI. A. N., F¹⁵ 736.

an VII (22 septembre 1798), eut déjà été renouvelé (1).

Commart écrivait vers la même époque au ministre de l'Intérieur, François de Neufchâteau, pour lui proposer son système ; mais il lui demandait de lui accorder un bail et non plus une régie comme il l'avait proposé au Bureau central, offrant une diminution de 200.000 livres sur le prix demandé par Sangrain (2).

On a vu dans un chapitre précédent (3) que la décision du Bureau des travaux publics du département de Paris accordant le bail de l'éclairage à Sangrain après une adjudication en règle, avait été approuvée le 15 fructidor an VI (1^{er} septembre 1798) par le ministre de l'Intérieur. La demande de Commart ne pouvait donc recevoir de suite favorable.

Il ne se découragea pas, mais une circonstance malheureuse l'empêcha de renouveler sa demande : il fut mis en prison pendant plus d'un an pour une cause que l'on ignore mais qui, à l'en croire, était « aussi injuste qu'arbitraire » (4). Lors du renouvellement du bail de l'éclairage à la fin de l'an VIII, il s'adressa à nouveau au ministre de l'Intérieur, alors Lucien Bonaparte, pour lui exprimer son indignation de ne pas avoir été averti de la date et des conditions de l'adjudication ; il accusait Sangrain de s'être opposé à cette adjudication « par l'appui des personnes que lui dévouait son opulence dans les bureaux du ministre et parmi les nouveaux membres du département. Pour cet effet, on convint que la nouvelle adjudication n'aurait pas lieu, qu'on lui accorderait secrètement à l'insu du Bureau central une prorogation de deux années et, pour empêcher mes réclamations près du ministre, si je parvenais à pénétrer ce système d'iniquité, que mes lettres seraient écartées ». Commart avait chargé en conséquence un de ses amis de soumettre directement au ministre son projet et d'obtenir l'autorisation de faire une expérience, mais il n'avait reçu aucune réponse (5).

(1) Lettre des administrateurs du Bureau central du canton de Paris au ministre de l'Intérieur, 4^e jour complémentaire an VI. A. N., F 1^{er} 990.

(2) Lettre de Commart au ministre de l'Intérieur. A. N., F 1^{er} 990.

(3) Cf. sup. Chapitre VI.

(4) Lettre de Commart au ministre de l'Intérieur, 24 messidor an VIII. A. N., F 1^{er} 736.

(5) Lettre de Commart au ministre de l'Intérieur, 1^{er} jour complémentaire an VIII. A. N., F 1^{er} 736.

La façon dont Sangrain avait escamoté en l'an VIII la formalité de l'adjudication (1) permet d'accorder une certaine créance aux accusations de Commart et il est certain que parmi les fonctionnaires chargés de présenter les rapports aux diverses autorités qui eurent pouvoir de décider sur le bail de l'éclairage pendant la période révolutionnaire, le riche entrepreneur sut se ménager de précieux auxiliaires. Mais c'est le seul document où une accusation aussi nette est portée contre Sangrain depuis sa lutte avec Perben en 1790. Commart dut abandonner la partie car on ne trouve plus d'autre document mentionnant son procédé ; moins favorisé que Charancour, son système ne fut jamais expérimenté.

Un autre strasbourgeois, Eberts, proposa le 24 messidor an IX (13 juillet 1801) au ministre de l'Intérieur d'éclairer les carrefours de Paris à l'aide d'un procédé fort primitif. Au centre des carrefours, on placerait un bloc de chêne supportant une tige de fer de trois mètres de haut surmontée d'une cassolette dans laquelle on brûlerait des rondelles de poix-résine « qui fourniront la clarté la plus importante (2) ».

Le préfet de police consulté se prononça contre ce procédé archaïque qui offrirait des dangers d'incendie pour les maisons avoisinantes, dégagerait une fumée fort gênante et qui enfin permettrait à des malveillants d'incendier avec cette résine tout un quartier, s'il leur en prenait fantaisie(3).

En l'an X, le citoyen Paul obtint du ministre de l'Intérieur et du préfet de police de Paris l'autorisation d'expérimenter des réverbères de son invention. L'appareil de Paul consistait en une lampe à une seule mèche à double courant d'air, semblable aux lampes de Quinquet. La lampe était placée dans un récipient portant à la partie inférieure une douille servant à le fixer au-dessous d'une cheminée de verre. Deux réflecteurs verticaux renvoyaient la lumière de la lampe en avant.

(1) Cf. sup. chapitre VI.

(2) Mémoire sur le fanal portatif proposé au citoyen Chaptal, ministre de l'Intérieur, par le citoyen Eberts de Strasbourg, 24 messidor an IX. A. N., F ¹³ 736.

(3) Lettre du préfet de police au ministre de l'Intérieur, 26 thermidor an IX. A. N., F ¹³ 736.

Une commission composée de Charles-Louis Cadet de Gassicourt, pharmacien-chimiste, rue Saint-Honoré, Antoine-Arnould Quinquet, pharmacien, rue du Marché-aux-Poirées, l'inventeur des lampes Quinquet, Jean-Baptiste-Christophe Julienne, défenseur officieux, conseiller de la préfecture de police, Jean-Félix-Benoit Bauve, secrétaire général adjoint de la préfecture de police, Jean-Gabriel Gilbert, régisseur de l'octroi de Paris, Antoine Faimond, chef de la 6^e division de la préfecture de police et Pierre-Emmanuel Bruneseaux, inspecteur général de l'illumination et de la salubrité, assista aux expériences. Elles eurent lieu le 11 frimaire an X (2 décembre 1801) sur le Pont-Neuf, le 8 pluviôse (28 janvier 1802), à l'église Notre-Dame et le 19 pluviôse (8 février 1802), place des Innocents. Elles furent toutes défavorables au système de Paul. Les réflecteurs renvoyaient toute la lumière en avant, mais laissaient dans une obscurité complète les côtés, l'arrière et le dessous de la lanterne. Place des Innocents, une femme de la Halle qui se trouvait à côté d'un réverbère de Paul s'écria : « Je ne distinguerais pas une pièce de six livres d'une pièce de deux sols ! »

On décida de ne pas continuer les expériences, mais Paul reçut une indemnité pour le temps passé par lui dans ces essais (1).

D'autres expériences furent faites avec les lanternes d'un autre inventeur, et, bien que les essais de son système n'eurent lieu qu'en 1811 et 1813, il a paru intéressant de les signaler. Une nouvelle lanterne avait été inventée par un Hollandais nommé Behr, né à Maëstricht : cette lanterne était en usage dans diverses villes de Hollande, à Amsterdam, Bois-le-Duc, Rotterdam, Gorkum et Maëstricht et les maires de ces différentes villes faisaient les plus grands éloges de ce système. Behr adressa le 7 septembre 1811 une pétition à Montalivet, alors ministre de l'Intérieur, pour solliciter l'autorisation de faire à Paris une expérience de ses lanternes. Le préfet de police autorisa cet essai et Behr arriva à Paris en décembre 1811. Il mit en place neuf lanternes de son invention que l'on appelait « lanternes à la Maëstricht », une dans l'hôtel de la préfec-

(1) Documents divers, A. N., F 13 509 et 736.

ture de police et les huit autres sur le Pont-Neuf, place des Trois-Marais et rue des Prouvaires, une nouvelle lanterne remplaçant deux des anciennes. Le résultat de l'expérience parut satisfaisant, les mèches ne se champignonnaient pas après quelques heures de combustion, les réflecteurs n'étaient pas ternis par la fumée et l'allumage des nouvelles lanternes était beaucoup plus rapide.

Le préfet de police demanda à Behr de fixer avec précision le prix de l'éclairage de Paris par son système. Behr parcourut Paris et sur un plan indiqua par des mouches de couleurs les emplacements des lanternes, proposant « un système d'éclairage dont l'arrangement est tel que toute la ville serait éclairée uniformément et qu'il y aurait même dans les rues les plus éloignées à présent fort mal éclairées quoi que ce soit justement là que les crimes se commettent, la même clarté qu'il y avait lors des expériences ».

Le principe des « lanternes à la Maëstricht » était de faire converger les rayons lumineux au travers des quatre faces de la lanterne formées de verre très épais : à la partie supérieure, une lentille creuse contenant « un fluide transparent que Behr conserve secret et qui est à l'abri des plus fortes gelées », concentrait les rayons lumineux.

La Commission nommée par le préfet de police pour suivre les expériences de Behr était composée des membres du conseil de salubrité, du commissaire de police de la division des Marchés et de l'inspecteur général de la salubrité. Elle reprocha aux lanternes de Behr de ne donner aucune clarté sur les façades des maisons au-dessus des lanternes et de laisser dans les rues des zones « d'ombre absolue ».

Behr obtint l'autorisation de renouveler son expérience du 1^{er} décembre 1813 au 1^{er} janvier 1814. Un arrêté du préfet de police du 12 novembre 1813, l'autorisa à éclairer avec ses lanternes le Pont-Neuf, le Pont-Royal, les quais de la Monnaie, des Quatre-Nations, Malaquais, Voltaire et des Tuileries, la place de la Concorde, le boulevard de la Madeleine. Une Commission nommée par le préfet de police et comprenant les membres du conseil de salubrité, le commissaire de police du quartier des Marchés, et l'inspecteur général de l'illumination auxquels le ministre de l'Intérieur adjoignit Célerier et Gisors, membres du conseil des bâti-

ments civils, fut chargée de suivre les expériences.

Behr dès qu'il avait eu connaissance de l'arrêté du préfet de police du 12 novembre 1813, s'était rendu à Maëstricht, pour accélérer la venue du matériel nécessaire à une expérience aussi importante. Mais il ne put revenir à Paris ; le 19 décembre 1813, il écrivait au ministre de l'Intérieur Montalivet : « Des partis ennemis parcourent le pays et nous menacent d'un investissement prochain, le cours des postes est interrompu ; mes ouvriers qui sont tous forgerons ou armuriers, sont occupés à des travaux plus nécessaires pour la cause publique ; la fièvre d'hôpital commence à moissonner nos habitants et nous menace d'un péril plus grand encore que la présence des ennemis. Comment pourrai-je dans un pareil moment abandonner mes neuf enfants, ma femme enceinte d'un dixième » ? Il demandait à attendre un moment plus propice pour renouveler son expérience. Ce moment ne devait jamais venir et Paris continua à être éclairé à l'aide des lanternes à réverbères inventées au XVIII^e siècle par Bourgeois de Châteaublanc (1).

On peut encore citer parmi les inventeurs qui s'occupèrent d'améliorer l'éclairage de Paris, un certain Canalès-Oglou, demeurant à Paris, rue Saint-Maur, qui prétendait avoir découvert une nouvelle huile à brûler dont la combustion ne dégageait ni odeur ni fumée.

Les 8 et 11 mai 1792, il adressa deux mémoires à Roland, alors ministre de l'Intérieur, pour solliciter une avance de 6 à 7.000 livres afin d'établir un atelier destiné à la fabrication de cette huile. Roland lui conseilla de s'adresser au bureau de consultation des Arts et Métiers, pour être placé sur la liste des inventeurs auxquels on accordait des récompenses nationales.

Canalès-Oglou adressa un mémoire à ce bureau le 24 août 1792, mais son invention resta à l'état de projet (2).

En résumé, les divers procédés proposés pour remplacer les vieux réverbères de Bourgeois de Châteaublanc, si on en excepte peut-être les lanternes de Behr, donnèrent des résultats fort inférieurs à ceux obtenus par ces réverbères

(1) Documents divers. A. N., F 1^s 882.

(2) A. N., F 1^s 1.505. 2. Cf. A. TUNETY, *Correspondance du ministre de l'Intérieur relative au commerce, aux subsistances et à l'administration générale* (16 avril-14 octobre 1792). Paris, 1917, in-8°, p. 519.

qui, encore que primitifs, donnaient une lumière telle qu'à cette époque « Français et étrangers n'ont jamais pu lui refuser leur admiration (1) ».

(1) Lettre du préfet de police au ministre de l'Intérieur lui rendant compte des expériences faites avec les réverbères de Paul, 17 pluviôse an X. A. N., F¹³ 509.

CHAPITRE IX

LES COMMIS DES ENTREPOTS ET LES ALLUMEURS

LEURS FONCTIONS. — RÉCLAMATIONS D'AUGMENTATIONS
DE SALAIRES. — MENACES DE GRÈVES.

L'allumage, l'entretien et le nettoyage des lampes et des lanternes étaient assurés par les allumeurs sous la surveillance des inspecteurs et des commis des entrepôts.

Chaque matin, à cinq heures en été et au lever du jour en hiver, les allumeurs se rendaient dans les entrepôts où les commis remettaient à chacun d'eux un panier contenant des réservoirs de rechange remplis d'huile et des mèches. Les allumeurs, qui assuraient chacun le service de vingt-cinq à trente lanternes se dirigeaient vers leurs quartiers respectifs, descendaient les lanternes, nettoyaient vitres et réflecteurs, remplaçaient les réservoirs vides par des réservoirs pleins, disposaient les mèches pour l'allumage du soir et remontaient les lanternes. Les inspecteurs de l'illumination et les commis des entrepôts surveillaient ces opérations ; ils s'assuraient, en particulier, que les mèches étaient convenablement placées et que les allumeurs ne détournaient pas une partie de l'huile pour leur usage personnel.

Les allumeurs retournaient ensuite aux entrepôts, nettoyaient paniers et réservoirs vides et préparaient les mèches pour le lendemain, sous la surveillance d'un commis d'entrepôt. Ces divers travaux des allumeurs duraient jusqu'à dix heures ou midi suivant leur degré d'habileté, la distance de leur quartier à l'entrepôt et la saison. Les allumeurs étaient libres jusqu'au soir à l'heure de l'allumage.

Pendant la journée, les commis des entrepôts remplissaient les réservoirs vides avec la quantité d'huile nécessaire pour assurer l'éclairage pendant la durée prescrite par le tableau ; ils préparaient les « mixtions » d'huile de baleine et d'huile végétale, mélanges qui variaient avec le

nombre d'heures d'allumage et avec l'époque de l'année afin d'assurer à l'huile une fluidité suffisante. Lors des arrivages d'huile, les commis rentraient les tonnes d'huile dans l'entrepôt et les vidaient dans les foudres et les citernes.

Le soir, à l'heure de l'allumage, les allumeurs allumaient les mèches, chacun d'eux accompagné d'un aide qui descendait et remontait les lanternes. Ils étaient tenus de faire immédiatement après l'allumage une seconde tournée pour juger l'effet de la lumière et remédier aux défauts. Cette opération leur prenait en moyenne une heure. Des commis des entrepôts suivaient les allumeurs, s'assurant qu'ils allumaient aux heures prescrites et qu'ils ne se faisaient pas remplacer par leurs aides.

La nuit, on a vu précédemment qu'un allumeur par entrepôt faisait des rondes pour s'assurer de l'état des réverbères ; dans chaque entrepôt, un commis veillait prêt à parer aux défauts que pouvaient lui signaler les inspecteurs ou l'allumeur chargé des rondes.

La liberté relative dont disposaient les allumeurs leur avait permis, avant la Révolution, d'entreprendre un autre travail l'après-midi ; c'est pourquoi ils se contentèrent longtemps du très minime salaire d'un sol par jour d'éclairage et par lanterne, que leur allouait l'entrepreneur ; pour les 3.669 lanternes qui éclairaient Paris en 1790 et pour 286 jours d'allumage, le salaire total des allumeurs s'élevait à 46.877 livres, 14 sols (1).

Sur ce maigre salaire, ils étaient obligés de se fournir « de bougie filée » pour allumer les mèches des lampes, de vieux linge et de blanc d'Espagne pour nettoyer vitres et réflecteurs des lanternes, de ciseaux et de peignes pour nettoyer et préparer les mèches. De plus, l'aide qui les assistait le soir pour descendre et remonter les lanternes afin d'activer l'allumage était payé par eux. Il est juste de dire que cet aide était généralement un enfant de l'allumeur. Ces diverses dépenses diminuaient les salaires des allumeurs de douze à quinze livres par mois.

Dès les premiers mois de la Révolution les allumeurs, ou ne trouvèrent plus à exercer leurs petits métiers supplémentaires, ou furent complètement absorbés par leur tra-

(1) Soumission de Tourtille-Sangrain, 20 octobre 1784, A. N., F¹³ 351.

vail spécial, l'éclairage des rues ayant lieu tous les jours depuis le crépuscule jusqu'à l'aurore. Au mois d'août 1792, il leur fut accordé une augmentation de salaires de six deniers par lanterne et par jour et en octobre 1793, une indemnité journalière de cinq sols. A cette époque, leur salaire mensuel était d'environ 61 livres, 10 sols ; il fallait en défalquer les douze à quinze livres de menus frais mentionnés plus haut. Les allumeurs percevaient leurs salaires mensuellement ; ils n'étaient pourtant pas assimilés aux employés à traitements mensuels, mais aux journaliers. En effet, le 7 vendémiaire an III (28 septembre 1794), Fricault, alors entrepreneur de l'éclairage, demanda l'autorisation de payer le salaire des allumeurs pendant les sansculottides ou jours complémentaires, ce qui lui fut accordé le 12 vendémiaire (3 octobre 1794), alors que la loi prescrivait de ne pas payer de traitement supplémentaire aux employés à traitements mensuels pendant les jours complémentaires (1).

Les quinze commis des entrepôts touchaient des appointements variables avec leur ancienneté de services ; les cinq premiers commis percevaient chacun 1.000 livres par an, cinq autres 800 livres, deux autres 700 livres et les trois derniers 600 livres. Ces appointements n'avaient pas été augmentés depuis la Révolution.

A la fin du mois de décembre 1793, l'accroissement de prix des denrées de première nécessité et des vêtements amena les commis des entrepôts à adresser une demande d'augmentation de leurs traitements aux administrateurs des travaux publics. Ils faisaient ressortir dans cette requête, qu'ils étaient les seuls employés « qui n'ont point eu d'augmentation », que les administrateurs des travaux publics ayant compris, au mois d'octobre dernier, la nécessité d'accorder une indemnité aux allumeurs, eux, qui par suite de leur travail usaient beaucoup de vêtements, réclamaient la même faveur (2). Ce placet fut envoyé à l'inspecteur de l'illumination Damour le 4 nivôse an II (24 décem-

(1) Rapport à la Commission des travaux publics, 7 vendémiaire an III et décision de cette Commission, 12 vendémiaire an III. A. N., F¹⁰ 353.

(2) Requête des commis d'entrepôts aux administrateurs des travaux publics. S. D. A. N., F¹⁰ 352.

bre 1793), pour qu'il fit connaître son avis après avoir consulté l'entrepreneur Fricault. Damour n'envoya la réponse que deux mois plus tard ; elle est datée de nonidi ventôse an II (27 février 1794). Damour et Fricault sont d'accord pour considérer la demande des commis comme légitime, vivres et vêtements ayant plus que doublé de prix et « si on exige que des hommes soient honnêtes, il est de toute nécessité de leur procurer les moyens de vivre honnêtement ». Néanmoins, Damour fait observer à Avril, à qui cette lettre est adressée, que les employés des entrepôts sont, à l'exception de quatre d'entre eux, logés, chauffés et éclairés gratuitement (1). L'administration des travaux publics proposa en conséquence au Corps municipal d'accorder les traitements suivants : 1.200 livres au premier commis de chaque entrepôt et mille livres à chacun des autres (2) ; le Corps municipal décida d'ajourner cette augmentation pourtant minime (3). Mais peu après une suite favorable dut être donnée à la demande des commis, car en vendémiaire an III (22 septembre-21 octobre 1794) leurs traitements atteignaient les taux proposés par l'administration des travaux publics.

Les allumeurs plus nombreux, plus bruyants et plus violents dans l'exposé de leurs revendications, et, il faut le reconnaître, plus modiquement rémunérés, obtinrent plus rapidement de nouvelles augmentations de salaires.

En fructidor an II (18 août-22 septembre 1794), ils adressaient une pétition à la Convention pour demander que leurs salaires fussent portés à trois sols par lanterne et par jour. La Convention ayant retourné par erreur cette pétition au Département de la police au lieu de l'envoyer au Département des travaux publics, les allumeurs trouvèrent la réponse trop lente à venir et envoyèrent des délégués aux administrateurs des travaux publics, menaçant de cesser leur service s'ils n'obtenaient pas promptement satisfaction. Dès qu'il eut reçu la pétition des allumeurs, le président du Département de la police avait écrit à Fourtille-

(1) Lettre de Damour à Avril. Nonidi, ventôse an II. A. N., F¹³ 352.

(2) Rapport de l'administration des travaux publics au Corps municipal, s. d. A. N., F¹³ 352.

(3) Extrait des délibérations du Corps municipal, 6 germinal an II. A. N., F¹³ 352.

Sangrain pour lui demander son avis « sur les moyens d'opérer cette augmentation (1) ». La Commission des travaux publics, dans le rapport qu'elle adressa au Comité des Finances de la Convention en vendémiaire an III (22 septembre-21 octobre 1794), estimait équitable d'accorder aux allumeurs une augmentation de salaires, « mais la demande de 3 sols par lanterne qui produirait à chaque allumeur 4 livres 1 sol à 4 livres 10 sols à raison de 27 à 30 lanternes confiées à chacun, paraît exorbitante, quand on considère que les manœuvres qui travaillent dix heures par jour et qui ne sont pas occupés toute l'année, ne gagnent que 3 livres à 3 livres 10 sols ». On retrouvera dans la suite cette comparaison entre le salaire des allumeurs et celui des manœuvres pris comme base d'estimation. La Commission des travaux publics proposait au Comité des Finances d'accorder aux allumeurs 2 sols 3 deniers par lanterne et par jour « à la condition qu'ils entretiendraient chacun vingt-sept lanternes ». Cette augmentation de salaire occasionnerait un accroissement annuel de dépenses de 49.738 livres, 9 sols, 2 deniers pour les 3.887 lanternes qui éclairaient alors Paris.

Le même rapport proposait de porter en même temps les appointements des commis de 1.200 à 1.400 livres pour les cinq premiers commis et de 1.000 à 1.200 pour les dix autres (2).

Le Comité des Finances adopta les conclusions de ce rapport le 23 vendémiaire an III (14 octobre 1794). L'augmentation des salaires des allumeurs et des commis serait effective à partir du 1^{er} vendémiaire an III (22 septembre 1794), mais l'indemnité journalière de cinq sols était supprimée et chaque allumeur ne pouvait entretenir que 27 lanternes au maximum (3). Cette décision fut communiquée à Lenfumé alors entrepreneur de l'illumination, car on a vu qu'aux termes de son traité, cette augmentation

(1) A. N., F ¹⁰¹¹¹, Seine 14.

(2) Rapport des administrateurs des travaux publics au Comité des Finances de la Convention, vendémiaire an III, A. N., F ¹³ 964.

(3) Décision du Comité des Finances de la Convention, 23 vendémiaire an III, A. N., F ¹³ 964.

(4) Lettre des administrateurs des travaux publics à Lenfumé, 8 brumaire an III, A. N., F ¹³ 966.

de dépenses devait incomber à la commune de Paris et non à l'entrepreneur.

Les allumeurs ne se contentèrent pas longtemps de ce nouveau salaire. En nivôse an III (21 décembre 1794-19 janvier 1795), ils demandèrent à la Commission des travaux publics, quatre sols par lanterne et par jour. La Commission des travaux publics, proposa au Comité des Finances de la Convention de leur allouer trois sols, ce qui occasionnerait une nouvelle augmentation de dépenses de 48.288 livres par an.

Trouvant que la réponse à leur demande ne leur était pas donnée assez promptement, les allumeurs se portèrent en masse le 17 pluviôse an III (5 février 1795) dans la matinée chez Tourtille-Sangrain « signifiant d'une manière impérieuse et menaçante que, si on ne leur accordait pas la demande qu'ils ont faite par leur pétition, qui est de quatre sols par lanterne et par jour, qu'ils quitteront tous le service et que pour cet effet ils ne donneraient d'autre délai que jusqu'à décadi prochain » (20 pluviôse). L'augmentation réclamée par les allumeurs provoquait un accroissement de dépense de 112.628 livres par an (1).

« Une augmentation si considérable de dépense nécessite une décision du Comité des Finances. La Commission des travaux publics a fait à cet égard toutes les démarches et la Commission de police en a écrit au Comité de sûreté générale pour hâter autant que possible la décision du Comité des Finances ». Mais la Commission de police, persuadée que les allumeurs agissaient sous l'impulsion de quelques meneurs, écrivait en même temps à l'entrepreneur « pour avoir les noms de ceux qui auraient provoqué leurs camarades à abandonner le service (2) ».

N'ayant pas reçu de réponse dans le court délai qu'ils avaient fixé, les allumeurs se rendirent le 21 pluviôse (9 février 1795) chez Lenfumé, « impatientes d'obtenir une décision et mécontents du salaire de 3 sols ». Ils exigèrent la promesse de Lenfumé de leur payer quatre sols à compter

(1) Lettre de Tourtille-Sangrain « chargé du détail de l'illumination de Paris », à la Commission des travaux publics, 17 pluviôse an III. A. N., F 13 966.

(2) Rapport général de surveillance de la police, 18 pluviôse an III. A. N., AF 17 1.471.

du 1^{er} nivôse dernier (21 décembre 1794) en employant « les moyens les plus impérieux et tous menaçants au cas de refus de cesser sur-le-champ le service ». Ils basaient leur réclamation « sur la cherté des denrées de toute espèce, en voulant prouver que le prix qu'ils demandaient n'était pas équivalent en proportion à celui qu'ils avaient avant la Révolution et qu'enfin ils se soumettaient de se conformer dans tous les temps à la diminution de leurs salaires à raison de celles des denrées ». Lenfumé estimait « qu'il y a une espèce de justice dans la réclamation des allumeurs ». A raison de quatre sols par lanterne, leur salaire quotidien serait de cinq livres et « il n'est guère possible à un journalier de vivre à meilleur marché, surtout pour un ouvrage aussi pénible que celui de 27 lanternes dans la rigueur des saisons d'hiver ». Sur ces cinq livres, il fallait déduire environ une livre pour les menus frais incombant aux allumeurs, frais qui avaient aussi fortement augmenté au cours des derniers mois. De plus, le métier d'allumeur était pénible. Des plaintes ayant été faites sur le manque d'éclairage pendant la nuit du 8 au 9 pluviôse an III (27 au 28 janvier 1795), Lenfumé répondit « que le verglas avait absolument empêché les allumeurs de marcher et avait tellement glacé nombre de cordes, qu'il avait été impossible de les faire mouvoir », plusieurs allumeurs avaient été blessés en tombant (1).

Devant « cette multitude composée de deux cents familles assemblées en masse et qui, tous d'une voix unanime, signifiaient que si on ne leur accordait pas à l'instant quatre sols par lanterne, Paris ne serait pas éclairé le soir (2) », Lenfumé « donna sa parole d'honneur que s'ils n'obtenaient pas la totalité de leur demande, il leur paierait le surplus à son compte ». Satisfaits de cette promesse, ils prirent leur service « qu'ils avaient déjà abandonné en ne préparant pas celui du soir (3) ».

Les commis des entrepôts profitèrent de la réclamation

(1) Rapport de la Commission administrative de police, 19 pluviôse an III. A. N., F^{III}, Seine 15.

(2) Lettre de Lenfumé au Comité des Finances, 30 pluviôse an III. A. N., F^{III} 356.

(3) Rapport de la Commission administrative de police, 21 pluviôse an III. A. N., A. F^{IV} 1.471.

des allumeurs pour demander que leurs traitements fussent uniformément augmentés de 600 livres. La Convention venait d'accorder à tous les employés des diverses administrations une augmentation de leurs traitements et les commis ne voulaient pas être oubliés dans cette distribution. A cette époque en effet, la dépréciation des assignats s'accroissait ; le 8 ventôse an III (26 février 1795) l'écu de six livres valait 34 livres en assignats, et le louis d'or de 24 livres, 140 livres. Le public se montrait très inquiet de cette diminution de valeur de l'assignat (1).

La menace d'abandonner leur service faite par les allumeurs, paraissait très redoutable à la Commission de police administrative de la capitale. Bien qu'il lui eût été impossible « de reconnaître ceux qui avaient provoqué cette mesure coupable », elle fit passer aux allumeurs « une invitation de continuer le service avec la même activité en attendant la décision sur leur demande », avec il est vrai, menace de sévir contre ceux « qui compromettraient la sûreté publique par leur négligence ». Son rapport du 22 pluviôse constatait avec plaisir que « les illuminateurs (*sic*) paraissent avoir repris leur service ; peu de réverbères ont été trouvés éteints (2) ».

Le Comité des Finances ne consentit pas à régulariser la promesse arrachée à Lenfumé par les menaces des allumeurs. Dans sa séance du 4 ventôse an III (22 février 1795) il décida de n'accorder aux allumeurs qu'une augmentation quotidienne de neuf deniers par lanterne, ce qui portait leur salaire à trois sols, et aux commis une augmentation de vingt-cinq livres par mois et cela seulement « jusqu'au moment où le prix des denrées aura éprouvé une diminution sensible (3) ».

La Commission des travaux publics convoqua dans les premiers jours de ventôse (19 février-20 mars 1795) un certain nombre d'allumeurs pour leur donner lecture de cet arrêté, les engageant « à amener leurs camarades à se contenter de cette rétribution et surtout à leur faire connaître

(1) A. AULARD. *Paris sous la rédaction thermidorienne et sous le Directoire*. Paris 1898, in-8°, t. I, pages 379 et 511.

(2) Rapport de la Commission administrative de police, 22 pluviôse an III. A. N., F^{ic} III, Seine 15.

(3) Arrêté du Comité des Finances, 3 ventôse an III. A. N., F^{ic} 13 966.

combien ils seraient répréhensibles s'ils se coalisaient pour abandonner le même jour le service dont ils sont chargés ». Mais les représentants des allumeurs ne cachèrent pas à la Commission « qu'ils craignaient que leurs soins ne fussent impuissants (1) ».

Leurs craintes n'étaient pas vaines. Le rapport de police du 19 ventôse an III (9 mars 1795) mentionne en effet que « les allumeurs de réverbères menacent de quitter le service demain s'ils n'ont pas une réponse satisfaisante à la demande qu'ils ont faite que l'augmentation qui porte leur salaire à quatre sols par lanterne remonte au 1^{er} nivôse dernier. La Commission doit s'entendre aujourd'hui sur cet objet avec l'entrepreneur de l'illumination ». Sur un nouveau rapport de la Commission des travaux publics, le Comité des Finances décida ce même jour 19 ventôse an III, que les allumeurs « recevraient provisoirement quatre sols par lanterne à compter du 1^{er} germinal prochain (21 mars 1795) » (2).

Non satisfaits de cette nouvelle concession, les allumeurs exigèrent de Lenfumé le 11 germinal (31 mars 1795) que, conformément aux termes de leur pétition de nivôse, cette augmentation leur fût payée à partir du 1^{er} nivôse (21 décembre 1794). « Nous avons employé tous les moyens possibles pour leur faire entendre que le Comité (des finances) ne pouvait pas donner d'effet rétroactif à son arrêté, écrit Lenfumé à ce même Comité, mais rien n'a été capable de les convaincre. Ils se sont tous levés en masse et sont venus nous forcer de leur payer l'augmentation qu'ils exigeaient, sinon qu'ils quitteraient tous à l'instant le service et que Paris ne serait pas éclairé le soir, ce qui fut accompagné des propos les plus séditieux... Comme les esprits étaient échauffés, et peut-être inspirés, nous nous sommes vu forcé de céder à leurs instances. Cet attroupement s'est fait trois fois de suite et les scènes se sont passées en présence des inspecteurs chargés de la surveillance du service, lesquels reconnurent bien qu'il n'y avait pas d'autre parti à prendre que celui de céder à cette multitude de coalisés. » Les commis avaient également exigé le paiement de leur augmenta-

(1) A. AULARD, *Paris sous la réaction thermidorienne*, t. I, p. 543.

(2) Arrêté du Comité des Finances, 19 ventôse an III. A. N., F¹³ 354.

tion de 600 livres par an. Au total, Lenfumé s'était vu contraint de verser un supplément de salaires de 16.838 livres dont il demandait le remboursement (1). Mais en homme prudent, il avait au préalable demandé verbalement l'autorisation de déboursier cette somme à la Commission administrative de police (2).

Lasses des menaces constantes de cessation de travail des allumeurs, la Commission des travaux publics et la Commission de police administrative de Paris se concertèrent pour rechercher les moyens d'y mettre un terme. Dans un rapport que les deux Commissions réunies adressèrent le 9 ventôse an III (27 février 1795) à la section de la police de Paris du Comité de sûreté générale, il était mentionné que depuis longtemps les allumeurs refusaient de former et même d'admettre des élèves dans les entrepôts et qu'ainsi leur nombre s'était peu à peu réduit à cent trente, alors qu'il aurait dû être de deux cents « si, comme dans les premiers moments de l'établissement des réverbères, ils n'étaient chargés chacun que de l'entretien et de l'allumage de vingt lanternes ». C'est à cette impossibilité de les remplacer, faute d'élèves, qu'il faut attribuer leur arrogance et leur esprit d'insubordination, car ils n'ignorent pas « que le succès de l'illumination dépend de leur zèle et de leur adresse ». Pour les faire rentrer dans le devoir « et leur rappeler leurs obligations et les peines qu'ils encourraient en ne les remplissant pas avec l'exactitude qu'on a le droit d'en attendre », les deux commissions soumettaient à l'approbation du Comité de sûreté générale un projet d'arrêté dont elles demandaient la publication (3). Mais cet arrêté ne fut signé que plusieurs mois plus tard et les allumeurs continuèrent leurs réclamations à mesure que le prix des vivres augmentait.

Le 4 floréal an III (23 avril 1795), ils adressaient à l'entrepreneur de l'éclairage une pétition pour demander dix sols par lanterne et par jour à partir du 1^{er} floréal. Ils prétendaient que leurs deux dernières payes avaient été

(1) Lettre de Lenfumé au Comité des Finances, 11 germinal an III. A. N., F¹³ 356.

(2) Arrêté du Comité des Finances, 21 floréal an III. A. N., F¹³ 354-355.

(3) Rapport des Commissions de police administrative et des travaux publics de Paris au Comité de Sûreté générale, 9 ventôse an III. A. N., F¹³ 353.

insuffisantes « par le prix exorbitant des comestibles ». Cette nouvelle augmentation « est contre leur juste façon de penser, car s'ils avaient seulement deux livres de pain par homme, ils seraient contents » et ne demanderaient rien de plus, mais « les aliments et la chaussure exigent le prix de notre demande ». Ils réclamaient que satisfaction leur fût donnée pour le 20 floréal (9 mai 1795). « Faute d'éclaircissement, le 21 chacun se retire en laissant les clefs entre les mains de votre respectable personne (1) ».

Les doléances des allumeurs étaient absolument légitimes. Le 14 germinal an III (3 avril 1795) le rapport de police quotidien signalait que « la cupidité des marchands est actuellement hors de toutes bourses ; les prix de toutes les denrées sont montés au point que cent livres en assignats ne valent au plus que dix francs ; aucun citoyen ne peut plus y atteindre et les besoins augmentent journellement (2) ».

Pourtant, en transmettant cette nouvelle demande à la Commission administrative de police de Paris, Sangrain alors associé à l'entrepreneur Lenfumé, réclamait de cette commission des mesures propres « à arrêter ce désordre », trouvant les nouvelles prétentions des allumeurs « aussi outrées du côté de la justice qu'indécentes dans la manière de s'exprimer ». Il rappelait à la Commission qu'elle possédait les noms et demeures des allumeurs, « avec la note des meneurs » ainsi « qu'un plan de discipline »... (il qualifiait ainsi le projet d'arrêté soumis au Comité de Sûreté générale) qu'il serait bien instant de mettre en évidence, avec un arrêté imposant du Comité de sûreté générale ». Mais, tout en invitant la Commission de police administrative à prendre des mesures de répression, il reconnaissait que les circonstances exigeaient une augmentation de salaire de deux sols au maximum par lanterne ; moyennant ce salaire de six sols « ils doivent être contents et encore mettre pour clause que cette nouvelle augmentation n'est que momentanée jusqu'à ce que la récolte nous ait procuré

(1) Pétition des allumeurs à l'entrepreneur de l'éclairage, 4 floréal an III. A. N., F¹³ 353. Les allumeurs étaient détenteurs des clefs des boîtes renfermant les cordes qui servaient à suspendre les lanternes.

(2) A. AULARD, *Paris pendant la réaction thermidorienne*, etc., t. I, p. 636.

du pain à tous ». Les ouvriers qui tendaient les cordes de suspension des lanternes, « les tendeurs », demandaient eux aussi à percevoir cinquante sols au lieu de vingt sols par « tenture ». Sangrain estimait suffisant de leur allouer quarante sols.

Il faut croire que Sangrain avait éprouvé une violente émotion devant les nouvelles prétentions des allumeurs qui demandaient un salaire décuple de celui qu'il leur allouait quand il était entrepreneur de l'éclairage en 1789, car, très méticuleux d'ordinaire dans sa correspondance, il omit de signer sa lettre (1). Mais cette émotion était calmée et il avait dû se rendre compte que le salaire des allumeurs était réellement insuffisant, quand, huit jours plus tard, le 24 floréal an III (13 mai 1793), il écrivait à la Commission des travaux publics que l'augmentation réclamée par les allumeurs occasionnerait une dépense supplémentaire annuelle de 408.684 livres. « Le cas est fort embarrassant ajoutait-il, d'un côté on voit une dépense énorme et de l'autre un moment de calamité qui force ces citoyens à réclamer de quoi subsister ». Un grand nombre d'allumeurs trouvaient d'ailleurs exagéré la demande de dix sols par lanterne et plusieurs avaient dit à Sangrain « que si on leur accordait à chacun une livre de pain, ils borneraient là leurs prétentions ». Sangrain proposait de donner une augmentation de deux à trois sols par lanterne ce qui procurait à chaque allumeur un salaire quotidien de 7 livres dix sols à 8 livres ; il réclamait une prompte réponse, les allumeurs voulant être fixés pour le 28 floréal (17 mai 1795) (2).

Quelques jours plus tard, le 29 floréal (18 mai 1795), les quinze commis des entrepôts demandaient à leur tour à la Commission des travaux publics de porter leurs appointements annuels à 2.600 livres. Mais ils ne menaçaient pas comme les allumeurs, de cesser le travail s'ils n'obtenaient pas prompte satisfaction. « C'est la dure nécessité où nous sommes à cause de la cherté des vivres qui nous force de

(1) Lettre de Sangrain à la Commission de police administrative, 16 floréal an III. A. N., F ¹³ 356.

(2) Lettre de Sangrain à la Commission des travaux publics, 24 floréal an III. A. N., F ¹³ 353.

réclamer votre justice, écrivaient-ils ; notre travail est pénible et nous manquons de pain et de forces... (1) ».

Les denrées ne cessaient d'augmenter de prix à mesure que la dépréciation des assignats s'accroissait. Le 29 floréal an III (18 mai 1795), un pain pesant deux livres valait 32 livres, les pommes de terre 34 livres le boisseau (2).

Le 23 prairial (11 juin 1795), le rapport de police quotidien constate que menaces, injures, invectives, vociférations ont cessé pour faire place à « des plaintes qui portent avec elles l'expression d'une douleur profondément sentie et d'autant plus juste qu'elle est provoquée par le sentiment du besoin qu'éprouvent beaucoup de citoyens de la classe ouvrière... Le discrédit des assignats fait la base de toutes les conversations... (3) ».

En transmettant le 6 prairial an III (25 juin 1795) au Comité de sûreté générale un rapport relatif aux augmentations de salaires des commis et des allumeurs, la Commission des travaux publics proposait d'allouer aux commis les 2.600 livres qu'ils demandaient. La Commission joignait à ce rapport un nouvel exemplaire du projet de règlement sur le service des commis et des allumeurs et demandait au Comité de sûreté générale de le signer le plus rapidement possible (4).

A cette époque, les Comités de la Convention paraissent vouloir opposer une certaine résistance aux demandes répétées des allumeurs. Le Comité des Finances accorda bien les augmentations proposées par la Commission des travaux publics à compter du 1^{er} prairial (20 mai 1795), mais pour deux mois seulement (5). En informant de cette décision la Commission de police administrative de Paris, le Comité de Sûreté générale l'invitait « à prendre des mesures pour que les allumeurs ne soient plus dans le cas de dicter en quelque sorte des lois au gouvernement en

(1) Pétition des commis des entrepôts à la Commission des travaux publics, 29 floréal an III. A. N., F¹³ 353.

(2) A. AULARD, *Paris sous la réaction thermidorienne*, etc., t. I, p. 729 et 750.

(3) A. AULARD, *Paris sous la réaction thermidorienne*, etc., t. II, p. 6 et 7.

(4) Rapport de la Commission des travaux publics au Comité de sûreté générale, 6 prairial an III. A. N., F¹³ 353.

(5) Arrêté du Comité des Finances de la Convention, 17 prairial an III. A. N., F¹³ 355.

menaçant leurs chefs de quitter (*sic*) si on ne leur accorde pas le traitement qu'il leur plaît de fixer. Ces mesures sont réclamées par l'ordre public (1) ». Enfin, le 28 prairial (16 juin 1795), le Comité de sûreté générale adopta et signa le projet d'arrêté qui lui avait été proposé. Cet arrêté fut imprimé immédiatement : cent exemplaires en placards pour être affichés, principalement dans les entrepôts, et d'autres exemplaires « en in-12 pour être distribués à tous les employés de l'illumination ».

La Commission des travaux publics semble avoir beaucoup escompté l'effet que cet arrêté allait produire sur les allumeurs. Il est certain que si les dispositions prévues dans l'arrêté avaient pu être exécutées littéralement, un calme parfait aurait régné parmi les allumeurs qui n'auraient pas voulu s'exposer à subir la rigueur des lois révolutionnaires. Divisé en quinze articles, l'arrêté décrit minutieusement dans les sept premiers articles la besogne qui incombe aux allumeurs ; l'article VIII prévoit qu'ils ne peuvent se faire remplacer qu'en cas de maladie et l'article IX décide que pour pourvoir à ces remplacements, trois élèves allumeurs seront instruits dans chaque entrepôt par les allumeurs eux-mêmes.

Les allumeurs ne pouvaient abandonner leur fonction qu'après un préavis d'un mois, dans le cas contraire, ils encourraient « les peines portées contre les citoyens qui n'obéissaient pas aux réquisitions exercées sur leurs personnes, par raison du service public ». Enfin l'article XII stipulait que « dans le cas où des allumeurs contreviendraient aux dispositions du présent, commettraient des négligences ou des fraudes, ou enfin montreraient de l'insubordination, le tout dans le dessein de faire manquer le service de l'illumination, ils seront traduits devant les tribunaux, comme coupables de délits contre la sûreté publique ». La Commission de police administrative de Paris était chargée de l'exécution de l'arrêté.

Il est intéressant de remarquer que dans cet arrêté, le Comité de Sûreté générale ne s'appuie pas sur la loi Le Chapelier, bien que votée le 14 juin 1791. Aux termes de

(1) Lettre du Comité de Sûreté générale à la Commission administrative de police de Paris, 29 prairial an III. A. N., F¹³ 353.

cette loi, toute adresse ou pétition au nom d'un état ou d'une profession était annulée de plein droit : les délibérations ou conventions de travailleurs « tendantes à refuser de concert ou à n'accorder qu'à un prix déterminé le secours de leur industrie ou de leurs travaux », étaient déclarées inconstitutionnelles, attentatoires à la liberté et à la Déclaration des droits de l'homme et de nul effet. Les attroupements d'ouvriers, artisans, compagnons, journaliers, étaient tenus pour attroupements séditieux et devaient être dispersés comme tels. En bref, le droit de réunion et le droit de grève furent formellement interdits aux travailleurs pendant toute la Révolution par cette loi qui fut toujours invoquée et par la Convention et par le Directoire dans les conflits qui s'élevèrent entre employeurs et employés (1).

En accusant réception à la Commission de police administrative de douze exemplaires de l'arrêté qui lui étaient envoyés, la Commission des travaux publics manifestait l'espoir « que les mesures sages que contient ce règlement procureraient enfin à cette partie du service public l'exactitude dont elle a besoin ». Et forte de cet appui, elle avait déjà rappelé à Lenfumé que les dernières augmentations accordées tant aux allumeurs qu'aux commis ne l'étaient que pour deux mois et devaient cesser le 1^{er} thermidor prochain (19 juillet 1795).

Mais cette manifestation d'énergie ne devait et ne pouvait avoir de suite. Les denrées, les vêtements, les chaussures ne cessaient d'augmenter de prix. « La cherté scandaleuse de toutes choses, écrit le 28 messidor (16 juin 1795) l'auteur du rapport de police quotidien, fait d'heure en heure des progrès si effrayants que la plupart des citoyens sont réduits aux derniers expédients pour assurer leur subsistance journalière. Le salaire de l'ouvrier est très inférieur à sa dépense ; le malheureux rentier ne peut vivre à moins de vendre son dernier meuble qui devient la proie du cupide agioteur, le petit propriétaire mange tout à la fois son fond et son revenu, le salarié de la République, qui n'a que son traitement, éprouve également les angoisses du besoin ».

Le 7 thermidor (24 juillet 1795), les pommes de terre

(1) SOREAU (Edmond), *La loi Le Chapelier, Annales historiques de la Révolution française*, juillet-août 1931.

valent 20 à 24 livres le boisseau, la viande 8 livres la livre, les œufs 800 livres le mille, le beurre 17 livres la livre. Un chapeau coûte 300 livres, une paire de souliers 150 livres, le blanchissage d'une chemise 3 livres ; un louis d'or le 7 fructidor an III (24 août 1795) vaut 910 livres en assignats (1).

On s'explique que dans ces conditions un mois plus tard, commis et allumeurs étaient contraints de demander une nouvelle augmentation de leurs salaires. Par son arrêté du 19 thermidor'an III (6 août 1795), le Comité des Finances de la Convention accorda 3.200 livres d'appointements annuels aux commis et porta le salaire des allumeurs à dix sols par lanterne : ces nouveaux traitements devaient être alloués depuis le 1^{er} messidor (19 juin 1795).

Le 18 fructidor (4 septembre 1795), le Comité de Salut public adjugea à Sangrain l'entreprise de l'éclairage de Paris. Afin d'opposer aux réclamations arbitraires des allumeurs un texte formel, tout en tenant compte de l'augmentation continue du prix des objets de première nécessité, l'article VII du traité d'adjudication portait que « sous quelque prétexte que ce soit, le traitement de chaque allumeur chargé du service de 27 lanternes ne pourrait excéder les deux tiers du taux moyen du salaire des manœuvres employés pour la construction des bâtiments ». On considérait que les allumeurs pouvaient se livrer à d'autres travaux pendant environ un tiers de la journée. C'est sur cette base nouvelle que sera calculé dans la suite le salaire à accorder aux allumeurs chaque fois que l'augmentation de prix des denrées obligera à l'élever.

L'occasion ne tarda pas à se présenter. En vendémiaire an IV (23 septembre-22 octobre 1795), les allumeurs adressèrent une nouvelle requête à Sangrain. Réunis « pour se concerter ensemble sur la cherté des denrées et comestibles qui augmentent tous les jours », ils ont constaté que « leur journée n'est pas suffisante pour les faire subsister... ils ne peuvent faire honneur à la fin du mois à leurs créances ». Ils demandent en conséquence vingt sols par lanterne « qui, suivant le cours du temps présent, ne fait à peine qu'un sol du temps passé (2) ».

(1) A. AULARD, *Paris sous la réaction thermidorienne*, t. II, p. 86, 113, 161, 191.

(2) Rapport des allumeurs à Sangrain, vendémiaire an IV. A. N., F¹³ 356.

L'assignat perdait chaque jour de sa valeur et « le renchérissement progressif des marchandises se fait sentir à chaque instant » (1). Cette augmentation perpétuelle du prix de la vie agitait de plus en plus les esprits. « Le vif aiguillon du besoin et de la misère, anime et excite la majeure partie des citoyens ; de toutes parts, on jette les hauts cris sur l'impossibilité où l'on est de se procurer le nécessaire (2) ».

Une comparaison des prix payés en 1790 et en septembre 1795 (vendémiaire an IV) montrera que les allumeurs n'avaient pas tort quand ils prétendaient que les prix s'étaient accrus plus de vingt fois.

	En 1790.	En 1795.
Boisseau de farine.....	2 livres	225 livres
Boisseau d'orge.....	16 sols.	50 »
Boisseau d'avoine.....	18 »	50 »
Boisseau de haricots.....	4 livres	120 »
Boisseau de pois ou de lentilles....	4 »	120 »
Demi-queue de vin d'Orléans.....	80 »	2.400 »
Voie de bois flotté.....	20 »	500 »
Boisseau de charbon.....	7 »	10 »
Livre d'huile d'olive.....	1 » 16 »	62 »
Livre de sucre.....	18 »	62 »
Livre de café.....	18 »	54 »
Livre de savon de Marseille.....	18 »	41 »
Livre de chandelle.....	18 »	41 »
Botte de navets, carottes.....	2 »	4 »
Un beau chou.....	8 »	8 »
Paire de souliers.....	5 »	200 »
Paire de bas.....	3 »	100 »
Paire de sabots.....	8 »	15 »
Chapeau.....	14 »	500 »
Aune de toile.....	4 »	180 »
Aune de drap d'Elbeuf.....	18 »	300 »
Un quarteron d'œufs.....	1 » 4 »	25 »
Livre de beurre.....	18 »	30 »
TOTAL.....	164 livres 17 sols.	5.642 livres (3).

Malgré cet accroissement formidable des prix, qui semblerait incroyable s'il n'était puisé dans des documents de l'époque, la Commission des travaux publics s'appuyant sur l'article du traité cité précédemment, demanda au citoyen Normand, chef du bureau central de règlement, si en allouant vingt sols pour chacune des vingt-sept lanternes entretenues par un allumeur, ce prix n'excéderait pas les

(1) A. AULARD, *Paris sous la réaction thermidorienne*, t. II, p. 218.

(2) A. AULARD, *Paris sous la réaction thermidorienne*, t. II, p. 258.

(3) *Gazette française* du 3 vendémiaire an IV, cité par A. AULARD, *Paris sous la réaction thermidorienne*, t. II, p. 271.

deux tiers de la journée d'un manœuvre (1). Normand répondit que si l'on accordait aux allumeurs le salaire réclamé il serait supérieur aux deux tiers de la journée d'un manœuvre. Le salaire quotidien d'un manœuvre dans le courant de vendémiaire avait été de 35 à 40 livres, par suite en donnant aux allumeurs dix-huit sols par lanterne, ce qui ferait un salaire quotidien de 23 livres 12 sols, on resterait dans les limites prévues (2).

Les commis des entrepôts demandaient eux aussi une augmentation de leurs traitements. Sangrain estimait qu'il serait équitable de leur accorder un traitement équivalent aux quatre cinquièmes de la journée des manœuvres, soit 20 livres par jour « ce qui n'est pas trop pour des hommes qui travaillent tout le jour et une partie de la nuit (3) ».

Mais l'augmentation continue du prix des denrées et des objets de première nécessité, obligeait d'augmenter le taux de la journée des manœuvres et par suite les salaires des allumeurs, ils atteignirent vingt sols pour arriver à quarante sols par lanterne en frimaire an IV (22 novembre-21 décembre 1795).

A cette époque, les difficultés pour s'approvisionner s'accroissaient encore « misère extrême, désolation, plaintes, murmures, jurements de désespoirs, lit-on dans les rapports de police. Du pain à 50 livres la livre, des distributions tardives chez les boulangers, du pain mauvais et mal fabriqué, le bois, le vin, le charbon, la chandelle à un prix qui ôte la possibilité de s'en procurer, le savon qui fait porter le blanchissage à un prix énorme, tout ce qui est nécessaire à la vie, porté à une valeur qui ne dut jamais exister ». La pomme de terre, qui devient le seul aliment, atteint 200 à 260 livres le boisseau ; le charbon est à 300 livres la voie, « l'assignat est nul aux yeux du marchand et nonobstant les efforts du gouvernement, il est à craindre qu'il ne soit bientôt publiquement refusé (4) ».

(1) Lettre de la Commission des travaux publics au citoyen Normand, chef du bureau central de règlement, 22 vendémiaire an IV. A. N., F¹³ 356.

(2) Lettre du citoyen Normand à la Commission des travaux publics, 9 brumaire an IV. A. N., F¹³ 356.

(3) Lettre de Sangrain à la Commission des travaux publics, 27 vendémiaire an IV. A. N., F¹³ 356.

(4) A. AULARD, *Paris sous la réaction thermidorienne*, t. II, p. 425, 429 et 435.

Aussi, seule la nécessité pousse les allumeurs à demander ces augmentations successives de leurs salaires. Sangrain rend compte en effet à la Commission des travaux publics qu'ils ne réclament plus une augmentation de salaire mais simplement qu'il leur soit délivré à chacun une livre de pain, en plus de la ration à laquelle ils avaient droit sur présentation de leurs cartes de pain chez le boulanger de leur quartier (1). A quoi bon en effet, demander un supplément d'assignats qu'il aurait fallu énorme pour permettre de se procurer les objets indispensables à la vie ?

Comme il était impossible de leur accorder une ration de pain supplémentaire, car cette mesure aurait obligé le pouvoir central à consentir la même faveur à tous les ouvriers employés par les administrations publiques et même à tous les ouvriers de Paris, les allumeurs se présentèrent le 24 frimaire an IV (15 décembre 1795) chez Sangrain « en disant hautement qu'il leur fallait chacun cent sols par lanterne, paye qui, suivant la base établie par la Convention elle-même(2), ne répondait qu'à un sol en numéraire par lanterne au lieu de quarante sols qu'ils ont maintenant, Paris ne serait pas éclairé ce soir et qu'en conséquence ils me rapporteraient les clefs des boîtes, qu'en effet, ils m'ont exhibées, en insistant pour me les faire reprendre (3) ». En appliquant le taux prévu par le traité passé avec l'entrepreneur, le salaire des allumeurs au 24 frimaire ne pouvait s'élever à plus de 54 livres, alors qu'en accordant aux allumeurs ce qu'ils demandaient ils auraient obtenu 135 livres par jour. A force d'exhortations, Sangrain obtint que le service serait assuré le 24 vendémiaire au soir, « mais ils lui ont assuré que si demain à sept heures du matin, ils ne recevaient pas une réponse affirmative, ils quitteraient définitivement le service (4) ».

(1) Lettre de Sangrain à la Commission des travaux publics, 20 frimaire an IV. A. N., F¹³ 356.

(2) La Convention avait en effet décrété que les assignats seraient remboursés sur le pied du centième de leur valeur normale. Comme les allumeurs touchaient un sol par lanterne avant la Révolution, ils se croyaient en droit d'exiger cents sols en assignats.

(3) Lettre de Sangrain au Ministre de l'Intérieur, 24 frimaire an IV. A. N., F¹³ 356.

(4) Rapport présenté au ministre de l'Intérieur, 24 frimaire an IV, F¹³ 356.

La 3^e division du ministère de l'Intérieur en exposant cette grave situation au ministre ajoutait dans son rapport « quelle que soit la cupidité que montrent en général les ouvriers, il est difficile de croire que cent soixante pères de famille qui ont un traitement proportionné à la durée de leur travail, s'insurgent tous à la fois sans être influencés par quelques malveillants qui doivent se trouver parmi eux ».

Le rapport demandait que le Bureau central de police agit sur les allumeurs pour « ramener ceux qui se sont égarés et sévir contre les auteurs de l'insubordination. Si l'on cédait à ces ouvriers lorsqu'ils font une demande injuste, on ne pourrait plus calculer jusqu'où se porteraient leurs prétentions, leur exemple serait bientôt suivi par les ouvriers des autres classes et les dépenses du Trésor public se multiplieraient à l'infini... (1) ». Le bruit courait en effet à Paris « que les ouvriers de tous les ateliers vont cesser leurs travaux si on ne leur donne pas les assignats de 100 livres pour vingt sous, en se contentant alors du prix des journées de 1790 (2) ».

Le Bureau central du canton de Paris, consulté par le ministre de l'Intérieur, était d'avis que la demande de 100 sols ou cinq livres, par lanterne était exorbitante « mais en blâmant et réprimant la conduite insurgée des allumeurs, nous croyons en même temps que les 54 livres dont ils jouissent par jour sont insuffisantes attendu leur travail, la nécessité où ils sont d'acheter du pain 50 livres la livre et la cherté excessive, en papier, de toutes les denrées... » (3).

Le ministre donna l'ordre au Bureau central de faire cesser « l'insurrection des allumeurs ». Le Bureau convoqua le lendemain 26 frimaire (17 décembre 1795) les principaux meneurs et leur fit de sévères réprimandes. Mais tous les autres allumeurs se joignirent à leurs camarades pour affirmer leur décision de quitter le service le 1^{er} du mois suivant si le 30 frimaire, jour de la paye, ils n'obtenaient pas les cinq livres par lanterne qu'ils réclamaient.

(1) Rapport présenté au ministre de l'Intérieur, 24 frimaire an IV. A. N., F¹³ 356.

(2) A. AULARD, *Paris sous la réaction thermidorienne*, t. II, p. 548.

(3) Lettre du Bureau central du canton de Paris au Ministre de l'Intérieur, 25 frimaire an IV. A. N., F¹³ 356.

« Sur la menace que nous leur avons faite de faire punir sévèrement ceux qui se permettraient de compromettre à ce point la sûreté publique, ils nous ont répondu tous ensemble qu'ils seraient tous punis, parce que tous quitteraient. Nous ne voyons pas sans effroi le moment où le service manquerait étant impossible de trouver tout de suite un nombre d'hommes suffisant en état de faire ce service et si, pour le leur faire reprendre, il fallait en venir à leur accorder leur demande, après avoir fixé leur paye à un taux plus bas, ce serait un pas en arrière qui toujours compromet l'autorité qui le fait ». Et capitulant devant la menace des allumeurs, le Bureau central proposait au ministre de céder ; « peut-être la prudence politique et la sûreté publique exigeraient le sacrifice entier du surcroît de dépense qu'entraînera la paye des allumeurs à cinq livres par lanterne... (1) ».

Dans un rapport présenté au ministre de l'Intérieur par la 3^e division, on prétendait que le Bureau central « a promis aux allumeurs ses bons offices pour obtenir de l'augmentation ». Ce rapport proposait au ministre « de s'écarter des dispositions du traité en ce qui concerne les allumeurs et de leur accorder le prix moyen de la journée d'un manœuvre au lieu des deux tiers (2) ». Ce prix avait été de 70 à 80 livres pour le mois de frimaire, le ministre décida que l'entrepreneur serait autorisé à fixer le prix de l'entretien des lanternes à 80 livres par allumeur pour le mois de frimaire et le mois suivant et à régler à l'avenir leurs salaires « d'après les taux des journées de manœuvres pendant le cours de chaque mois (3) ».

Cette décision ne fut pas appliquée longtemps, car devant les menaces réitérées des allumeurs, Sangrain fut autorisé le 3 nivôse an IV (24 décembre 1795) à leur payer 100 livres par jour à compter du 1^{er} nivôse (22 décembre 1795). En lui transmettant cette autorisation, le Bureau central qui semblait être animé de sentiments moins bien-

(1) Rapport du Bureau central au ministre de l'Intérieur, 26 frimaire an IV. A. N., F¹³ 356.

(2) Rapport présenté au ministre de l'Intérieur, 28 frimaire an IV. A. N., F¹³ 356.

(3) Lettre du ministre de l'Intérieur à Sangrain, 28 frimaire, an IV. A. N., F¹³ 356.

veillants à l'égard des allumeurs et être revenu à une plus exacte notion du principe d'autorité, lui écrivait : « en faisant de notre côté ce qui dépend de nous pour faciliter à ces citoyens une existence difficile, nous ne pouvons voir sans un juste mécontentement qu'ils prétendent faire eux-mêmes la loi aux autorités constituées et qu'ils annoncent dans leur manière de demander, un despotisme qui ne doit plus exister ni de la part de ceux qui gouvernent, ni de la part de ceux qui sont gouvernés... (1) ».

Lorsque le 30 frimaire an IV (21 décembre 1795) jour de la paye, Sangrain voulut, conformément à la décision du ministre, payer le salaire des allumeurs au taux de 80 livres par jour, ils refusèrent tous de l'accepter et déclarèrent « ne pas souffrir qu'un seul d'entre eux fut puni ». Mais pressés par le besoin, sans ressources pour subsister eux et leurs familles, ils consentirent quatre jours plus tard, le 4 nivôse (25 décembre 1795), à accepter 80 livres par jour pour le mois de frimaire et 100 livres pour le mois suivant (2).

Décidés à résister énergiquement aux nouvelles demandes qu'ils prévoyaient de la part des allumeurs, les membres du Bureau central, rappelèrent au ministre de l'Intérieur que l'article IX de l'arrêté du 28 prairial an III du Comité de Salut public prévoyait qu'il serait admis dans chaque entrepôt trois élèves allumeurs pour remplacer les malades ou les démissionnaires. Cette mesure, qui permettrait de remplacer les meneurs, n'avait pas été exécutée. Le Bureau central invitait les Commissaires de police des sections à lui indiquer des citoyens paisibles pour occuper les emplois d'élèves-allumeurs et il proposait au ministre d'en porter le nombre de quinze à vingt et de leur accorder à chacun 20 livres par jour à titre d'encouragement. « Dans un temps ordinaire, écrivait-il, on serait fort éloigné d'accorder un traitement aux élèves, mais dans l'état actuel on ne peut prendre trop de précautions pour assurer le service de l'illumination et pour ne pas recevoir la loi des ouvriers qui y sont employés (3) ». Le ministre accepta la création

(1) Lettre du Bureau central à Sangrain, 31 nivôse an IV. A. N., F ¹³ 356.

(2) Lettre du Bureau central au ministre de l'Intérieur, 9 nivôse an IV. A. N., F ¹³ 356.

(3) Rapport présenté au ministre de l'Intérieur, 18 nivôse an IV. A. N., F ¹³ 356.

de ces vingt emplois d'élèves-allumeurs et autorisa Sangrain à leur allouer à chacun 20 livres par jour, mais il ne devait accepter « que des citoyens paisibles ». « C'est le seul moyen, écrivait le ministre, de maintenir la subordination parmi cette classe d'ouvriers qui n'a cherché à faire la loi que par l'impossibilité où vous étiez de remplacer les plus mutins (1) ».

Il était temps en effet de mettre un frein aux demandes d'augmentation de salaires des allumeurs ; pour être en état de les payer le 29 nivôse (19 janvier 1796) au taux de 100 livres par jour, Sangrain ne réclamait pas moins de 600.000 livres d'avance « ne pouvant différer ces paiements sous quelque prétexte que ce puisse être (2) ».

La valeur des assignats diminuait alors avec une rapidité prodigieuse. Au 1^{er} janvier 1796, ils ne représentaient plus que les 54 centièmes de leur valeur nominale, au 1^{er} février que les 44 centièmes et au 22 février que les 29 centièmes (3). De plus, par suite des difficultés d'approvisionner Paris en farine et en viande, le Directoire rendit le 18 pluviôse an IV (1^{er} février 1796), un arrêté aux termes duquel seuls les indigents et les infirmes auraient droit à partir du 1^{er} ventôse (20 février 1796) aux distributions de pain et de viande sur présentations des cartes, alors que précédemment tous les habitants avaient droit à des rations de pain et de viande à des taux très minimes. A l'avenir, le pain devait être vendu par quatre cents boulangers et la viande par cent cinquante bouchers choisis par le Bureau central d'après une taxe établie le primidi de chaque décade par ledit Bureau. Au 1^{er} ventôse, la taxe du pain fut fixée à quarante livres, celle de la viande à quatorze livres en assignats ou onze sous en numéraire. Cette mesure augmenta le découragement dans la partie la plus pauvre de la population ; il est juste de dire qu'elle ne fut pas appliquée pour le pain qui continua pendant plusieurs semaines à être distribué à tous les habitants sur présentation des cartes (4).

(1) Lettre du ministre de l'Intérieur à Sangrain, 24 nivôse an IV. A. N., F¹³ 356.

(2) Lettre de Sangrain au ministre de l'Intérieur, 25 nivôse an IV. A. N., F¹³ 356.

(3) Tableau de la dépréciation des assignats annexé à la loi du 5 messidor an IV, rendue après le retrait du papier monnaie.

(4) A. AULARD, *Paris sous la réaction thermidorienne*, t. II, p. 746 et t. III, p. 1.

On s'explique aisément que dans ces circonstances, les allumeurs furent forcés d'adresser au ministre de l'Intérieur le 8 ventôse an IV (27 février 1796) une nouvelle demande d'augmentation de salaires. Ils exposaient « qu'ils ne sauraient subsister plus longtemps avec les modiques appointements de cent livres qu'ils reçoivent par jour et il suffit de rapprocher cette somme de la cherté excessive de toutes les denrées et autres objets nécessaires à la vie pour être immédiatement convaincu de cette vérité ». La demande de 400 livres de salaire par jour formulée par les allumeurs n'était pas excessive, comparée à la taxe du pain et de la viande ; « ils pensent, écrivaient-ils, que la somme qu'ils réclament n'est que strictement ce qu'il faut pour fournir à leurs besoins dans les circonstances actuelles. Presque tous pères de famille et sans autres ressources que celles de leur état d'allumeurs, ils espèrent citoyen Ministre, que vous voudrez bien prendre en considération leur demande ... (1) ». Cette fois, les allumeurs ne font pas suivre leur demande d'une menace de quitter le service. La création des élèves allumeurs et l'énergie montrée par le gouvernement semblent avoir porté leurs fruits. Les commis des entrepôts, qui touchaient 100 livres par jour, réclamaient aussi une augmentation de leurs traitements ; ils s'adressaient à Sangrain. « Notre travail vous est connu, écrivaient-ils, vous savez les courses pénibles que nous avons à faire pour suivre le service, ce qui nous coûte plus de 1.500 livres par mois pour les souliers, jugez par là les autres objets ». Ils s'en rapportaient à Sangrain du soin de fixer le nouveau taux de leurs appointements (2).

Mais le ministre ne voulut pas accorder aux allumeurs le salaire de 400 livres qu'ils réclamaient. Les frais qui leur incombait : salaires des aides, achat de blanc d'Espagne et de chiffons pour le nettoyage des réverbères « ne doivent pas entrer en considération pour l'augmentation proposée. On ajoutera à cette observation que les fonctions des allumeurs n'exigent point un travail qui les occupe toute la journée ».

(1) Pétition des allumeurs au ministre de l'Intérieur, 8 ventôse an IV. A. N., F¹³ 356.

(2) Lettre des Commis des entrepôts à Sangrain, 11 ventôse an IV. A. N., F¹³ 356.

Comme on avait accordé 130 à 140 livres par jour, aux manœuvres et 130 livres aux hommes employés à enlever la neige et à casser la glace dans les rues, on avait proposé au ministre d'accorder ce même salaire de 130 livres aux allumeurs. Mais le fonctionnaire qui examina le rapport concluant à cette allocation de 130 livres avant qu'il fut présenté au ministre, n'était pas partisan de cette augmentation quotidienne de 30 livres, pourtant bien minime. « Le ministre doit se rappeler, écrivait-il, l'espèce d'insurrection de ces allumeurs il y a environ un mois. Si on adhère dans ce moment à leur demande, dans un mois, ils feront une autre insurrection et d'encore en encore (*sic*), ils forceront la main au Gouvernement. On pense qu'il serait impolitique de leur accorder cette augmentation dans ce moment et qu'on doit au moins ajourner leur demande et cet ajournement est une grande faveur, car dans toute rigueur, elle devrait être rejetée ». Le ministre adopta ces conclusions et ajourna la demande des allumeurs (1). Cette mesure de rigueur, qui ne peut s'expliquer que comme représailles contre l'état d'esprit montré précédemment par les allumeurs, fut énergiquement combattue par Fricault, devenu inspecteur général de l'illumination de Paris. En l'absence de Sangrain, il crut devoir écrire au ministre qu'en vertu de sa décision du 28 frimaire dernier, le Bureau central du canton de Paris, avait autorisé l'entrepreneur à « régler leurs journées pour les mois suivants à raison du plus haut prix accordé aux manœuvres... Les allumeurs seraient fondés à se plaindre si cette augmentation ne leur était pas accordée puisqu'elle est une suite de la promesse qui leur a été faite de votre nom par le Bureau central et par le citoyen Sangrain ». Il réclama en conséquence l'autorisation de payer 130 livres par jour aux allumeurs (2).

De plus, le jour même, 24 ventôse (14 mars 1796), où le ministre décidait d'ajourner toute augmentation de salaires des allumeurs, ceux-ci lui adressaient une nouvelle pétition où ils écrivaient : « ... les exposants pères de familles

(1) Observations jointes au Rapport présenté au ministre de l'Intérieur, 24 nivôse an IV. A. N., F ¹⁸ 356.

(2) Lettre de Fricault au ministre de l'Intérieur, ventôse an IV. A. N., F ¹⁸ 356.

sans fortune, ont recours à votre justice, citoyen Ministre, à l'effet qu'il vous plaise de leur allouer un traitement proportionnel à celui qu'ils avaient en 1789... (1) ».

Sur le vu d'un nouveau rapport qui résumait la lettre de Fricault et la pétition des allumeurs et qui concluait à autoriser l'entrepreneur à payer 130 livres par jour aux allumeurs et 150 livres aux commis à compter du 1^{er} ventôse (2), le ministre donna le 28 ventôse (18 mars 1796) l'autorisation demandée (3).

Les assignats diminuaient de plus en plus de valeur ; le 4 floréal (23 avril 1796) à la Halle, on vendait la viande dix sols la livre en numéraire et cent cinquante livres en assignats, le pain était taxé 37 livres la livre ; un mois plus tard, le 4 prairial (23 mai 1796) le pain se vend 80 à 100 livres la livre et cent cinquante livres en assignats s'échangeaient contre trois sols six deniers en numéraire « c'est le taux auquel ils sont pris, non sans difficulté encore, par les marchands (4) ».

Dans ces conditions, le salaire des manœuvres qui servait de base pour calculer celui des allumeurs s'accrut sensiblement au cours du mois de prairial an IV. Aux travaux exécutés au Luxembourg et dans les autres chantiers dépendant de l'administration des travaux publics, le salaire quotidien de la première décade de prairial s'éleva à 200 livres et à 400 livres pour les deuxième et troisième décades.

Sangrain écrivit le 24 prairial (12 janvier 1796) au ministre de l'Intérieur pour lui demander l'autorisation d'allouer ce salaire de 400 livres aux allumeurs et celui de 300 livres aux commis ; « mais je leur ai signifié à tous, ajoute-t-il, que cette surpaye extraordinaire n'aurait d'autre terme que celui des circonstances actuelles et momentanées et que le mois prochain on suivrait le cours... (5) ».

Le ministre ne consentit à autoriser que le paiement d'un

(1) Pétition des allumeurs au ministre de l'Intérieur, 24 ventôse an IV. A. N., F¹³ 356.

(2) Rapport présenté au ministre de l'Intérieur, 25 ventôse an IV. A. N., F¹³ 356.

(3) Lettre du ministre à Sangrain, 28 ventôse an IV. A. N., F¹³ 356.

(4) A. AULARD, *Paris sous la réaction thermidorienne*, t. III, p. 142 et 206.

(5) Lettre de Sangrain au ministre de l'Intérieur, 24 prairial an IV. A. N., F¹³ 356.

salaire de 300 livres en assignats aux allumeurs, somme un peu inférieure au salaire moyen de 333 livres 33 des manœuvres dans le cours du mois de prairial, et aux commis un traitement proportionné. Pourtant, jamais l'assignat n'était tombé aussi bas, malgré la loi du 4 prairial an IV (23 mai 1796) qui prescrivait leur échange contre des mandats ou promesses de mandats « à raison de trente capitaux pour un ». Ce n'était qu'un échange de papier contre un autre papier qui fut vite déprécié lui aussi. « Un boucher trouvant à la Halle dans les assignats qu'il avait reçus quelques-uns d'une valeur au-dessous de cent livres, les jetait éparpillés sur le carreau disant qu'ils ne méritaient pas la peine qu'il allât passer une journée pour les échanger contre du papier... un litron de haricots vaut cent livres en assignats et deux sols en numéraire (1) ».

Les allumeurs avaient espéré, d'après ce que leur avait promis Sangrain, qu'ils recevraient enfin ce salaire de quatre cents livres, somme énorme, mais qui était loin de représenter l'équivalent de leur modeste salaire de vingt sols avant la Révolution. Quand ils apprirent que le ministre ne consentait à leur accorder que trois cents livres, ils refusèrent de les recevoir et se retirèrent pour délibérer. Ils désignèrent cinq d'entre eux, un par entrepôt, comme commissaires avec mission d'exposer leurs vœux : un salaire quotidien de 400 livres ou la cessation du service. Les cinq commissaires retournèrent au bureau de l'entrepreneur où ils trouvèrent l'inspecteur Damour et Fricault auxquels ils remirent « la majeure partie du service ». Fricault refusa de recevoir les clefs ; Damour et lui firent remarquer aux allumeurs « qu'ils compromettaient la sûreté publique et qu'ils sortaient de la loi qu'ils s'étaient engagés à suivre. Les cinq hommes choisis par eux, se sont conduits avec toute la décence possible, ont représenté notre dire (*sic*) à tous leurs camarades qui ne se sont point contentés et ont décidé que les insoumis des cinq entrepôts iraient au Bureau central pour expliquer les motifs qui les animent ». Il faut croire que les fonctionnaires du Bureau central firent mieux comprendre aux cinq délégués la gravité de la cessation

(1) A. AULARD, *Paris sous la réaction thermidorienne*, t. III, p. 201, 239, 252.

du service que Damour et Fricault ne l'avaient fait, car les allumeurs, après avoir entendu les explications de leurs délégués, « sont rentrés au bureau où ils ont tous reçu, savoir trois cents livres à compter sur le service qu'ils avaient fait en attendant qu'on ait fait leurs comptes à trois cents livres assignats par jour et se sont retirés et ont fait leur service à l'ordinaire (1) ».

Cette soumission des allumeurs devait porter ses fruits. Le 4 messidor (22 juin 1796) un rapport fut présenté au ministre de l'Intérieur dans lequel, après avoir relaté le mécontentement des allumeurs de n'avoir reçu que 300 livres par jour pour le mois de prairial, on lui rappelait que pour les mois de germinal et de floréal, ils n'avaient touché que 130 livres par jour, alors que le salaire moyen des manœuvres avait été de 150 livres. Le rapport concluait à autoriser Sangrain à payer 20 livres de plus par jour aux allumeurs pour ces deux mois, « avec un supplément proportionné aux commis de l'entrepôt (2) ». Le ministre autorisa cette dépense supplémentaire le 18 messidor (6 juillet 1796).

La vie devenait impossible à Paris pour la population ouvrière par suite de la baisse continue du papier-monnaie. Le 4 messidor (22 juin 1796), ce sont les ouvriers d'un entrepreneur de travaux publics qui se rendent chez le juge de paix de la section des Droits de l'homme, « pour le prier de donner son adhésion à un arrêté qu'ils avaient pris entre eux pour être payés 500 livres par jour ». Dans la section des Quinze-Vingts, on signale que des rassemblements ont lieu dans le faubourg Saint-Antoine « entre les ouvriers ébénistes, chapeliers et autres qui disent qu'ils ne veulent plus travailler qu'en (*sic*) numéraire, ils font des taxes et veulent même forcer les fabricants à signer ces sortes de marchés ». Le 24 messidor (12 juillet 1796) on remarque que « les employés de plusieurs administrations ont refusé de recevoir leur traitement en mandats, en observant que le gouvernement était trop juste pour ne pas les récompenser d'une autre manière, attendu l'impossibilité où ils sont de

(1) Lettre de Damour à Sangrain, 26 prairial an IV, A. N., F ¹³ 356.

(2) Rapport présenté au ministre de l'Intérieur, 4 messidor an IV. A. N., F ¹³ 356.

se procurer du numéraire (1) ». Les allumeurs ne devaient pas être les derniers à participer à ce mouvement et à réclamer un nouveau mode de paiement. Le 20 messidor (8 juillet 1796) ils demandèrent à Sangrain d'intervenir auprès de l'administration pour leur faire payer un sol six deniers par lanterne, moitié en numéraire, moitié en papier au cours, c'est-à-dire revenir à l'ancien salaire de 1790. En cas de refus, ils déclarent qu'ils remettront les clefs à la fin du mois de messidor et que le jour de paiement de leur salaire, ils remettront leur démission par écrit « vu qu'il nous est impossible de pouvoir vivre avec notre paye, attendu qu'aucun marchand ne veut de papier ». De plus, ils réclament 400 livres pour le mois précédent, d'après la promesse que Sangrain leur avait faite. « Tous les cinq Entrepôts voient la perte malheureuse des papiers, réclament les cent livres et ils y persistent (2) ».

Sangrain transmet le jour même cette pétition au ministre de l'Intérieur en faisant remarquer que les allumeurs n'avaient autrefois qu'un sol par lanterne et qu'en leur donnant 24 sols par jour en mandats au cours du jour, ils pourraient vivre. Il demandait une prompte réponse, la paye devant avoir lieu le 27 messidor (15 juillet 1796) (3). Le ministre autorisa Sangrain à payer cette somme de 24 sols en mandats au cours du jour à partir du 6 messidor. Le cours du mandat qui devait servir de base au paiement devait être déterminé par le Bureau central de règlement (4). Cette mesure ne dut pas donner une grande satisfaction aux allumeurs, car à la fin du mois de messidor il devenait impossible de se procurer à Paris des vivres contre du papier-monnaie, assignats ou mandats. « Les rentiers et les salariés de la République sont dans une détresse qu'il n'est pas possible d'exprimer. Malgré la rareté du numéraire, les boulangers ne veulent plus vendre qu'en argent et tous les autres marchands vendent beaucoup plus cher

(1) A. AULARD, *Paris sous la réaction thermidorienne*, t. III, p. 273, 313, 314.

(2) Proposition faite par les allumeurs des cinq entrepôts réunis (sic), 20 messidor an IV. A. N., F¹³ 356.

(3) Lettre de Sangrain au ministre de l'Intérieur, 26 messidor an IV. A. N., F¹³ 356.

(4) Lettre du ministre de l'Intérieur à Tourtille Sangrain, 26 messidor an IV. A. N., F¹³ 356.

qu'en 1790... il a été vendu à la Halle du pain à dix sols les quatre livres ; certains boulangers en boutique le vendent depuis douze jusqu'à seize sols ou 600 livres en papier (1) ».

On comprend la joie que durent éprouver les allumeurs et les autres « salariés de la République » quand le Conseil des Anciens eut approuvé le 2 nivôse an V (22 décembre 1796) la résolution prise le 28 frimaire an V (18 décembre 1796) portant qu'à compter du 1^{er} nivôse la totalité du traitement des fonctionnaires publics et employés, serait payé en numéraire métallique (2). Mais il était difficile de tenir semblable promesse et les allumeurs, comme les autres fonctionnaires, durent se contenter souvent de ne recevoir à la fin du mois qu'une minime portion de leur salaire. En messidor an VIII, ils menacèrent l'entrepreneur de cesser leur service si on ne leur payait pas tout ce qui leur était dû d'arriéré. « Le préfet de police en a prévenu le ministre de l'Intérieur ; il a pris en outre toutes les mesures qui sont en son pouvoir (hors les fonds dont il manque totalement) pour que cela ne se renouvelle point (3) ».

Ce n'est qu'avec la ferme impulsion imprimée à toute l'administration française par le Premier Consul, et la sage gestion qu'il introduisit dans les finances, que le calme revint parmi les allumeurs. Leur salaire avait été ramené dès l'an VI à un sol par jour et par lanterne comme avant la Révolution.

(1) A. AULARD, *Paris sous la réaction thermidorienne*, t. III, p. 326.

(2) Rapport de la Préfecture de police, 13 messidor an VIII. A. N., AF. IV, 1.329.

(3) A. AULARD, *Paris sous la réaction thermidorienne*, t. III, p. 653.

INDEX ALPHABÉTIQUE

A

Argant, inventeur, entrepreneur de l'éclairage de diverses administrations, 120.
 Avril, administrateur des travaux publics de la Commune de Paris, 73, 80, 80n, 87, 89n, 90, 91, 91n, 94, 94n, 95, 95n, 97, 97n, 98, 98n, 99, 100, 101, 101n, 102, 102n, 103, 104, 104n, 107, 107n, 108n, 109, 110, 110n, 111, 111n, 112, 112n, 113, 113n, 114, 114n, 115, 115n, 116, 116n, 117, 118n, 119, 119n, 120, 120n, 121, 121n, 122, 122n, 123, 123n, 124, 124n, 125, 127n, 128, 142, 221, 246, 246n.

B

Bailly, maire de Paris, 14, 21, 22, 22n, 23, 23n, 27, 27n, 28n, 30n, 31n, 32, 35, 35n, 40, 40n, 52, 52n, 57, 58, 62, 69n, 206, 206n.
 Barbier de Neufville, chef de la 3^e division du ministère de l'Intérieur, 204n.
 Basselin, chef de bureau de l'administration des travaux publics, 222n.
 Baudin, conventionnel, 119, 155, 156n.
 Baudin, conventionnel, 228n.
 Baumé, physicien, 116.
 Baue (Jean-Félix-Benoît), secrétaire général adjoint de la préfecture de police, 238.
 Behr, inventeur, 12, 217, 238, 239.
 Benezech, ministre de l'Intérieur, 169, 231, 232.
 Berthe (Jean), payeur des rentes, 8n.
 Berthier de Sauvigny, intendant de la généralité de Paris, 18, 18n.
 Berthellet, physicien, 116.
 Bertrand, commissaire de la Commune de Paris, 87.
 Bidermann, commissaire du corps municipal de Paris, 69.
 Bonaparte, général en chef de l'armée, de l'intérieur, 177, 177n, 178, 178n, 183.
 Bonaparte (Lucien) ministre de l'Intérieur, 236.
 Boncour (Paul), sénateur, 8.
 Bonvalet, administrateur du département de la garde nationale, 208n.
 Boufflers (chevalier de), député à l'Assemblée constituante, 223n.
 Boulemer de la Martinière, procureur

de la Commune de Paris, 42, 42n.
 Bourgeois de Chateaublanc, inventeur, 240.
 Bourguignon (les frères), entrepreneurs de l'éclairage de diverses administrations, 165, 165n.
 Bourlet, boulanger, 165.
 Brébillon, inspecteur des bâtiments du roi, 25, 25n.
 Briet, entrepreneur de l'éclairage des hôpitaux et prisons de Paris, 118, 119.
 Bruneseaux, inspecteur principal à cheval de l'illumination, 157, 238.

C

Cadet de Chambine, chef de la 3^e division du ministère de l'Intérieur, 169, 177, 178n, 189, 231, 238.
 Cadet de Gassicourt, pharmacien, 238.
 Callet, inspecteur de la voirie, 229, 229n.
 Calonne, employé de la commission des travaux publics, 226, 226n.
 Camille Desmoulins, conventionnel, 18.
 Canalès-Oglou, inventeur, 240.
 Carnot, conventionnel, 116.
 Caron, archiviste aux Archives nationales, 63n.
 Caron, chandelier, 207.
 Cellerier, lieutenant de maire, chargé des travaux publics de la Ville de Paris, 21, 21n, 22, 22n, 23, 23n, 24, 25, 25n, 26, 27, 28, 28n, 29, 29n, 30, 30n, 31, 31n, 32, 32n, 33, 33n, 35, 35n, 40, 40n, 42n, 51, 51n, 52, 52n, 55n, 57, 58, 58n, 59, 59n, 61n, 62, 218, 219, 219n.
 Chalgrin, membre du conseil d'examen des bâtiments civils, 233.
 Chambine (Cadet de), voir Cadet de Chambine.
 Champion de Villeneuve, administrateur des travaux publics de la Ville de Paris et ministre de l'Intérieur, 36n, 64, 70.
 Chandellier, membre du Comité révolutionnaire de la section Poissonnière, 83.
 Chaptal, ministre de l'Intérieur, 237n.
 Charancour (Bourbon de), inventeur, 51, 51n, 217, 217n, 218, 219, 219n, 220, 220n, 222, 222n, 223, 223n, 224, 224n, 225, 225n, 226, 226n, 227, 227n, 228, 228n, 229, 230, 230n,

231, 231n, 232, 232n, 233, 233n, 234, 234n, 237.
 Chaumette, procureur-syndic de la commune de Paris, 79n, 220, 221n.
 Clavière, ministre des Contributions publiques, 36n.
 Coffin, famille dunkerquoise, 107n.
 Colbert, secrétaire d'Etat aux Finances, 7.
 Commart, inventeur, 196, 217, 235, 235n, 236, 236n, 237.
 Constant, chandelier, 210n.
 Corbaux, adjudant-major de la garde nationale parisienne, 212, 212n.
 Courel, agent de la commission de commerce, 144, 148, 154.
 Couthon, conventionnel, 111n.
 Cultur, propriétaire de terrains aux environs du théâtre des Arts, 137.

D

Damour (Jean-Michel), inspecteur de l'illumination, 29, 31, 31n, 32, 40, 42, 53, 79n, 80, 87, 87n, 117, 121, 121n, 122, 122n, 133n, 135, 136, 138, 138n, 139, 139n, 142n, 149, 156, 157, 157n, 158, 159, 160, 160n, 168, 171, 171n, 176, 176n, 187, 202, 202n, 213, 213n, 214, 219, 219n, 221, 221n, 223, 229, 229n, 231, 231n, 245, 246, 246n, 269, 270n.
 Daubigny, adjoint du ministre de la Guerre, 113n.
 Dauvin (François-Nicolas), directeur général des illuminations de la République, 106, 128.
 Debaucles, associé de l'entrepreneur de l'éclairage de Paris, 69.
 Debraedt (Guillaume-Antoine), inspecteur de l'illumination, 34, 34n.
 Delamarre, Voir Lamarre.
 Dépre de Crassier, lieutenant-colonel d'infanterie, député à la Constituante, bénéficiaire du bail de l'éclairage de Paris, 13n, 54, 55n.
 Devey, chandelier, 210n.
 Devinett-Thierry, député, 196, 196n.
 Doderel, associé de l'entrepreneur de l'éclairage de Paris, 69.
 Dreue (abbé), officier municipal, 35, 35n.
 Duchesne, intendant de la maison de Madame, bénéficiaire du bail de l'éclairage de Paris, 13, 55, 55n.
 Dufresne, directeur du trésor royal, 40, 40n, 42, 42n.
 Dujardin, chandelier, 211n.
 Dumas, major de la garde nationale de Paris, 207, 207n.
 Duperron, président du district des Théâtres, 25, 25n.
 Dupin (Victor), conventionnel, 133.
 Duport-Dutertre, lieutenant de maire du département de la police, 218, 218n, 219n.

E

Eberts, inventeur, 217, 237, 237n.
 Elie Lefebvre, négociant à Rouen, 88, 94, 94n, 95, 95n, 99, 100, 112, 113, 113n, 119, 143, 144, 147, 148, 148n, 153.

F

Fabre, secrétaire de la Société des Jacobins, 220.
 Fabre du Bosquet, entrepreneur de l'éclairage de Paris sous l'ancien régime, 48, 54, 55, 61.
 Faimond, chef de la 6^e division de la préfecture de police, 238.
 Fallet (Jean-Nicolas), administrateur des travaux publics de la Commune de Paris, 74, 75.
 Feuillant, candidat au bail de l'éclairage, 204.
 Février, marchand de vins, 25.
 Flament, allumeur de lanternes, 229.
 Fleury, entrepreneur de l'éclairage de la Convention, 125n.
 Foulon, conseiller d'Etat du roi, 18, 18n.
 François de Neufchâteau, ministre de l'Intérieur, 197, 236.
 Fréry, commissaire de la Commune de Paris pour la régie des huiles, 105.
 Fricault, commis, puis entrepreneur de l'éclairage de Paris, 73, 74, 75, 76, 77, 77n, 80, 81, 81n, 84, 85, 86, 86n, 87, 87n, 89, 89n, 90n, 92, 93, 94, 95, 95n, 96, 100, 101, 103, 104, 104n, 113, 114, 114n, 115, 115n, 121, 122, 122n, 123, 123n, 124, 124n, 125, 125n, 127, 128, 129, 129n, 130, 131, 131n, 132, 134, 135, 136, 136n, 139, 139n, 140, 141, 141n, 167, 203, 213n, 233n, 245, 246, 267, 267n, 268, 269.
 Frochot, préfet du département de la Seine, 199.
 Fumelin, membre de l'Institut, 232.
 Fumeroz (femme), 96, 97.

G

Gancey (de), commandant du bataillon du district de Popincourt, 207, 207n.
 Ganneron, chandelier, 207.
 Garesché, président du Comité des finances de l'Assemblée constituante, 57.
 Garret, inspecteur de la voirie, 229, 229n.
 Gibert, épiciier à Paris, 121, 155n.
 Gidoïn, épiciier à Paris, 104.
 Gilbert, régisseur de l'octroi de Paris, 238.
 Girault (Jean-Louis), ancien commissaire de la voirie, électeur, 20n.
 Gisors, architecte, 239.
 Gonard, directeur des diligences et

coches d'eau du Havre et de Rouen, 113.
 Gouvion (de), major général de la garde nationale parisienne, 27, 27n, 28, 28n, 30n.
 Guénifey ou Guénifey-Savonnières, commissaire de la Commune de Paris, directeur de la raffinerie d'huile de Lepescheux et associé de Lepescheux, 87, 108n, 131n, 171, 173, 173n, 174, 188, 189, 189n, 194, 195, 195n, 201n.
 Guillothe (Alexandre), commandant un bataillon de la garde nationale de Paris, 209.

H

Hopital (marquise de l'), 207.
 Hoppe, vérificateur des bâtiments de la Commune de Paris, 165.
 Hua, notaire à Paris, 201.
 Hue, commissaire du corps municipal de Paris, 69.
 Hulin, commandant des volontaires de la Bastille, 208, 208n.
 Huvé, négociant, entrepreneur de l'éclairage de Paris, 171, 172, 173, 187, 196, 196n, 198, 198n, 201, 202, 203, 204, 204n.

J

Jallier, administrateur des travaux publics, 36.
 Jean-Bon Saint-André, conventionnel, 129.
 Jonquoy, commissaire de la Commune de Paris pour la régie des huiles, 105.
 Joully, associé de l'entrepreneur de l'éclairage de Paris, 69.
 Julien, inspecteur principal de l'illumination, 34, 42, 149, 157, 168, 202, 213, 214, 214n.
 Julienne, conseiller de la préfecture de police, 238.

L

Lacombe (Paul), savant bibliographe parisien, 50n.
 La Fayette (marquis de), commandant de la garde nationale parisienne, 14, 18n, 22n, 23, 26, 27, 27n, 34, 208, 209.
 Lajard, officier de l'état-major de la garde nationale parisienne, 209n.
 Lamarre (Nicolas, Forty), avoué près le tribunal de commerce de Paris, 97, 97n, 111, 128, 135, 136n.
 Lambert, contrôleur général des finances, 205, 206n.
 Lanoë, concierge de la Société des Jacobins, 118.
 Larcher, sous-fermier des messageries, 157n.
 Lasne, adjudant-général de la 1^{re} légion de la garde nationale parisienne, 213n.

Lavalard (Pierre Joseph), commanditaire de l'entreprise de l'éclairage de Paris, 17, 17n.
 Le Camus, conventionnel, 133.
 Le Chapelier, député à l'Assemblée législative, 256, 257n.
 Lecomte, entrepreneur de l'éclairage des hôpitaux et prisons de Paris, 118, 119.
 Legrand (Léon), conservateur honoraire aux Archives nationales, 11.
 Legrand, architecte de la Commune de Paris, 165.
 Lemoine, administrateur des hospices de Paris, 127n.
 Le Mennier (dame), bénéficiaire du bail de l'éclairage de Paris, 54.
 Lenfumé, garde du magasin de l'éclairage, entrepreneur de l'éclairage de Paris, 114, 114n, 127, 133, 133n, 134, 135, 136, 138, 138n, 139, 141, 142, 142n, 143, 145, 146, 146n, 147n, 148, 149, 150, 152, 153, 154, 155, 155n, 157n, 159, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 176, 176n, 203, 213n, 214, 214n, 224, 247, 248, 249, 249n, 250, 251, 252, 252n, 253, 257.
 Lenoir, lieutenant de police, 218, 220, 221.
 Lepescheux (Antoine), industriel, associé de l'entrepreneur de l'éclairage de Paris, 9, 13, 73, 76, 82, 82n, 83, 83n, 84, 86, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 96, 97, 97n, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104n, 105, 106, 106n, 107, 107n, 108, 108n, 109, 110, 111, 112, 115, 118, 125, 128, 130, 134, 135, 143, 143n, 144, 144n, 149, 150, 151, 165n, 171, 173, 173n, 174, 188, 189, 189n, 194, 195, 195n, 198, 199, 199n, 235.
 Léon (la citoyenne), 84.
 Le Roy, membre de l'Institut, 232, 232n.
 Leroy de Montécly, vice-président du district des Mathurins, 28.
 Le Roux de la Ville, ancien administrateur des travaux publics de la Ville de Paris, et ministre des contributions publiques, 36n, 66, 68, 69.
 Levasseur, administrateur des travaux publics, 36n.
 Levasseur, administrateur des hospices de Paris, 127n.
 Lindet, conventionnel, 128.
 Lompré (abbé), député à l'Assemblée constituante, membre du Comité des finances, 56, 57, 61, 65, 65n.
 Louis XVI, roi de France, 79, 179.
 Lulier (ou Lullier), agent national près le Département de Paris, 102n.

M

Maillebois (comte de), bénéficiaire du bail de l'éclairage de Paris, 54.
 Maire, épiciier, 208n.

Marlié, commissaire de police de la section de Bondy, 138n.
 Mathiez (Albert), chargé de cours à la Sorbonne, 10, 10n.
 Mercier (Sébastien), auteur du Tableau de Paris et du Nouveau tableau de Paris, 18, 18n.
 Merlin, ministre de la police générale, 183.
 Mesmaker, négociant en huiles, 195, 196, 196n.
 Meunier, négociant, 153.
 Minier, administrateur au département de police, 35n.
 Montalivet (de), ministre de l'Intérieur, 240.
 Montauban, administrateur des travaux publics de la Ville de Paris, 36n.
 Mouchelet, membre du Conseil d'examen des bâtiments civils, 283.
 Mouchonnet, maître-maçon, 112.
 Mulot (abbé), vice-président du Conseil général et du corps municipal de la Ville de Paris, 62, 62n.

N

Napoléon, empereur, 55n.
 Necker, directeur général des finances, 39.
 Noraye (de la), lieutenant de maire chargé du domaine de la Ville de Paris, 53.
 Normand, chef du bureau central de règlement, 260n.

O

Osselin, administrateur du département de la garde nationale de Paris, 208n.

P

Pache, maire de Paris, 88, 89, 89n, 98, 115, 116n, 218n.
 Parisot (Gérard), homme de loi, 134.
 Patte, architecte du prince palatin, 218n.
 Paul, inventeur, 217, 237, 238, 241n.
 Payan, agent national de la Commune de Paris, 221.
 Pelletier, physicien, 115.
 Perben, concurrent de Sangrain pour l'entreprise de l'éclairage de Paris, 49, 50, 50n, 51, 51n, 52, 52n, 53, 56, 58, 60, 61, 66, 66n, 221, 235.
 Pinard, juge de paix de la section Poissonnière, 118, 118n.
 Pirote, ferblantier, 135.
 Porcher, administrateur des hospices de Paris, 127n.

Portalès (Paul), banquier, associé de Lepescheux, 106, 106n, 130, 131.
 Poyet, architecte de la Commune de Paris, 112n, 177n.
 Prieur, conventionnel, 116.

Q

Quinquet, pharmacien, inventeur, 238.

R

Randon de Latour, administrateur du trésor public, 58, 58n, 59n, 69, 69n.
 Réal, substitut du procureur de la Commune de Paris, 94, 94n.
 Renouard, commissaire de la Commune de Paris, pour la régie des huiles, 105.
 Robespierre, conventionnel, 123, 127.
 Roland, ministre de l'Intérieur, 240.
 Rondelet, conventionnel, 133, 138n, 166, 212, 212n.

S

Saint-Martin (de), lieutenant de maire, 205, 206, 206n, 207, 207n, 208, 208n, 209n.
 Sangrain, entrepreneur de l'éclairage de Paris. Le nom de cet entrepreneur étant répété très fréquemment, il n'est pas possible de signaler toutes les pages où il se rencontre.
 Sanlot, trésorier du comité de bienfaisance de la section du Montblanc, 90n.
 Sanson, bourreau de Paris, 26.
 Saullerat habitant de la rue de Vaugirard, 43.
 Saval (de), administrateur des travaux publics, 36n.
 Séguin, adjudant-major de la garde nationale de Paris, 212.

T

Tourtillat-Sangrain, voir Sangrain.
 Trouillet, entrepreneur du nettoyage des rues de Paris, 193, 194.

V

Vigner, commissaire du corps municipal de Paris, 69.
 Villers, conventionnel, 92.
 Villette (marquis de), 24.
 Vincent, entrepreneur de l'éclairage de Paris, 204, 204n.

W

Walweinbruyketel, brasseur, 134.
 Weiss, maçon, 139, 139n.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	p.	7
BIBLIOGRAPHIE.....	p.	11

CHAPITRE PREMIER

L'ÉCLAIRAGE DE PARIS SOUS LA COMMUNE PROVISOIRE ET LA COMMUNE CONSTITUTIONNELLE (14 JUILLET 1789-10 AOUT 1792).

Reclamations contenues dans les cahiers de doléances des districts de Paris. — Éclairage extraordinaire pour prévenir les troubles. — Reclamations de la Garde nationale parisienne. — Amélioration de la surveillance de l'éclairage. — Rues nouvellement éclairées. — L'éclairage des rues jusqu'aux nouvelles barrières	p.	17
--	----	----

CHAPITRE II

L'ÉCLAIRAGE DE PARIS JUSQU'AU 1^{er} DÉCEMBRE 1792.

Manœuvres de Perben pour obtenir l'entreprise de l'éclairage de Paris. — Résiliation du bail de Tourtille-Sangrain	p.	49
--	----	----

CHAPITRE III

L'ÉCLAIRAGE DE PARIS DU 1^{er} DÉCEMBRE 1792 AU 9 THERMIDOR AN II (27 JUILLET 1794).

Fricault entrepreneur de l'éclairage. — Arrestation de Lepescheux et de Sangrain. — Mise en régie de l'éclairage de Paris. — Difficultés rencontrées par l'administrateur Avril	p.	73
---	----	----

CHAPITRE IV

L'ÉCLAIRAGE DE PARIS DU 9 THERMIDOR AN II (27 JUILLET 1794) AU 1^{er} FRUCTIDOR AN III (18 AOUT 1795).

Adjudication de l'éclairage au citoyen Lenfumé. — Les rues nouvellement éclairées. — Difficultés pour constituer les approvisionnements d'huiles. — Surveillance de l'éclairage	p.	127
---	----	-----

CHAPITRE V

L'ÉCLAIRAGE DE PARIS DU 1^{er} FRUCTIDOR AN III (18 AOUT 1795) AU 1^{er} VENDÉMAIRE AN V (22 SEPTEMBRE 1796).

Bail de l'éclairage concédé à Sangrain. — Achats d'huiles opérés directement par Sangrain. — Améliorations apportées à l'éclairage. — Difficultés pour fabriquer les lanternes. — Vols de lanternes ..	p.	167
--	----	-----

CHAPITRE VI

L'ÉCLAIRAGE DE PARIS DU 1^{er} VENDÉMAIRE AN V (22 SEPTEMBRE 1796)
AU 1^{er} VENDÉMAIRE AN XI (23 SEPTEMBRE 1802).

Les marchés de l'éclairage du 1^{er} vendémiaire an V au 1^{er} vendémiaire an XI. — Les concurrents de Sangrain. — Retards dans le paiement des frais d'éclairage. — Sangrain cède son entreprise à Huvé. — Retraite de l'inspecteur Damour. — L'éclairage de Paris en l'an X..... p, 187

CHAPITRE VII

L'ÉCLAIRAGE DES CASERNES ET DES CORPS DE GARDE DE LA GARDE
NATIONALE PARISIENNE (14 JUILLET 1789-AN III).... p. 205

CHAPITRE VIII

PERFECTIONNEMENTS PROPOSÉS POUR AMÉLIORER L'ÉCLAIRAGE PUBLIC.

Expériences de Charancour. — Procédé du citoyen Commart de Strasbourg. — Fanal du citoyen Eberts de Strasbourg. — Réverbères de Paul. — Behr et les lanternes à la Maëstricht..... p. 217

CHAPITRE IX

LES COMMIS DES ENTREPOTS ET LES ALLUMEURS.

Leurs fonctions. — Réclamations d'augmentations de salaires. — Menaces de grève..... p. 243
INDEX ALPHABÉTIQUE..... p. 273

Vu pour le Doctorat d'Université,

22 novembre 1927,

Le Doyen de la Faculté des Lettres

de l'Université de Paris,

F. BRUNOT.

Vu et permis d'imprimer

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

◀ A LA MÊME LIBRAIRIE ▶

LES CHEFS-D'ŒUVRE DE LA LITTÉRATURE EXPLIQUÉS

ÉTUDES CRITIQUES ET LITTÉRAIRES PUBLIÉES SOUS LA DIRECTION DE

RENÉ DOUMIC

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

PREMIÈRE SÉRIE

- * **ILIADÉ** d'HOMÈRE.
Par *Aimé Puech*, de l'Institut.
- * **LES PHILIPPIQUES** de DÉMOSTHÈNE.
Par *Aimé Puech*, de l'Institut.
- * **HIPPOLYTE** d'EURIPIDE.
Par *Louis Méridier*, professeur à la Sorbonne.
- GARGANTUA** de RABELAIS.
Par *Abel Lefranc*, de l'Institut.
- * **DON QUICHOTTE** de CERVANTES.
Par *Paul Hazard*, professeur au Collège de France.
- * **LES ESSAIS** de MONTAIGNE.
Par *Gustave Lanson*, directeur h^{rs} de l'Ecole Normale Supérieure.
- * **LES PENSÉES** de PASCAL.
Par *Fortunat Strowski*, de l'Institut.
- * **LE CID** de CORNEILLE.
Par *Gustave Reynier*, professeur à la Sorbonne.
- * **LE MISANTHROPE** de MOLIERE.
Par *René Doumic*, de l'Académie Française.
- * **LA NOUVELLE HÉLOÏSE** de J.-J. ROUSSEAU.
Par *Daniel Mornet*, professeur à la Sorbonne.
- * **PORT-ROYAL** de SAINTE-BEUVE.
Par *Victor Giraud*.
- * **PÊCHEUR D'ISLANDE** de P. LOTI.
Par *Louis Barthou*, de l'Académie Française.

DEUXIÈME SÉRIE

- * **ODYSSÉE** d'HOMÈRE.
Par *Victor Bérard*, directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes.
- * **ŒDIPE-ROI** de SOPHOCLE.
Par *Maurice Croiset*, de l'Institut.
- * **LES SATIRES** de JUVÉNAL.
Par *P. de Labriolle*, professeur à la Sorbonne.
- POLYEUCTE** de CORNEILLE.
Par *l'Abbé J. Calvet*, professeur à l'Institut Catholique.
- ANDROMAQUE** de RACINE.
Par *Daniel Mornet*, professeur à la Sorbonne.
- LES SERMONS** de BOSSUET.
Par *A. Rebillion*, de l'Institut.
- LES ROMANS** de VOLTAIRE.
Par *André Bellessort*.
- LES CONTEMPLATIONS** de V. HUGO.
Par *Maurice Levaillant*.
- HERNANI** de Victor Hugo.
Par *Louis Barthou*, de l'Académie Française.
- LE PÈRE GORIOT** de BALZAC.
Par *Marcel Bouleron*.
- LE ROUGE ET LE NOIR** de STENDHAL.
Par *André Le Breton*, professeur à la Sorbonne.
- LES DÉRACINÉS** de BARRÈS.
Par *Henri Massis*.

Les volumes marqués d'un astérisque sont en vente

Chaque volume (de 300 à 380 pages environ)..... 20 fr.

Paul SOUDAY (*Le Temps*)

Edm. JALOUX (*Les Nouv. Litt.*)

M. René Doumic dirige une nouvelle collection qui sera fort utile aux étudiants et intéressera tous les amis des bonnes lettres. Son étude sur le *Misanthrope* est des plus instructives et des plus attrayantes.

L'étude de M. Louis Barthou sur *Pêcheur d'Islande* est une des plus importantes qui aient été écrites. Il sera désormais impossible d'étudier l'œuvre de Loti sans avoir recours à elle.

LES PHILOSOPHES

Collection d'études sur la Philosophie de tous les temps

SOCRATE, par PAUL LANDORMY, professeur agrégé à l'Université.....	10 fr.
PLATON, par MARCEL RENAULT, inspecteur d'Académie, ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure.....	10 "
ARISTOTE, par CH. LALO, professeur au Lycée Rollin, docteur ès lettres.....	10 "
ÉPICURE, par MARCEL RENAULT, inspecteur d'Académie, ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure.....	10 "
LES STOICIENS, par R. LAFON, professeur au Lycée de Pau, ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure.....	10 "
SAINT-THOMAS D'AQUIN, par A. FOREST, professeur au Lycée de Guéret.....	10 "
KANT, par G. CANTECOR, professeur au Lycée Pasteur....	10 "
SPINOZA, par E. CHARTIER, professeur au Lycée Henri-IV.	10 "
DESCARTES, par PAUL LANDORMY, professeur agrégé de l'Université.....	10 "
LEIBNIZ, par MAURICE HALBWACHS, professeur à la Faculté des lettres de Strasbourg.....	10 "
COMTE, par G. CANTECOR, professeur au Lycée Pasteur..	12 "
BERGSON, par FÉLICIE CHALLAYE, professeur au Lycée Condorcet.....	18.50

POUR PARAÎTRE PROCHAINEMENT

NIETZSCHE, par FÉLICIE CHALLAYE, professeur au Lycée Condorcet.

MELLOTTÉE

PARIS, 48, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE
